This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

B 440895

SE TAIRE ET FAIRE

DA
522
.T6
S78
2+
186

WILLIAM PITT

ET

SON TEMPS

Paris. — Imprimerie A. Wittersheim, 8, rue Montmorency.

20.359

WILLIAM PITT

ET

SON TEMPS

PAR

LORD STANHOPE

TRADUIT DE L'ANGLAIS

ET

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. GUIZOT

TOME QUATRIÈME

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

—

1863

Tous droits réservés

WILLIAM PITT

ET SON TEMPS

CHAPITRE XXXIV

— 1803 —

Pitt renonce pour quelque temps à assister aux séances de la chambre des communes. — Sa conférence avec Rose. — Correspondance avec lord Chatham. — Dettes du prince de Galles. — Dissentiments avec la France. — Entrevue de lord Whitworth avec le premier consul. — Procès de Peltier. — Exposé au Corps Législatif. — Armements en France et en Hollande. — Désir général de la rentrée de Pitt aux affaires. — Proposition transmise par lord Melville. — Ouvertures subséquentes d'Addington. — Mort de la comtesse douairière de Chatham.

A Walmer-Castle, Pitt eut une attaque de goutte et un malaise bilieux assez violent qui le retinrent dans sa chambre pendant quelques jours. Cette retraite lui laissa le loisir d'examiner mûrement l'état des affaires. Il était plus que jamais convaincu qu'Addington avait commis quelques erreurs graves tant au sujet des affaires étran-

426814

gères que dans les questions de finance. Il savait qu'il lui était impossible, à lui, de se trouver à la chambre des communes sans être obligé de parler; il savait qu'il ne pouvait dire ce qu'il pensait sans ébranler et peut-être sans renverser le gouvernement. D'autre part, il ne pouvait se dissimuler qu'il lui restait un grand rôle à jouer comme gardien des deniers publics et de la sécurité nationale.

Mais depuis la lettre que j'ai insérée et que M. Pitt avait écrite à la fin de janvier, des considérations différentes et extrêmement graves le préoccupaient. Il apprenait que les dissentiments avec la France allaient toujours croissant et devenaient tous les jours plus menaçants; il apprenait combien les prétentions nouvelles du premier consul étaient vastes et inadmissibles. Serait-il bon, dans une pareille situation, serait-il digne d'un grand politique de courir le risque d'ébranler ou de renverser le gouvernement au moment où la question de la paix et de la guerre était engagée, lorsqu'elle faisait trembler la balance? Ce fut sous l'influence de ce sentiment que M. Pitt résolut de persister dans la marche qu'il avait récemment adoptée. Il prit le parti de retarder sa rentrée à la chambre des communes et même d'y renoncer pour quelques temps.

Dominé par cette impression, il écrivit à cette époque les lettres suivantes :

M. PITT A M. ROSE.

« Walmer-Castle, 16 février 1803.

» Mon cher Rose,

» Le retour d'une espèce de beau temps me donne ici tant d'occupation et me fera probablement tant de bien

que cela seul m'aurait disposé à modifier mes projets et à rester plus longtemps à Walmer. Mais, en dehors de cette égoïste raison, je suis de plus en plus persuadé, d'après tout ce que je vois des affaires et des partis, que le rôle que je pourrais jouer à présent, si je me trouvais en ville, aurait chance de faire plus de mal que de bien, et que, par conséquent, il vaut mieux, sous tous les rapports, que je reste où je suis. Il y a cependant bien des points de notre situation, surtout dans les questions de finance, que j'aurais été bien aise de discuter avec vous; en sorte que, si ce n'était pas vous proposer quelque chose de bien incommode, ce serait pour moi une vive satisfaction (lorsque vous serez débarrassé du bill de Southampton ou des autres affaires que vous tenez à suivre) si vous pouviez trouver quelques jours pour me donner le plaisir de vous voir ici. Pour le moment, je n'ai pas l'intention, si je puis l'éviter, de quitter Walmer d'ici à quelques semaines. Me voilà débarrassé de ma goutte et du mouvement de bile, et je reprends des forces tous les jours. Le tableau que je contemple ce matin de ma fenêtre est aussi charmant qu'au cœur de l'été.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. Pitt. »

Rose se rendit donc à Walmer-Castle et y passa plusieurs jours. Il inscrit dans son journal : « Quelque pressé que je fusse de voir M. Pitt à la chambre avant de venir ici, je suis converti par les raisons qui, dans le choix des inconvénients, le décident à rester à la campagne. »

M. PITT A LORD CHATHAM.

« Walmer-Castle, 24 février 1803.

» Mon cher frère,

» Lord Camden me dit que vous avez le désir de savoir si je n'arriverai pas prochainement en ville. Je n'ai pas encore arrêté dans mon esprit une date précise, et l'air et l'exercice dont je jouis par ce beau temps me font tant de bien que je tiens à prolonger mon séjour ici le plus longtemps possible, d'autant plus, à dire le vrai, que je ne pourrais guère être en ville sans assister aux séances de la chambre, et je ne vois pas, dans l'état actuel des affaires, quel serait l'avantage qui pourrait résulter de la manifestation de mes opinions. Il me serait peut-être impossible d'éviter de parler sur les questions financières, à moins que les mesures présentées dans le cours de la session ne fussent extrêmement différentes de ce que j'attends d'après le discours imprimé d'Addington, ou d'après ce qu'on me dit de ses intentions. La ligne de conduite que j'adopterai sous ce rapport dépendra beaucoup de la nature de son budget définitif, qu'il ne présentera guère, je suppose, qu'après Pâques. Je serais enchanté de me trouver à même de vous expliquer pleinement la nature de mes opinions, autant que j'ai pu les former, et les bases sur lesquelles elles reposent; j'aurais donc été tenté de faire une petite course en ville dans ce seul but, sans les raisons que je vous ai déjà données.

» Toujours, mon cher frère,

» W. Pitt. »

» Walmer-Castle, dimanche 27 février 1803.

» Mon cher frère,

« L'état de choses fort intéressant que vous me décrivez et le désir que vous exprimez de me voir seraient plus que suffisants pour me déterminer à partir sur-le-champ pour Londres, afin d'y passer quelques jours, si je pouvais avoir le plaisir de causer avec vous des affaires aussi à fond que vous pourriez le désirer, sans m'exposer à des consultations de la part d'autres personnes, ce que je ne trouve ni convenable ni désirable dans la situation actuelle.

» Il vous est aisé de deviner de quel côté je penche, à première vue, sur la question qui vous occupe. J'incline certainement très-fortement d'un côté, et si j'étais obligé de prendre un parti et de le mettre à exécution, quelque vif que soit mon sentiment des difficultés contre lesquelles le pays aurait à lutter dans les deux chances, je crois que je n'hésiterais guère à me décider. Mais les avantages d'une ligne de conduite dépendent tellement des mesures qui doivent suivre et de la manière de les exécuter qu'il me serait beaucoup plus difficile de juger pour autrui ce qui pourrait être bon ou prudent, et je serais désolé que l'importance attachée à mon opinion pût avoir quelque influence sur une décision aussi grave dans ses conséquences, pour le public comme pour ceux qui la prendraient.

» Je n'ai cependant point d'objection à vous communiquer *en confidence et pour vous seul*, tout ce qui peut me venir à l'esprit, si cela peut vous donner quelque satisfaction et vous aider en quelque façon à porter un ju-

gement. Je tâcherai donc de vous écrire demain plus au long que je ne pourrais le faire aujourd'hui, différentes interruptions m'ayant empêché de commencer ma lettre avant le moment où le courrier était sur le point de partir.

» Toujours, mon cher frère, etc.,

» W. PITT. »

« Walmer-Castle, 28 février 1803.

» Mon cher frère,

» Je veux maintenant essayer de vous exposer les principales considérations qui se présentent à mon esprit sur la grave question maintenant en suspens. Ce sont en grande partie les mêmes qui ont, je crois, inspiré le gouvernement dans les discussions au sujet de Malte, et en partie ce que suggèrent les preuves récentes des intentions de Bonaparte sur ce point. On a, je crois, généralement senti qu'après avoir été aussi loin que nous l'avions fait dans nos concessions au moment des articles préliminaires et décisifs, nous étions obligés d'insister sur tous les avantages qui pouvaient découler pour nous de ces articles, et que, lorsqu'ils n'étaient plus susceptibles d'une application littérale, nous n'étions pas tenus d'admettre des arrangements nouveaux, à moins qu'ils ne nous fussent également avantageux. La conduite de Bonaparte depuis la paix a confirmé ce principe, puisqu'elle a été telle qu'elle nous eût paru naguère donner des motifs de guerre ; elle a tout au moins justifié et exigé des précautions et une attention nouvelles pour le règlement de tous les points qui pouvaient soulever

une discussion; ce raisonnement s'appliquait spécialement à Malte, d'abord à cause de l'importance de ce point sous bien des rapports, en second lieu, à cause des projets que nous avions tant de raisons de supposer à Bonaparte sur cette île. Si la question en était restée là, et si, dans cet état de choses, Bonaparte avait demandé, comme à présent, que nous évacuassions l'île avant d'en être venus à un arrangement satisfaisant pour nous répondre de sa sécurité, cette exigence nous aurait déjà paru excessive, et nous n'aurions pas cru pouvoir y satisfaire avec honneur ni sûreté. Cette démarche nous aurait paru équivaloir à une cession complète de l'île entre les mains de la France; nous aurions eu l'air d'admettre l'impossibilité d'exécuter les conditions prescrites par le traité définitif, et d'être hors d'état de trouver une garantie nouvelle après des efforts inutiles et des négociations qui duraient depuis plusieurs mois, au su de tout le monde.

» Mais, quelque humiliante et quelque pénible que notre situation eût pu être dans cette supposition, la réalité actuelle me paraît plus forte. La même exigence se présente dans un moment où nous ne pouvons plus avoir de doutes sur la nature des intentions de Bonaparte dans l'Orient, après ce que je tiens pour un exposé authentique et public du parti qu'il a pris de profiter de la première occasion pour reprendre l'Égypte et les îles Vénitiennes. Je fais naturellement allusion au rapport de Sébastiani; c'est une pièce officielle qui n'aurait pas été publiée, surtout dans *le Moniteur*, ou qui aurait été démentie si elle n'était pas authentique et conforme aux projets de Bonaparte, et s'il n'avait pas l'intention, pour une raison ou pour une autre, d'annoncer d'avance ses projets au

monde. En choisissant un pareil moment pour faire valoir ses exigences actuelles, il me paraît faire preuve de l'arrogance qu'il porte déjà si haut et de l'espoir qu'il nourrit de se trouver en mesure d'ordonner en maître; s'il réussit dans ses intentions, on ne peut douter qu'il ne s'empresse de mettre à exécution les projets qu'il a annoncés. Nous devons donc nous attendre, si nous lui cédons maintenant, à nous voir obligés, au bout de quelque temps, de lui laisser prendre l'Egypte et les sept îles, et d'accepter tous les dangers qui en résulteraient; ou bien il faudra s'engager dans la lutte, en ayant consenti dans l'intervalle, et de gaieté de cœur, à abandonner notre plus solide garantie et notre meilleur moyen de gêner l'ennemi. D'après ces vues, je ne puis m'empêcher de conclure qu'une guerre immédiate et certaine serait un moindre mal qu'une concession aussi dangereuse et aussi honteuse.

» Je ne crois cependant pas certain que la guerre en résultât nécessairement. Il y a encore quelque chance qu'une conduite ferme et vigoureuse, adoptée par le gouvernement et soutenue dès le début par une déclaration publique de l'appui complet du Parlement et du pays, puisse nous permettre d'en venir à nos fins sans avoir recours aux extrémités. Je ne suis pas disposé à compter sur cette chance, bien qu'il soit impossible de n'en tenir nul compte, lorsqu'on regarde aux possibilités. Pour prendre un parti, il me semble qu'il faut considérer qu'on n'a d'alternative qu'entre les concessions ou la guerre immédiate. J'ai déjà exposé les principaux arguments qui s'opposent pour moi aux concessions. Je ne vois guère de raisons à faire valoir en leur faveur, si ce n'est l'impossibilité supposée, ou tout au moins les difficultés et

l'embarras qu'il pourrait y avoir pour nous pour le moment à lutter à armes égales, et l'espoir, en cédant présentement, de nous trouver mieux préparés à la résistance lorsqu'elle deviendrait inévitable. J'avoue que je ne compte pas beaucoup sur nos chances de nous trouver comparativement mieux préparés; je crois, si nous encourageons l'ennemi en cédant cette fois, que nous pourrons nous trouver obligés de combattre pour des intérêts d'une importance vitale, peut-être pour notre indépendance, trop promptement pour que nos ressources aient pu s'accroître de manière à contrebalancer les nouveaux avantages qu'aurait obtenus la France.

» J'avoue pourtant que je suis fort inquiet de notre situation actuelle. Après les grands établissements militaires de cette année, après tant de mois passés en préparatifs extraordinaires, je ne puis m'empêcher d'espérer que nos forces de terre et de mer seraient plus considérables qu'elles ne l'ont jamais été au début d'une guerre. Ma grande inquiétude porte sur nos finances; tout dépendra de là. En y réfléchissant bien, je ne doute pas que le pays ne soit en état de supporter pendant huit ou dix ans les dépenses de la guerre, sans en venir à des mesures qui affecteraient sérieusement le bien-être de la grande masse de la population, ou qui pourraient définitivement porter atteinte à notre prospérité et à notre crédit. Mais je suis convaincu que cela ne peut se faire qu'en abordant du coup nos difficultés dans toute leur étendue, et en levant, dans le cours de l'année, des subsides plus considérables encore que pendant les quatre dernières années de la dernière guerre. Dans cette idée, je suis convaincu qu'on peut trouver des impôts en état de suffire à toutes les nécessités que j'ai énumérées, de manière à éviter, pendant le cours

de la guerre, une accumulation de dettes qui entraîneraient nécessairement des charges permanentes se montant à bien des millions. Mais, quel que soit l'avantage évident et l'économie définitive de ce système, il exigerait certainement, au premier abord, un effort qui pourrait inquiéter et troubler le public, et qui ne pourrait être efficace que dans le cas où le gouvernement y serait fermement résolu, et si le parlement et le public étaient sérieusement convaincus de la nécessité. Outre la reprise de l'impôt sur les revenus (qu'on a, je le crains, rendu plus difficile qu'il ne l'avait été au début), il serait essentiel, pour le succès du projet dont je parle, d'ajouter, dès la première année, bien des millions à nos taxes permanentes. Je sens très-vivement la difficulté d'une semblable entreprise. Je ne puis m'empêcher de douter, après ce que j'ai vu des mesures financières d'Addington pour cette année, qu'il soit capable d'entreprendre cette conduite et de la faire réussir; et, s'il a recours à un système moins énergique, je ne vois certainement pas beaucoup de chances de nous tirer avantageusement ni honorablement de la lutte, à moins qu'un accident propice, sur lequel nous n'avons pas le droit de compter, ne vienne la terminer promptement en notre faveur.

» A tout prendre, vous verrez, d'après ce que je dis, que, si on est résolu, en cas de guerre, à faire les efforts que je crois nécessaires, et si on juge possible de les faire passer, je trouve que la guerre, avec toutes ses difficultés, vaudrait mieux que les concessions. Dans l'autre supposition, je ne sais comment décider entre des alternatives également remplies de maux et de périls. Je vous ai ennuyé de bien des détails, et je ne sais pas si vous y trouverez quelque utilité pour étudier la question; mais je ne

voulais rien taire de ce qui me paraissait important. Je vous renouvelle seulement, d'après les raisons que je vous ai données hier, ma recommandation de garder tout ceci pour vous seul.

» Toujours, mon cher frère,

» W. Pitt. »

A cette époque, M. Pitt avait pour voisin l'un de ses plus fidèles amis, lord Carrington, auquel il avait donné, l'année précédente, le commandement de Deal. Les châteaux de Deal et de Walmer ne sont qu'à un mille de distance, et les nouvelles constructions que lord Carrington ajouta au premier, sans faire tort à l'utilité des fortifications en firent une charmante résidence du bord de la mer, caractère qu'il conserve encore.

A cette époque, mon père, lord Mahon, faisait de fréquentes visites à Walmer-Castle. En quittant la maison de lord Stanhope, il s'était rendu en Allemagne, à l'université d'Erlang ou d'Erlangen, comme on dit maintenant, pour y terminer ses études. Il revint au moment de sa majorité, au mois de décembre 1802, et il se trouva obligé, dès l'abord, d'étudier des affaires importantes et compliquées avec son avocat M. Estcourt. M. Pitt lui témoigna alors et lui continua toujours la bienveillance la plus généreuse. Il lui conféra la meilleure charge dont il put disposer en qualité de lord gardien, celle de lieutenant du château de Douvres avec un traitement de plusieurs centaines de livres sterling ; cette charge était conférée à vie, mais mon frère crut devoir s'en démettre lorsqu'il hérita de la pairie.

Voici deux lettres que je choisis parmi celles que M. Pitt écrivit à cette époque à son jeune parent.

M. PITT A LORD MAHON.

« Walmer-Castle, 12 février 1803.

» Cher Mahon,

» Ce que vous me dites des communications que vous avez reçues par l'intermédiaire de Murray m'a fait un grand plaisir auquel je ne m'attendais pas. Si lord S. reste dans les dispositions qu'il a exprimées, cela doit, il me semble, vous mettre en mesure de régler vos affaires d'une manière beaucoup plus satisfaisante pour le moment et pour l'avenir qu'il ne vous eût été possible autrement.

» ..... Une fois l'affaire entre les mains des arbitres, j'espère que vous pourrez sans peine me faire ici une autre visite et vous initier aux mystères de la cour de *Load Manage*[1]. Je serais enchanté si lord Carrington pouvait vous accompagner, et j'espère qu'il voudrait bien prendre ses quartiers ici ; il s'y trouverait bien mieux que dans une maison inhabitée. Vous voyez, d'après cette proposition, que je n'ai pas, pour le moment, l'intention de quitter ce lieu-ci. Si je puis échapper aux exigences de la chambre, ce qui ne me paraît pas bien difficile, je suis tenté de rester ici trois ou quatre semaines encore pour le moins. Le temps et le spectacle que je contemple de mes remparts sont également délicieux, et on ne peut

[1] Le *Load Manage* est ou était le tribunal des cinq ports pour la désignation et le gouvernement des pilotes.

s'en faire une juste idée dans l'atmosphère de Londres. Mille remercîments de vos livres que j'ai grand plaisir à placer dans ma bibliothèque. Il faut que je vous dise adieu pour aller faire ma visite à la ferme qui marche d'une manière satisfaisante, sans le secours du *Calendrier du fermier*.

» Toujours à vous affectueusement,

» W. Pitt. »

« Walmer-Castle, 15 mars 1803.

» Cher Mahon,

» Grâce à une matinée pluvieuse qui arrête la charrue, je vous envoie enfin l'épître à madame la Margrave [1]

» Après cet heureux début, j'espère payer tous les jours mes dettes à mes correspondants.

» Je n'ai pas encore fixé le moment de mon départ, mais je commence à espérer que je pourrai prolonger mon séjour jusqu'au milieu ou la fin d'avril. J'espère avoir le plaisir de vous voir encore ici dès que cela vous arrangera; mais je crois, si vous allez au lever demain, qu'il vaudra mieux rester pour le *Drawing-room* de la semaine prochaine. Dans l'intervalle, j'espère que vous pourrez avancer un peu vos affaires avec Estcourt.

» Toujours affectueusement à vous,

» W. Pitt. »

Cependant les deux chambres du Parlement avaient activement commencé la session. L'une des premières affaires qu'on apporta à la chambre des communes fut

[1] De Brandebourg Bareuth; elle résidait à Erlangen, et lord Mahon avait apporté à M. Pitt une lettre de son altesse sérénissime.

celle des nouvelles dettes que le prince de Galles avait avouées après quelques semblants d'hésitation. Son Altesse Royale réclamait également du gouvernement les arrérages du duché de Cornouailles avant sa majorité; lorsque lord Castlereagh vint à Bath, Addington l'avait chargé de demander à Pitt s'il trouvait à propos d'entrer en compromis sur cette affaire : « Je ne penche pas pour le compromis, » dit Pitt; « si les arrérages sont dus, il faut les payer; sinon, il faut régler séparément la question des dettes du prince. »

Pitt n'était d'ailleurs pas fort disposé à ce qu'on en vînt aux voix à ce sujet : « Ces dettes, » écrivait-il à Rose le 8 mars, « ont été contractées à la barbe du dernier acte du Parlement, en violant des promesses positives et réitérées. » Les ministres, cependant, furent plus indulgents. Ils présentèrent un message du roi, et persuadèrent à la chambre des communes de voter pour trois ans une somme de 60,000 livres sterling par an, destinée à liquider les dettes du prince.

Il faut avouer, à ce qu'il me semble, que, vu les dettes considérables que le roi ou le prince annonçaient de temps à autre, le public avait quelque droit de se plaindre du résultat. La cour du roi n'avait guère de splendeur et celle du prince guère de moralité.

Mais, à cette époque, toutes les questions rentraient dans l'ombre en face de l'importance croissante des dissentiments avec la France. On alléguait des deux parts de nouveaux sujets de plainte. Les Anglais avaient été fort offensés de la mission pour l'Égypte que le premier consul avait donnée au colonel Sébastiani. Son rapport avait été publié dans *le Moniteur* du 30 janvier. Il contenait beaucoup d'accusations fausses contre l'armée anglaise et dé-

clarait que la population toute entière soupirait après le retour des Français. Il ajoutait que six mille Français suffiraient à reprendre le pays.

D'autre part, les Français pouvaient se plaindre de la lenteur que nous mettions à évacuer Alexandrie, et de notre médiocre disposition à abandonner Malte. Ils parodiaient, à cette occasion, la forme du serment tel qu'on le prête en Angleterre, et ils disaient ne réclamer autre chose que « le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens. » En réponse, nous déclarions que nous n'avions aucune envie de violer le traité ni d'en interpréter faussement le sens. Mais voyez, disions-nous, à quelles agressions le gouvernement français s'était livré, et quels projets ambitieux il avouait! Voyez comment, depuis le traité, il s'était emparé de la domination en Suisse et dans le Piémont! Tant que le premier consul continuait à accroître tous les jours sa force et sa puissance, on ne pouvait nous demander d'être fort empressés à diminuer les nôtres, surtout dans la Méditerranée. Nous ne pouvions pas abandonner Malte sans les garanties stipulées à Amiens pour nous répondre que le cabinet des Tuileries n'en reprendrait pas immédiatement possession.

Lord Whitworth eut, le 18 février, une entrevue à ce sujet avec le premier consul. La conversation, ou plutôt le monologue (car lord Whitworth déclarait qu'il n'avait pu placer que quelques mots), dura deux heures. Pendant presque tout le temps, le général Bonaparte conserva un ton de menace et d'arrogance auquel les ministres anglais n'avaient jamais été habitués. C'était un langage qui annonçait beaucoup d'irritation d'un côté et qui tendait à la produire de l'autre.

Quant au traité d'Amiens, le premier consul déclara

en cette occasion qu'il insistait pour l'exécution littérale. Il aimerait mieux, dit-il, nous voir en possession du faubourg Saint-Antoine qu'en possession de l'île de Malte : « Effroyable[1] parole, qui s'est trop réalisée pour le malheur de notre patrie, » dit M. Thiers, qui répète l'histoire d'après la dépêche de lord Whitworth, en opérant seulement un changement de nom; il met Montmartre au lieu du faubourg Saint-Antoine.

Dans la même conversation, le général Bonaparte se plaignit de nouveau des libelles publiés à Londres pour l'injurier. Chaque coup de vent qui venait d'Angleterre lui apportait, disait-il, quelque nouvelle preuve de notre méfiance et de notre antipathie.

J'ai déjà montré que le gouvernement anglais avait depuis longtemps donné au procureur général l'ordre de poursuivre Peltier, mais rien n'en était encore résulté. Malheureusement les lenteurs légales paraissaient inhérentes à la jurisprudence anglaise plus qu'à celle de tout autre pays. L'affaire de Peltier avait tellement traîné, et l'intervalle entre son délit et sa condamnation avait été si long que lorsque la condamnation arriva enfin, elle ne put effacer le souvenir de l'injure qu'avait faite le délit.

Le procès de Peltier ne fut jugé que trois jours après l'entrevue aux Tuileries que je viens de rapporter. Le 21 février, il comparut devant lord Ellenborough et un jury spécial. On le convainquit dûment d'avoir écrit les libelles qu'on alléguait contre lui. Il fut très-éloquemment défendu par M. Mackintosh, plus tard sir James Mackintosh. Mais le jury le déclara coupable sans un moment d'hésitation. On remit à prononcer la sentence, et, vu la marche des

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, vol IV.

événements en France, cette sentence ne fut, par le fait, jamais prononcée contre lui.

Le jour même où Peltier était jugé à Londres, survint à Paris un événement qui tendit beaucoup à accroître la division entre les deux pays. Suivant les habitudes de cette époque, le premier consul envoya au corps législatif l'exposé annuel des affaires de la république. Il se permit de parler de ses plus proches voisins en ces termes : « Le gouvernement peut dire avec un juste orgueil que l'Angleterre serait, à elle seule, hors d'état de lutter pour le moment avec la France. » Les événements des années suivantes ont prouvé jusqu'à quel point cette déclaration était fondée; mais, bien ou mal fondée, rien n'était plus fait pour exciter le ressentiment de la nation dont on faisait si bon marché.

Le langage menaçant que le général Bonaparte avait tenu en public et en particulier, le 18 et le 21, semblait d'autant plus dangereux lorsqu'on faisait entrer en ligne de compte son génie et son énergie dans l'action. Il empruntait une nouvelle importance aux nouvelles qui arrivaient des armements considérables qui se préparaient dans les ports de France et de Hollande. On désignait Saint-Domingue comme le but de l'expédition; mais il était naturel qu'on s'en préoccupât pour l'Angleterre. Lord Chatham, inquiet, communiqua à M. Pitt tous les détails contenus dans les dernières dépêches. Voici la réponse de M. Pitt :

« Walmer-Castle, 2 mars 1803.

» Mon cher frère,

» Je vous remercie beaucoup de votre lettre que je

viens de recevoir, C'est pour moi une très-grande satisfaction de voir (ce dont je ne doutais pas d'ailleurs) que nos opinions sur la question du moment sont à peu près les mêmes, et que le gouvernement adopte la ligne de conduite qui me semble la plus sage dans les circonstances actuelles. Le langage du consul paraît être le résultat de tout autre chose que d'un parti pris ou d'un système arrêté. Il est tellement incohérent et inconcevable qu'on peut encore se demander si ce sont seulement là de gros mots, et si la fermeté, de notre côté, ne pourra pas l'amener à céder. Mais je suis porté à croire, je l'avoue, que l'extravagance et la violence qui se montrent dans sa conversation gouverneront sa conduite et le jetteront dans les dernières extrémités, peut-être contre son jugement. En tous cas, je suis sûr que vous penserez comme moi que nous devons être préparés à la possibilité d'une rupture immédiate, et tout de suite après, ou plutôt en même temps, à une tentative de sa part pour nous frapper, dès le premier abord, sur quelque point sensible. Je suppose qu'on le sentira si vivement qu'on ne perdra point de temps pour mettre en état de service les moyens de défense que nous possédons, et surtout les batteries flottantes sur la côte; de là dépend en grande partie notre sécurité contre un coup de main. Je vous serai fort obligé de me faire savoir ce qui pourra survenir d'important; il est probable que cela ne tardera pas. En attendant, voulez-vous avoir la bonté de m'écrire une ligne pour me dire si nos troupes sont encore probablement à Alexandrie? J'ai peur, d'après ce que j'entends dire en ville, que l'ordre du retour n'ait été expédié, et il serait trop tard pour le contremander. Le nouveau système qu'on nous annonce à l'égard de la Turquie, et le langage du consul au sujet de

ce pays, en font, il me semble, un point d'une double importance.

» Je continue à gagner du terrain tous les jours, et j'espère pouvoir prolonger mon séjour ici jusqu'à la fin du mois. J'irai probablement alors pour quelques semaines à Bath.

» Toujours affectueusement à vous,

» W. PITT. »

M. Pitt, comme nous l'avons vu, avait soigneusement interdit à son frère de montrer ses lettres; mais on peut mettre en doute la soumission de lord Chatham à cette injonction. On peut croire que M. Addington, au moins, eut connaissance de la correspondance des deux frères. Ce qu'il y a de certain, c'est que lord Malmesbury ayant demandé à M. Addington, le 9 mars, si M. Pitt connaissait et approuvait les mesures vigoureuses que le gouvernement venait d'adopter, Addington répondit affirmativement. Il ne paraît pas que M. Pitt fût alors en correspondance avec aucun des ministres, lord Chatham excepté, ni que M. Addington pût devoir ses renseignements à une autre source [1].

Encouragés par ce qu'ils savaient d'avance des opinions de Pitt, les ministres s'étaient décidés à des mesures promptes et énergiques. Addington était fort animé. Dans la matinée du 8, lorsqu'il rencontra lord Malmesbury dans Hyde-Park, il lui cria gaîment en français : « Tout va bien; vous serez content de nous. » Dans l'après-midi,

[1] *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV. Dans un autre passage, lord Malmesbury explique plus simplement la chose en révoquant en doute la véracité d'Addington ; mais je rejette absolument cette explication.

le même jour, il présenta un message du roi à la chambre des communes. Sa Majesté annonçait les grands préparatifs militaires qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande, et déclarait qu'elle trouvait prudent d'adopter de nouvelles mesures de précaution.

Le lendemain 9, on proposa, en réponse, dans les deux chambres, des adresses qui assuraient Sa Majesté du loyal concours de ses sujets; elles furent votées à l'unanimité. Le 10, le roi envoya un nouveau message pour proposer de lever la milice; et, le 11, la chambre des communes vota une levée supplémentaire de dix mille matelots pour le service maritime. On voit que l'énergie ne manquait pas, et qu'on ne perdait pas de temps.

Malheureusement, pourtant, le message du 8 mars blessa vivement le premier consul. Le 13, lord Whitworth se se rendit comme de coutume à la réception publique des Tuileries : « Là, » dit-il, « le premier consul m'accosta avec une agitation évidente et très-vive... Il me dit sur-le-champ : « Vous êtes donc décidés à faire la guerre? » — « Non, » répliquai-je, « nous sentons trop bien les avantages de la paix. » — « Nous avons déjà fait la guerre pendant quinze ans, » dit-il. — Comme il avait l'air d'attendre une réponse, j'ai seulement dit : « C'en est déjà trop. » — « Mais, » a-t-il repris, vous voulez la faire encore quinze ans, et vous m'y forcez. » Le général Bonaparte fit encore quelques autres remarques, d'un ton fort offensé, sur nos prétendues infractions au traité : « Tout ceci, » dit lord Whitworth, « se passait assez haut pour être entendu par les deux cents personnes qui étaient là présentes. »

Cependant la grande question n'était pas encore décidée. On poursuivait encore à Paris les négociations pour un règlement satisfaisant des points en litige, à la vérité,

avec une moindre espérance de paix, mais non avec un moindre désir.

Il était naturel que, dans une pareille crise, les yeux des Anglais se tournassent vers le plus grand de leurs hommes d'État vivants; il était naturel qu'ils désirassent le revoir au gouvernail: « On parle du retour de Pitt, et on le désire, » écrivait, le 8 mars, M. Wilberforce. L'ancien ennemi de Pitt, Philip Francis, en disait presque autant. Le 11, il s'exprimait en ces termes à la chambre des communes : « Je n'ai point d'objections personnelles contre les ministres; j'ai beaucoup d'estime personnelle pour quelques-uns d'entre eux; je n'ai de malveillance pour aucun. Mais le moment n'est pas propice aux compliments... Le pays est entouré de difficultés, menacé de grands malheurs, et il approche peut-être d'une lutte qui intéresse son existence même. Dans cette situation terrible, soit que je fasse allusion aux hommes présents ici ou aux absents, il est un fait étrange et triste, c'est que, dans un moment comme celui-ci, tous les hommes éminents de l'Angleterre sont exclus des conseils et du gouvernement du pays. Lorsque le temps est beau, une mesure ordinaire d'habileté peut être suffisante; mais, pour l'orage qui se prépare, il nous faudrait d'autres pilotes. Si le vaisseau sombre, nous périrons tous avec lui. »

Addington lui-même n'était point insensible aux vœux qu'il entendait exprimer autour de lui. Il voyait les dangers qui se dessinaient à l'horizon; il voyait que le moment était venu d'engager M. Pitt à rentrer au pouvoir. Mais, au début, il imagina un moyen terme; ni lui ni M. Pitt ne devaient être premier ministre; Pitt et Addington devaient être secrétaires d'État; M. Pitt devait avoir le choix de devenir chancelier de l'Échiquier s'il le

préférait. Ils devaient avoir pour chef un premier lord de la trésorerie qui leur convînt personnellement à tous deux. Addington avait songé à lord Chatham pour remplir cette condition. On avait en outre l'intention, si les nouveaux arrangements s'effectuaient, de remplacer à l'amirauté lord Saint-Vincent, qui remplissait fort mal sa charge et qui demandait à en être débarrassé, par lord Melville.

Lord Melville entra vivement dans ce projet et se chargea des communications. Il partit donc pour Walmer-Castle, où il arriva le dimanche 20, au matin. Quelques semaines plus tard, comme nous le verrons, Pitt raconta cette scène à Wilberforce, et Wilberforce la racontait par la suite à ses amis en ces termes : « Dundas comptait sur sa connaissance des habitudes et des dispositions de Pitt ; après le dîner et le vin de Porto, il commença à entamer ses propositions avec beaucoup de précaution ; mais il vit que cela n'irait pas, et il s'arrêta tout net. » — « Vraiment, » dit Pitt avec une sévérité fine, « je n'ai pas eu la curiosité de lui demander ce que je devais être. » Ce fut peut-être la seule parole amère que je lui entendis jamais prononcer sur l'un de ses amis[1]. »

Bien que la conversation en fût brusquement restée là le premier soir, Pitt ne refusa pas, le lendemain, d'écouter et d'examiner les propositions de son ami ; mais il les repoussa absolument. Rien n'explique mieux sa manière de voir à ce sujet qu'une lettre écrite par lord Melville à M. Addington, à la prière de M. Pitt, et presque sous sa dictée. Le doyen Pellew l'a publiée d'après l'original qu'il a trouvé dans les papiers de lord Sidmouth ; il en existe également une copie dans les papiers de M. Pitt.

[1] *Vie de Wilberforce*, par ses fils, vol. III.

LORD MELVILLE A M. ADDINGTON.

« Walmer-Castle, 22 mars 1803.

» Mon cher monsieur,

» Je suis arrivé ici dimanche, et j'ai trouvé M. Pitt infiniment mieux comme santé. Il était seul, et nous n'avons pas été interrompus dans nos conversations sur les différents sujets dont nous avions parlé dans l'entrevue que j'eus avec vous vendredi dernier. Pour sa satisfaction personnelle, M. Pitt éprouve le contraire du désir de rentrer aux affaires, et si le ministère actuel se trouve en mesure de faire marcher le gouvernement avec une espérance satisfaisante de succès, s'il est résolu à maintenir les grands principes de politique intérieure et extérieure que M. Pitt regarde depuis longtemps comme essentiels, ses intentions d'appuyer en dehors le pouvoir restent les mêmes qu'au moment de la formation du cabinet. Il ne veut pourtant pas cacher aux ministres que bien des choses se sont passées, tant dans leurs rapports avec les puissances étrangères (autant qu'il est en mesure d'en juger) que dans les opérations financières et les comptes-rendus de la trésorerie, qui lui ont fait une véritable peine ; et, sans la situation critique où se trouve maintenant le pays, il ne sait pas jusqu'à quel point, vu la part qu'il a prise tant d'années aux affaires financières de l'Angleterre, il lui serait permis de s'abstenir plus longtemps de faire comprendre au public les funestes erreurs qui existent, à son avis, dans les exposés des revenus publics comparés aux charges qui pèsent sur le

trésor. Dans la situation actuelle, d'après toutes ces considérations, il est décidé à maintenir sa résolution de rester là où il est, et de s'abstenir de prendre part aux discussions du Parlement.

» Je ne lui ai pas caché l'idée que vous aviez conçue de lui voir reprendre une part dans le gouvernement, en mettant à la tête des affaires un personnage de haut rang qui lui fût parfaitement agréable; j'ai même spécifié la personne que vous aviez nommée; mais la discussion n'a pas été possible sur cette partie de la question, car il a établi sur-le-champ, sans réserve et sans affectation, sa manière de voir sur toutes les propositions qui pourraient reposer sur cette base. L'incertitude de sa santé le ferait hésiter encore à se charger de diriger les affaires publiques, au milieu des difficultés actuelles ou imminentes. Il croit d'ailleurs le moment d'une négociation encore pendante fort peu favorable, sous tous les rapports, pour sa santé. Dans aucun cas, du reste, il ne pourrait se décider à se mettre en avant sans le sentiment le plus pressant de ses devoirs envers l'État, et sans la ferme certitude que ses services, quels qu'ils pussent être, sont désirés et crus nécessaires, en haut lieu d'abord, puis par ceux avec lesquels il pourrait avoir à agir confidentiellement par suite des arrangements qu'on pourrait prendre à ce sujet. Il est fermement persuadé, dans cette supposition, qu'il ne pourrait avoir aucune chance de se convaincre lui-même de l'utilité de son retour aux affaires pour le pays, sans reprendre en main le gouvernement des finances, l'un des grands points dont il est le plus préoccupé.

» En dehors de cette considération, il m'a déclaré, tout aussi nettement et décidément, qu'il était convaincu de la

nécessité absolue qu'il y avait, pour la direction des affaires de ce pays-ci, à n'avoir qu'un ministre sérieux et responsable, possédant la principale influence dans le conseil et la principale place dans la confiance du roi. Sous ce rapport, il ne peut y avoir ni rivalité ni division dans le pouvoir. Le pouvoir doit reposer entre les mains du premier ministre, comme on dit généralement, et ce ministre doit être à la tête des finances. Il sait, par une heureuse expérience, qu'en dépit de la vérité abstraite de cette proposition générale, elle est parfaitement compatible avec le concert le plus cordial et avec un échange de bons avis entre les différentes branches de l'administration ; mais s'il arrivait malheureusement qu'on en vînt à différer tellement d'opinion que l'esprit de conciliation ou de concession ne pût détruire le dissentiment, il faut que tout le monde admette la prépondérance des vues du premier ministre, en laissant aux autres membres du ministère le droit d'agir selon la voix de leur conscience dans une pareille situation. Je ne crois pas qu'un semblable conflit d'opinions se soit jamais présenté dans le dernier ministère ; en tous cas, les parties ne se sont jamais crues obligées d'en venir aux extrémités ; mais le cas est possible, et le seul remède applicable est le principe que je viens de développer.

» Il est impossible de vous donner autre chose qu'un extrait ou une idée générale des points principaux de notre conservation, après avoir causé deux jours et discuté tant de questions. Je n'ai fait que vous rapporter les paroles de M. Pitt sans y mêler mes commentaires, mes opinions ou mes suggestions. Vous aviez exprimé le désir de recevoir de mes nouvelles sans retard, et je crois l'explication que je vous envoie parfaitement suffisante

pour vous donner de la situation une idée qui vous permette de déduire vos conclusions et de prendre votre parti.

» Affectueusement et sincèrement à vous,

» MELVILLE. »

Je joins à cette communication une autre lettre écrite trois jours après :

M. PITT A LORD CHATHAM.

« Walmer-Castle, 25 mars 1803.

» Mon cher frère,

» Je vous remercie beaucoup de la lettre que lord Melville m'a apportée. J'espère que vous avez reçu une réponse propre à mettre fin à une incertitude si pénible. Je sens cependant comme vous combien il peut être difficile et délicat de terminer promptement la discussion d'une manière satisfaisante, tandis qu'il est évidemment fort dangereux, d'autre part, de donner à Bonaparte le temps de perfectionner ses préparatifs, en Europe ou ailleurs, sur tous les points où ils se trouvent encore défectueux ; après quoi, il choisira probablement son moment pour faire accepter ses conditions, quelles qu'elles puissent être, ou pour déclarer la guerre. Bien des choses cependant dépendront naturellement des explications que vous pourrez donner au public sur la position que vous avez prise.

» Je ne sais pas si vous êtes au courant de la conversation qu'Addington avait eue avec lord Melville avant sa venue ici, et si vous avez causé avec celui-ci depuis son ré-

tour. Ma manière de voir était de nature à ne laisser aucun embarras à l'exposer pleinement; elle est exprimée dans une lettre à Addington que lord Melville a écrite d'ici et qu'il vous montrera quand vous voudrez. J'espère que vous serez d'avis, d'après ce que vous verrez là, que je ne pouvais penser autrement que je ne le fais. Je ne suis pas encore décidé pour Bath, à moins que Farquhar n'y insiste beaucoup; je crois que je suis mieux ici, et j'y suis décidément plus agréablement.

» Toujours affectueusement à vous,

» W. PITT. »

Addington ne s'était point du tout attendu à cette détermination positive de la part de Pitt. Mais, comme il était un homme parfaitement honorable, il prit le parti de se sacrifier. Il était résolu à ce que ses prétentions personnelles ne pussent mettre aucun obstacle au bien public et au retour de M. Pitt au pouvoir. Dans ce but, il se décida à faire tous les sacrifices possibles en dehors d'une dissolution complète du ministère. Il s'adressa aussitôt à M. Long comme au plus intime ami qu'il eût en commun avec M. Pitt; à sa prière, M. Long partit pour Walmer-Castle, emportant un message pour dire que M. Addington rendrait à M. Pitt le poste de premier ministre si leurs manières de voir sur le nouveau système pouvaient s'accorder, comme on pourrait s'en assurer dans une entrevue personnelle qui serait prochaine, on l'espérait du moins.

M. Long arriva à Walmer le 29, et n'y passa qu'une seule nuit. En recevant le message qui lui était adressé, Pitt consentit volontiers à l'entrevue proposée. Il promit de se trouver avec Addington à Bromley-Hill, le dimanche

10 du mois suivant. Mais, au moment où M. Long remontait en voiture pour retourner en ville, il vit lord Grenville arriver à la grille. Addington attachait une grande importance à cette visite; ce fut à l'influence exercée en cette occasion par lord Grenville qu'il attribua toujours par la suite le mauvais succès de la négociation.

Je crois qu'Addington ne se trompait pas dans ses conjectures. Il existe un compte-rendu complet, rédigé par lord Grenville, des conversations qu'il eut alors à Walmer; on l'a publié depuis lors. Il paraît, d'après son propre récit, que son langage fut entièrement hostile à Addington et la ligne de conduite qu'il conseilla extrêmement roide. Par exemple, il dit à M. Pitt, au nom de lord Spencer, de M. Windham et de ses autres amis intimes, comme au sien propre, que, dans la situation actuelle, vu les difficultés publiques[1], ils pourraient consentir à siéger dans le même cabinet que M. Addington et lord Hawkesbury. « Mais, ajouta-t-il, je ne vois guère de chance que nous puissions étendre notre consentement jusqu'à leur accorder des charges d'une grande importance pratique[2]. » En sorte que, dans le cas où le veto de lord Grenville l'eût emporté, M. Pitt devait déclarer que ni M. Addington ni lord Hawkesbury, c'est-à-dire ni le premier ministre *in præsenti*, ni le premier ministre *in futuro* n'étaient dignes d'une charge de secrétaire d'État, que l'un désirait et que l'autre possédait déjà !

A son retour à Londres, M. Long adressa à M. Pitt le récit suivant de ses communications subséquentes avec le ministère :

[1] *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew.

[2] *Cours et Cabinets de George III.*

M. LONG A M. PITT.

« Bromley-Hill, 3 avril 1803.

» Cher Pitt,

» Je tiens à vous donner quelques renseignements sur ce qui s'est passé entre Addington et moi, à mon retour, en réservant les détails sur toute la question jusqu'au moment où nous nous verrons. Il avait l'air extrêmement désireux que vous ne regardassiez pas la négociation pendante comme un obstacle à votre rentrée dans ce moment-ci ; mais il est à peu près inutile de vous rapporter ses arguments à ce sujet, attendu qu'il a changé d'avis depuis lors, et qu'il croit plutôt que le moment favorable sera celui où la négociation aura atteint son terme de manière ou d'autre ; il croit, comme lord Hawkesbury, lord Castlereagh et votre frère, que ce sera avant votre entrevue de Bromley-Hill. Sur toute la question des arrangements, il m'a paru disposé à adopter ce que vous m'aviez autorisé à mettre en avant, non comme une chose établie, mais comme une vue générale ; il a cependant fait de grandes difficultés au sujet de lord Hobart, aucune au sujet de lord Pelham. Il a mis fin à cette partie de l'entretien en disant que vous étiez naturellement le meilleur juge des personnes qui avaient des titres auprès de vous, mais qu'il espérait que vous ne décideriez rien sur ce point, si les choses en arrivaient là, sans prendre en considération les droits des gens qui avaient des titres auprès de lui. J'ai cité les noms de Bragge, de Smyth, de lord C. Spencer et de Wickham, en disant qu'ils avaient été mis par hasard dans la situation qu'ils occupaient, et qu'il pour-

rait être nécessaire de leur faire vider la place; il a admis la justesse de mes remarques et des arrangements qui pourraient devenir nécessaires à leur endroit; mais il a ajouté qu'il croyait que le dernier s'était rendu particulièrement agréable au chancelier d'Irlande et au lord lieutenant, et qu'il convenait bien à son poste. Quant à lord Grenville, il croit impossible de l'admettre présentement dans le cabinet, sans se dégrader lui-même ainsi que ses collègues; mais il n'a pas la prétention de l'exclure ni de vous empêcher de réclamer un concours que vous pourrez trouver utile dans l'avenir. J'ai parlé alors de Canning et de Rose; il m'a dit que le premier avait été personnellement offensant à son égard; mais, lorsque je lui ai demandé s'il croyait qu'une offense personnelle fût une raison suffisante pour mettre obstacle à ce qu'il avait pris tant de peine pour me démontrer comme un arrangement nécessaire au public, il s'est fort adouci sur ce point, et il n'a fait aucune objection au sujet de Rose. Les vacances de la trésorerie n'ont fait aucune difficulté, à condition de trouver ailleurs quelque chose pour Broderick aux besoins duquel il s'est engagé à pourvoir. Il m'a montré alors une lettre de lord Saint-Vincent demandant, vu l'état de santé dans lequel il se trouve, qu'on lui donne un successeur le plus tôt possible, et il m'a exprimé le désir de vous envoyer les papiers relatifs aux questions sur lesquelles vous demandiez plus ample information. Il est probable que vous aurez encore besoin d'autres renseignements à ce sujet, mais il vous sera facile de les avoir à Bromley-Hill.

» J'ai vu lord Castlereagh le lendemain, très-empressé de vous voir accéder aux propositions, même durant la négociation, dans le cas où, contre toute apparence, elle

viendrait à se prolonger. Il a passé en revue fort habilement la guerre, la paix et la prolongation des négociations, trouvant, dans chaque situation, des arguments suffisants pour vous engager à vous mettre à la tête du gouvernement. Si nous étions amenés à la guerre, vous étiez le seul qui pût la conduire efficacement; vous sauriez empêcher les négociations de se prolonger d'une manière désavantageuse, et, si la paix dure, l'état des partis vous met dans la nécessité de reprendre le gouvernement. Ni lord Hawkesbury ni lui ne m'ont caché *la nécessité d'un changement*. Lord H... est d'avis que lord Grenville ne peut pas faire partie, pour le moment, des changements, mais il a eu l'air de croire qu'il n'y aurait pas de difficultés par la suite... J'ai fait quelques tentatives pour m'assurer de l'état de l'opinion dans la Cité. D'après ce que j'ai pu en savoir, tout le monde s'accorde à désirer votre rentrée au pouvoir; mais on est à peu près aussi unanime pour demander que Grenville ne fasse pas partie du gouvernement. Thornton m'a donné de bonnes raisons pour croire que c'était là, sur les deux points, l'avis général; mais comme je sais qu'il arrive souvent aux gens de donner leur opinion personnelle pour l'avis général, afin de l'appuyer, je reçois les avis généraux avec quelque méfiance. Cependant j'ai entendu répéter la même chose de tant de côtés que je ne crois pas Thornton dans l'erreur; il y a du moins un point sur lequel je crois que nous nous entendrons, c'est que, tant que la négociation est pendante, il serait extrêmement préjudiciable à vos intérêts d'entrer au pouvoir avec Grenville. Si la guerre en résultait, on l'attribuerait certainement à son influence, et les choses sont dans un état qui inspire généralement le désir de ne

vous voir perdre aucune chance de conserver la paix...

» Je n'ai eu que le temps de griffonner ceci le plus vite possible depuis que Huskisson m'a appris son départ pour Walmer. J'espère que vous le trouverez intelligible.

» Toujours à vous,

» C. L. »

Le 3 avril, le jour où M. Long écrivait la lettre que je viens d'insérer, la comtesse douairière de Chatham mourut à Burton-Pynsent. Autant que j'ai pu le savoir, elle n'était point malade, et ses fils n'avaient pas été appelés à se rendre auprès d'elle. M. Rose, qui était seul avec M. Pitt à Walmer-Castle, inscrit dans son journal la note suivante : « 8 avril 1803. M. Pitt m'a beaucoup parlé de la mort de sa mère et des sentiments que cet événement avait éveillés en lui. »

Un écrivain contemporain disait de lady Chatham : « Les pauvres paysans des environs sentent cruellement sa perte : pendant la mauvaise saison, la charité de Sa Seigneurie pourvoyait à tous leurs besoins. Il arrivait souvent, lorsqu'elle se portait bien, qu'on la rencontrait, par les jours les plus froids, dans le parc de Burton-Pynsent, portant un paquet qui contenait des objets nécessaires aux indigents. On la voyait souvent entrer chez les pauvres avec des couvertures, des vêtements chauds et de la nourriture. Elle a laissé l'ordre de distribuer libéralement ces nécessités de la vie. » On ajoute qu'elle n'imposait aux pauvres gens d'autre condition que la fréquentation régulière du service divin dans l'église de la paroisse, le dimanche. On nous apprend également que sa charité ne se renfermait pas dans son voisinage immédiat, mais qu'elle était constamment préoccupée

du soulagement des nécessiteux dans plusieurs parties du royaume [1].

Les restes de cette femme si honorée et si regrettée furent amenés de Burton-Pynsent chez lady Warren, à Kensington-Gore; de là, ils furent transportés, le 16 avril, à l'abbaye de Westminster. On les déposa dans le tombeau où reposaient le corps de son mari et celui de sa fille aînée. M. Pitt fut plus tard enseveli dans le même caveau, ainsi que le second comte et la seconde comtesse de Chatham.

[1] *Registre annuel*, 1803.

CHAPITRE XXXV

— 1803 —

Entrevue de Pitt et d'Addington. — Le cabinet repousse les propositions de Pitt. — Le roi est mécontent de Pitt. — Commentaires de Fox. — Examen de la négociation. — Le premier consul rejette l'ultimatum du gouvernement anglais. — La guerre avec la France est déclarée. — Pitt reprend séance à la chambre des communes. — Grands discours de Pitt et de Fox. — On propose la médiation de a Russie. — Tierney est nommé trésorier de la marine. — On propose des votes de blâme. — Poëmes satiriques de Canning. — Le budget. — Plan de Charles Yorke pour la défense du pays. — Le bill du service militaire. — Le bill des droits sur la propriété. — Les volontaires. — Les complots recommencent en Irlande. — Meurtre de lord Kilwarden.

Pitt quitta Walmer-Castle le 9 avril pour assister à l'enterrement de sa mère et pour se trouver au rendez-vous que lui avait donné le premier lord de la trésorerie. Il arriva le même soir à Bromley-Hill, et, le lendemain, M. Addington y vint. Pitt commença par dire que, s'il devait y avoir un changement, il fallait que ce fût le désir de Sa Majesté. Il tenait à recevoir, dès l'abord, les ordres de Sa Majesté, et il voulait rester libre de présenter au roi une liste de ministres empruntés au dernier gouvernement et au cabinet actuel. Il entendait également être libre de consulter lord Grenville et lord Spencer sur les arrangements à prendre. Enfin, il stipulait que les arran-

gements n'auraient lieu qu'à la fin de la négociation étrangère, et lorsque la question de la paix ou de la guerre serait décidée.

Addington accepta sans difficulté tous ces préliminaires, mais il exprima vivement l'espoir que Pitt n'insisterait pas sur la rentrée de lord Grenville, de lord Spencer et de M. Windham. Il ne pouvait oublier combien l'opposition qu'ils venaient de lui faire avait été vive et constante. La réponse de Pitt sur ce point ne lui laissa guère de satisfaction. Il ne fut pas beaucoup plus satisfait de l'idée de Pitt sur son propre compte. Pitt proposa à M. Addington d'accepter la pairie et de devenir orateur de la chambre des lords. La présidence de la chambre des lords devait donc être séparée de la charge de chancelier; mais on devait combler le déficit dans le revenu du garde du grand sceau. On avait souvent désiré, dans l'intérêt public, cette séparation des fonctions parlementaires et judiciaires En l'effectuant à cette occasion, on faisait une sage réforme. Addington devait se trouver ainsi placé dans une situation sans pouvoir politique, mais accompagnée d'autorité et de dignité, exactement analogue d'ailleurs à celle qu'il avait occupée, aux applaudissements de tous, pendant douze ans.

Addington, fort mortifié de cette proposition, ne s'y arrêta pourtant pas alors; mais il exprima de nouveau la crainte que le retour des Grenville n'eût un funeste effet sur l'esprit public. Il finit par prendre congé et par retourner à Londres, désirant, d'après le conseil de Pitt, prendre le temps de réfléchir au projet.

Le 11, Pitt alla voir Rose dans sa maison de Palace-yard, et lui communiqua ce qui s'était passé la veille. Il retourna ensuite à Bromley-Hill. Là, dans la soirée du 12,

il reçut un billet du premier ministre. Addington lui écrivait qu'il voulait consulter le conseil, et qu'il le ferait le lendemain. Pour son compte, il avait des objections insurmontables à la présidence de la chambre des lords; mais il ajoutait que, si l'arrangement pouvait s'effectuer, il était tout prêt à sacrifier de bon cœur toute prétention personnelle. Les ennemis de M. Addington ont quelquefois taxé ce renoncement d'hypocrisie. Je suis convaincu, pour ma part, qu'il était parfaitement sincère.

Dans le même billet, M. Addington proposait de se rendre de nouveau à Bromley-Hill le 14, et il ajoutait : « Dans l'intervalle, je nourris l'espoir que vous ne vous croirez pas obligé de tenir absolument aux propositions que vous avez faites. »

En réponse à ce billet, M. Pitt n'encouragea pas l'idée d'une seconde entrevue, disant qu'il n'avait rien à ajouter à l'exposé explicite de ses intentions que connaissait déjà M. Addington; ses opinions à ce sujet n'admettaient aucune modification.

Dans l'intervalle, le 13, le cabinet se réunit chez lord Chatham, et, le 14, Addington fit connaître à Pitt, par écrit, le résultat de la conférence. « L'avis de ses collègues, » dit-il, « était décidément contraire aux propositions. Ils sentaient que les intérêts du public souffriraient gravement des opinions affichées par quelques-uns de ceux qu'on avait l'intention de comprendre dans le nouvel arrangement. » Lord Sidmouth ajouta plus tard à la copie qu'il garda de cette lettre, une note de sa propre main : « C'est-à-dire lord Grenville et M. Windham. »

Mais, sans le commentaire, l'allusion était assez claire. M. Pitt, dans l'irritation du moment, répondit :

« Bromley-Hill, 14 avril 1803.

» Mon cher Monsieur,

» Il me suffit de vous accuser réception de votre lettre; je reste sincèrement à vous,

» W. Pitt. »

Mais, le lendemain, M. Pitt eut l'idée que ses propositions et sa réponse, s'étant passées en conversation, pouvaient être mal comprises ou mal expliquées. Il écrivit donc assez longuement à M. Addington, non, comme il prit soin de le dire, pour chercher à renouer la négociation qu'il « regardait au contraire, » disait-il, « comme une affaire définitivement et absolument terminée, mais dans le but de récapituler la conversation et d'en mettre les principaux points à l'abri de toute discussion. » M. Addington lui répondit longuement, et ils échangèrent encore quelques lettres où ils reprirent la discussion.

Après avoir suivi l'enterrement de sa mère, le 16, M. Pitt passa deux jours à Londres. Le 18, il dîna chez l'évêque de Lincoln, seulement avec M. Rose. Il alla ensuite passer un jour à Dropmore, chez lord Grenville, puis un jour ou deux chez lord Carrington, à High-Wycombe. Ce fut de High-Wycombe qu'il écrivit, le 21, à M. Addington en réponse à sa dernière communication.

Les politiques de toutes les nuances étaient extrêmement curieux de savoir ce qui s'était passé. Les récits de Pitt d'une part et ceux d'Addington de l'autre différaient un peu dans les détails. Ces différences étaient sans importance, et, comme le remarque justement lord Macaulay, elles n'étaient pas de nature à impliquer, ni chez l'un ni chez l'autre, le désir de manquer à la vérité. « Des dis-

cussions de cette nature, » continue lord Macaulay, « surviennent souvent après les négociations verbales, même lorsque les négociateurs sont hommes d'un honneur irréprochable[1]. »

Les deux hommes d'État, cependant, étaient fort irrités l'un contre l'autre. On peut suivre les progrès de la brouillerie jusque dans les formes de leur correspondance. Au commencement de l'année, Pitt terminait toujours ses lettres à M. Addington par cette formule : « Affectueusement à vous; » à Bromley-Hill, ce n'était plus que : « Sincèrement à vous, » et à Wycombe-Abbey, on était venu à : « Cher monsieur, votre fidèle et obéissant serviteur. » Dans ses réponses, Addington agissait toujours *regis ad exemplar*, c'est-à-dire qu'il se conformait minutieusement aux gradations de Pitt sous ce rapport.

Ce ne fut que le 20 de ce mois que M. Addington communiqua pour la première fois au roi les détails de l'affaire; c'était à une audience à la suite du lever de Sa Majesté. Le roi pouvait être un peu blessé de n'avoir pas été consulté plus tôt; mais la faute, s'il y en avait une, était assurément au premier ministre. Cependant, le mécontentement du roi semble s'être porté plutôt sur l'homme d'État retiré : « Il veut mettre la couronne en commission; il porte si haut et si loin ses projets de changement qu'ils pourraient bien m'atteindre. » Telles sont les expressions dont George III se servit, dit-on, en cette occasion. Le lecteur se souviendra peut-être d'un proverbe français plus vrai qu'on ne le voudrait : « *Les absents ont toujours tort.* »

L'objet de M. Pitt, dans la lettre écrite le 21, de High-

[1] *Biographies*, p. 219. Ed. 1860.

Wycombe, et dans une autre lettre écrite quelques jours après, était de prier Addington, s'il parlait au roi de cette affaire, comme le supposait Pitt, de communiquer à Sa Majesté les lettres qui avaient été échangées. Addington promit de le faire, et le fit en effet, le 27. Mais le roi refusa de lire les lettres et d'en prendre aucune connaissance. Il dit deux jours après à lord Pelham : « C'est une sotte affaire d'un bout à l'autre ; elle a été mal commencée, mal conduite et mal terminée[1]. »

Le commentaire de M. Fox, dans sa correspondance privée, est fort amer et, à mon avis, fort injuste à l'égard de M. Pitt. Il écrit le 1er avril à M. Grey : « On parle de Pitt, mais je crois que ce sont des billevesées. Il sait son insignifiance et ne se soucie pas de la mettre au jour. » Les amis de M. Fox ont trouvé plus commode, depuis lors, de retourner ses accusations : au lieu du « sentiment de son insignifiance, » on a parlé « d'arrogantes prétentions au mérite. »

Dans le journal particulier de M. Abbot, il dit : « La conduite de M. Pitt, dans toute cette affaire, est fort blâmée par lord Melville, lord Castlereagh, lord Chatham, lord Hawkesbury et M. Steele. » Je ne trouve cependant point de confirmation de cette réprobation générale dans les lettres particulières du temps, et elle ne s'accorde certainement pas avec la conduite subséquente de quelques-unes des personnes dont il est question. Lord Malmesbury rapporte sur cette affaire une remarque du duc d'York, non sur un ouï-dire, mais comme lui ayant été personnellement adressée : « A mon avis, les deux parties ont eu tort. On a trouvé moyen d'éloigner plus que jamais le re-

[1] *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

tour de Pitt aux affaires, lorsqu'il devient plus nécessaire que jamais. »

En examinant la situation avec un calme très-facile aujourd'hui que les choses ont complétement changé de face et que tous les acteurs ont disparu, je serais peut-être disposé à croire tout le contraire de ce que pensait le duc d'York et à dire que les deux politiques avaient raison. Tous deux me paraissent avoir agi avec une droiture et un honneur parfaits; tous deux me paraissent avoir fait preuve de la fidélité la plus scrupuleuse à leurs amis personnels. On ne peut reprocher à Pitt d'avoir voulu présenter au roi, en redevenant son premier ministre, la liste du cabinet le plus capable et le mieux composé qu'il fût en son pouvoir de former. Il n'eût pas rempli ses devoirs envers son souverain s'il lui eût présenté, en style commercial, une denrée de seconde qualité, quand il pouvait se procurer une denrée de première qualité. On ne peut davantage reprocher à M. Addington d'être resté fidèle aux principes de son gouvernement, et d'avoir cherché à exclure du pouvoir, par des raisons purement publiques, les hommes qui, depuis dix-huit mois, avaient fait au gouvernement une opposition violente et insultante sur la grande question de la paix, comme sur toutes les autres. Les accusations d'arrogance à l'égard de Pitt, comme de duplicité à l'égard d'Addington, tombent également dans l'eau lorsqu'on y regarde de près. Il est évident, en laissant de côté les accessoires et en venant au fond de la négociation, qu'elle échoua par une seule raison, par la proposition de faire entrer lord Grenville et M. Windham dans le nouveau gouvernement. Le fond des choses est donc qu'au mois d'avril 1803, Pitt n'avait pas envie de rentrer au pouvoir à moins d'être en me-

sure de proposer à son souverain la rentrée des Grenville avec la sienne. C'est un fait qui mérite d'être comparé aux égards de même nature que le premier Pitt montra au premier Grenville, alors le comte Temple, au mois de mai 1765. Il sera bon aussi de s'en souvenir lorsque nous en viendrons aux événements du mois de mai 1804.

M. Pitt quitta Wycombe-Abbey pour se rendre de nouveau à Bromley-Hill; de là, il fit une visite à Wilderness. Après y avoir passé quelques jours, il retourna à Walmer-Castle. Le *Journal de Wilberforce* nous fournit quelques détails sur l'une de ces journées : « 24 avril. Lord Camden m'a beaucoup pressé de venir à Wilderness pour voir Pitt et pour lui entendre raconter les récentes négociations. J'ai consenti. » « 25 avril. Je suis parti à deux heures et demie avec lord Camden, dans sa voiture, pour aller à Wilderness. Nous nous sommes arrêtés chez Long, à Bromley-Hill. J'y ai trouvé Pitt. Le lieu est charmant, et de là nous sommes allés à Wilderness, Pitt et moi, en tête à tête. J'ai eu toute l'histoire de la récente négociation avec Addington. Plan de Pitt pour défendre le pays si la guerre se fait. Son esprit est toujours aussi supérieur. Nous n'avons dîné qu'à huit heures. William Long, lord Camden, Pitt et moi, nous avons bavardé jusqu'à l'heure de nous coucher. » « Minuit et demie, 26 avril. Après le déjeuner, longue discussion avec Pitt. Parlé de l'état de la marine comme la veille. Lu en flânant et en me promenant; j'ai peur que la matinée n'ait été mal employée... O Seigneur, transforme-moi de plus en plus à ton image[1] ! »

[1] Le rév. William Long était frère de M. Charles Long. Au mois de juin 1804, il fut nommé chanoine de Windsor, sur la recommandation de M. Pitt.

Après son retour à Walmer-Castle, M. Pitt vécut encore quelque temps dans la retraite, en attendant le résultat des négociations avec la France. Je veux citer ici une lettre qu'il écrivit à cette époque à mon père :

« Walmer-Castle, 2 mai 1803.

» Mon cher Mahon,

» J'ai été obligé hier d'écrire encore plus de lettres qu'à l'ordinaire, en sorte qu'en dépit de l'avantage d'une matinée pluvieuse, je n'ai pu trouver le temps de vous répondre. Je vous renvoie, dans une autre enveloppe, vos deux projets de lettres. Ils me paraissent parfaitement convenables, sans autres modifications que les changements insignifiants que j'ai indiqués, comme vous verrez.

» J'apprends que *l'Isis* a passé l'autre jour par les dunes sans s'arrêter, en se rendant à Spithead, et les journaux annoncent qu'elle mène de nouveau Gambier à Terre-Neuve. Dans ce cas, James doit-il y rester ? Un second voyage de ce côté n'est pas ce qu'on peut imaginer de plus agréable ; mais, si nous n'avons pas la guerre, c'est peut-être ce qu'il y aura de mieux.

» Je serai enchanté de savoir le résultat de votre conversation avec Estcourt et heureux de vous voir ici quand cela vous conviendra. Si vous prévoyez, un jour ou deux d'avance, le moment de votre visite, faites-le moi dire, parce que vous pourrez peut-être trouver ici lord et lady Melville et quelques-uns de nos amis. Que cela ne vous engage pas à retarder votre visite. J'en parle uniquement parce qu'il pourra être nécessaire d'installer une ou deux personnes dans la petite maison. Le temps a été si mauvais que j'ai à peine vu Leith ou les autres oracles des

cinq ports pour nous entendre au sujet du tribunal de *Load Manage;* mais je ne sais pas si les points en litige pourront se décider avantageusement avant le milieu de l'été. Je joins ici une lettre que j'ai trouvée en arrivant, et qui me paraît de la Margrave, d'après le timbre.

» Toujours affectueusement à vous,

» W. PITT. »

Le « James » dont parle ici M. Pitt était James Hamilton Stanhope, frère cadet de lord Mahon. Il était entré dans la marine; mais, ayant conçu une extrême aversion pour cette profession, il échangea sa situation contre une commission dans l'armée; Charles Stanhope y servait déjà. M. Pitt témoigna toujours à ces deux frères, privés des soins d'un père, une bienveillance généreuse et constante.

Cependant les négociations de Paris tendaient à une issue défavorable. Malte restait toujours le principal sujet de dispute. Dans le courant de mars et d'avril, le gouvernement anglais, dans un esprit de conciliation, proposa plusieurs expédients à ce sujet. Mais les Français ne voulaient se contenter de rien moins que la restitution immédiate. Ils ne voulaient pas faire entrer en ligne de compte la conduite aggressive qu'ils avaient tenue sur le continent depuis le paix d'Amiens, ni l'absence de toutes les garanties pour l'indépendance de Malte que supposait le traité. Nous avions envoyé un ultimatum portant que nous conserverions la possession de Malte pendant dix ans, puis que nous abandonnerions l'île à ses habitants et non aux chevaliers, pendant que le roi de Naples nous céderait, sans opposition de la part de la France, l'île voi-

sine de Lampedosa, pour devenir une station maritime dans la Méditerranée. En outre, la Hollande devait être évacuée par les troupes françaises et on devait stipuler certaines conditions en faveur du roi de Sardaigne et de la Savoie; l'Angleterre consentait à reconnaître les nouveaux États italiens Le premier consul rejeta ces conditions.

A cette époque, M. Fox prenait soin, dans ses discours publics, de ne pas exprimer sa sympathie pour les Français; mais il n'était pas aussi réservé dans sa correspondance familière. Il écrivait au mois de mars à M. Grey: « Pour le moment, je suis plus convaincu que jamais que, si nous avons la guerre, ce sera entièrement la faute des ministres, et non celle de Bonaparte. » Son langage est encore plus net au mois de juin, lorsqu'il dit à un autre correspondant: « Par ses sottises, Addington a trouvé moyen de mettre au jour l'injustice de notre cause[1]. » Il est assurément difficile de soutenir cette opinion en face des faits que nous venons de rapporter. De notre temps du moins, les hommes les plus capables du parti de Fox ont été d'un avis fort différent. Lord Macaulay regarde la rupture avec la France comme le résultat du ton arrogant du premier consul, qu'il qualifie d'insupportable: « Il devenait de plus en plus évident, » dit-il, « que de la guerre qui allait s'engager dépendaient la dignité, l'indépendance, l'existence même de notre nation[2]. »

L'ultimatum de l'Angleterre ayant été positivement rejeté par la France, il ne restait plus d'espoir de paix. Le 12 mai, lord Whitworth quitta Paris, et, le 16, le général

[1] *Correspondance* publiée par lord John Russell, vol. III.
[2] *Biographies*, p. 217.

Andréossy quitta Londres. Ce jour-là, également, les deux chambres reçurent un message du roi. Lord Pelham le porta aux pairs, et M. Addington aux communes. Sa Majesté annonçait que les négociations avec la France étaient rompues, et faisait un confiant appel à l'esprit public de ses bons et loyaux sujets. On résolut de prendre en considération le message du roi, huit jours après, le 23 mai.

Le 18, on publia une déclaration de guerre au nom du roi. La négociation y était racontée tout au long, ainsi que les bases sur lesquelles nous avions traité. Le même jour, par l'ordre du roi, les pièces diplomatiques qui avaient été échangées furent déposées sur le bureau dans les deux chambres.

La France publia aussitôt une contre-déclaration de guerre. En outre, le premier consul prit une mesure qui fut impopulaire en France et que ses plus chauds partisans ont rarement défendue. Aux termes d'un décret précipitamment publié le 22 mars, des milliers de sujets anglais parfaitement inoffensifs, qui voyageaient ou séjournaient tranquillement sur le territoire français, sur la foi des traités, furent arrêtés et jetés en prison. Quelques apologistes de Paris donnèrent pour prétexte la saisie de deux bâtiments français capturés sous lettres de marque anglaise, avant la déclaration officielle de la guerre, dans la baie d'Audierne, en Bretagne. Le fait est, cependant, que cette capture n'eut lieu que le 20 du même mois, huit jours après que l'ambassadeur d'Angleterre eut quitté Paris. Le fait eût-il été autre, il serait difficile à présent de soutenir que l'excuse était suffisante pour justifier la portée du décret du premier consul.

Les prisonniers anglais saisis en cette occasion furent pour la plupart retenus en captivité à Verdun et dans

d'autres places, pendant toute la durée de la guerre. Cette mesure, qui causa de grandes souffrances et beaucoup de douleurs individuelles, se trouva aussi impolitique qu'injuste. Aucune autre action de la carrière de Napoléon ne tendit davantage à obscurcir l'éclat de sa gloire aux yeux des Anglais, et à soulever contre lui ce qu'on peut regarder comme le principal obstacle au triomphe définitif de ses projets pour la conquête de l'Europe, le courage persévérant du peuple anglais.

Dans cette situation dangereuse, en présence du renouvellement de la guerre, M. Pitt sentit qu'il était de son devoir de reprendre, sans plus tarder, séance à la chambre des communes. Il annonça son arrivée à ses amis, en disant qu'il comptait prendre part à la discussion du 23. « Et qu'est-ce qu'il dira des ministres? » demanda lord Malmesbury à Canning. — « Il a l'intention de tirer pardessus la tête des ministres, » répondit Canning; « il ne les plaindra ni ne les blâmera; il soutiendra les mesures de guerre et s'en tiendra là. »

M. Pitt vint, en effet, et prit séance, le 20, pour la première fois, dans le nouveau Parlement : « J'ai fait longtemps l'école buissonnière, » dit-il à l'orateur en lui donnant une poignée de mains. On attendait impatiemment son discours du 23, non-seulement pour savoir quelle ligne politique il comptait tenir, mais parce qu'il y avait dans la chambre, au compte de lord Macaulay, près de deux cents nouveaux membres qui ne l'avaient jamais entendu.

La discussion sur le message du roi et sur l'adresse de la chambre des communes, qui devait y répondre, fut commencée le 23 mai et prolongée jusqu'au lendemain. Ces deux jours resteront à jamais mémorables dans nos annales

parlementaires à cause de l'admirable discours de Pitt, le 23, et de l'admirable discours de Fox, le 24. Il est difficile de décider auquel de ces deux grands rivaux revint, en cette occasion, la palme de la victoire. J'ai dit[1] ailleurs que les meilleurs juges regardaient le discours de Fox comme l'un des trois plus beaux qu'il eût jamais fait. Si on m'adressait la même question au sujet des trois plus grands discours de Pitt, je demanderais d'abord à mettre à part, dans une classe séparée, ses lumineuses expositions des finances de l'État pendant plusieurs années successives; puis je m'aventurerais à citer son discours sur la coalition de Fox et de North, au mois de février 1783, son discours sur la traite des nègres, au mois d'avril 1792, et son discours sur la reprise de la guerre, au mois de mai 1803.

Avec de pareils mérites, au dire de ses auditeurs, il est bien dommage qu'il ne nous reste rien ou à peu près rien de ce discours. Par une méprise de l'orateur, les rapporteurs s'étaient trouvés, ce soir-là, exclus de la galerie, en sorte que nous n'avons pas même le maigre compte rendu que fournissaient les journaux du temps. L'histoire parlementaire contient seulement une courte esquisse des principaux chefs de raisonnement employés par M. Pitt. Nous n'avons d'autre ressource que de réunir et de comparer les témoignages les plus authentiques parmi ceux qui sont arrivés jusqu'à nous au sujet de ce discours célèbre.

Lord Malmesbury rend ainsi compte du débat dans son journal : « 24 mai. Le discours de Pitt hier au soir. Ce qu'il a jamais fait de plus beau. Jamais discours n'a été

[1] Vol. II.

ainsi applaudi; jamais l'approbation n'a été si constante et si bruyante. Il était énergiquement en faveur de la guerre; mais il a gardé le silence au sujet des ministres, et cette absence de blâme ou d'éloge a naturellement été prise pour une censure négative. On n'a entendu personne après lui, et, à dix heures, le débat a été ajourné jusqu'à aujourd'hui.

» 25 mai. Fox a parlé trois heures hier au soir, très-ingénieux, mais très-nuisible. Windham lui a répondu. Addington a très-pauvrement parlé. »

M. Abbot, auquel il arrive, dans son journal comme dans la plupart des journaux, de laisser quelquefois le grain pour prendre la balle, ne fait aucune mention du discours de Pitt. Il nous apprend seulement, comme un fait du plus grand intérêt, que, le 23, Son Altesse royale la duchesse d'York traversa sa maison pour aller entendre les débats, et qu'ensuite elle revint souper. Mais il dit du grand rival de Pitt : « M. Fox a parlé de dix heures à une heure, et, dans ces trois heures, il a prononcé un discours plus habile, plus éloquent, plus spirituel et plus nuisible que tous ceux que je me rappelle lui avoir entendu faire. »

On lira encore avec plus d'intérêt le témoignage de Fox lui-même. Il écrit à son neveu, le 6 juin : « Le discours de Pitt, la veille, sur l'adresse, a été fort admiré et très-justement. Je trouve que c'est ce qu'il a jamais fait de mieux en ce genre... Je suppose que vous avez assez entendu vanter mon discours sur l'adresse, en sorte que je n'ai pas besoin d'y ajouter ma pite; le fait est que j'ai parlé de mon mieux. »

Ce n'est pas en particulier seulement que Fox faisait l'éloge de son rival. Dans son propre discours, il y avait

fait allusion comme « au discours d'un membre puissant et éminent qui n'a pu depuis longtemps nous accorder l'avantage de sa présence. » « C'était, » ajouta-t-il, « un discours que Démosthènes eût admiré s'il l'eût entendu, et qu'il eût peut-être envié[1]. »

Ces témoignages sont connus; mais il en reste un autre, le plus important de tous, et qui n'a pas encore été publié. Parmi les nouveaux membres nommés aux élections générales de 1802 était M. John William Ward, fils unique de lord Ward, qui devint plus tard comte de Dudley et secrétaire d'État aux affaires étrangères. Il faisait déjà preuve de cette perspicacité critique qui le distingua plus tard, et il décrivait les discours de Pitt et de Fox en écrivant à son répétiteur d'Oxford, M. Copleston, par la suite évêque de Llandaff. Je dois la communication de cette intéressante lettre, que lord Macaulay a vue et dont il a parlé, à la bonté du présent comte de Dudley.

L'HONORABLE J. W. WARD AU REV. E. COPLESTON.

« 30 mai 1803.

» Mon cher monsieur,

» Pour ce qui est de votre question sur le discours de M. Pitt, le 23, je ne veux pas dire : *Omne ignotum pro magnifico est*. Cependant je suis parfaitement convaincu que l'absence de publicité a augmenté la disposition générale à rendre pleinement justice à ses mérites. Il me semble qu'on lui a même fait plus que justice aux dépens de l'au-

[1] J'ai tiré la première phrase du XXVIe volume de l'*Histoire parlementaire*, et la seconde du premier volume des *Mémoires de Francis Horner*.

teur lorsqu'on a dit que c'était le plus grand ou l'un de ses plus grands discours. Sans doute, dans son but, il était parfait, c'est-à-dire dans le but que se proposait M. Pitt. « Bonaparte absorbant tout le pouvoir de la France; l'Égypte consacrée par le sang héroïque qui y a été versé; la *flamme liquide* des principes jacobins dévastant le monde; les impitoyables sarcasmes déversés sur le malheureux Erskine dont le discours, remarquable par une confusion inextricable de pensées et d'expressions, n'avait pas sans doute la prétention d'être un exposé systématique et complet de la question... » cette conscience d'Erskine « dont il tenait si fort à dissiper les scrupules, et cet important suffrage qu'il avait un si grand désir d'obtenir, » tout cela, joint à une péroraison qui nous a tous électrisés sur la nécessité et la grandeur des efforts qui nous attendaient, était aussi beau que quoi que ce soit dans ses autres discours. Cependant, c'est sacrifier sa mémoire et son jugement à ses impressions du moment que de déclarer ce discours le chef-d'œuvre de M. Pitt. Il n'était pas aussi vaste ni aussi varié, et ceux qui, comme moi, aiment mieux l'entendre quatre heures qu'une heure, diront aussi qu'il n'était pas aussi long que plusieurs de ceux que j'ai entendus, et que d'autres dont j'ai pu juger la perfection d'après les rapports : par exemple, le discours contre la paix, en 1800, celui pour la paix, l'année suivante, le discours sur le meurtre du roi de France, et le court, mais admirable élan d'éloquence qui suivit le discours de Sheridan (dans le même sens) à l'occasion de la récolte.

» Mais, quel qu'en puisse avoir été le mérite comparatif, l'effet a été étonnant et, je crois, sans exemple. Lorsqu'il est entré, lord Hawkesbury parlait déjà de-

puis près d'une heure. Toute l'attention de la chambre s'est détournée un instant de l'orateur, et s'est portée sur M. Pitt. Pendant qu'il se rendait à sa place, bien des gens répétaient tout haut son nom, faute, je me figure, de quelque autre manière d'exprimer leurs sentiments. Erskine et Whitbread ont été impatiemment écoutés, et, lorsqu'il s'est enfin levé au bout d'une heure et demie fort ennuyeuse, à huit heures moins vingt minutes, on s'est mis à crier presque de toutes parts : « M. Pitt! M. Pitt! » Ensuite on l'a applaudi avant qu'il eût prononcé une seule syllabe, et cette marque d'approbation s'est répétée presque toujours aux endroits brillants et aux passages remarquables. Lorsqu'il s'est rassis, à neuf heures, il a été salué de trois salves d'applaudissements plus longues, plus vives et plus enthousiastes qu'il ne m'est peut-être jamais arrivé d'en entendre, quelque part et à quelque occasion que ce fût. Autant que j'ai pu le remarquer, c'était seulement le cri parlementaire : « Écoutez! écoutez! » Mais il est possible que les exclamations à l'intérieur de la chambre aient empêché d'entendre les battements de mains dans la galerie. Vous comprendrez qu'il ne serait pas juste d'attribuer cette agitation extraordinaire à la supériorité de son éloquence dans cette occasion particulière, puisqu'il avait été applaudi avant de parler. Ceci est une preuve suffisante. Il faut imputer en grande partie l'émotion à sa rentrée, dans un moment si solennel, au milieu d'une assemblée qu'il avait été accoutumé à diriger, qu'il avait abandonnée depuis longtemps et dans laquelle il n'a point laissé de successeur. Peut-être aussi faut-il l'attribuer un peu à ce qu'il parlait devant un Parlement nouveau, où se trouvaient beaucoup de membres qui ne l'avaient jamais ou presque jamais

entendu, et dont la curiosité devait par conséquent être excitée au plus haut point.

» Je suis bien fâché de dire que sa force physique me paraît gravement atteinte. Les traces de la mauvaise santé sont visibles. Bien que sa voix n'ait rien perdu de son timbre ni de son harmonie, ses poumons semblent fatigués, lorsqu'il prononce ces phrases prodigieuses qu'il lançait jadis sans effort, et que les autres hommes n'ont pas l'esprit de concevoir ni la vigueur de prononcer, pour emprunter une phrase à votre métaphysicien favori Monboddo.

» Le discours de Fox, le lendemain, a été encore un plus grand tour de force, à mon avis ; c'est le meilleur de beaucoup que je lui aie jamais entendu prononcer, et il vient immédiatement en rang après les grands discours de son antagoniste. Il ne portait pas trace du malheureux défaut de répétition qui est ordinaire à Fox ; tout le monde convenait qu'il s'était surpassé. Par bonheur, il n'a pas eu le même sort que celui de Pitt; mais deux feuilles du *Morning-Chronicle* ne peuvent donner une idée bien complète de cet admirable tissu d'esprit et d'arguments qui a duré près de trois heures. N'imaginez pas que cette supériorité accidentelle sur un point me porte à tirer aucune conséquence sur les facultés relatives des deux hommes; je crois qu'elle provenait uniquement du terrain que les circonstances les avaient obligés de prendre. Pitt a choisi à dessein un champ fort restreint, mais celui de Fox était fort étendu; le génie de l'un était obligé de se circonscrire, celui de l'autre avait la place de déployer toutes ses ressources.

» A vous très-sincèrement,

» E. W. WARD. »

Parmi les étrangers qui se trouvaient ce soir-là dans la galerie, était M. William Dacres Adams, qui devint l'année suivante le secrétaire particulier de M. Pitt. Se tournant vers son voisin, il appliqua très-heureusement à Pitt, en cette occasion, quelques vers de l'*Homère* de Pope, décrivant la réapparition d'Achille sur le champ de bataille. Ils sont empruntés à deux passages différents du poëme :

« Les héros, transportés par le son bien connu, se réunissent dans la grande assemblée pleine et pressée, curieux de voir cet homme, l'effroi de la plaine, longtemps perdu pour le combat et qui brille de nouveau en armes. Terrible, il se tenait à la tête de toute l'armée; la pâle Troie le voyait et se croyait déjà perdue. »

Il faut remarquer que, dans ces débats, la marche des deux grands orateurs n'était point du tout la même : Pitt soutenait l'adresse ; Fox était en faveur d'un amendement que Grey avait déjà proposé. Le principal but du discours de Fox était de pallier sur bien des points, mais en termes prudents, la politique du gouvernement français, et de montrer comment on pourrait encore conserver la paix si on faisait preuve de modération. Dans cette ligne de conduite, il trouva quelques alliés inattendus en dehors du petit corps de ses partisans ordinaires. Wilberforce s'était levé le premier soir, au moment où Pitt se rasseyait. A peine avait-on entendu son discours au milieu du bourdonnement des applaudissements et des commentaires de l'assemblée; mais il avait vivement protesté contre la conduite des ministres dans les négociations récentes. Il était d'avis qu'on aurait dû rendre Malte et se conformer à la lettre du traité, en dépit de toutes les infractions à son esprit. Plusieurs autres membres pensaient de même; cependant leur alliance avec

les amis de Fox au moment du vote ne produisit pas plus de 67 voix, tandis que l'adresse réunit 398 suffrages. Chez les lords, l'adresse analogue fut votée à 142 voix contre 10.

Trois jours après, le 27, M. Fox présenta une motion développant une idée qu'il avait déjà émise. Il proposa une adresse au roi pour accepter la médiation de la Russie. Lord Hawkesbury exprima énergiquement les objections du gouvernement; alors Pitt se leva, lui troisième dans le débat. Il déclara qu'il approuvait le projet de Fox : « Soit que nous soyons en paix ou en guerre, soit qu'il s'agisse de donner de l'énergie à nos armes ou de la sécurité à notre repos, soit que nous voulions prévenir la guerre par des négociations, ou rétablir la paix après que la guerre aura éclaté, il est du devoir des ministres de ce pays de profiter des bons offices des puissances avec lesquelles il est de notre intérêt d'être allié. »

L'opinion de Pitt donna un nouveau caractère au débat. Lord Hawkesbury assura la chambre que le gouvernement était prêt à accepter la médiation de la Russie, sur quoi M. Fox consentit à retirer sa motion. Voici les commentaires de lord Malmesbury : « La mesure peut être bonne, quoiqu'il y ait bien des choses à dire contre : mais c'est une mesure de cabinet et non une mesure parlementaire; en la laissant venir du Parlement et des bancs de l'opposition, les ministres trahissent leur faiblesse, et ils autorisent un précédent nouveau et très-dangereux. »

Cette médiation n'eut aucun résultat. Les choses étaient déjà trop avancées. Le 27 mai, le jour où cette discussion avait lieu à la chambre des communes, le premier consul publiait son décret pour l'arrestation de tous les sujets

anglais voyageant en France. D'ailleurs, le comte Woronzow, ambassadeur de Russie en Angleterre, n'avait aucune confiance en M. Addington. Il disait quelques jours après, dans la conversation : « Si ce ministère dure, la Grande-Bretagne ne durera pas. »

La brouillerie était complète entre Pitt et Addington. Un nouvel incident vint, le 1er juin, la confirmer aux yeux du public; le collége de Southwark fut convoqué, M. Tierney ayant été nommé trésorier de la marine. « Ceci paraît une indication que Pitt ne rentrera plus au pouvoir, » dit lord Malmesbury; il voulait parler du pouvoir dans ce ministère. On se rappelle que non-seulement l'hostilité politique avait été des plus vives entre Pitt et Tierney, mais qu'il y avait eu entre eux une rencontre personnelle.

Par cet arrangement, Addington espérait se trouver en mesure de pouvoir se passer de lord Hawkesbury à la chambre des communes, et il comptait le faire appeler à la chambre des pairs, où le parti du gouvernement avait grand besoin de renforts.

Une question de parti était imminente. Le colonel Peters Patten, représentant de Newton dans le comté de Lancaster, avait annoncé un vote de censure pour le 3 juin. Son but était de reprocher aux ministres leur indolence et leur défaut de vigilance avant la déclaration de guerre. Les ministres eussent désiré un vote modéré pour justifier leur conduite, mais Pitt ne voulut pas entendre parler de ce projet lorsqu'on le lui communiqua : « Ce serait jeter le gant, » dit-il; sans pouvoir approuver, il répugnait à blâmer. Il croyait plus sage de regarder en avant que de porter les regards en arrière, et il résolut, au lieu de se joindre au vote, de demander plutôt la question préalable ou l'ordre du jour.

Quelques amis communs firent de grands efforts pour persuader à M. Addington de se contenter de cette ligne de conduite, mais il était fort monté et refusa opiniâtrément. Lorsque le colonel Patten présenta donc sa motion, le 3 juin, et que M. Thomas Grenville, qui parla après lui, eut attaqué le gouvernement pendant deux heures, dans un discours fort habile, le premier ministre se leva. Il conjura la chambre, avec les accents les plus pathétiques, d'en venir à un vote définitif de condamnation ou d'acquittement, afin que les ministres sussent s'ils devaient rester debout ou tomber.

Alors Pitt se leva. Il déclara qu'il ne pouvait adopter la censure, et cependant qu'il ne pouvait dire que les ministres fussent exempts de blâme. Il ne voulait pas discuter la question en elle-même, mais il demandait qu'on la laissât de côté et qu'on passât à l'ordre du jour. Au lieu de chasser du pouvoir, par un vote, des ministres que la couronne honorait encore de sa confiance, au lieu d'amener une suspension de pouvoir longue et hasardeuse en face d'un pareil ennemi, il conseilla à la chambre de consacrer tous ses efforts à la défense militaire et financière du pays.

D'autre part, certains membres du ministère, lord Hawkesbury, lord Castlereagh et le maître des rôles, sir William Grant, demandèrent une décision immédiate en soutenant que la motion de M. Pitt impliquait la censure qu'il prétendait éviter. Lord Hawkesbury, qui parla après M. Pitt, fut tout particulièrement applaudi : « Il a répondu extraordinairement bien, » dit Fox[1]; « il a fait preuve

[1] *Correspondance* publiée par lord John Russell, vol. III. Fox parle très-aigrement du discours de Pitt dans la même lettre. « Le fond et

d'un esprit de résistance fort opportun, et il s'en est convenablement servi pour attaquer un ancien ami. C'est le meilleur discours qu'il ait jamais fait. » M. Canning se leva ensuite avec un amer regret, dit-il. Il était obligé de se joindre au colonel Patten : « Pour la première fois de ma vie,» dit-il, «je me vois obligé de différer de mon très-honorable ami. »

Tous les partis étaient mêlés, et le vote le prouva. Les ministres, les Grenville et les partisans de Fox votèrent ensemble contre la motion de M. Pitt, et elle fut rejetée par 333 voix contre 56. Alors M. Pitt et la plupart de ses amis sortirent de la chambre. M. Fox se leva pour déclarer qu'il ne pouvait voter ni d'un côté ni de l'autre sur le fond de la question. Il ne pouvait approuver la conduite des ministres, mais il ne voulait rien faire pour les renverser, parce qu'il croyait que leurs successeurs seraient encore moins pacifiques qu'eux. Là-dessus il sortit, accompagné par Sheridan et ses principaux amis. On en vint alors aux voix sur le vote de censure qui fut repoussé à 257 voix contre 34 [1].

Dans cette division, le comte Temple et M. Canning étaient compteurs contre le gouvernement. Nous apprenons, par une lettre confidentielle de Fox à son neveu, qu'en agissant comme il fit, il ne suivit pas sa propre impulsion. Immédiatement après, il quitta Londres « pour tout de bon. » Grey était déjà parti.

Ces grandes, on peut dire ces immenses majorités, sur une question de parti furent vraiment un triomphe si-

la forme étaient aussi mauvais que pouvaient le désirer ses plus grands ennemis. »

[1] *Correspondance* publiée par lord John Russell, vol. III.

gnalé pour le gouvernement et semblaient l'établir solidement. Personne ne fut plus heureux du résultat que le roi. Son billet du lendemain matin au premier ministre prouve combien Sa Majesté était alors devenue hostile à M. Pitt :

« 4 juin 1803.

» Le roi éprouve un grand plaisir en recevant le compte-rendu de M. Addington, et en apprenant qu'à propos de la motion de M. Pitt, sur l'ordre du jour, les *oui* n'ont été que 58 contre 355 [1], et qu'au sujet du vote de censure de M. Patten, il n'y a eu que 36 *oui* contre 277 *non*. Ces votes prouvent le véritable esprit de la chambre des communes, et que le Parlement est décidé à soutenir le pouvoir exécutif et non les factions.

» George R. »

Le résultat du vote, comme affaire de parti, fut très-nuisible à M. Pitt. La petite minorité de 54 voix, à laquelle il fallait ajouter les deux compteurs et M. Canning, semblait être toute sa force parlementaire à cette époque. En considérant le grand renom qu'il avait conservé dans sa retraite et les applaudissements enthousiastes qui l'avaient salué le premier jour de son apparition, on avait cru qu'il entraînerait avec lui un nombre de voix beaucoup plus considérable dans les votes qu'il pourrait proposer; mais le moyen terme qu'il avait adopté, entre des partis violemment engagés dans la lutte, avait déplu à la chambre des communes, comme il arrive souvent à ce

[1] Les compteurs compris.

genre d'expédients. Nous lisons, dans une lettre particulière de Fox, la satisfaction fort naturelle que lui causa la défaite de son ancien rival; en faisant allusion au grand triomphe de Pitt, le 23, Fox ajoute : « Le contraste entre la réception de ce discours-ci et celle qu'on avait faite au dernier est peut-être ce qu'on a vu de plus fort en ce genre. [1] »

Pitt, cependant, ne fut point irrité. Il parla fort tranquillement de cette affaire à lord Malmesbury, qui était venu le voir un matin, pendant qu'il déjeunait: « La manœuvre n'était peut-être pas bonne, » dit-il, « je le savais bien, et je prévoyais ce qu'on en dirait et ce qu'on me reprocherait; cependant, j'avais réfléchi sur la situation à plusieurs reprises avant de me décider... Mon projet est de ne point regarder en arrière, de garder le silence sur tout ce qui est passé; mais je n'en ferai pas autant pour les mesures en perspective. La situation du pays est si grave que j'y veillerai très-attentivement. Je ne ferai point d'opposition inutile ou vexatoire. Au contraire, en général, je soutiendrai le ministère. Mais je m'opposerai décidément et de tout mon pouvoir à toutes les demi-mesures pernicieuses ou faibles qui seraient au-dessous des exigences du moment. »

A la chambre des lords, le comte Fitz-William avait proposé, le 2 juin, un vote de censure rédigé dans les mêmes termes que celui du colonel Patten. Lord Grenville et lord Carnarvon parlèrent énergiquement contre le gouvernement. Lord Mulgrave, adoptant la marche de M. Pitt, déclara qu'il ne trouvait pas le moment propice à de semblables discussions, et proposa à la chambre de s'ajour-

[1] A lord Holland, 6 juin 1803.

ner. Lord Melville soutint cette motion, mais ils furent battus par 106 voix contre 18.

Le 6 juin, la chambre était moins nombreuse; le débat sur la question principale recommença, et le gouvernement l'emporta à 86 voix contre 17. A la chambre des pairs comme à la chambre des communes, l'ascendant de M. Addington était donc bien établi pour le moment.

De tous les amis personnels de M. Pitt alors hors du pouvoir, nous avons vu que M. Canning avait été le seul à voter avec le colonel Patten, le 3 juin. Depuis quelque temps, il avait déclaré une guerre ouverte aux ministres. Depuis quelque temps, il avait donné pleine carrière à son humeur satirique. On imprimait de petites pièces de poésie, quelques-unes éminentes par le talent et toutes dirigées contre Addington, qui provenaient de sa plume. Quelques-unes méritent d'être conservées. Il y en a une qui est intitulée : *Les hommes modérés et les mesures modérées*. Elle commence ainsi :

« Que la muse prudente renonce à tout éloge du génie fier et sans place; qu'elle chante l'homme d'État poli que ses facultés modérées ont élevé à la gloire...

. . . . . .

» Les talents éclatants sont trompeurs, ils inspirent des conseils trop hardis; nous faisons cas des hommes modérés, croyant que tout ce qui brille n'est pas or. »

Viennent ensuite quelques plaisanteries un peu grossières suggérées par le surnom de « Docteur » et appliquées aux pratiques ordinaires des médecins.

Voici une autre pièce adressée « au Docteur » lui-même. « L'ode au docteur » lui reproche surtout la partialité qui l'avait conduit à placer son frère, M. Hiley Addington, et son beau-frère, M. Charles Bragge (on peut

se demander si le cas de lord Chatham n'était pas encore plus flagrant). Il avait élevé ces deux messieurs au rang de conseillers privés. Il avait nommé l'un payeur général des troupes, et l'autre trésorier de la marine. D'autre part, il comptait sur leurs poumons pour sa défense.

« Quand les phrases hésitantes languissent, ou que la chambre les reçoit sèchement, applaudissez, applaudissez, frère Bragge ! Applaudissez, applaudissez, frère Hiley ! »

« Tous deux gentilshommes fort à l'aise, nourris et logés aux frais du public, payant avec une grâce qui nous enchante, celui-ci la flotte, celui-là l'armée. »

« Frère Bragge et frère Hiley, applaudissez quand il parle si misérablement ; applaudissez quand l'auditoire languit, frère Hiley, frère Bragge. »

Une autre saillie d'esprit, qu'on attribue moins décidément à M. Canning, parut au moment où l'on préparait des *block-houses*, pour fortifier l'entrée de la Tamise.

« Si les blocs peuvent nous délivrer du danger, il y a deux endroits bien à l'abri des Français : l'un est l'embouchure de la rivière, l'autre, le banc de la trésorerie. »

Ce qu'il y a de mieux peut-être, c'est un couplet dans lequel Canning compare le talent des deux premiers ministres comme dans une règle de trois :

« Pitt est à Addington comme Londres à Paddington. »

Il est bon de remarquer, en 1803, les reproches contraires qu'on adressait à deux hommes destinés à devenir, quelques années plus tard, les grands rivaux de la chambre des communes. On accusait à juste titre M. Canning d'une impétuosité imprudente, tandis que, d'autre part, on pouvait attribuer à lord Castlereagh une réserve glaciale : « Quant à mon ami lord Castlereagh, il est si froid

que rien ne peut le réchauffer [1], » écrivait le marquis Cornwallis. « Ce n'est là qu'un des traits du contraste qu'on pourrait établir entre ces deux hommes éminents durant tout le cours de leur vie. Cependant, ils avaient en commun une qualité très-aimable, qu'ils témoignèrent dans plusieurs occasions signalées; je veux parler de leur attachement constant et affectueux pour leurs amis. Ce sentiment était aussi vif sous l'humeur satirique de Canning que sous les manières hautaines de Castlereagh.

Cependant les mesures de la session marchaient activement. Le 6 juin, le budget de l'armée fut présenté. Pitt et Windham parlèrent presque dans le même sens. Pitt admit le principe d'une nouvelle levée en dehors des cadres réguliers; mais il dit qu'il fallait veiller à ce que la milice ne fût pas dans une trop grande proportion avec le reste de nos forces. La guerre purement défensive serait, à son avis, ruineuse et peu honorable. Il prêchait les expéditions, et il se déclarait tout prêt à s'associer à ceux qui porteraient le blâme des mesures pénibles nécessitées, dans une pareille crise, pour la défense et les finances [2].

Le 10, on vota, sans opposition et presque sans observation, une levée de quarante mille matelots. Ce jour-là, M. Pitt vit en gros le budget qu'on allait présenter, Steele le lui ayant communiqué. Il dit que l'importance des subsides qu'on demandait pour l'armée surpassait son attente et répondait parfaitement à ses désirs.

Le 13, Addington développa donc son budget dans un discours de deux heures. Il avait, ce matin-là même, né-

[1] Au général Ross, 3 nov. 1803.

[2] Pour juger de ce discours, comparez le XXVIe vol. de l'*Hist. parlem.* avec le vol. 1er du *Journal de lord Colchester.*

gocié un emprunt de douze millions à des conditions favorables. En outre, afin de pourvoir aux dépenses qu'exigeaient les grands armements, il proposa d'abord d'augmenter les droits de l'excise, ce qui devait accroître les recettes de six millions sterling. Il proposa ensuite de renouveler l'impôt sur le revenu, en le fixant à un taux moins élevé, mais en étendant sa portée; il comptait percevoir ainsi 4 millions et demi sterling. Le lendemain, à propos du rapport du budget, il y eut un débat désultoire qui dura trois heures; mais, en général, on approuvait le projet. M. Pitt ne prit pas la parole. Il avait de grands doutes sur le nouveau projet pour l'impôt sur le revenu; mais il voulait se réserver pour le moment où ce projet aurait pris forme de loi, lorsqu'on le présenterait définitivement à la chambre.

Le 17, les chambres reçurent un message du roi pour annoncer la reprise des hostilités avec la république Batave, et, le 18, un nouveau message vint recommander un grand accroissement des forces. A la suite de cette dernière recommandation, M. Charles Yorke, secrétaire de la guerre, se leva, le 20, pour proposer son plan relativement à la défense du pays. Faisant allusion à la promesse d'une descente en Angleterre que le premier consul venait de faire en France à divers corps, il défia l'ennemi de l'entreprendre. Ils apprendraient, dit-il, que le passage de la Manche était plus terrible que celui du fleuve infernal décrit par le poëte :

> Fata obstant, tristisque palus inamabilis unda
> Alligat, et novies Styx interfusa coercet.

Pour soutenir cette assertion classique, M. Yorke proposa de former une armée de réserve composée de quarante

mille hommes tirés au sort, qui devraient servir pendant quatre ans : « Nous avons déjà, » dit-il, « soixante-treize mille hommes de milice, et on ne peut venir à bout de trouver de bons officiers en nombre suffisant pour les commander. »

M. Windham, qui se leva après M. Yorke, parut enchanté des images poétiques, si semblables à son propre style, que celui-ci avait employées : « Monsieur, » dit il, « le très-honorable préopinant a présenté cette mesure d'une manière parfaitement appropriée à la solennité de l'occasion. Je voudrais que la mesure elle-même répondît aussi bien à la manière dont elle a été présentée. » Windham procéda alors, avec sa sincérité ordinaire, à développer une quantité d'objections et à déclarer ses préférences marquées pour les troupes régulières. Cependant, il n'était pas toujours parfaitement conséquent dans ses vues. Quelques jours après, il parla d'une levée en masse, à la façon de la Vendée, comme d'un moyen plus efficace, pour repousser l'invasion, que les procédés adoptés dans le présent bill[1].

D'autre part, Pitt donna pleinement son appui à la mesure. Il résuma ainsi la question : « Il me paraît essentiel de lever le plus promptement possible des forces considérables, et je ne connais point d'autre mesure qui puisse atteindre plus efficacement à ce but. » Tel fut aussi l'avis de la chambre en général. Le bill fut voté promptement sans en venir à une division.

La marche de M. Pitt ne fut pas aussi favorable aux ministres le 13 juin, lorsqu'on en vint à examiner le « bill des droits sur la propriété, » comme il était inti-

[1] *Hist p.arlem.*, vol. XXXVI.

tulé. Il développa ce jour-là son opinion dans un long discours. Il commenca par défendre sa loi à lui, l'ancien impôt sur le revenu : « Il fut voté, » dit-il, « dans un moment où de sombres nuages pesaient sur les esprits les plus fermes, lorsque les craintes et les appréhensions pénétraient parmi les plus fidèles. Quelles furent les conséquences de cette mesure si attaquée? A la suite de son adoption, le courage de la nation grandit avec promptitude et vigueur, ses triomphes s'étendirent, sa bonne fortune sembla renaître. Quant au bill qu'on nous présente aujourd'hui, je désapprouve fortement plusieurs de ses articles. Il ne faut pas entraver les différentes manières de disposer des capitaux par l'action d'un impôt partiel tendant à encourager l'emploi du capital dans une voie plutôt que dans une autre; les voies de cet emploi sont différentes : l'un aime à engager son capital dans une affaire qui exige beaucoup de travail, mais qui promet des profits proportionnés; un autre cherche à tirer de grands bénéfices de ses capitaux en leur faisant courir de grands risques; un troisième préfère vivre dans l'oisiveté et jouir tranquillement de petits bénéfices. Toute tentative pour entraver par une mesure législative cette distribution ordinaire et spontanée de la propriété serait fort injuste et tendrait à violer le caractère même de l'impôt sur le revenu.

» On propose, dans le bill que nous avons sous les yeux, d'accorder des réductions aux personnes dont le revenu ne dépasse pas 150 livres sterling, et de décharger complétement de l'impôt celles dont le revenu ne s'élève pas à plus de 60 liv. sterling. Cependant les propriétaires fonciers et les porteurs de rente du trésor doivent être exclus de ce privilége. Je ne puis comprendre les raisons de

cette exclusion. Certainement, pour ce qui regarde la rente, il y a là une violation du principe sur lequel reposent tous les emprunts, et je ne prétends pas dire quels effets cette innovation pourra avoir sur les emprunts à venir.... Pourquoi ceux qui touchent de petits revenus en terres ou en rentes seraient-ils victimes de cette singulière différence, tandis que les propriétaires plus riches ne seraient pas touchés?... Je m'oppose surtout aux règlements proposés comme inconciliables avec la loyauté publique et comme destinés à porter le premier coup à ce crédit qui distingue depuis si longtemps notre pays. »

En conséquence de l'avis qu'il déduisait si sagement des grands principes fondamentaux, Pitt proposa de donner pour instruction à la commission d'appliquer les exemptions et réductions proposées à tous les genres de propriété indifféremment.

On exprima quelques doutes sur la forme de cette instruction. Pitt cita un précédent que Rose avait trouvé dans les journaux de la chambre de l'année 1721, et on discuta la question du fond et de la forme. D'après le compte-rendu de l'orateur, « des paroles fort aigres ou plutôt prononcées d'une façon fort aigre furent adressées à M. Addington par M. Pitt dans cette discussion [1]. » Addington défendit énergiquement sa proposition, et, lorsqu'on en vint aux voix, il l'emporta à une grande majorité. La motion de Pitt réunit seulement 50 suffrages contre 150 voix qui la repoussèrent.

Mais voyez l'ascendant inné du génie; Addington avait triomphé dans le vote, mais il se sentit battu dans la discussion; il n'osa pas présenter son bill au pays avec de

[1] *Journal de lord Colchester*, vol. I.

pareils arguments et une pareille autorité contre lui. Le lendemain 14 juillet, il vint à la chambre renoncer à sa victoire, désavouer ses partisans et faire les changements que réclamait M. Pitt.

Qui était alors en Angleterre le véritable premier ministre? Le triomphe fut peut-être plus grand pour Pitt que celui du 23 mai.

Le 18, les communes reçurent un nouveau projet pour la défense publique. M. Yorke le présenta sous le nom de « bill du service militaire. » Son intention était de donner une forme et une organisation au grand mouvement national qui commençait à se manifester, celui des volontaires. A cet effet, le bill donnait le droit d'enrôler et de réunir tous les hommes capables de servir de dix-sept à cinquante-cinq ans, dans le but de leur faire faire l'exercice et de les dresser. La mesure était bonne dans sa portée, mais elle ne portait pas loin. Quelques mois après, dans une conversation particulière, Pitt en parlait comme d'un « bill frivole [1]. » Cependant, au moment même, il déclara son intention de le soutenir; Windham en fit autant, Fox en fit autant, et revint à cet effet de Sainte-Anne. Mais tous trois accusèrent les ministres d'une négligence inexcusable pour ne l'avoir pas présenté plus tôt.

La seule opposition à la mesure, si on peut qualifier cette objection d'opposition, vint de sir Francis Burdett. Il dit que la seule manière de rendre au peuple du courage et de l'énergie, et de faire que le pays valût la peine d'être défendu, serait de retirer toutes les lois votées depuis l'avénement du présent roi.

Quelques doutes s'élevèrent pourtant dans le comité.

1 Conversation avec lord Malmesbury, 19 février 1804.

Il y avait une clause qui permettait de faire faire l'exercice aux volontaires le dimanche, après le service, et Wilberforce protestait hautement contre cette clause. Il nous dit dans son journal que Pitt soutenait que cet article n'était pas contraire aux principes de l'Église d'Angleterre. Définitivement on apporta quelques modifications à la clause sans la retirer, ou, comme le dit Wilberforce : « Nous avons amélioré le bill, mais sans le guérir. »

Quelques jours après, le colonel Craufurd ayant demandé des mesures de défense plus étendues, M. Pitt parla longuement en faveur de cette idée. Je cite encore le journal de Wilberforce : « Pitt a soutenu Craufurd et a déployé un génie militaire très-rare. Son discours a été excellent, animé, tout en insistant sur les précautions. »

Ce fut dans ce discours que Pitt se déclara en faveur des fortifications de Londres : « On nous dit, » s'écria-t-il, « que nous ne devons pas fortifier Londres parce que nos ancêtres ne la fortifiaient pas. Mais, monsieur, ceci n'est pas un argument, à moins que vous ne puissiez nous prouver que nos ancêtres étaient dans la même position que nous. On pourrait aussi bien nous dire que nous devrions nous battre avec des flèches et des lances parce que c'étaient les armes de nos ancêtres, et que nous devrions regarder les boucliers et les corselets comme une défense contre la mousqueterie et l'artillerie. Si la fortification de la capitale peut ajouter à la sécurité du pays, je crois bon de la fortifier. Si l'érection des ouvrages que je vous recommande peut retarder pendant trois jours les progrès de l'ennemi, cela peut faire toute la différence entre le salut et la destruction de la capitale ; cela ne fera pas, j'en conviens, la

différence entre la conquête et l'indépendance du pays; ce résultat là ne dépendra ni d'une ni de dix batailles; mais cela peut faire la différence entre la perte de milliers de vies, la misère, la ruine et la désolation répandues partout dans le pays, d'une part, et, de l'autre, l'échec infligé aux efforts de l'ennemi, la confusion de ses projets et le châtiment de son insolence. »

Nous trouvons dans un autre écrit de Wilberforce, dans une lettre à son ami du comté de Dorset, une bonne description de la situation politique à cette époque.

M. WILBERFORCE A M. BANKES.

« Londres, 11 août 1803.

» Mon cher Bankes,

» . . . . . J'oublie le moment précis de votre départ de Londres, mais je crois que c'était justement au moment du bill pour l'impôt sur le revenu. Nous l'avons expédié comme tant d'autres du même genre, et on a vu cette rapide manufacture des articles, qui avait fait tant d'honneur à notre ami Rose, marcher tout aussi promptement entre les mains de son successeur dans cet art. Assurément, quand on voit la façon dont se font les actes du Parlement, on s'étonne qu'ils soient aussi bien faits (ou plutôt aussi mal faits) qu'ils le sont.

» Le bill de l'armée de réserve a passé. Pitt a constamment assisté aux séances, se conduisant bien, à tout prendre; une seule fois (et je n'étais pas présent), il a dit quelque chose, à ce qu'on m'a rapporté, qui indiquait du mépris et de la mauvaise volonté. C'était lorsque Addington s'est déclaré contre l'idée de faire peser l'impôt

sur les étrangers qui pourraient, à l'avenir, acheter des rentes, parce que cela déprécierait le marché et diminuerait les valeurs pour les anciens porteurs de rentes. Alors Pitt l'a félicité en pleine chambre des égards extrêmes qu'il témoignait tout d'un coup pour la loyauté publique. Cependant Pitt était alors, je crois, suffisamment réconcilié avec le gouvernement pour qualifier les ministres du titre d'honorables amis, sans pourtant le donner une seule fois à Addington personnellement; Addington l'a désigné sous ce nom à plusieurs reprises. Pitt a communiqué librement à Yorke son projet pour la levée en masse; il l'a vivement pressé de mettre l'idée à exécution, et grognait secrètement des retards du ministère. Enfin, il a fini par me déclarer à moi et à d'autres que, si le gouvernement ne le proposait pas, il le proposerait. Alors Yorke l'a présenté, et vous avez vu que le bill a passé.

» Il faut que j'abrège ce qui me reste à vous dire, et j'en suis fâché, parce que tout ce que je vous ai dit jusqu'à présent ne vaut pas la peine d'être lu. Grâce à certaines affaires, que j'ai eu à régler dans les différents ministères, j'ai beaucoup vu les ministres, et je suis désolé de devoir dire que leur faiblesse est quelque chose de déplorable. Il n'y a personne qui prenne assez décidément la direction de toutes choses pour ordonner le mouvement des différentes parties de la machine. En conséquence, nous voilà, au 11 août, parfaitement hors d'état de recevoir l'ennemi, si ses préparatifs sont plus avancés que les nôtres. Le gouvernement n'a pas assez nettement exprimé ses intentions aux lords lieutenants..... Dans plusieurs autres endroits, on n'a pas répondu aux offres les plus empressées de service volontaire; ou bien le retard a été tel que les

volontaires, lassés d'attendre, ont été travaillés par les gens hostiles et ont retiré leurs offres. Sheridan se battaillamment pour Addington; il a proposé hier soir un vote de remercîment assez absurde pour les volontaires qui avaient si vaillamment offert leur service; mais vous voyez que la considération affectueuse du gouvernement pour lui n'a point de limites dans cette lune de miel de leur union.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. WILBERFORCE. »

Nous trouvons un autre récit moins détaillé, mais non moins intéressant sur l'état de la politique à cette époque, dans une lettre confidentielle de lord Grenville au gouverneur général de l'Inde. Dans cette lettre, en date du 12 juillet 1803, Grenville dit : « J'ai grand plaisir à voir que, tandis que mes dissentiments avec Addington deviennent tous les jours plus flagrants, tous les motifs qui me séparaient de Pitt, comme opinion et comme conduite, vont journellement décroissant. Nous n'avons cependant pas pu encore assimiler parfaitement nos plans de conduite politique. Il est vrai que, sous un rapport essentiel, notre situation est extrêmement différente. Sans recommander Addington pour la place qu'il occupe maintenant (et qui, le connaissant, a pu le recommander ?), Pitt a cependant joué un certain rôle plus actif que mes opinions ne me l'eussent permis dans la formation du nouveau cabinet. Il a conseillé leurs mesures lorsque je n'avais plus depuis longtemps de relations avec eux..... S'il vous a écrit (ce qu'il aurait certainement fait sans la mauvaise habitude qu'il a prise de n'écrire à per-

sonne), il vous aura exprimé ces mêmes sentiments sans aucune réserve, j'en suis convaincu. »

Le sort de cette lettre fut étrange. Le vaisseau qui la portait à lord Wellesley, l'*Amiral-Aplin*, fut capturé par les Français dans les mers de l'Inde. Elle fut donc traduite et publiée dans *le Moniteur*, par ordre du gouvernement francais, en compagnie de quelques autres lettres particulières, le 16 septembre 1804. De là, elle parut dans les journaux anglais, avec le désavantage d'une double traduction [1]. Lord Grenville eut ainsi l'ennui de voir ses confidences à un ami personnel brusquement communiquées au monde sans sa permission. Mon père m'a raconté qu'il était avec M. Pitt lorsque cette publication eut lieu, et qu'en arrivant à l'endroit où il était question de la mauvaise habitude de ne jamais écrire, M. Pitt dit seulement : « Je pense que Grenville reconnaît maintenant que j'avais raison. »

La session durait encore, et le mois de juillet n'était pas achevé, lorsqu'il arriva d'Irlande « des nouvelles terribles, » comme le dit lord Grenville dans une autre lettre. On avait découvert un nouveau complot, on avait commis un nouveau meurtre. L'instigateur du complot était un protestant de Dublin, Robert Emmet. Son père était médecin et fort répandu ; il était lui-même très-distingué. Son frère aîné, Thomas-Addis Emmet, avait joué un grand rôle parmi les meneurs irlandais de 1798, et il avait continué à tenir le même rang parmi les exilés irlandais. Robert Emmet eut de fréquentes conférences avec la plupart d'entre eux, ainsi qu'avec quelques amis faisant

[1] On la trouve tout au long dans le *Registre annuel* de 1805. Voyez aussi l'*Histoire d'Adolphus*, vol. VI.

partie du gouvernement français, tantôt à Paris, tantôt à Bruxelles, dans le courant de l'année 1801. Revenu à Dublin vers la fin de 1802, il s'appliqua à renouer les fils brisés de la rébellion. Le renouvellement de la guerre entre la France et l'Angleterre était un événement naturellement très-propice à ses vues. Il composa, avec les autres meneurs, des proclamations; ils achetèrent des armes et des munitions. Ils avaient l'intention de réunir quelques corps armés et de faire un assaut sur trois points principaux, le *Pigeon-House*, le Château et les casernes de l'artillerie près d'*Island-Bridge*[1].

Le complot était en train lorsque, le 16 juillet, survint par accident l'explosion d'un magasin à poudre qu'ils avaient formé dans Patrick-Street. L'alarme ainsi produite et la crainte des révélations qui pouvaient s'ensuivre décidèrent les conspirateurs à une action prématurée. Ils fixèrent le soulèvement du peuple dans Dublin à la soirée du samedi 23. Quelques renseignements secrets parvinrent au gouvernement dans l'après-midi du même jour, mais on n'adopta aucune mesure décisive. Naturellement on accusa ensuite le gouvernement de n'avoir montré ni vigilance ni vigueur. Les récriminations furent amères entre le comte de Hardwicke, lord lieutenant, et le général Fox, frère du célèbre politique, qui était à cette époque commandant des forces en Irlande.

Pendant toute l'après-midi, on vit de petits groupes d'hommes venir de Palmerstown et d'autres endroits pour se réunir dans les environs de Thomas-Street. Près de là se trouvait un des dépôts d'armes cachées. A neuf heures du

[1] Récit d'Emmet, publié par M. Curran et inséré dans les *Procès politiques d'Irlande*, vol. XXVIII.

soir, quatre cents personnes à peu près furent rassemblées. On leur distribua des piques et quelques mousquets du dépôt, et quelques-uns des meneurs, apparaissant alors, les pressèrent de marcher sur-le-champ à l'attaque du château. Il paraît que les émeutiers n'étaient pas préparés à une entreprise aussi hardie. Au lieu de rester en corps, ils se divisèrent de nouveau en groupes séparés. L'un de ces groupes rencontra malheureusement la voiture de lord Kilwarden, grand-juge du banc du roi, qui revenait en toute hâte de sa maison de campagne, à cinq milles de Dublin, ayant reçu avis par un exprès de l'apparence menaçante des affaires. La fille de lord Kilwarden et son neveu, le rév. Arthur Wolfe, étaient avec lui dans la voiture. On en arracha le vénérable juge, et, en dépit de ses cris pour demander grâce, on le massacra inhumainement à coup de piques. Son corps mutilé portait les traces de trente blessures. Son neveu, qui s'était enfui à quelque distance, fut rejoint par un autre détachement et tué de la même manière. On témoigna au contraire une apparence de compassion à miss Wolfe. Deux des meneurs des rebelles, qui étaient à cheval, la défendirent, dit-on, de tout mal, et, grâce à leur intervention, elle put retourner au château, où elle fut presque la première à apporter la nouvelle de la mort de son père.

Après cette scène sanglante et quelques autres du même genre, plusieurs bandes insurgées se réunirent et s'assemblèrent dans High-Street, apparemment dans le but d'attaquer le château. Mais les troupes étaient alors en mouvement. Des corps de soldats et de sergents de ville s'avancèrent contre les rebelles et les dispersèrent complétement après quelques volées de coups de fusil. Ils

vinrent à bout, en se retirant, d'emporter leurs morts et leurs blessés; mais les chefs se cachèrent ou s'enfuirent, et on n'essaya pas de renouveler l'insurrection. Les recherches actives de la police firent découvrir pendant les jours suivants les dépôts d'armes cachées. On trouva dans un seul endroit plusieurs milliers de têtes de piques. On saisit également des machines faites en planches et garnies de pointes de fer, destinées aux pieds des chevaux de la cavalerie. Il y avait également de magnifiques uniformes vert et or pour les généraux futurs.

A peine les événements du 23, à Dublin, furent-ils connus du gouvernement anglais que le roi expédia, à ce sujet, un message aux deux chambres. On vota à l'unanimité des adresses en réponse. Le premier ministre se leva pour proposer un bill qui donnait au lord lieutenant le droit de faire passer devant le conseil de guerre toutes les personnes saisies en flagrant délit de rébellion, et de suspendre l'acte d'*habeas corpus* en Irlande. L'action de ce bill devait cesser six semaines après le commencement de la nouvelle session du Parlement, et on le fit passer par les diverses lectures avec la plus grande rapidité.

Peu après, le major Sirr, le même officier qui avait joué un rôle si important dans l'arrestation de lord Edward Fitzgerald, découvrit Robert Emmet à Dublin. Emmet prononça un discours éloquent lorsqu'il parut devant la cour; mais il ne put se défendre d'une manière efficace, et il subit son sort avec un courage et une constance inébranlables. Dix-neuf autres prisonniers, qui avaient pris part à l'insurrection de Dublin, comparurent devant le tribunal aux mois d'août et de septembre. L'un fut acquitté, et un autre reçut sa grâce; le reste subit, comme Emmet, l'extrême rigueur de la loi.

Vers la fin de ces procès, nous en trouvons un résumé dans une lettre de M. Wickam, le secrétaire d'Irlande, à l'orateur, qui était son ami intime : « Voilà ce que j'avais à vous dire de nos procès qui assureront la paix du pays, si les Français ne viennent pas. Mais s'ils viennent, et en force, Dieu nous soit en aide! Sachez bien que nous ne sommes pas prêts à les recevoir. Ne citez pas mon avis ; je l'ai déjà répété bien des fois dans les termes les plus nets, à qui de droit[1].»

Les exigences des affaires avaient prolongé la session jusqu'à une époque peu ordinaire alors. Ce ne fut que le 12 août que le roi la ferma par un discours du trône : « Il m'est pénible, » dit Sa Majesté, « de me rappeler que les moyens nécessaires à notre défense ne peuvent s'obtenir qu'en imposant de lourds fardeaux à mon fidèle peuple. »

[1] Lettre datée du château de Dublin, 22 sept. 1803, annexée au *Journal de lord Colchester*.

CHAPITRE XXXVI

— 1803 —

Occupation du Hanovre par les Français. — Préparatifs du premie consul pour l'invasion de l'Angleterre. — Récit de M. Thiers sur la terreur qu'ils inspiraient. — Les volontaires. — Régiment des cinq Ports de M. Pitt. — État de sa santé. — Réminiscences de sa conversation. — Lady Hester Stanhope. — Tour d'inspection de M. Pitt. — Discussion des pamphlets. — Conduite du gouvernement à l'égard de la défense du pays. — Bateaux canonniers de Pitt. — Grande revue des volontaires à Hyde-Park. — Changements ministériels et revues parlementaires. — Discours de Pitt sur les volontaires. — Bill pour l'exemption des volontaires. — État de la marine.

A la reprise de la guerre entre la France et l'Angleterre, le premier consul, sans perdre un instant, tourna toutes ses pensées vers une lutte énergique. Il n'admit pas la commode neutralité de l'électorat de Hanovre que réclamaient les princes allemands comme faisant partie de leur saint empire Romain. Au contraire, il envoya un corps de troupes de vingt-cinq mille hommes, sous les ordres du général Mortier, non-seulement pour réduire, ce qui était aisé, mais pour tenir et occuper ce pays. Il tirait des revenus considérables de la république d'Italie qui était complétement dans sa dépendance. Le royaume d'Espagne n'y était guère moins, et il lui imposa un subside mensuel. Il employa à ses préparatifs de guerre les 55 millions de francs que les États-Unis lui avaient payés en

argent comptant, comme une partie du prix de la province de Louisiane qu'il leur avait cédée. Surtout il fit appel à l'ardeur militaire de l'ancienne France; et qui y a jamais fait appel en vain?

Le projet sur lequel semblait alors se concentrer toute l'énergie du premier consul était une invasion de l'Angleterre sur une échelle gigantesque. Le camp placé sur les hauteurs de Boulogne était quelquefois animé par sa présence, et toujours dirigé par son génie. Là, cent mille hommes de troupes excellentes étaient rangés en vue des rivages de l'Angleterre. Cinquante mille autres également prêts à l'action, s'étendaient sur les côtes de l'ancienne et de la nouvelle France, de Brest à Anvers. Là se trouvaient les hommes qui s'étaient battus avec les Mamelucks au pied des pyramides, ou avec les Russes dans les défilés des Alpes. Là se trouvaient les vainqueurs de la veille à Marengo et les vainqueurs du lendemain à Austerlitz. Une petite partie de ces forces considérables devait s'embarquer à Brest et se diriger vers l'Irlande; le plus grand nombre avait rendez-vous à Boulogne et devait faire voile tout droit vers les côtes opposées. Ils devaient marcher sur Londres, et le premier consul en personne devait se mettre à leur tête.

La plus grande difficulté était naturellement le passage de la Manche. On ne doutait pas qu'une flotte anglaise infiniment supérieure n'occupât la mer; mais il y avait des moments où le vent et la marée pouvaient permettre à des bâtiments petits et légers de passer, à l'aide des rames, sans que les vaisseaux de guerre pussent leur faire de mal. Dans ce but, on imagina un système de bateaux plats pour le transport des troupes. D'autres bateaux d'un autre genre devaient servir pour les chevaux et l'artillerie.

On calculait que deux mille bateaux ne suffiraient pas au transport d'un armement aussi considérable; mais, le projet une fois approuvé, on se mit immédiatement à l'œuvre pour construire les barques. On espérait que tout serait prêt à la fin de l'automne pour tenter l'entreprise.

Pour avoir tous les bateaux nécessaires, on en construisait environ un millier dans les ports voisins, pour les amener de là sur le point central; mais on en construisait plus de douze cents à Boulogne même. Là, le bruit des constructeurs de bâtiments, dans son incessante activité, se mêlait au pas de charge ou à la musique militaire des soldats. Xerxès lui-même ne contemplait pas, des côtes de l'Attique, des armements aussi formidables que ceux que Napoléon pouvait examiner alors du haut des rochers de Boulogne : « Un roi était assis sur les rochers qui dominent Salamine, fille de la mer; et des vaisseaux par milliers et des hommes par nations étaient à ses pieds, et tout cela lui appartenait. »

Une historien éloquent et habile, M. Thiers, a donné de nos jours un récit complet de ces préparatifs énormes. Il ajoute qu'au premier bruit de ces armements et de leur étendue, « un frisson de terreur parcourut toutes les classes de la société en Angleterre. » Je ne sais pas sur quels témoignages M. Thiers peut s'être appuyé. Pour ma part, je n'ai rien découvert qui prouvât le frisson de terreur. Dans tout ce que j'ai vu, les renseignements les plus authentiques amènent à une conclusion toute différente. Ils laissent voir le peuple anglais comprenant parfaitement le génie et les ressources du grand général qui devenait leur adversaire, mais fermement décidé à lui résister et à le vaincre par tous les efforts humains possibles. Non-seu-

lement, comme je l'ai déjà montré plus haut, tous les votes pour la défense nationale passèrent sans aucune difficulté chez les représentants du peuple au Parlement; non-seulement la marine était résolue, s'il était en son pouvoir d'y réussir, de repousser l'invasion sur mer; non-seulement l'armée était décidée à faire face aux ennemis sur son sol natal, si besoin en était; mais surtout, en 1803 comme en 1860, les volontaires manifestaient leur indomptable ardeur. Des hommes de tous les rangs, de toutes les croyances, de toutes les classes s'empressaient de s'enrôler et de demander des armes. On peut dire des deux époques ce que sir Walter Scott a si bien dit de la première, c'est qu'il était « remarquable de voir à quel degré le bon sens et la fermeté du peuple suppléaient presque partout à l'expérience. » Ceux qui se trouvaient hors d'état de servir de leur personne s'empressaient de contribuer de leur bourse. Peut-être cet admirable et puissant élan n'a-t-il été nulle part mieux dépeint que par le même maître dans l'art de la fiction ; il n'avait pas besoin, cette fois, d'avoir recours à son imagination, car il décrivait un mouvement national auquel il avait assisté et pris part. Dans son roman de *l'Antiquaire*, il raconte comment le bailli Littlejohn, de Fairport, et ses collègues étaient assaillis par les quartiers maîtres des différents corps, demandant des billets de logement pour leurs hommes et leurs chevaux : « Prenons les chevaux dans nos entrepôts et les hommes dans nos parloirs, » disait le bailli ; « partageons notre souper avec les uns et notre fourrage avec les autres. Nous nous sommes enrichis sous un gouvernement libre et paternel; c'est le moment de montrer que nous en savons la valeur. »

Au mois de juillet 1803, comme je l'ai déjà dit, le gou-

vernement présenta, sur l'organisation des volontaires, une mesure qui ne répondait pas à l'urgence de la situation. Une circulaire de lord Hobart aux lords lieutenants, destinée à décourager et quelquefois même à rejeter leurs offres, leur donna beaucoup d'humeur; mais leur énergie et leur ardeur triomphèrent de toutes les erreurs ministérielles. Avant la fin de l'été, on calcula qu'on avait accepté et enrôlé plus de trois cent mille volontaires [1].

Parmi ceux qui rendirent de grands services à cette époque, M. Pitt figure au premier rang. Nous comprendrons la marche qu'il suivit d'après une lettre qui lui fut adressée par le secrétaire d'Etat :

LORD HOBART A M. PITT.

« Downing-Street, 3 août 1803.

» Mon cher monsieur,

» Je vous prie d'avoir la bonté de m'envoyer votre offre officielle de lever un corps de volontaires dans les cinq ports, avec l'intention d'en prendre le commandement; veuillez la dater du jour où vous m'avez fait votre communication particulière; dans ce cas, je n'aurai aucune difficulté à vous signifier le consentement de Sa Majesté, aux conditions indiquées dans les pièces ci-incluses. Afin de gagner du temps, il serait bon que vous pussiez spécifier, dès le premier abord, le nombre des volontaires que vous comptez comprendre dans le corps, ainsi que les noms des officiers.

» J'ai l'honneur, etc ,

» HOBART. »

[1] Tel est le nombre indiqué par Addington lui-même, dans une lettre à son père, du 28 août 1803. *Vie*, par le doyen Pellew, vol. II.

En conséquence, M. Pitt écrivit en détail, datant sa communication du jour de son offre verbale, le 27 juillet 1803. Cette lettre existe dans les archives du royaume[1].

A son retour à Walmer-Castle, dès que la session fut terminée, Pitt s'appliqua avec beaucoup d'ardeur à mettre son projet à exécution. Grâce à son activité et à son énergie accoutumées, il eut bientôt sur pied un excellent régiment de volontaires, divisé en trois bataillons et comptant trois mille hommes. On le voyait sans cesse à cheval, en grand uniforme de volontaire, comme colonel en chef, faisant faire l'exercice à ses soldats ou les passant en revue. On reconnaissait dans tous les partis que, d'après la configuration de la côte, Pitt, occupant le poste le plus dangereux, donnait également le plus grand exemple de zèle pour la défense du pays : « Pitt fait de grands efforts, comme lord garde des cinq ports, » écrivait Wilberforce à Muncaster. Le satirique Peter Pindar lui-même, jusqu'alors son plus constant détracteur, ne put retenir quelques mots qui ressemblent presque à un éloge :

« Que le consul vienne quand bon lui semblera ; il en a l'intention dès que Neptune sera plus paisible ; Pitt lui enverra une fameuse pilule de sa forteresse de Walmer[2]. »

La tradition a conservé une plaisanterie de Pitt à cette époque. Il paraît que l'un des bataillons qu'il formait, ou sur la formation duquel il avait été consulté, ne montrait pas toute l'ardeur qui distinguait les autres. Leurs règlements, qu'ils avaient envoyés en manuscrit à Pitt, étaient remplis de précautions et de réserves; ces mots : « Excepté

[1] On trouvera cette pièce dans le VIIe volume de la catégorie « *Défense intérieure.* » Au mois de juin 1861, lord Herbret de Lea m'en a envoyé copie.

[2] *Œuvres de Peter Pindar*, vol. V.

dans le cas d'une invasion positive » y revenaient sans cesse; enfin un article défendait de les envoyer hors d'Angleterre, quel que fût le moment ou le prétexte. Ici, Pitt perdit patience, et, prenant la plume, il écrivit en marge du manuscrit, en face de cet article, les mots contenus dans la clause précédente « Sauf dans le cas d'une invasion positive. »

En dépit de la grande énergie et de l'activité que déployait M. Pitt dans la formation des volontaires des cinq ports, il n'est pas douteux que la force de sa constitution ne fût déjà fort altérée; elle l'était depuis plusieurs années, probablement depuis sa grande maladie, en 1797. L'un des signes était le changement qui s'était opéré dans ses habitudes du matin, comme je l'ai raconté ailleurs. C'est à la même cause qu'il faut attribuer la répugnance croissante qu'il manifestait pour les correspondances particulières. Dans sa lettre à mon père, du mois de mars 1803, Pitt fait lui-même, en plaisantant, allusion à cette répugnance. Lord Grenville, dans sa lettre adressée à lord Wellesley, au mois de juillet 1803, dit de Pitt, comme nous l'avons vu, qu'il avait contracté la mauvaise habitude de n'écrire jamais à personne. Il est évident que ceci était fort exagéré, ainsi que le prouvent les nombreuses citations contenues dans ce volume. Mais il faut avouer qu'à cette époque, et ultérieurement jusqu'à la fin de sa vie, il arrivait souvent à M. Pitt de tarder à répondre aux lettres purement personnelles, et même quelquefois de n'y point répondre du tout.

A cette époque, grâce aux bontés constantes de M. Pitt, mon père habitait souvent chez lui, soit à Walmer, soit à Londres. Par la suite, bien des années après, son excellente mémoire lui permit d'écrire quelques réminiscences

de son illustre parent. Il me semble que le moment est bon pour citer ceux de ces souvenirs dont je n'ai pas déjà fait usage dans le cours de mon récit.

Réminiscences de M. Pitt.

« Sa société était aussi agréable qu'intéressante; il avait un immense trésor d'anecdotes qu'il racontait admirablement et avec un rare talent de mime; sa conversation était vive et animée, et il préférait cette gaieté à des causeries plus graves, en sorte qu'il recherchait surtout parmi ses amis ceux qui avaient les mêmes goûts. Du nombre étaient M. Charles Long (plus tard lord Farnborough), J. C. Villiers (plus tard lord Clarendon), le général Phipps, sir Alexandre Hope et Ferguson de Pitfour, qui était souvent en butte à ses bienveillantes railleries. »

J'interromps un moment le cours de ces brèves réminiscences pour rappeler que Ferguson de Pitfour était de son temps un *humoriste* bien connu, qui figure souvent dans les récits de lord Sidmouth. Voici une anecdote qu'a conservée le doyen Pellew. Un jour, Ferguson et quelques autres membres dînaient tranquillement au café de la chambre des communes, lorsque quelqu'un entra précipitamment pour dire que M. Pitt venait de se lever pour parler. Tout le monde se prépara à quitter la table, à l'exception de Ferguson, qui resta paisiblement à sa place : « Comment, » lui dit-on, « vous n'allez pas entendre M. Pitt? » « Non, » répliqua-t-il, « pourquoi me dérangerais-je? Croyez-vous que M. Pitt vînt m'entendre? — Vraiment oui, j'irais, » dit M. Pitt lorsqu'on lui raconta cette histoire [1].

[1] *Vie de lord Sidmouth*, vol. I.

Je reprends les réminiscences de mon père sur M. Pitt.

Il regardait l'ouvrage d'Abbadie sur la religion chrétienne comme ce qu'il avait lu de mieux sur ce sujet [1].

« En parlant des lettres politiques de lord Bolingbroke, qu'on venait de publier en deux volumes in-4°, il dit : « Cela me donne une beaucoup plus haute idée de ses talents politiques que tous ses autres ouvrages. »

Il regardait Gil Blas comme le meilleur de tous les romans :

« Mon père avait demandé à lord Chatham à quoi il attribuait ses succès pendant la guerre de sept ans; l'autre avait répondu fort modestement : « Aux renseignements exacts que j'ai toujours pu me procurer sur les places que je voulais attaquer. » Je racontai cela à M. Pitt, qui me dit : « Je ne sais pas ce qu'il en était du temps de mon père, mais j'ai toujours eu beaucoup de peine à me procurer ces renseignements. »

M. Pitt me dit un jour, en parlant de l'éloquence de lord Chatham : « Il y avait beaucoup de lumière et d'ombre dans les discours de mon père; on les a très-mal rendus, » ajouta-t-il.

M. Pitt disait de lord Buckingham « qu'il avait la condescendance de l'orgueil. »

[1] L'ouvrage dont il est ici question, « *Traité de la vérité de la religion chrétienne,* » fut publié pour la première fois à Rotterdam en deux volumes, en 1684. Un théologien catholique, l'abbé Houteville, cité dans la *Biographia Britannica*, dit de ce livre : « De tous les traités pour la défense de la foi chrétienne qui aient été publiés par des protestants, le plus nent est celui qu'a écrit M. Abbadie. »

Ce fut, je crois, dans le courant du mois d'août que M. Pitt introduisit une grande modification dans sa maison. En revenant du continent avec M. et madame Egerton, lady Hester Stanhope ne trouva plus sa grand'mère à Burton-Pynsent. Brouillée comme elle l'était avec son père, elle ne savait où aller vivre De ses deux oncles, lord Chatham avait déjà recueilli une autre nièce orpheline, miss Eliot, à la mort de la comtesse douairière. Lady Hester n'avait donc d'espoir que du côté de M. Pitt ; l'espoir qu'elle fondait sur sa générosité fut aussitôt justifié. Il accueillit chez lui sa nièce en qualité d'hôte permanent. Dès lors elle prit place à la tête de sa table et l'aida à faire les honneurs de sa maison à ses visiteurs.

Le major-général Edmund Phipps se trouvait alors pour quelques jours à Walmer-Castle, et, entre autres nouvelles, il communiqua cet événement en écrivant à son frère, lord Mulgrave. Dans sa réponse, lord Mulgrave disait : « Comme Pitt est bon d'avoir eu compassion de cette pauvre lady Hester Stanhope, et cela de manière à changer toute sa manière de vivre ! Il est aussi bon qu'il est grand[1]. »

Sans aucun doute, comme lord Mulgrave l'indique ici, M. Pitt, ayant adopté toutes les habitudes d'un vieux garçon, ne put prendre ce parti sans quelque inquiétude. Il devait sentir qu'il sacrifiait ou du moins qu'il compromettait fort l'agrément de sa vie pour une nièce qu'il avait vue bien rarement jusqu'alors. Je suis bien aise de penser que sa bonté, comme cela arrive heureusement fort souvent, amena après elle sa récompense.

[1] Lettre datée d'York, le 3 septembre 1803, et publiée dans les *Mémoires* de Robert Plume Ward, par M. Phipps, vol. I.

Lady Hester conçut bientôt pour lui un attachement profond et dévoué qu'elle conserva pour sa mémoire tant qu'elle vécut. De son côté, il apprit à la regarder avec une affection presque paternelle.

On a souvent dépeint lady Hester Stanhope dans ses dernières années. Tous ceux qui voyageaient en Palestine cherchaient à voir la recluse du mont Liban. Bien des gens ne pouvaient trouver accès dans ce « château des Crêtes, » où elle demeurait seule, et ils s'en sont vengés par d'amers commentaires sur celle qu'ils n'avaient jamais vue. D'autres y ont réussi, et ont exagéré, je crois, la violence de son caractère et la bizarrerie de ses opinions. Mais l'Hester Stanhope qui entra à vingt-sept ans dans la maison de son oncle ne ressemblait pas à celle-là. Lady Hester, en 1803, joignait à des agréments personnels fort remarquables une grande facilité de conversation et beaucoup de sagacité naturelle. Son humeur était certainement déjà trop ironique ; elle était étourdie et se faisait beaucoup d'ennemis, mais aussi beaucoup d'amis. M. Pitt fut quelquefois fort troublé par ses vives saillies, qui n'épargnaient même pas ses collègues au conseil; mais, à tout prendre, la présence de cette jeune fille devint la lumière de sa demeure. Elle y apporta ce charme que les femmes seules peuvent communiquer. Les soins de lady Hester tendirent, je crois, infiniment plus que son retour au pouvoir, à embellir et à égayer les trop courtes années qui restaient à vivre à M. Pitt.

J'ai dit qu'elle était trop moqueuse et qu'elle n'épargnait pas toujours les amis les plus intimes de M. Pitt. Je n'en donnerai qu'un exemple que je tiens du dernier secrétaire particulier de M. Pitt. Il s'agit du lord Mulgrave dont je viens de citer une phrase de lettre. Seize mois

après la date de cette lettre, M. Pitt nomma lord Mulgrave secrétaire d'État aux affaires étrangères, et bien des gens craignaient que ce poste ne fût au-dessus de ses facultés. Quelques jours après, lord Mulgrave vint un matin déjeuner avec M. Pitt, et, voulant manger un œuf, il ne trouva sur la table qu'une petite cuillère cassée : « Comment Pitt peut-il avoir une cuillère dans cet état-là ! » demanda-t-il à lady Hester : « Ne savez-vous pas, » répondit-elle gaiement, « ou n'avez-vous pas encore découvert que M. Pitt se sert souvent d'instruments très-faibles et très-insuffisants pour en venir à ses fins ? »

Au commencement de septembre, M. Pitt partit pour faire une tournée d'inspection dans les cinq ports, accompagné par le major-général Phipps. Il examina soigneusement les fortifications et les havres, et ordonna les mesures les plus efficaces pour la défense du pays. C'était ainsi que l'ancien office de lord garde de ces ports reprenait entre ses mains, et vu les circonstances du moment, l'éclat et la puissance qui l'accompagnaient jadis. En outre, dans tous les intervalles de loisir, Pitt était avec ses volontaires. Il sentait, ils sentaient tous que si les Français venaient à débarquer, ce serait à eux et à lui que tomberait en partage l'honorable devoir de frapper le premier coup : « J'en suis inquiet, » écrivait Wilberforce à l'un de ses amis ; « la lutte ne serait ni ordinaire ni égale, et son ardeur le portera toujours au premier rang. Cependant, comme c'est sa place, on ne peut rien dire. »

Au retour de M. Pitt à Valmer-Castle, il eut à examiner une question politique. Quelques amis du ministère venaient d'engager contre lui une guerre de plume ; on venait de publier un pamphlet intitulé : « Remarques sur l'état des partis faites en passant par un homme qui y

voit de près. « Cette publication datait sans doute du commencement d'août, puisque lord Wilberforce en parle dès le 11 [1]; mais elle ne paraît pas avoir attiré grande attention jusqu'au commencement du mois suivant; elle avait d'ailleurs subi très-probablement quelques modifications, puisque la dédicace porte la date du 5 septembre 1803. Lord Mulgrave, dans une lettre du 9, dit qu'il vient de la recevoir [2]. Écrite avec beaucoup de talent, et venant, disait-on tout bas, d'hommes en pouvoir, cette brochure obtint bientôt une grande circulation. Des deux exemplaires que j'ai vus au *British Museum*, l'un est de la neuvième édition.

Le ton du pamphlet tout entier est d'une extrême amertume à l'égard de M. Pitt. On lui reproche deux fautes opposées, sa timidité en quittant le pouvoir et son arrogance dans les négociations destinées à l'y faire rentrer. D'autre part, M. Addington est exalté comme une homme d'État parfait, ou peu s'en faut. On pourra juger de la tendance de l'observateur par une phrase, la seule qui soit nécessaire de citer ici : « J'avoue, » dit-il, « que je regarde l'attachement et la déférence du chancelier de l'Échiquier pour M. Pitt comme une faiblesse, la seule que j'aie pu découvrir dans son caractère. »

Ce pamphlet contenait un récit des négociations récentes entre Pitt et Addington, modifiées et altérées, mais racontées cependant avec des détails qui prouvaient que l'auteur était au courant des faits : « Cela est évidemment écrit par un confident, » disait Wilberforce. M. Long affirmait positivement que M. Vansittart, se-

[1] *Vie*, par ses fils, vol. III.
[2] *Mémoires de Ward*, par Phipps, vol. I.

crétaire de la trésorerie, en avait envoyé des exemplaires à plusieurs personnes [1]. Il était naturel de conclure, comme M. Pitt et tous les amis de M. Pitt à cette époque, qu'Addington était au fond de tout cela.

Par le fait, cependant, Addington n'avait pas été consulté. Il déclara par la suite, en plusieurs occasions, la complète ignorance où il était resté sur cette brochure jusqu'à sa publication [2]. Il n'y a pas la moindre raison de mettre en doute sa parole. Ses amis et même ses parents avaient agi pour lui, sans lui en rien dire. Le pamphlet avait été écrit par un M. Bentley, et les faits avaient été fournis par M. Bragge.

M. Pitt ne pouvait manquer d'être fort blessé en voyant dénaturer ainsi sa conduite, surtout quand il soupçonnait de quelles sources provenaient ces altérations. Ses amis étaient de même fort irrités. Rien ne dépeindra mieux les sentiments de M. Pitt qu'une lettre qu'il écrivit à cette époque :

M. PITT A LORD CASTLEREAGH.

« Walmer-Castle, 21 septembre 1803.

» Mon cher lord,

» J'ai reçu la semaine dernière votre lettre de Colchester et en même temps les papiers que vous aviez donné l'ordre de m'envoyer de Londres, au sujet de la grave question en suspens entre votre conseil et la cour des directeurs. J'éprouverai toujours un véritable plaisir à

[1] Voir une note aux *Journaux de Rose*, vol. II.
[2] *Vie*, par le doyen Pellew, vol. III.

me rendre à vos désirs, et, en ce qui vous concerne personnellement, je ne puis avoir la moindre hésitation à vous donner de mon mieux mon avis sur tous les points au sujet desquels vous pourrez le désirer; mais la décision dont il s'agit doit, il me semble, passer nécessairement pour une mesure du gouvernement, et, dans la situation où je me trouve, spécialement après la marche offensante et injurieuse qu'on a récemment adoptée à mon égard, et qui paraît soutenue au moins par une partie considérable du gouvernement, il m'est impossible d'entretenir des communications particulières sur des questions politiques, même avec ceux de ses membres pour lesquels je suis disposé à conserver personnellement tous mes sentiments d'estime et de bienveillance. Vous ne me demanderez pas, j'en suis sûr, de m'excuser de vous avoir nettement donné mes raisons pour vous prier de reprendre vos papiers sans observations; si vous avez vu une publication qui a paru depuis la fin de la session et qu'on a fait circuler avec une activité toute particulière, vous ne serez pas embarrassé de savoir à quoi je fais spécialement allusion. Croyez-moi, mon cher lord, avec les meilleurs souhaits pour vous personnellement,

» Fidèlement et sincèrement à vous,

» W. Pitt. »

Cette lettre resta longtemps sans réponse.

Lord Chatham fit une visite à Walmer-Castle presque immédiatement après la publication de ce pamphlet offensant; mais il n'en parla pas à M. Pitt qui ne lui en parla pas non plus. Le second comte de ce grand nom se contentait alors, il me semble, comme il le fit, de flotter toujours paisiblement avec ses amis au pouvoir.

Après l'échec des ouvertures d'Addington, nous ne voyons plus de communication politique entre les deux frères. Je n'ai retrouvé dans leurs manuscrits aucune lettre de M. Pitt à lord Chatham, du mois de mai 1803 à la fin de l'année suivante.

M. Pitt cependant eut bientôt l'occasion de s'entendre avec des amis infiniment plus préoccupés de sa réputation que son frère ne paraissait l'être. Il eut à se rendre à Londres pour une affaire de Trinity-House[1]. Le 2 octobre, il arriva dans la matinée, ayant couché la veille chez lord Darnley, dans sa belle maison de Cobham-Park. Il se rendit aussitôt chez Rose, à Palace-Yard, et le lendemain il y trouva Long. Ils convinrent à eux trois qu'il fallait répondre au pamphlet. La question était seulement de savoir à qui on confierait cette tâche. On cita plusieurs noms. Enfin on parla de M. Thomas Peregrine Courtenay, fils du dernier évêque d'Exeter. Il était encore très-jeune et employé dans les bureaux de l'imprimerie et de la librairie. Il venait de publier un bon travail sur les finances. On décida qu'on demanderait à M. Courtenay de se charger de la réponse sur les notes de Long et sous la surveillance de Pitt.

Le pamphlet fut donc écrit dans ces conditions et publié quelques semaines après. Il avait pour titre : *Simple réponse aux calomnies et altérations contenues dans « les Remarques faites en passant par un homme qui y voit de près,* » par un observateur plus exact. Bien que cette brochure excitât beaucoup d'intérêt au moment même, et qu'elle eût plusieurs éditions, elle est maintenant extrêmement rare. J'en ai vu un exemplaire au

[1] Lieu de réunion de la corporation des marins, à Londres.

Musée Britannique, et j'y ai trouvé une réponse claire et modérée aux différents points allégués dans le premier pamphlet.

De tous ces points, il en est un, un seul, sur lequel je veux appuyer, parce qu'il me semble trancher définitivement la question des engagements pris par le ministre sortant au mois de février 1801. « L'observateur de près » avait affirmé que M. Pitt et lord Grenville avaient donné et retiré ensuite la promesse de soutenir constamment, ardemment et activement le ministère. »

A ceci «l'observateur, plus exact,» répond comme il suit sur l'autorité de Walmer-Castle :

« Sans aucun doute, lorsqu'il s'est retiré du pouvoir, M. Pitt était convaincu que, vu la situation, Sa Majesté avait choisi pour ses conseillers des hommes qui devaient probablement administrer sagement et sûrement le gouvernement du pays. Il sentait donc qu'ils avaient droit à son appui, et il leur en donna l'assurance, comme lord Grenville. Il serait incompatible avec toute idée de devoir politique, comme avec le bon sens et l'honnêteté commune, de donner à qui que ce soit la promesse d'un appui constant, quelle que puisse être la conduite. M. Pitt et lord Grenville n'ont pas donné, M. Addington n'a jamais cru recevoir une semblable promesse. »

Le pamphlet n'était pas la seule question que les amis eussent discutée à Palace-Yard, comme le prouvent les extraits suivants du journal de Rose : « Nous causâmes ensuite de la conduite du gouvernement au sujet de la défense du pays; elle paraît de jour en jour plus incompréhensible. M. Pitt me dit que, peu après son arrivée à la campagne, il avait reçu de la population de Deal l'offre de cinquante canonnières, qu'il avait immédiatement com-

muniquée au gouvernement, qui l'avait acceptée. Convaincu de la grande utilité d'une pareille défense, il se fit offrir cinquante autres canonnières par quelques autres endroits; mais, avant d'être régulièrement autorisé à transmettre ces propositions à l'administration, il reçut de lord Hobart une lettre particulière qui lui demandait de se procurer encore des bateaux, s'il le pouvait. Naturellement il répondit sur-le-champ à Sa Seigneurie qu'il avait devancé ses désirs, et qu'il pouvait proposer cinquante canonnières de plus; en même temps, il écrivit à l'amirauté pour demander qu'on donnât l'ordre d'équiper les bateaux. La réponse de Leurs Seigneuries fut que lord Hobart prenait d'autres mesures pour se procurer des canonnières, que les ports devaient équiper aussi bien que fournir; en dehors de ces bâtiments là, l'amirauté n'avait point de caronades de quatre à donner.

» Cette dernière observation est d'autant plus extraordinaire qu'il ne fallait des caronades d'une aussi petite dimension que pour quatre ou cinq barques, et les grandes abondaient dans les magasins. A la suite de cette réponse, M. Pitt eut une correspondance avec le capitaine Essington, commandant des gardes-côtes à Douvres, avec le conseil de la marine et le conseil de l'amirauté; ce dernier avait réprimandé le capitaine Essington pour avoir encouragé les demandes au sujet de l'équipement des canonnières, bien que le conseil de marine lui eût demandé de faire savoir combien de barques semblables manquaient. A l'heure qu'il est, il n'y a point encore d'ordres de l'amirauté à cet effet, mais on les attend journellement. En tout, M. Pitt a cent cinquante canonnières. »

M. Rose nous dit aussi, dans son journal, que le 3 octobre, à l'invitation de M. Pitt, il alla dîner avec lui en pu-

blic, à London-Tavern, pour la prestation du serment des officiers des volontaires de Trinity-House : « C'était, » dit-il, « un spectacle vraiment émouvant que de voir un si grand nombre de braves et excellents vieillards qui avaient lutté contre les vagues la plus grande partie de leur vie, et qui se présentaient avec le zèle et l'ardeur des jeunes gens, pour prêter serment au roi, avec la ferme résolution de le défendre vigoureusement et de protéger la capitale. »

Le lendemain de ce dîner, M. Pitt, à ce qu'il paraît, retourna dans la matinée à Walmer-Castle. Ce ne fut qu'alors que lord Castlereagh lui répondit :

LORD CASTLEREAGH A M. PITT.

« East-Sheen, 6 octobre 1803.

» Mon cher monsieur,

» J'ai reçu votre lettre pendant que j'étais en Suffolk. Je ne puis me méprendre sur les motifs qui vous ont empêché de me faire aucune observation sur les pièces que je vous avais envoyées, et j'espère que les sentiments qui m'avaient engagé à vous les communiquer sont tout aussi évidents. J'espère que vous restez convaincu de toute ma reconnaissance pour l'invariable bonté que vous m'avez toujours témoignée en toute occasion.

» Quant à la publication à laquelle vous faites allusion dans votre lettre, j'ai toujours regardé cette production comme une œuvre malicieuse faite de propos délibéré par un individu décidé à faire servir à ses intérêts personnels le dissentiment d'anciens amis. Je regrette beaucoup de n'avoir pas été assez heureux pour vous voir pendant que

vous étiez en ville; je crois que j'aurais pu vous convaincre, d'après des circonstances qui sont par hasard venues à ma connaissance, que votre impression n'a point de fondement, au moins pour ce qui regarde la personne à laquelle elle paraît particulièrement s'appliquer.

» Croyez-moi toujours, mon cher monsieur, très-sincèrement à vous,

» CASTLEREAGH. »

L'ardeur des volontaires, telle qu'elle se manifestait dans une quantité d'autres endroits comme au banquet de Trinity-House, le 2 octobre, vint encore à s'accroître, le 26, à l'occasion d'une grande revue. Plusieurs régiments de ces braves recrues, appartenant à Londres ou aux environs, furent passés en revue, à Hyde-Park, par le roi en personne. Une seconde revue, comprenant d'autres régiments de la même région, eut lieu le 24. Entre les deux jours on compta plus de vingt-sept mille hommes sous les armes, et, le premier jour, le concours de spectateurs fut estimé à deux cent mille personnes[1]. Bien des années après, lord Eldon soutenait que c'était le plus beau spectacle qu'il eût jamais vu[2]. Le roi était très-bien portant et fort en train. Lorsque les compagnies du Temple eurent défilé devant lui, le roi demanda à Erskine, qui les commandait en qualité de lieutenant-colonel, quelle était la composition de ce corps : « Tous des avocats, lui dit Erskine. » « Comment! comment! » s'écria le roi, « tous des avocats? tous des avocats? Appelez-les les enfants du diable! appelez-les les enfants du diable! » Et ils s'appelèrent

[1] *Registre annuel*, 1803.
[2] *Vie d'Eldon*, par Twiss, vol. I.

en conséquence les enfants du diable. A l'heure qu'il est, l'appellation n'a pas encore complétement disparu. Cependant, en dépit de l'origine royale de cette plaisanterie, j'avoue que je lui préfère extrêmement celle qu'on avait inventée en 1860; on se promettait alors d'inscrire sur la bannière de l'une des compagnies légales : « Retenus pour la défense. »

Pendant les mois d'octobre et de novembre, M. Pitt continua d'être fort occupé de ses volontaires. Deux de ses billets familiers, à cette époque, font allusion, l'un à la grande revue du roi, l'autre à l'une des siennes :

M. PITT A LORD MAHON.

« Walmer-Castle, 25 octobre 1803.

» Mon cher Mahon,

» Je suis heureux de penser que vos labeurs touchent à une conclusion satisfaisante, et que nous avons l'espoir de vous voir bientôt. Rien ne peut être plus aimable et plus généreux que les pensions que vous proposez pour vos frères. Les sommes que vous indiquez, 150 livres sterling par an pour Charles, et 70 pour James, suffiront parfaitement, je crois, pour défrayer toutes les dépenses nécessaires sans aller au delà de ce qu'il peut leur être bon de recevoir. J'espère que vous serez récompensé de votre libéralité à leur égard par leurs progrès dans leur profession et le succès futur de leur vie. Charles devient naturellement impatient de rejoindre son régiment à Ashford, et il s'est décidé en conséquence à se rendre ce soir en ville par la malle, comme le moyen le plus expéditif de compléter son équipement. Nous partons, lord Carrington

et moi, pour passer notre journée à faire faire l'exercice dans l'île de Thanet, pendant que vous assistez probablement à la magnifique revue de Hyde-Park. Lord Carrington vous a renvoyé vos papiers par le courrier de lundi.

» Adieu : toujours affectueusement à vous,

» W. PITT. »

« Walmer-Castle, mardi, 6 h. du soir.

» Cher Mahon,

» Nous avons décidé, avec le colonel Cuppage, de nous rendre demain aux dunes de Barham pour voir une revue de l'artillerie à cheval. Il me vient à l'esprit que quelques-unes des personnes qui se trouvent à Deal-Castle seraient peut-être bien aise d'y assister aussi. Dans ce cas, il faudrait partir à neuf heures précises, afin d'arriver à onze heures. Il y a une bonne route pour les voitures par Mongeham ; les postillons de Deal doivent la connaître. Hester a l'intention de venir à cheval avec moi à Barham; mais nous comptons tous revenir en voiture. Si lady Carrington peut me prêter un de ses carrosses, j'y ferai mettre des chevaux, au lieu de commander deux chaises de poste. Je suppose que vous préférerez *chevaucher* pour servir d'escorte à la voiture des dames.

» Affectueusement à vous,

» W. PITT. »

» Si le temps était mauvais, la partie serait remise à jeudi. »

On peut remarquer que M. Pitt emprunte aux vieux livres français qu'il avait lus le mot de *chevaucher*. On

trouve à peine ce mot dans les écrivains classiques du siècle de Louis XIV. Le dictionnaire de Furetière, publié en 1701, en parle déjà comme d'un mot vieilli et hors d'usage. On n'en a point inventé d'autre pour le remplacer; les Français sont obligés de se servir d'une périphrase et de dire *monter à cheval*. Il est singulier qu'une nation, renommée parmi toutes les autres pour l'excellence de sa cavalerie, n'ait pas dans sa langue un mot usuel pour rendre notre terme *to ride*.

Il est bon également d'observer que cette lettre indique une grande intimité entre lord Mahon et la société de la Deal-Castle. En effet, lord Mahon était alors l'hôte de lord Carrington. On préparait son contrat de mariage avec miss Catherine-Lucy Smith, fille cadette de lord Carrington. On avait alors une habitude presque complétement tombée en désuétude de nos jours, qui consistait à marier les personnes d'un certain rang, non à l'église, mais chez elles, avec une permission spéciale. D'après cet usage, le mariage en question fut solennisé le 19 novembre, dans la salle à manger de Deal-Castle. M. Pitt y assistait comme ami des deux familles. Il continua de montrer une constante bienveillance à lord et à lady Mahon, qui s'installèrent d'abord à Maxton, à deux ou trois milles au delà de Douvres. Par la suite, M. Pitt mit à leur disposition une petite maison à lui « la Chaumière, » qu'il avait louée pour y installer quelquefois ses hôtes, à la porte du parc de Walmer.

La réunion du Parlement avait été fixée au 22 novembre. Quelques légers changements s'étaient opérés dans le ministère. M. Charles Yorke avait été nommé secrétaire d'État, à la fin de la session, à la place de lord Pelham, qui avait été transféré au duché de Lancaster, et, huit jours avant la réunion du Parlement, un autre secrétaire

d'État, lord Hawkesbury, fut appelé à la chambre des pairs. Cela donna au gouvernement ce dont il avait grand besoin, une accession de forces dans cette assemblée. Il advint que M. Pitt reçut également un renfort à la même époque, car la mort du premier lord Harrowby, dans le courant de l'été, fit passer à la chambre haute l'un des amis les plus capables de Pitt, l'un de ceux auxquels il avait le plus de confiance, M. Dudley-Ryder.

En dehors de l'énorme phalange ministérielle, M. Addington continuait à fonder des espérances sur certains individus épars dans les rangs de l'opposition. Il comptait surtout fermement sur Sheridan. Cet éminent orateur, pendant la plus grande partie de la session précédente, avait donné au gouvernement un éclatant appui. Peut-être, se rappelant son ancienne conduite, était-il arrivé à Sheridan d'y mettre un peu de gaucherie ; une fois, du moins, il s'attira une amère raillerie : « L'honorable préopinant, » dit Windham, « a montré aujourd'hui tout le zèle d'un nouveau converti au service du gouvernement, et, comme une recrue nouvelle, il a déchargé son mousquet sans savoir de quel côté était l'ennemi [1]. »

Au mois de novembre suivant, Fox écrit à Grey : « Quant à Sheridan, je le trouve plus perdu encore que je ne croyais. J'ai dîné avec lui une fois à Brooks, et une fois chez lord George Cavendish ; on l'a certainement pas mal attaqué, mais il m'a semblé aller de mal en pis [2]. »

Une autre recrue ou une demi-recrue, c'était Erskine. Il continuait à espérer du ministère quelque charge officielle. Nous le voyons écrire en confidence, au mois

[1] *Hist. Parlem.* vol. XXXVI.
[2] *Mémoires de Fox*, vol. III.

de septembre, à M. Bard, l'un des lords de la trésorerie, en faisant entendre que, dans certains cas, il aimerait mieux soutenir Addington que M. Fox. On a trouvé cette lettre précisément à l'endroit où Erskine voulait la faire arriver, dans le bureau d'Addington [1].

Les lettres que j'inscris ici indiqueront la conduite de M. Pitt à cette époque :

M. PITT A M. ROSE.

« Walmer-Castle, 10 novembre 1803.

» Cher Rose,

» J'aurais un très-grand plaisir à vous voir ici, mais je ne suis pas étonné que vos occupations soient trop constantes pour permettre une excursion aussi éloignée, surtout puisque toute la défense de votre district semble reposer presque complétement sur le zèle et l'exemple des personnes. Autant que cela se peut, vous vous êtes heureusement trouvé en mesure de vous pourvoir abondamment dans votre cercle de famille; mais cela ne pourra suffire si le gouvernement persiste dans sa négligence et son inconcevable indolence. Notre état de défense est certainement très-complet, comparativement parlant; mais il est, sous bien des rapports, très-inférieur à ce qu'il aurait dû et pu être très-facilement.

» Dans l'ensemble, je crois qu'il y a tout lieu d'espérer que nous pourrions avoir bien raison des forces qui

[1] Elle est citée tout au long dans la *Biographie* du doyen Pellew, vol. II.

pourraient débarquer sur cette partie de la côte, et que nous serons en mesure de les empêcher de pénétrer dans l'intérieur. Mais si, par quelque accident, nous étions battus au premier abord, je ne suis pas convaincu qu'on pût rassembler à temps des forces suffisantes pour arrêter les progrès de l'ennemi, avant qu'il se trouvât beaucoup plus près de la capitale qu'il ne nous conviendrait. J'ai beaucoup réfléchi au moyen de rendre les corps de volontaires, dans tout le pays, d'une efficacité plus durable qu'ils n'ont, pour le moment, l'air de devoir l'être (sauf dans certains cas), avec l'organisation actuelle; je tâcherai de vous envoyer prochainement une note de ce que j'imagine; je serai bien aise d'en savoir votre avis.

» Jusqu'à il y a deux jours, j'avais maintenu mon intention d'aller à Londres pour le 22 mars; mais l'état des préparatifs sur le rivage opposé, et l'incertitude où nous sommes sur la question de savoir si l'attaque ne surviendra pas immédiatement, me donnent de la répugnance à quitter la côte pour le moment. Je suis donc à peu près résolu à ne pas assister à la première séance du Parlement, mais je penche encore à croire qu'il pourra être bon (si je puis profiter d'un intervalle de deux jours) de saisir quelque occasion, avant la prorogation, pour faire remarquer les principales omissions du gouvernement dans l'œuvre de la défense, et pour suggérer les mesures qui paraissent encore nécessaires à cet effet. Je ferai naturellement savoir à mes amis que je me rendrai probablement au Parlement avant Noël, et que mon absence le premier jour provient uniquement de la répugnance que j'éprouve à abandonner les devoirs qui m'occupent ici. Je n'ai encore eu l'occasion de causer de cette question qu'avec lord Camden, qui m'a quitté ce matin, et avec lord Car-

rington ; ils croient tous deux, comme moi, que c'est le meilleur parti à prendre.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. PITT. »

M. PITT A M. ROSE.

« Walmer-Castle, 2 décembre 1803.

» Cher Rose,

» Je serai si constamment occupé toute la semaine prochaine à faire une tournée pour examiner mes différents bataillons, qu'il m'est impossible de songer à arriver en ville la semaine suivante ; mais j'espère être libre de lundi en huit, et arriver à Londres ce jour-là pour dîner. Je suis fort d'avis de tout ce que vous dites sur le pamphlet, et je crois surtout qu'une note donnant des détails beaucoup plus complets sur les finances serait très-utile dans la prochaine édition. Nous causerons de ceci plus au long quand nous nous verrons, ce qui sera bientôt, j'espère.

» Toujours à vous,

» W PITT. »

Pitt se rendit donc à Londres. Le 9 décembre, il parut à la chambre des communes et prit part au débat qui se trouva devenir le champ-clos de cette petite session. Le budget de l'année fut le sujet ou plutôt l'occasion de la lutte. Windham commença par un discours très-amusant et très-ingénieux en moquerie des volontaires. Tout en reconnaissant leur zèle, il ne voulait pas compter sur leurs efforts, et ne mettait sa confiance que dans les troupes

régulières : « Pensez donc, » s'écriait-il, « on veut faire des soldats comme on ferait des électeurs; on veut donner l'expérience et la discipline comme on donnerait la franchise à des habitants résidant et payant les impositions. »

Le nouveau secrétaire d'État, M. Charles Yorke, répondit à M. Windham au nom du gouvernement. Pitt se leva alors. Dans ses premières phrases, il fit allusion au remarquable discours de son très-honorable ami, en indiquant nettement le dissentiment qui existait entre eux. Mais quelques extraits de son long exposé montreront les fautes qu'il imputait au ministère dans la direction des forces des volontaires et les améliorations pratiques qu'il tenait à suggérer.

Il commença ainsi :

« Je n'ai pas présentement, monsieur, l'intention de suivre l'exemple de mon très-honorable ami, M. Windham, et d'entrer, comme lui, dans des détails étendus sur la question qui occupe actuellement le comité; je n'ai pas non plus l'intention d'entamer une discussion rétrospective sur les mesures du gouvernement et de demander si les ressources extraordinaires qu'on lui a confiées avant la dernière prorogation du Parlement ont été employées avec assez de vigueur et d'habileté. En face du danger qui menaçait notre pays, et qui n'est point passé, convaincu que la crise est encore imminente, et que nous avons encore des efforts à faire et des précautions à adopter pour nous trouver en mesure de la soutenir, je tiens à attirer votre attention uniquement sur les questions urgentes, sur les points où tout retard serait fâcheux, sinon dangereux, et à vous demander d'examiner les sujets qui touchent immédiatement à la sécurité publique...

J'y tiens d'autant plus que j'ai le malheur de différer complétement d'opinion avec mon très-honorable ami sur la question de savoir quelle doit être la nature des forces sur lesquelles nous pouvons compter comme un principe permanent de sécurité pendant toute la durée de la lutte, quelle que puisse être cette durée... J'étais autrefois et je suis encore d'avis que nous ne devons pas nous fier uniquement à l'armée régulière, quelque excellente, quelque supérieure qu'elle puisse être, même lorsqu'elle a le concours de la milice, et que, dans une crise si grave, dans un moment si périlleux, dans une lutte d'un caractère si singulier et dont la durée peut être si longue, nous devons ajouter à l'armée régulière un système permanent de défense nationale, soit compulsoire jusqu'à un certain degré, soit fondé sur le zèle et le patriotisme volontaire de la nation elle-même. Ceci doit être la grande base de notre sécurité intérieure. L'armée doit être le point de ralliement; l'armée doit nous fournir des exemples, nous donner des instructions, nous montrer les principes d'après lesquels il faut organiser cette défense nationale, afin que les forces volontaires de ce pays, bien qu'inférieures, sous le point de vue militaire, à une armée régulière, puissent devenir invincibles en combattant sur leur propre sol pour tout ce qui est cher aux individus et important à l'État... En considérant ces objets si grands, si importants, je ne puis que me réjouir de l'organisation du système volontaire... Je voudrais seulement que, lorsqu'on a réglé le nombre des corps, on eût eu égard aux situations locales et aux périls particuliers des différentes parties du pays; je voudrais seulement que, lorsqu'on a décidé en thèse générale que les corps de volontaires pouvaient être six fois plus considéra-

bles que la milice, on eût accordé une proportion encore plus forte, ou laissé la latitude de les augmenter dans les régions maritimes, ou du moins sur les côtes les plus vulnérables et les plus exposées aux premières attaques de l'ennemi. Je suis fâché qu'on n'ait pas adopté une distribution différente pour arriver à notre grand but, repousser, dès le début, la tentative d'invasion. Je suis confirmé dans mon opinion par des juges plus compétents que je ne puis l'être sur cette question ; ils croyent que des forces beaucoup moins nombreuses auraient plus d'effet, au premier abord, pour harasser ou repousser l'ennemi, au moment du débarquement, que n'en auront des troupes plus considérables lorsque les Français auront eu le temps de débarquer et de se remettre des effets de leur voyage. Dans le but d'économiser l'argent et, ce qui est beaucoup plus important, les vies, il eût donc été fort désirable que le nombre des volontaires pût être accru et encouragé en proportion de la proximité des côtes et sur les points les plus sujets aux attaques... D'après mes observations comme d'après ce que j'ai appris sur l'état de la discipline des volontaires, je suis de plus en plus convaincu que, pour leur donner une véritable discipline, il faut les réunir par corps, et que, tant qu'ils resteront en compagnies, ils feront comparativement peu de progrès. Il paraît donc désirable de les former en bataillons partout où cela sera praticable ; là où ce ne serait pas praticable, on devrait les réunir et les rassembler en corps aussi nombreux que le permettraient les circonstances, afin de leur assurer les avantages de l'inspection et de la discipline. Il me paraît donc extrêmement désirable que chaque bataillon de volontaires, en dehors de ses officiers, reçoive le concours de deux officiers de l'armée,

un officier supérieur et un adjudant, pour aider à instruire et à discipliner le corps. Ces officiers devraient être considérés comme faisant partie de l'armée, et jouir des avantages de leur rang, de leur paye et de leurs autres priviléges comme s'ils servaient dans l'armée... A première vue, je calcule que la dépense d'un officier supérieur et d'un adjudant par bataillon ne s'élèverait pas à plus de 160,000 ou 180,000 livres sterling par an pour le tout. Cette dépense est assurément insignifiante lorsqu'il s'agit de faire de trois cent cinquante mille hommes des troupes efficaces et en voie de progrès... Avant de me rasseoir, je veux dire quelques mots des exemptions auxquelles les volontaires ont droit. Il paraît que la loi, telle qu'on l'entend à ce sujet, n'est pas ce que la législature avait voulu. Dans l'état actuel de la loi, on n'admet aucune exemption, à moins que la personne qui la réclame ne puisse prouver qu'elle a assisté vingt-quatre fois à l'exercice avant le 21 septembre. Bien des gens ont assisté deux fois plus souvent à l'exercice sans en avoir reçu de certificats, et se trouvent par conséquent soumis à la conscription. S'il reste des doutes au sujet des exemptions, il serait bon que la législature votât un acte pour les éclaircir, afin que ceux sur lesquels peut avoir agi l'espoir des exemptions qu'ils croyaient promises, ne puissent dire qu'ils ont été trompés par l'ambiguïté des actes du Parlement. Il y a encore une autre question : la loi dit que, pour avoir droit aux exemptions, les volontaires qui les réclament doivent avoir fait l'exercice avec des armes, et cependant, dans certains endroits, il a été impossible de se procurer des armes ; je ne m'en étonne pas, vu la quantité d'armes dont on a eu besoin tout d'un coup dans le pays pour équiper

l'armée de réserve et le grand nombre des volontaires. Pourtant, dans ce cas, il serait injuste de refuser l'exemption lorsque ceux qui la réclament ont appris beaucoup de parties de l'exercice, et peut-être les plus ennuyeuses, sans avoir des armes. »

Fox, comme Windham, quoique par des motifs bien différents, n'était pas grand partisan du mouvement national pour la défense. Il écrivait, au mois d'août, à Grey, de Sainte-Anne : « Nous avons ici une quantité de volontaires qui apprennent, sur les pelouses, à se tenir droits, et ainsi de suite; mais il n'y a pas entre eux tous une seule arme, fusil ou pique, et c'est ce qu'on appelle former des troupes! » Et, de nouveau, en novembre : « Je compte, le jour où on traitera de l'armée, soutenir cordialement Windham[1]. » Ce fut ce qu'il fit, le 9 décembre, dans un discours très-habile : « Tout ceci, » s'écria-t-il, « est d'accord avec les prétentions théâtrales et l'ostentation des volontaires, qui ne sont bons qu'à se mettre sur le haut d'une montagne pour qu'on les regarde. » Fox ne se borna pas à parler des volontaires; il attaqua le refus que le roi avait récemment fait au prince de Galles, qui lui demandait un poste militaire. Il parla de la nécessité d'un conseil de guerre; il se plaignit du rappel de son frère de son commandement en Irlande, et défendit fort au long la conduite de celui-ci : « On ne pouvait reprocher, » dit-il, « d'autre défaut au général que de se trouver être le frère de M. Charles Fox, de la chambre des communes, et le cousin-germain de lord Edward Fitzgerald. » Et il ajouta, avec une parfaite vérité : « Je ne crois pas qu'il y ait un homme du

[1] *Correspondance*, vol. III.

rang du général Fox qui se soit jamais moins mêlé de la politique de son temps. »

Thomas Grenville et lord Castlereagh parlèrent tous deux avec beaucoup de talent dans ce débat, l'un en opposition au gouvernement, l'autre comme membre du cabinet et pour le soutenir. M. le secrétaire Yorke parla une seconde fois. Il dit que les points sur lesquels M. Pitt insistait demandaient grande considération, et il laissa à entendre que, sur certaines questions du moins, il était disposé à les adopter. En fait, il les adopta, et sans aucun retard. Le lendemain, 10 décembre, il se leva pour proposer un bill sur l'exemption des volontaires, obviant aux doutes et aux difficultés que M. Pitt avait fait remarquer à ce sujet. Grande preuve des bonnes raisons qu'avait Pitt pour ses observations et de l'influence qu'elles exerçaient.

Le 12, au moment du rapport sur le budget de l'armée, on renouvela la discussion sur le système de défense nationale. Windham recommença ses lamentations : « Entre les volontaires et la milice, vous avez presque perdu de vue l'idée d'une armée régulière ; à peine demandez-vous où elle est, ou bien où on peut la trouver. Il semble que ce soit la partie la moins importante de la défense nationale. *Pars minima et ipsa puella sui !* » Un autre homme de talent se fit tort en cette occasion : « Erskine a fait, dit-on, une sotte figure le jour de la discussion sur le rapport, » écrivait Fox qui n'était pas présent.

Pitt saisit cette occasion pour renouveler et expliquer certaines propositions qu'il avait récemment faites. « Une des erreurs, » dit-il, « est peut-être venue de mon désir d'épargner le temps de la chambre. Bien loin de demander la nomination d'officiers de l'armée qui pussent exer-

cer un contrôle sur les colonels commandant les corps, rien ne pourrait répugner davantage à mes idées et à mes sentiments. Mon seul et grand but était de procurer aux commandants des corps l'avantage du concours et de l'avis d'officiers qui ne sont point leurs supérieurs, mais que leur expérience met en mesure de les aider... Ces officiers ne doivent pas être placés au-dessus des commandants des corps; au contraire, ils doivent leur être subordonnés. »

Ici le gouvernement éleva quelques objections pratiques : « Je crains, » dit Yorke, « qu'il ne soit impossible de se procurer des officiers supérieurs des régiments de ligne en nombre suffisant. » « J'admets le principe, mais je doute qu'il soit applicable, » dit Addington ; « j'avoue cependant que je crois la chambre très-redevable au très-honorable préopinant (ce n'était plus mon très-honorable ami) pour cette idée comme pour celle qui concerne les adjudants; elle a été appliquée et a produit de bons effets. »

En dehors de ces mesures d'armement militaire, du renouvellement de la suspension de l'*habeas-corpus* en Irlande et d'une loi martiale pour le même pays, on fit peu d'affaires dans cette petite session. Le 20 décembre, la chambre des communes s'ajourna au 1er février suivant, et Pitt repartit sur-le-champ pour Walmer.

Tandis qu'on discutait si longuement les mesures militaires passées et présentes, on put remarquer, en diverses occasions, qu'on parlait peu ou point des affaires navales. Par le fait, comme on s'en aperçut bientôt après, c'était le côté le plus faible du ministère. Lorsque le gouvernement s'était formé, on avait fondé de grandes espérances sur lord Saint-Vincent. On avait salué de toutes parts sa nomination comme ce qu'on pouvait faire de mieux. Il se

trouva, au contraire, que c'était l'un des plus mauvais conseillers que l'amirauté anglaise ait jamais connus. On le cite encore aujourd'hui comme un argument en faveur de ceux qui soutiennent qu'un homme politique vaut souvent mieux qu'un marin comme premier lord de l'amirauté [1].

Je ne prétends pas nier les bonnes intentions de lord Saint-Vincent. Il éprouvait certainement un véritable zèle pour la noble profession qui lui avait valu toute sa gloire. Pour remédier aux abus dans certaines branches, il institua une commission d'enquête maritime qui amena, comme on le verra, d'importants résultats dans la politique générale. Mais ses réformes personnelles, entre autres celles qu'il fit dans les entrepôts, furent pour la plupart précipitées, mal dirigées et impérieuses. Des plaintes et des remontrances ou, comme son biographe partial préfère les appeler, des hurlements et des aboiements s'élevèrent de tous les côtés : « Lord Saint-Vincent était préparé à tout ceci, » dit le biographe, « et, comme Ulysse [2], il se boucha les oreilles et poursuivit sa route. » C'est peut-être la première fois qu'on ait entendu faire un compliment à un ministre d'État de s'être bouché les oreilles !

Il est trop évident que lord Saint-Vincent ne voulait pas écouter les objections et ne pouvait les supporter de bonne grâce. Lorsque la presse attaque sa conduite, il déclare qu'il est assailli « par des assassins mercenaires. » Lorsqu'un officier de marine de haut rang a l'audace de

[1] « J'ai vu tant de bons et braves amiraux faire pauvre mine dans ce conseil, » écrivait lord Saint-Vincent lui-même, au moment de sa nomination. Lettre au duc de Grafton, datée de l'amirauté le 26 février 1802.

[2] *Vie du comte Saint-Vincent*, par le capitaine Brenton, vol. II.

parler contre lui à la chambre des communes, cet officier devient « un roquet hargneux [1]. »

Les reproches qu'on adressait au comte Saint-Vincent étaient bien plus sérieux : il s'était flatté jusqu'au dernier moment du maintien de la paix [2]; il avait réduit les arsenaux à une situation fort triste, en vendant des vaisseaux et des approvisionnements; il avait été faible et indolent dans ses mesures pour l'équipement de la flotte. Malade et gouverné par deux ou trois amis personnels dans le conseil, on peut se demander si les décisions qu'il prenait lui appartenaient en propre. Il est certain qu'il fit preuve de bon jugement et de sagesse en exprimant à M. Addington, au mois de mars 1803, le désir de donner sa démission. Il est à regretter, pour lui comme pour le pays, qu'on l'ait alors pressé et persuadé de rester à son poste par d'autres considérations politiques.

[1] Lettres du 21 janvier 1804 et du 19 mai 1806.

[2] « Je suis obligé d'admettre la vérité de ce fait, » écrit le capitaine Brenton, *Vie*, vol. II.

CHAPITRE XXXVII

— 1804 —

Grenville propose une jonction avec Fox. — Pitt refuse. — Pamphlets de parti. — Maladie du roi. — Conversation confidentielle de Pitt avec lord Malmesbury. — Ajournement proposé de la chambre des communes. — Discours de Pitt sur la doctrine constitutionnelle. — Bill pour l'organisation permanente des volontaires — Erreurs du gouvernement dans son système naval et militaire. — Motion de Pitt sur l'état de la marine. — Entrevue entre Pitt et lord Eldon. — Morts de lord Camleford et de lord Alvanley. — Lord Moira à Édimbourg. — Correspondance de Pitt avec lord Melville. — Votes dans les deux chambres du Parlement. — Démission des ministres. — Le roi appelle M. Pitt.

Au début de la nouvelle année, nous voyons M. Pitt rentrer en ville.

M. PITT A M. ROSE.

« Rochester, samedi soir 7 janvier 1804.

» Cher Rose,

» Je vous écris sur mon chemin pour rentrer en ville. Le temps a paru me donner un intervalle qui me permettait de quitter la côte pendant quelques jours, et les lettres que j'ai reçues de quelques-uns de mes amis de Londres m'ont fait penser qu'il était urgent de ne pas tar-

der à venir, pour voir quel serait probablement l'état des partis à la prochaine réunion de la chambre.

» La ligne de conduite à adopter cette fois est fort importante; je vois qu'il faut renoncer à aller à Bath, en sorte que je perdrai cette chance de vous voir. Je serais donc enchanté si vous pouviez, sans inconvénient, me venir trouver en ville. J'ai, pour le moment, l'intention d'y rester jusqu'à jeudi et peut-être jusqu'à vendredi; mais cela dépendra un peu du vent et des nouvelles. Le plus tôt que vous pourrez venir sera donc le mieux.

» Toujours à vous sincèrement,

» W. P. »

L'ami auquel Pitt faisait particulièrement allusion comme ayant le désir de le voir était lord Grenville, et l'intention de lord Grenville était de lui proposer un concert de mesures et l'unité d'action entre eux et M. Fox. Mais Pitt repoussa décidément ce projet d'opposition systématique. Lord Grenville, un peu blessé, écrivit quelques lignes à son frère pour lui annoncer ce résultat.

LORD GRENVILLE A LORD BUCKINGHAM.

« Grosvenor-square, 10 janvier[1] 1804.

» Je suis venu ici hier pour voir la personne dont je vous avais écrit. Je pourrai peut-être vous envoyer des détails par une occasion plus sûre; mais il n'y a pas grand chose ici qui vaille la peine d'en parler. Les mêmes idées prévalent toujours, et on suivra à peu près la même mar-

[1] Datée par erreur du 30, dans les *Cours et Cabinets de George III*, vol. III.

che; c'est toujours la haine la plus décidée et le plus profond mépris pour ceux qui ont tout fait pour exciter ces sentiments, mais des idées de juste milieu, des ménagements et des délicatesses où l'on se perd.

» G. »

Voici une citation du journal de Wilberforce à cette époque. « 10 janvier 1804. Après déjeuner, chez Pitt, grande conversation politique. Je l'ai trouvé résolu à ne point s'empêtrer dans ces engagements et à ne point faire d'opposition systématique. »

Lord Grenville, cependant, qui n'abandonnait guère les idées qu'il avait une fois conçues, résolut de poursuivre les ouvertures qu'il avait suggérées. Son frère Thomas Grenville, si longtemps l'ami politique et personnel de Fox, lui était à cet effet un excellent intermédiaire. Il annonça bientôt le résultat de ses négociations dans une lettre adressée à Walmer-Castle.

LORD GRENVILLE A M. PITT.

« South-Audley-square, 31 janvier 1804.

» Mon cher Pitt,

» Vous vous rappelez que je vous ai pleinement expliqué. dans nos récentes conversations, l'avis bien décidé de ceux avec lesquels j'ai agi depuis trois ans, et qui regardent une opposition régulière et déclarée au gouvernement actuel comme un devoir public plus que jamais indispensable; je vous ai prévenu de l'attitude que nous prendrions très-probablement lorsque mes amis apprendraient

de moi que votre parti était pris, et que vous n'agiriez pas d'accord avec ces vues, soit selon un plan d'ensemble que je désirais comme eux, soit dans une mesure plus restreinte. Je ne vous donnais alors que des conjectures, sujettes naturellement à des modifications par suite de la discussion avec mes amis; mais j'ai trouvé, en fait, que je les avais bien jugés, et que leur avis différait fort peu, si tant est qu'il en différât, de celui que je vous avais exprimé.

» L'affection personnelle que les dissentiments politiques ne changeront jamais, fussent-ils infiniment plus sérieux qu'ils ne le seront jamais entre nous, j'ose m'en flatter, et mon parti pris d'agir toujours au grand jour, me font désirer de vous communiquer la démarche que nous avons faite en conséquence des vues que je vous ai exposées. Cette communication ne vous dira rien de plus que ce que vous entendrez proclamer au Parlement dès que l'occasion s'en présentera. Vous n'attribuerez pas cette circonstance à quelque réserve de ma part, mais au simple fait que, ne comptant rien faire que de juste et d'honorable en soi, et ne voulant accomplir que ce que nous imposent les idées que nous professions depuis longtemps, nous sommes décidés à proclamer hautement ce que nous faisons sans mystère ni cachotterie d'aucun genre.

» Ce que j'ai donc à vous dire, c'est que nous avons saisi une occasion d'expliquer à M. Fox que nous regardons (comme lui, je crois) deux règles de conduite comme indispensables si l'on veut conserver quelque espoir de sauver le pays du danger qui le menace actuellement. D'abord, le gouvernement actuel est manifestement incapable de conduire les affaires publiques comme l'exige

la crise actuelle; les hommes qui nourrissent sincèrement cette opinion sont donc tenus de l'avouer et de travailler activement à la faire triompher; de plus, si la question de la formation d'un ministère venait à s'élever par la suite, tous ceux qui veulent le bien du pays devraient faire leurs efforts pour fonder une administration comprenant le plus grand nombre possible des hommes de talent, d'influence et de réputation qu'on pourrait trouver dans tous les rangs de la vie politique, sans aucune exception. Nous avons déclaré, en outre, qu'à notre avis il n'était point nécessaire, pour agir d'après ces deux principes, d'étendre les engagements à d'autres questions, quelles qu'elles fussent, ni d'entrer dans des détails d'aucun genre étrangers aux affaires parlementaires qui pourraient survenir de temps à autre; surtout nous avons dit qu'il fallait éviter soigneusement tout ce qui pourrait tendre à un compromis sur nos opinions antérieures, ou à des engagements pour les combinaisons futures, afin de pouvoir nier hautement et publiquement, et avec une stricte véracité, toute entente de ce genre, en toute circonstance...

» J'espère bien que vous continuez à être résolu de vous trouver, en tous cas, à la réunion du Parlement [1].

» Très-affectueusement à vous,

» GRENVILLE. »

Cette lettre porte, de la main de M. Pitt, ce mot : « Répondue. » Mais je ne trouve point de copie de la réponse dans ses papiers. Le refus fut cependant très-net.

[1] Comparez cette lettre avec une lettre de Fox à Grey, écrite deux jours auparavant et publiée dans la *Correspondance de Fox*.

Il est bon de remarquer ici que ni Fox ni les Grenville n'appelaient leur jonction une coalition. Ils préféraient le titre de coopération. Pour deux raisons : en premier lieu, le nom de coalition était devenu odieux à la suite des mauvais précédents de 1783 ; secondement, la jonction n'était pas, dans ce cas, un complet concert de mesures, comme l'explique nettement la lettre de Grenville, mais seulement la convention d'agir ensemble dans certaines circonstances et jusqu'à un certain point.

Cependant, la guerre des pamphlets de parti allait toujours son train. L'*Observateur de près* avait publié deux réponses à l'*Observateur plus exact*. Un autre pamphlet, également anonyme, avait été publié du côté d'Addington; on l'attribua dans la suite au docteur Bisset. M. Robert Ward répondit à cette dernière brochure, sans afficher, mais sans cacher son nom. Ce dernier auteur reçut les remercîments de l'homme d'État qu'il avait défendu.

M. PITT A M. ROBERT WARD.

« Walmer-Castle, 31 janvier 1804.

» Cher monsieur,

» Je suis pressé de vous remercier de votre lettre, quoique je sois malheureusement hors d'état de vous répondre aussi complétement que je l'aurais voulu sur le sujet dont elle traite, le pamphlet ne m'ayant pas été envoyé de Londres, par quelque malentendu. Je viens d'écrire pour le demander. Dans l'intervalle, si j'en puis juger par quelques passages importants que les journaux ont cités, je ne doute guère de l'opinion que je pourrai avoir du reste du livre. Maintenant que je connais l'auteur, je n'ai

pas besoin d'autre preuve pour être convaincu que ma cause ne pourrait se trouver en meilleures mains, et que j'aurai toutes sortes de raisons de me croire redevable au zèle et à l'amitié qui ont inspiré cette entreprise.

» Je suis, avec beaucoup de considération, etc.,

» W. PITT. »

La chambre des communes recommença à siéger le 1er février, mais M. Pitt retarda encore de quinze jours son retour en ville. Lord Malmesbury écrit dans son journal : « Je suis arrivé à Londres avec ma famille le 8 février [1]. J'ai trouvé les partis fort animés, mais Pitt encore absent. »

Le noble diplomate raconte ensuite un incident fort triste des affaires publiques à cette époque : « Le 12 ou le 13, le roi ayant pris froid pour avoir conservé trop longtemps des habits mouillés, a ressenti des symptômes de goutte. Il n'a pu paraître à la réception de la reine pour son anniversaire, mais il est venu le soir à l'assemblée, à *Queens'-House*. Il boitait et ne pouvait marcher sans canne ; ses manières me parurent si extraordinaires et si incohérentes que je ne pus m'empêcher de le faire remarquer à lord Pelham qui me dit le lendemain (car je m'étais retiré de bonne heure) qu'il y avait fait attention à la suite de ma remarque, et qu'il était trop évident que le roi allait retomber malade. Lord Pelham, qui jouait ce soir-là avec la reine, ajouta que son anxiété était mani-

[1] Le mot est « janvier » dans le vol. IV des journaux publiés ; mais c'est évidemment une méprise de l'auteur ou de l'éditeur, parce que lord Malmesbury parle immédiatement après des discussions pour lors en train à la chambre des communes. La page suivante contient quelques erreurs du même genre.

feste, car elle n'avait pas quitté le roi des yeux un instant pendant toute la soirée. »

Au début, le roi fut uniquement soigné par le médecin de sa maison. Il avait conçu une vive antipathie pour les docteurs Willis, par suite du traitement qu'ils avaient cru nécessaire à sa maladie, trois ans auparavant, comme cela arrive fréquemment aux gens qui se trouvent dans ce triste état. Sur ses instances, lorsque sa maladie s'aggrava, on appela un autre médecin, le docteur Symonds. Pendant deux jours, la vie de Sa Majesté fut en danger, et pendant huit jours au moins le dérangement de son esprit fut complet. Il commença ensuite à se remettre par degrés, mais plus lentement et avec plus de tendance aux rechutes qu'en 1789 ou en 1801.

Les critiques doivent sentir maintenant, comme les politiques le sentirent au moment même, combien cette funeste maladie du roi, au moment où nous étions menacés d'une invasion étrangère, tendait non-seulement à aggraver le danger du pays, mais encore à compliquer étrangement les devoirs des hommes publics.

On trouve des traces de ce moment d'effroi dans le journal de M. Abbot : « 16 février 1804. J'ai été chez M. Addington, mais je ne l'ai pas vu. Le conseil siégeait, et les médecins entraient et sortaient de la chambre. M. Addington a vu le prince de Galles à onze heures. Le bulletin de ce matin était : « Aucune amélioration sérieuse n'a eu lieu depuis hier. »

Ce fut probablement ce même jour que M. Pitt revint à Londres ; il eut, peu de temps après, avec lord Malmesbury, une conversation confidentielle que ce dernier a écrite :

« Samedi 19 février 1804. — J'ai été voir M. Pitt : je

l'ai rencontré au moment où je quittais sa porte, et je suis revenu sur mes pas avec lui. Je lui ai dit que je tenais à le voir dans ce moment-ci, et à savoir de lui ses sentiments et ses intentions dans l'état critique de nos affaires.

» Sans aucune hésitation, il est entré dans les plus grands détails. Il a commencé par dire que les deux événements pour lors pendants, la probabilité d'une invasion formidable et la dangereuse situation de la santé du roi, plongeaient le pays dans des dangers et des difficultés qui ne ressemblaient à rien de ce qu'on avait vu jusqu'alors, et qui exigeaient, de tous ceux qui étaient appelés à agir en public, des pensées et une conduite toutes différentes de ce qu'on avait fait par le passé. A ces deux difficultés, on pouvait en ajouter une troisième, savoir l'état des partis ; et bien que ces trois considérations fussent en elles-mêmes séparées et distinctes, cependant, elles réagissaient beaucoup les unes sur les autres ; et, réunies, elles faisaient de la situation du pays quelque chose de très-sérieux et de très-inquiétant. M. Pitt me dit qu'il les avait bien et sérieusement examinées, chacune à leur tour ; qu'il les avait pesées dans son esprit mûrement et à loisir, afin de pouvoir décider tranquillement et en toute conscience quelle était la ligne de conduite qui lui convenait, celle qu'il ne regretterait jamais. Après les réflexions les plus sérieuses, il n'en voyait point de meilleure ni de plus conforme à l'idée qu'il se faisait de son devoir, que celle qu'il avait suivie depuis quelque temps.

» Il ne voulait donc pas diriger ses efforts vers le renversement du ministère, bien qu'un certain nombre de ses meilleurs amis se fussent unis à Fox expressément

dans ce but; il avait rejeté et il rejetterait toujours toutes les ouvertures qui pourraient tendre à le faire entrer dans un pareil système.

» Dans toutes les questions simples et claires, il était résolu à soutenir le gouvernement; mais, lorsque le gouvernement viendrait à omettre quelque chose de ce qu'il croyait requis par l'état du pays, ou lorsqu'il agirait faiblement et sans efficacité, M. Pitt me dit qu'il énoncerait clairement et hautement sa manière de voir, mais alors même sans esprit d'opposition, car il ne parlerait qu'après s'être assuré que le gouvernement persistait dans ce qu'il désapprouvait et ne consentirait pas à accepter ce qu'il croyait nécessaire.

» M. Pitt dit encore qu'il ne ferait vers le pouvoir point d'autres pas que ceux qui pourraient résulter de cette conduite; non qu'il parlât ainsi par une sotte affectation de dédain pour le charme du pouvoir, ni même par répugnance à s'en saisir de nouveau, mais parce qu'en conscience il se croyait tenu d'agir comme il le disait, et parce qu'il se reprocherait tout autre conduite.

» Mais, dit-il, s'il arrivait aux ministres de prendre peur en se voyant battus dans le débat (ce qu'ils seront), ou battus dans le vote (ce qu'ils ne seront pas), ou si, ce qui est infiniment moins probable, les difficultés du moment leur faisaient comprendre qu'ils ne sont pas de taille à diriger le gouvernement de leur pays, et s'ils étaient disposés à donner leur démission, dans l'un ou l'autre de ces deux cas, M. Pitt se croirait obligé de contribuer, par tous les moyens en son pouvoir, à la formation d'un nouveau ministère; et il ajoutait, en supposant une troisième possibilité, que ce devoir deviendrait impérieux pour lui

et se placerait au-dessus de toute autre considération, si le roi, par l'une ou l'autre des considérations ci-dessus, faisait appel à ses services.

» Je ne l'avais pas interrompu une seule fois pendant ce discours. Lorsqu'il eut fini, je le remerciai cordialement de la manière confidentielle dont il m'avait parlé, en disant que c'était pour moi un plaisir infini, parce que sa manière de voir s'accordait exactement avec mes sentiments et mes principes, et qu'en l'assurant de nouveau de mon adhésion, je n'avais d'autre motif que de faire ce que je regardais aussi comme mon devoir. Il exprima une grande satisfaction à l'assurance de mon concours : « Je dois vous prévenir, ajouta-t-il, que cette conduite n'a pas l'approbation de mes jeunes et ardents amis, qui sont les vôtres aussi (Canning et G. Leveson) ; nous sommes cependant dans les meilleurs rapports du monde. »

» Je dis que je le savais, et je lui demandai s'ils lui resteraient fidèles ou s'ils se joindraient aux Grenville, ajoutant que je n'avais pas vu Canning depuis quelques mois. Il dit qu'il ne prévoyait pas exactement comment cela finirait, qu'il savait qu'ils avaient été en communication avec les Grenville qui l'avaient attaqué, lui, en prose et en vers ; mais que Canning, voyant ce moyen échouer, troublé par son amitié pour M. Pitt, et désapprouvant à demi tout ce qu'il faisait, ne savait plus que dire, était allé trouver mistriss Canning et était encore auprès d'elle.

» M. Pitt dit qu'il ne savait rien de particulier sur l'état du roi, mais que, si sa santé n'était pas bientôt rétablie, il faudrait établir une régence et qu'il ne voyait pas de raison pour s'écarter du dernier projet de loi pour la régence préparé en 1789.

» Sur mon observaiion que le prince de Galles affirmait que la maladie du roi devait durer plusieurs mois, Pitt dit :

« Ton désir, Harry, est père de cette pensée. »

Il était impossible de cacher au pays le véritable état du roi. Au bout de quelques jours, tout le monde le savait.

Le dimanche 26, l'autorité publia deux documents. Le premier était une prière composée par l'archevêque de Cantorbéry pour remercier Dieu de « l'espérance et de la perspective du prompt rétablissement de Sa Majesté ; » l'autre était un bulletin publié par les médecins annonçant que « l'état de Sa Majesté était satisfaisant, bien qu'on ne pût espérer des progrès rapides. » On ne pouvait manquer de remarquer la contradiction qui existait entre ces deux documents.

Le lendemain 27, les médecins furent de nouveau interrogés par le conseil. Ils déclarèrent que le roi était parfaitement compétent pour accomplir tous les actes du gouvernement, mais qu'il serait prudent de lui épargner quelque temps toute fatigue d'esprit inutile. Il est certain d'ailleurs que, bien que l'esprit du roi pût avoir recouvré son équilibre, il resta pendant quelques semaines très-nerveux et excitable.

Le même soir, lundi 27, cette délicate question fut agitée à la chambre des communes. Sir Robert Lawley proposa d'ajourner la chambre, vu la notoriété de la maladie du roi, en attendant une communication des ministres. M. Addington déclara que le sentiment de ses devoirs lui interdisait, pour le moment, toute communication. M. Fox s'éleva, avec son éloquence accoutumée, contre la réserve du ministre ; alors M. Pitt se leva pour la première fois depuis les vacances, et il développa dans son

discours ce qui paraît être la véritable doctrine constitutionnelle sur cette question.

« J'avoue, » dit-il, » quelle que puisse être mon opinion sur l'ensemble de la situation critique et douloureuse où le pays se trouve maintenant placé, et je ne sais pas s'il a existé dans toute l'histoire de notre pays un moment plus critique et plus douloureux, j'avoue que je ne puis comprendre comment la proposition de nous ajourner pourrait être avantageuse ou convenable, à quelque point de vue qu'on se place. Je suis assurément convaincu que, si par malheur le moment venait, et j'espère de tout mon cœur qu'il ne viendra jamais, où le Parlement se vît forcé de prendre connaissance d'une suspension dans l'exercice des fonctions royales, à partir de ce moment, et d'après les maximes constitutionnelles développées par l'honorable membre en face de moi (M. Fox), le Parlement se trouverait hors d'état d'accomplir aucun acte, excepté ceux qui tendraient à combler le vide dans le pouvoir exécutif de la constitution. Telle a toujours été mon opinion et telle a été la conduite adoptée naguère par le Parlement ; et, bien qu'à l'époque dont il s'agit, les dissentiments fussent profonds sur le mode particulier à adopter, cependant je crois que tout le monde approuvait le principe général tel qu'il avait été posé. Mais je ne crois assurément pas qu'une appréhension et une simple impression publiques, quelque bien fondées qu'elles puissent paraître, quant à la suspension de l'exercice personnel de l'autorité royale, puissent autoriser le Parlement à suspendre toutes ses autres fonctions, à moins que le fait ne lui soit communiqué de manière à l'obliger d'en tenir compte. Si les rapports réguliers des médecins chargés de soigner Sa Majesté faisaient cependant croire à quelques membres qu'il est, vu les cir-

constances de la situation, du devoir des ministres d'adresser sur-le-champ au Parlement une communication à cet effet, non-seulement il serait convenable, mais il serait du devoir des membres qui nourriraient cette opinion de demander aux ministres s'ils n'ont pas une communication de ce genre à faire au Parlement. J'avoue que je regarde comme une responsabilité pénible et douloureuse pour les ministres la question de savoir jusqu'à quel point il faut retarder la communication, et à quel moment il faut la faire..... J'espère donc que les ministres, par amour pour le roi et pour le pays, ne pousseront pas les sentiments de délicatesse, d'affection et de respect qu'ils doivent éprouver, comme tous les loyaux sujets de Sa Majesté, au point de mettre en danger ce qui a toujours été l'objet le plus cher des soins de Sa Majesté, à savoir la sûreté des sujets au bonheur desquels sa vie a été consacrée ! »

Après M. Pitt, le débat continua. Windham et Canning, Grey et Grenville y prirent part. Mais, en définitive, la motion de sir Robert Lawley fut rejetée sans en venir à une division. La chambre passa ensuite à la seconde lecture du bill sur l'organisation permanente des volontaires, mesure proposée par M. le secrétaire Yorke, dans le but de fondre en un seul les différents actes qui se rapportaient aux corps de propriétaires et de volontaires. Yorke chercha à renfermer la question sur ce terrain. D'autre part, Windham et Grenville étaient décidés à l'élargir et Pitt était du même avis. Il commença son discours en ces termes : « Monsieur, je diffère complétement de l'avis de l'honorable secrétaire qui désire que cette discussion soit renfermée dans d'étroites limites, et s'applique uniquement à la mesure présentement soumise à chambre, et

je suis parfaitement d'avis, comme mon honorable ami sur le banc au-dessous (M. Thomas Grenville), que nous sommes appelés aujourd'hui à examiner tout ce qui se rapporte à la défense nationale[1]. » Pitt procéda alors à expliquer longuement le système qu'il croyait utile et les idées pratiques qui lui étaient venues à l'esprit.

Cette discussion sur l'organisation des volontaires dura plusieurs jours. On remarqua dans le cours des débats que le premier ministre devenait fort irritable.

Le 10 mars, M. Wilberforce écrivait ainsi à son ami lord Muncaster : « Je plains vraiment Addington, qui vaut mieux que la plupart d'entre eux, mais qui n'est pas fait pour les luttes de la salle Saint-Étienne. Il a témoigné beaucoup de susceptibilité; je crois que vous interpréteriez ainsi l'humeur qu'il a montrée, une fois, sans la moindre raison. En cette occasion, Pitt s'est noblement conduit : au lieu de répondre amèrement, comme je le craignais, je l'avoue, et sans témoigner même un sang-froid méprisant, à peine a-t-il paru s'apercevoir qu'Addington se fût laissé aller à l'humeur, et il a répondu avec une parfaite bonne grâce. »

Pitt avait franchement et nettement exposé les erreurs du gouvernement quant au système militaire; mais ses erreurs étaient devenues bien plus graves dans les affaires navales, et Pitt crut également de son devoir de les faire remarquer et de les redresser, s'il était possible. Le 15 mars, ayant prévenu d'avance la chambre, il présenta une motion sur l'état de la marine. Ce n'était qu'une motion pour

[1] Dans les *Débats Parl.*, vol. I, nouvelle série; cette dernière allusion est expliquée comme s'appliquant à M. Windham; mais il n'avait pas encore parlé et ne se leva qu'après M. Pitt.

demander des pièces, mais il avoua dans son discours que son intention était de blâmer lord Saint-Vincent. Le débat fut long et animé. Tierney, comme trésorier de la marine, se leva ensuite et chercha à défendre son chef. Il répondit à Pitt par des personnalités très-amères. Sheridan repoussa également la motion, et il attaqua celui qui la proposait dans un discours d'une éloquence et d'un éclat extrêmes, de l'aveu même de Fox. Addington lui-même parla plus tard dans la nuit. Mais, en dépit de l'éloquence de Sheridan et en ne regardant qu'aux faits allégués, Wilberforce eut raison d'écrire dans son journal : « Je n'ai jamais vu plus pitoyable défense. » « J'ai été blessé, ajoute-t-il, « de la basse attaque de Tierney; je lui ai répondu sans la moindre préméditation, extrêmement bien, m'a-t-on dit. »

Fox se leva également pour riposter à Tierney et à Sheridan. Il le fit avec quelque embarras parce qu'il était, comme il le dit lui-même, l'ami personnel et le camarade de lord Saint-Vincent. Mais il déclara que c'était précisément sa raison pour appuyer la motion ; toute enquête, selon lui, devait tourner à l'avantage du noble et vaillant comte ; elle devait justifier son caractère de la manière la plus complète, et elle prouverait, sous tous les rapports, qu'il différait autant de ses collègues en mérite qu'en renom.

Ce débat, animé par quelques luttes professionnelles entre les officiers de marine siégeant dans la chambre, se prolongea fort avant dans la matinée. Pitt se leva alors pour répondre. En dépit de l'heure avancée, son discours fut long et vif. Vers la fin, il fustigea sévèrement son premier antagoniste, M. Tierney :

« Ce nouveau converti à la trésorerie, » dit M. Pitt,

« affirme que lord Saint-Vincent n'est pas aussi effrayé, aussi troublé que moi. Je serais bien aise de savoir si c'est là le langage du chancelier de l'Échiquier. Si cela était, que pourrait attendre le pays de sa vigilance et de son énergie? Sans être aussi forte que je l'aurais voulu, l'armée a cependant déployé le plus noble patriotisme. Le nouveau système militaire, celui des volontaires, ne doit pas son origine aux ministres actuels; c'était le système favori du dernier ministère. Les hommes actuellement au pouvoir ont souvent adopté, ils ont rarement proposé des mesures. Malgré toute mon estime, je dirai toute mon affection, pour le nouveau système militaire, c'est sur notre défense maritime que doivent surtout reposer nos espérances. Notre marine est le grand et noble boulevard de notre renommée; cette marine qui a porté notre commerce, notre domination et notre pouvoir aux extrémités du monde; cette marine qui a exploré de nouvelles sources de richesses et ouvert de nouveaux théâtres de gloire. Accroissons, au lieu de l'affaiblir, cet orgueil de la nation, et ne nous reportons pas à des époques historiques éloignées, avec lesquelles toute comparaison est absurde et inutile; surveillons, avec une jalousie et une circonspection constantes, les progrès de la nouvelle marine française, si dangereuse pour les intérêts et la gloire de notre pays; surveillons la France plus activement que par le passé, car elle vient d'acquérir une énergie nouvelle et extraordinaire. Les efforts qu'elle fait actuellement sont sans exemple dans l'histoire. Nous devons déployer une énergie et une activité au moins égales; nous ne pouvons rester au-dessous de la France. » Le maigre rapport des débats de cette nuit-là explique qu'après divers raisonnements, M. Pitt parla ainsi de la conduite de M. Sheridan :

« Au milieu des nombreux assauts que j'ai eu à repousser ce soir, j'ai subi la rencontre d'un éclair très-brillant, d'un météore qui, pendant quelque temps, ne s'est mû ni d'un côté ni de l'autre; d'un météore dont tout le monde a pu regretter comme moi l'absence, qui, à son retour, a concentré toutes ses forces et tourné contre moi tous ses rayons d'indignation et de ressentiment, mais dont je puis contempler la face étincelante sans trouble et sans effroi. Aucune insinuation, quelque hardie ou quelque amère qu'elle puisse être, ne me décidera jamais à renoncer dans cette chambre à ma liberté. Je suis fermement résolu à ne pas abandonner mes droits comme membre du Parlement. J'admire la valeur rare, je célèbre le grand renom et les glorieuses actions de lord Saint-Vincent. Nous lui devons un éclat extraordinaire ajouté à la gloire nationale. Je croyais, lorsque Sa Seigneurie a pris la direction de notre marine, que le service public retirerait de grands avantages de ses patriotiques efforts et de ses talents professionnels; je croyais que son nom, quelque part qu'il parût, était une force immense en fait de marine; mais je suis porté à croire que la différence est grande entre Sa Seigneurie commandant en mer et Sa Seigneurie premier lord de l'amirauté. »

On ne saisit pas peut-être au premier abord toute l'amertume de cette réplique. Il faut se rappeler que les traits de M. Sheridan portaient les traces de ses excès de table, que son visage était devenu presque écarlate, quoique toujours éclairé par des yeux d'un éclat et d'une puissance extraordinaires. Ce souvenir peut nous aider à apprécier l'heureuse comparaison du météore et « de sa face étincelante. »

Après cette réplique, qui fut suivie de quelques mots de

sir William Pulteney, la chambre se divisa; les voix se partagèrent ainsi :

Pour la motion de M. Pitt. . . .	130
Contre.	201
Majorité. . .	71

Écrivant une semaine ou deux après, M. Wilberforce dit que beaucoup de gens condamnèrent la motion de Pitt sur la marine comme une mesure factieuse, mais, qu'à son avis, elle a fait beaucoup de bien : « J'apprends avec satisfaction que l'amirauté se donne deux fois, je devrais dire dix fois, plus de mouvement qu'auparavant. »

Le 19, on présenta le rapport du bill sur l'organisation des volontaires. Fox proposa de renvoyer le bill en comité. Il condamna, dans un discours très-vif, les nombreuses erreurs du gouvernement : « Mais, » dit-il en conclusion, « je ne suis pas très-effrayé, parce que je crois que toutes ces choses ne réussiront pas à éteindre l'ardeur du pays. Je suis convaincu que non-seulement elle résistera à tous les efforts de l'ennemi, mais je suis assez confiant pour croire, et je ne puis aller au delà, qu'elle résistera à la faiblesse, à l'incapacité et à l'imbécillité des ministres actuels ! » Fox fut soutenu par ses nouveaux alliés Windham et Thomas Grenville; mais sa proposition pour la refonte du bill fut repoussée par Pitt et, au vote, elle fut rejetée par 173 voix contre 56.

Le lendemain, 20 mars, le chancelier, lord Eldon, profondément convaincu des aggravations que l'état d'esprit du roi apportait aux dangers publics, demanda une entrevue à M. Pitt. Il lui envoya un billet par son fils aîné, qui représentait alors Borough-Bridge. Pitt lui répondit :

« York-Place, mardi soir 20 mars 1804.

» Mon cher lord,

» M. Scott a eu la bonté de me remettre votre billet ce soir, à la chambre des communes. J'accepte avec grand plaisir votre invitation pour samedi; quel que puisse être le résultat de notre conversation, le plus tôt que nous causerons sera le mieux. L'état des affaires publiques rend maintenant toute prolongation du retard impossible, et rien ne pourra me causer plus de satisfaction que de vous rendre confidentiellement compte de tous les sentiments et de toutes les opinions qui régleront ma conduite.

» A vous très-sincèrement,

» W. Pitt. »

Pitt alla donc chez le chancelier et dîna tête à tête avec lui. On ne trouve nulle part aucune trace de leur conversation. Addington parla plus tard de cet incident à son ami l'orateur. Il avoua que le chancelier ne lui avait pas caché l'entrevue, mais il se plaignit que la communication ne lui eût été faite qu'un mois après.

Dans le courant de ce mois, la famille Pitt perdit son chef. Le second lord Camelford, qui avait succédé à son père en 1793, était un jeune homme de sentiments généreux, mais de passions violentes et d'idées bizarres. Un jour, pour dénigrer e système des bourgs pourris, il avait menacé de faire élire dans l'un de ses bourgs son domestique nègre. Il fut mortellement blessé dans un duel, dont il était l'agresseur, de son propre aveu, et ne survécut que peu de jours. Son titre s'éteignit, et ses grandes

terres du Cornouailles allèrent à son unique sœur, lady Grenville.

Le 20 mars, l'un des plus anciens et des meilleurs amis de Pitt, Richard Pepper Arden, devenu lord Alvanley et grand juge des communs plaids, mourut également : « Cet événement m'a ému jusqu'aux larmes, » écrit Wilberforce, qui était également un de ses amis de jeunesse ; « dans la soirée, Pitt m'a montré quelques lignes qu'Arden lui avait écrites la veille de sa mort pour lui dire adieu et pour recommander à sa protection son fils, le filleul de Pitt. »

La mort du grand juge donna à Addington la possibilité, dont il profita immédiatement, d'offrir à Erskine le poste de procureur général. Erskine était disposé à l'accepter. Depuis deux ans au moins, il s'éloignait peu à peu de son ancien chef de Sainte-Anne. L'éloignement s'était accru depuis peu. Erskine s'était entendu avec Sheridan pour rédiger et pour faire tenir à Fox, par l'intermédiaire du duc de Norfolk, une remontrance signée par eux et par d'autres membres, attaquant la jonction avec les Grenville. Mais Erskine n'était pas tout à fait libre de ses mouvements. Dès 1784, il avait été nommé procureur général du prince de Galles, et, en recevant d'Addington l'offre d'un poste plus élevé, il se crut obligé de consulter Son Altesse Royale par l'intermédiaire de Sheridan.

L'année précédente, le prince n'était point du tout hostile à Addington ; mais il avait fort à cœur d'obtenir un rang et une situation militaire considérable, et, lorsque le roi l'avait refusé, il avait étendu son ressentiment jusqu'au ministre. Dans ces circonstances, il répondit à Erskine, toujours par l'intermédiaire de Sheridan, non

par une négative, mais d'une manière fort décourageante. Erskine était décidé, en tout cas, à ne point perdre la faveur du prince, et il se vit ainsi forcé de dire non à Addington.

Sheridan était dans une situation analogue. « Il est certain, dit Thomas Moore dans sa biographie, qu'on lui proposa une charge à cette époque ; mais Sheridan était encore plus intime à Carlton-House qu'Erskine, et, dès qu'il se fut assuré de la disposition du prince, il ne pouvait rester de doute sur sa réponse.

Dès que Sheridan eut renoncé à tout espoir du côté de son nouveau chef, il retourna le plus tôt possible à son allégeance envers l'ancien[1]. Il est amusant de voir Fox écrire de Sainte-Anne à Grey, le 6 avril 1804 : « Sheridan est venu ici ; je crois qu'il a grande envie de rentrer en grâce, mais vous comprenez que je ne puis pas compter sur lui bien sérieusement. »

Pour son compte, Fox était complétement dans l'opposition. Dans ses lettres familières, son langage sur Addington était devenu très-amer et très-hostile. Il écrivait à Grey[2] : « D'abord, débarrassons-nous du docteur ! voilà mon premier principe d'action, et je compte que vous vous entendez avec moi là-dessus autant que qui ce soit. » Il dit encore à lord Lauderdale : « Le docteur s'est surpassé, s'il est possible, en fait de mensonges, dans tout ce qu'il a dit sur l'affaire russe. C'est, je l'avoue, un ignoble gibier, mais j'aurais du plaisir à mettre aux abois ce misérable. » M. Fox ne prévoyait pas alors que deux ans après ce misérable ferait partie de son cabinet.

[1] *Vie de Sheridan*, par Moore, vol. II.
Lettres du 13 avril et du 25 mars 1804.

Vers la même époque, le comte de Moira, qui résidait alors à Edimbourg comme commandant des troupes en Écosse, et qui était fort avant dans les bonnes grâces du prince de Galles, eut une longue et intéressante conversation sur l'état des affaires publiques avec le lord avocat, M. Charles Hope; sur quoi le lord avocat écrivit à son ami et à son parent, Henry Dundas, lord Melville, une lettre marquée *confidentielle*, que voici :

« Edimbourg, 22 mars 1804.

» Mon cher lord,

» Lord Moira est revenu hier, et j'ai reçu une carte de lui ce matin de bonne heure, à la suite de quoi j'ai été le voir cet après-midi, et j'ai eu avec lui une longue conversation à cœur ouvert, dont il me prie de vous communiquer les détails, en attendant qu'il puisse avoir avec vous une entrevue personnelle.

» D'abord, pour ce qui regarde le roi, il m'a assuré que son esprit était fort loin d'être remis; qu'il était parfois de sens rassis, mais que la plus grande partie de la journée il était incohérent, et quelquefois très violent; tellement que cette semaine on ne lui avait pas laissé voir le duc d'York comme on le lui avait promis, ce dont il est devenu si furieux qu'on a été obligé de le coucher avec la camisole de force. Il a grande envie de voir le duc, mais les médecins s'y opposent. Il avait d'abord refusé de voir le chancelier, à moins qu'on ne lui permît de voir également le duc. On y avait consenti, mais il était si agité, après son entrevue avec le chancelier, qu'on n'a pas voulu lui laisser voir le duc.

» On l'a calmé pour le moment, et on lui avait promis

une entrevue avec son fils pour jeudi dernier; mais, lorsque jeudi est venu, on lui a manqué de parole, ce qui a excité le retour des violences dont je vous ai parlé.

» En un mot, il est dans un état qui lui rend impossible de rien supporter de ce qui peut l'agiter ou le contrarier; il reste donc parfaitement hors d'état de s'occuper des affaires, bien qu'il soit quelquefois de sens rassis. Lord Moira dit que les ministres, ou plutôt M. Addington, jouent le jeu le plus étrange, qu'ils ne veulent pas faire une régence, mais que leur intention est de transporter le roi à Kew le plus tôt possible (c'est dans ce but qu'on peint et qu'on meuble le nouveau palais en toute hâte), et que, lorsqu'on le tiendra là, on lui fera signer un conseil de régence, sous prétexte que la fatigue des affaires est excessive dans l'état actuel de sa santé, et que par conséquent il remet l'administration régulière du gouvernement à ce conseil, en lui donnant pour instruction de s'adresser à lui dans les cas extraordinaires. Le prince doit être membre de ce conseil qui, du reste, doit se composer naturellement de M. Addington et de ses amis. Mais le prince est décidé à n'avoir rien à faire avec un semblable conseil, et lord Moira ajoute qu'il ne croit pas que ce soit agréable à la reine. Il dit que le mécontentement est prodigieux à Londres; les gens qui votent avec M. Addington ne cachent pas qu'ils n'agissent ainsi que parce qu'ils ne savent que faire dans l'état actuel des choses.

» Venons au prince. Lord Moira m'a dit que Son Altesse Royale avait depuis longtemps fait dire à M. Fox et à M. Grey qu'il était très-sensible à leur attachement, mais que, dans le cas où il lui arriverait de gouverner, soit comme roi, soit comme régent, il avait l'intention de se mettre entièrement entre les mains de lord Moira; qu'il

ne croyait donc pas bon de les voir en l'absence de lord Moira, de peur que celui-ci ne pût supposer qu'il avait formé aucune opinion ou subi une impression quelconque sans le consulter. Le prince s'est donc complétement mis dans les mains de lord Moira, et voici, autant que je puis m'en souvenir, les conseils qu'il a donnés :

» Votre Altesse Royale doit voir, comme tout le pays, que le ministère actuel est parfaitement incapable de gouverner, et même de bien juger de la situation critique où l'on se trouve placé; rien ne peut sauver l'Angleterre si ce n'est l'union de tous les talents qui s'y peuvent rencontrer, de manière à s'assurer, non-seulement la vigueur dans les conseils, mais une confiance et une unanimité complète de la part du peuple, et une coopération décisive et efficace de la part de quelques-unes des grandes puissances continentales.

» Avant d'aller plus loin, et afin que je puisse juger si je puis être de quelque utilité à Votre Altesse Royale, avez-vous le bon sens et la magnanimité de mettre de côté les sentiments d'opposition que vous avez, à tort ou à raison, contre les anciens ministres? Voulez-vous tendre la main à M. Pitt et à lord Melville, et les appeler à vous aider à gouverner le pays dans ce moment difficile? Lord Moira dit « que le prince a cherché d'abord à détourner la question en disant que M. Pitt ne consentirait pas à agir sous lord Moira, et que lui, il n'aurait jamais d'autre ministre. » Mais celui-ci a repris : « Il faut d'abord que je sache à quoi m'en tenir sur les sentiments de Votre Altesse Royale ; sans quoi il est inutile de parler de M. Pitt. » Le prince a encore paré le coup en disant que M. Pitt et M. Fox ne voudraient pas agir de concert. Mais. lord Moira insistant de nouveau pour obtenir une réponse, le prince lui de-

manda : « Croyez-vous que ce soit vraiment nécessaire pour le bien du pays et pour l'honneur de mon gouvernement? » Lord Moira lui répondit que oui, qu'il regardait la coopération de M. Pitt comme indispensable, et que la seule chance pour le prince de gouverner le pays avec quelque facilité sans M. Pitt, était de pouvoir au moins prouver au public que le refus venait du ministre et non de Son Altesse Royale : « Alors, » dit le prince, « je me soumets complétement à votre opinion. » Mais il répéta que lord Moira serait toujours son ministre et que M. Pitt ne consentirait jamais à occuper une situation secondaire. Lord Moira a répondu : « Quelle que soit la situation que Votre Altesse Royale me destine, M. Pitt ne se sentira pas dans une situation secondaire ; il ne peut jamais se trouver le second dans un cabinet, et sur les larges bases d'union que je propose, je ferai dans le cabinet mon affaire de tenir le juste milieu entre M. Pitt et M. Fox. « Comme vous voudrez, » dit le prince, « faites cela, mais je crois que ces éléments seront trop discordants. » Lord Moira repartit que la pression du moment suffirait, il s'en croyait sûr, pour maintenir l'accord tant que durerait la nécessité; après quoi, ils pourraient se quereller comme l'avaient fait tant d'autres ministères, sans que cela eût de grands inconvénients pour le pays. Ainsi se termina la conversation avec le prince, et lord Moira dit qu'il l'a laissé parfaitement résolu à essayer de former le ministère sur les plus larges bases possibles, sans s'inquiéter des partis ni des préjugés antérieurs. Il me dit qu'il n'avait pas à Londres d'aboutissants qui le satisfissent pleinement et par lesquels il pût sonder M. Pitt à ce sujet; je suppose, puisqu'il m'a dit expressément que j'étais libre de vous communiquer notre conversation, qu'il compte

sur vous pour cela. Mais il me semble que vous ne devez pas agir uniquement d'après cette lettre, puisque vous aurez si prochainement l'occasion d'apprendre plus exactement de sa bouche les détails que j'ai cherché à rapporter minutieusement. Parlant d'autres sujets, il regarde la guerre avec l'Espagne comme inévitable, et dit qu'on prépare une grande expédition contre quelques-unes des colonies espagnoles, dans l'attente de voir la flotte espagnole venir se joindre à celle de la France. Il ajoute que le prince et le duc seront bientôt d'accord, à ce qu'il espère.

» Je ne veux mêler aucune réflexion de mon crû aux détails ci-dessus, surtout parce que j'espère qu'ils vous décideront à ne pas prolonger votre absence plus qu'il ne sera absolument nécessaire.

» Toujours, mon cher lord, à vous fidèlement,

» C. Hope. »

Lord Melville se trouvant plus avant vers le nord, c'est-à-dire à Dunira, dans le comté de Perth, communiqua par lettre à M. Pitt les renseignements qu'il avait reçus du lord avocat. En réponse à cette lettre, M. Pitt écrivit cet admirable résumé des principales considérations politiques à cette époque:

« York-Place, 29 mars 1804.

» Cher lord Melville,

» Avant de recevoir votre lettre, j'avais résolu de vous écrire en détail mes vues sur l'état actuel des affaires avant de quitter Londres, ce que je ferai demain. Je com-

mence par la lettre de lord Moira. Je ne puis m'empêcher de croire que ses renseignements concernant la santé du roi ne sont point exacts, bien qu'il soit convaincu de leur véracité, j'en suis certain. Tous les détails qui sont arrivés à Carlton-House, ou tout au moins, soit dit entre nous, qui en sont venus, ont toujours représenté l'état du roi comme plus grave qu'il ne l'était en réalité, et on ne peut raisonner sur cette base sans laisser une grande marge. Je ne veux cependant pas dire que je regarde une guérison prompte et complète comme quelque chose de certain, et j'ai peur que les progrès n'aient été sérieusement interrompus depuis quelques jours, bien que les choses eussent meilleure façon, au moment où lord Moira en parlait, qu'il ne semblait le croire. Dans cette situation, il est assurément possible encore qu'une régence devienne inévitable pour un temps plus ou moins long, et, bien que je nourrisse un grand espoir que cela n'arrivera point, il est bon, pour les hommes publics, d'être préparés à un pareil événement.

» Quant aux intentions du prince, je dois aussi vous dire confidentiellement qu'on ne peut, j'en ai peur, compter beaucoup sur le langage qu'il tient. La conversation que lord Moira dit avoir eue avec lui diffère considérablement des assurances que le prince a données ailleurs, à ce que j'ai de bonnes raisons de croire. Il a certainement vu Fox et Grey. J'ai de bonnes raisons de croire que le premier est convaincu que, dans le cas où le prince aurait le gouvernement entre ses mains, il se laisserait guider par ses conseils, et je crois aussi que l'avis de Fox serait probablement de s'adresser à moi dans le but de former un ministère solide et largement composé.

» Ayant dit ceci pour vous expliquer mes motifs de

ne pas trop compter sur les professions jusqu'au moment de la décision positive, je n'ai pas d'hésitation à déclarer que je suis, comme vous, d'avis que rien ne pourrait être aussi honorable pour le prince ni aussi utile pour le public que s'il mettait effectivement et sincèrement à exécution l'idée de former un ministère tel que je l'ai exposé; quant à la question de savoir jusqu'à quel point il serait possible d'appliquer cette idée en ce qui me regarde, vous ne vous étonnerez pas, je crois, de m'entendre dire que je ne vois pas comment, quelle que soit la situation, je pourrais utilement ou honorablement consentir à faire partie d'un gouvernement dont je ne serais pas le chef, et je serais bien fâché que lord Moira, et à sa suite le prince, pussent supposer qu'il y ait la moindre chance de me faire changer d'avis à ce sujet.

» Il y a une question plus délicate et plus difficile sur laquelle je ne puis guère me former une opinion d'avance, parce que tant de choses dépendront de la situation du moment. Quel que soit mon désir de voir un gouvernement puissant, et quelque disposé que je sois, dans ce but, à mettre de côté le souvenir des dissentiments passés, si on peut, à l'avenir, établir sur des bases publiques une union solide, j'éprouverais encore de grands doutes sur la question de savoir s'il serait permis, durant la maladie du roi et pendant qu'il existe encore des chances raisonnables de sa guérison, de former des alliances qui pussent lui enlever une juste liberté dans le choix de son ministère, lorsqu'il reprendrait l'exercice de son autorité. Vous voyez que ce doute repose tout entier sur le sentiment de ce qui est dû au roi; quelque puissant que puisse être ce motif, je comprends cependant qu'il peut y avoir des cas où l'intérêt du salut public ne permettrait pas d'y céder au

delà d'un certain point. D'après ce que je viens de vous dire, vous voyez exactement où j'en suis sur toute la question, et vous pourrez, en causant avec lord Moira, lui dire, autant que cela vous semblera bon, ce que vous pensez de la ligne de conduite que je suivrai probablement.

« Je voudrais maintenant appeler votre attention sur l'autre alternative, celle qui est, j'espère, la plus probable, le prompt rétablissement de Sa Majesté. Dans ce cas, je suis parfaitement convaincu que le gouvernement actuel ne peut durer bien longtemps, et plus encore que chaque semaine de prolongation pour son existence accroît les dangers du pays. J'en suis donc arrivé à penser que le moment va arriver où je n'aurai plus le droit, si les ministres eux-mêmes ou le roi ne prennent pas l'initiative du changement, de ne pas déclarer publiquement mon opinion, et de ne pas chercher à lui donner effet par des mesures parlementaires. Pour le moment, mon intention est de saisir le premier moment, à la fin des vacances, où l'état de la santé du roi permettra une pareille démarche, et d'écrire à Sa Majesté pour lui exposer les motifs de mon opinion, lui expliquer les dangers qui, à mon avis, menacent sa couronne et son peuple, si le ministère actuel reste en charge, et pour lui représenter la nécessité absolue d'un prompt changement. D'après ce que j'ai déjà dit au début de ma lettre, vous ne serez pas surpris de m'entendre dire que le changement que j'indiquerais comme devant être le plus utile, consisterait à former un ministère du même genre que ce que je croyais désirable dans l'autre alternative, la régence. Cependant, d'après diverses considérations, et surtout à cause de la dernière maladie du roi, je sens que la proposition d'admettre dans

ses conseils des hommes contre lesquels il nourrit depuis si longtemps tant d'objections si naturelles, doit lui être faite de manière à lui laisser un libre choix, afin de le bien convaincre que, s'il n'est pas sincèrement persuadé de la nécessité, personne ne voudrait la lui imposer. Je voudrais donc, dès le premier moment, faire comprendre à Sa Majesté que, si elle se décidait, après avoir bien examiné la question, à exclure les amis de M. Fox et de lord Grenville, et qu'elle voulût m'appeler à former sans eux un gouvernement, je serais tout prêt à le faire, de mon mieux, en faisant appel à mes amis personnels, unis aux hommes les plus capables et les plus irréprochables du ministère actuel, mais en excluant la plupart d'entre eux, Addington et lord Saint-Vincent, surtout.

» D'après ce que nous connaissons tous deux du caractère du roi, je suis persuadé que cette manière de lui présenter la question est celle qui aurait le plus de chances de l'amener à examiner sans prévention les avantages qu'il pourrait personnellement retirer, j'en suis convaincu, de même que le pays, de l'extinction des partis pendant le reste de son règne, et de la formation d'un ministère qui réunirait tous les talents et toutes les influences de notre temps, et qui pourrait inspirer le respect et la confiance, à l'intérieur comme au dehors.

» Quel que pût être le résultat de cette démarche, soit pour le plan le plus étendu, soit pour le projet d'un ministère plus restreint, j'aurais rempli mes devoirs envers le roi, et si elle restait sans effet, je n'hésiterais plus à prendre dans le Parlement l'attitude qui aurait le plus de chances d'amener ce résultat. Vous aurez vu, par le vote au sujet de ma motion sur la marine, que le gouvernement est déjà bien ébranlé; et je ne doute pas que, sur une ques-

tion un peu bien posée et relative à la défense publique, nous ne soyions en état, après Pâques, de réunir beaucoup plus de voix. Fox s'occupe de rallier tous ses amis : vingt-cinq seulement ont voté en cette occasion. Je ne doute pas qu'à l'avenir, dans une épreuve des forces, il n'en compte soixante ou soixante-dix, et il est prêt à soutenir une question telle que je viens de le dire, tout en sachant bien que, dans le cas de la chute du gouvernement, je me regarderais comme parfaitement libre d'en former un autre sans réclamer son concours. Plusieurs de mes amis étaient également absents lors du dernier vote, et il sera facile de s'assurer leur présence à la première occasion. En addition à ceci, si nous pouvons nous procurer, comme je le crois probable, des recrues irlandaises considérables, et si, d'après ce que je vous ai dit, vous croyez possible d'enrôler un bon nombre de nos amis dans votre coin du monde, je ne doute guère que le succès de nos efforts ne soit à peu près certain. Je sais bien que les devoirs locaux si importants, qui pèsent pour le moment sur les propriétaires considérables en Écosse, leur rendent plus difficile que de coutume de quitter leurs demeures. Mais je crois que nous n'aurions à réclamer leur présence que pendant dix ou quinze jours au plus; le sort de deux ou trois motions serait décisif d'un côté ou de l'autre, et une courte absence à cet effet serait peut-être le meilleur moyen d'assurer la sécurité de l'Écosse et de toute autre partie de l'empire.

» Vous seriez le meilleur juge du premier moment où nous pourrions compter sur les arrivants d'Écosse. Il serait fort désirable que la discussion ne fût pas retardée au delà du 18, ou tout au plus au delà du 20 du mois prochain.

» Je serai naturellement très-désireux de savoir ce que

vous pensez de tout ceci, et, bien que le contenu de cette lettre soit naturellement extrêmement confidentiel, je serais enchanté que vous la fissiez lire tout entière, en confidence, au duc de Buckleugh et au lord avocat.

» Toujours sincèrement et affectueusement à vous,

» W. PITT. »

M. Pitt, comme il l'annonçait dans sa lettre à lord Melville, quitta Londres le lendemain, c'est-à-dire le 30 mars, pour se rendre à Walmer-Castle. Peu de temps après, il reprit de là sa correspondance. Elle ne passait pas d'ordinaire par la poste : « Je continuerai, » écrivait lord Melville à Pitt, dans sa lettre du 3, « à vous faire passer mes lettres par Alexandre Hope ; je me souviens des avis que notre ami Bathurst m'a donnés l'année dernière au sujet de la poste, lorsque vous et moi nous aurions occasion de correspondre, dans des moments critiques, sur des questions critiques. »

M. PITT A LORD MELVILLE.

« Walmer-Castle, 11 août 1804.

» Cher lord Melville,

» J'ai reçu vos lettres des 2, 3, 4, 5 et 6, et je vous remercie beaucoup des renseignements détaillés et satisfaisants qu'elles contenaient. J'ai été heureux de voir dans la première que vous étiez si parfaitement d'accord avec moi sur la ligne de conduite que je vous développais.

» Je suis à mon tour parfaitement d'accord avec vous sur les sentiments que vous exprimez dans votre lettre

du 3, quant à la convenance qu'il y avait à s'expliquer complétement avec M. Fox et lord Grenville sur nos intentions futures dans le cas où je me verrais forcé de former un cabinet restreint; ils en savent déjà assez, l'un par des communications personnelles, et l'autre par des voies assez sûres, pour être préparés à cette déclaration.

» Vos lettres du 4 et du 5 se rapportaient à l'accession de forces qu'on pouvait espérer des membres écossais. J'ai chargé William Dundas de faire les démarches que vous conseillez à l'égard du général Mackenzie et de sir James Montgomery, et j'ai l'intention d'écrire aujourd'hui à lord Dalkeith. D'après ce que vous dites aujourd'hui de la situation de sir James Grant, je ne puis, sous aucun prétexte, prendre mon parti de demander à son fils de courir le risque de voter pour nous si cela doit amener de si fâcheuses conséquences pour sa famille, dans le cas peu probable du maintien du ministère actuel.

» Dans une autre lettre du 4, vous exprimez le désir de savoir desquels des ministres j'avais parlé comme sentant l'impuissance du gouvernement actuel et désirant mon retour au pouvoir. Le duc de Portland était certainement l'un des premiers dans ma pensée. J'ai su de bonne source ses sentiments, analogues à ceux qu'exprimait la lettre qu'il vous a écrite, et je crois vraiment qu'il n'a consenti à conserver aussi longtemps le poste qu'il occupe que par attachement personnel pour le roi, et dans l'espoir de veiller de plus près au moment où il pourrait l'amener à un changement. Outre cela, j'ai de fortes raisons de croire que le chancelier, mon frère, lord Castlereagh, Yorke et lord Hobart, éprouvent vivement le même sentiment; lord Hawkesbury est, je crois, du même avis;

mais je ne sais rien d'aussi positif. D'eux tous, le chancelier était celui que je croyais le plus capable à mettre ses idées à exécution; mais, sans avoir aucune raison, d'après mes observations depuis que je vous ai écrit, de douter en aucune façon de cette disposition chez les personnes que j'ai énumérées, et chez quelques autres d'un grand poids en dehors du cabinet, je compte moins que je ne le faisais sur des résultats pratiques. J'ai appris récemment, et de bonne source, je crois, qu'Addington est décidé à ne se retirer que lorsqu'il y sera forcé, et je crois que ses collègues se tiendront pour trop engagés envers lui pour ne pas le soutenir dans cette résolution, bien qu'ils la puissent désapprouver intérieurement. Si je ne me trompe pas dans cette supposition, il ne me restera plus qu'à voir quel effet pourrait avoir ma communication au roi. Je ne compte sur aucun grand avantage si ce n'est de représenter ma conduite au roi sous son vrai jour, afin d'avoir la satisfaction de chercher, autant que cela dépend de moi, à lui éviter l'ennui et l'inquiétude de voir son gouvernement ébranlé, sinon renversé, par une forte opposition parlementaire.

» Je ne puis cependant tenter encore cette démarche; il faut que j'attende l'affermissement de sa guérison. D'après les nouvelles que j'ai reçues hier, je ne doute pas qu'il ne soit en train de se rétablir complétement; les affaires officielles commencent à lui être soumises comme de coutume; mais je crois qu'il faut laisser passer encore une semaine avant que je me croie le droit de lui écrire sur un point aussi délicat. Lorsque je ferai cette démarche, vous recevrez une copie de ma lettre.

» Dans l'intervalle, il se présentera probablement, la semaine prochaine, des questions auxquelles je devrai

prendre part. Je crois absolument nécessaire de m'opposer au bill d'Yorke pour suspendre la levée de l'armée de réserve; je crois, et je sais que là-dessus je suis d'accord avec vous, que cette mesure, convenablement modifiée, pourrait devenir la base du mode le plus permanent et le plus efficace pour augmenter et maintenir l'armée régulière, et qu'elle pourrait devenir une branche très-importante de notre futur système militaire. J'ai l'intention de revenir en ville à cet effet lundi ou mardi de la semaine prochaine. Notre principal assaut aura probablement lieu le lundi suivant, c'est-à-dire le 23, et une ou deux autres fois entre le 23 et le 30; après quoi, si la lutte n'est pas couronnée de succès, je reviens ici trouver mes volontaires, et attendre le résultat d'une lutte d'un autre genre, qui sera probablement engagée avant la fin de l'été. Dans cette situation, plus vous pourrez hâter le départ de ceux de nos amis qui ne sont pas encore en route, mieux cela vaudra.

» Je n'ai rien dit en réponse à la partie de votre lettre qui se rapporte à la situation du lord avocat, parce que vous comprenez bien que vos raisonnements et la décision qui en résulte me satisfont pleinement. Le compte-rendu de votre dernière conversation avec lord Moira m'est arrivé ce matin, et n'exige aucune observation particulière. Il me paraît avoir été fort honnête et sincère et aussi explicite qu'on pouvait s'y attendre.

» Toujours sincèrement et affectueusement à vous,

» W. Pitt. »

Cependant les vacances de Pâques étaient passées, et le Parlement s'était réuni le 5 avril. Le lundi 16, M. Pitt re-

vint de Walmer-Castle, et, le même soir, il prit part aux débats de la chambre des communes, au sujet de la troisième lecture du bill pour l'augmentation de la milice irlandaise. M. Pitt, comme M. Fox, l'attaquèrent comme insuffisant pour la défense nationale, et, dans le vote qui suivit, le gouvernement n'eut qu'une majorité de 21 voix. Les votes furent ainsi partagés :

Pour le bill	128 voix.
Contre	107
Majorité. . . .	21

M. PITT A LORD MELVILLE.

« York-Place, mardi 17 avril 1804.

» Cher lord Melville,

» En arrivant hier en ville, avant la réunion de la chambre, j'ai appris diverses circonstances qui ne permettent pas de douter que l'alarme du gouvernement ne soit grande. Le vote d'hier au soir ne diminuera pas cette alarme, et je suis disposé à croire qu'ils capituleront dans quelques jours; sinon, je suis de plus en plus convaincu que, la semaine prochaine, nous les battrons dans quelque vote, ou que nous les serrerons de si près que l'impossibilité de leur maintien sera démontrée.

» En examinant l'état de la chambre des lords, nous voyons que nous y pouvons faire une impression presque aussi forte qu'à la chambre des communes; et il est presque décidé qu'on élèvera à la chambre des lords, de mardi en huit, quelque question de nature à faire avanta-

geusement un essai des forces. Lord Stafford, je crois, présentera la motion. L'importance de réunir en cette occasion toutes nos forces vous engagera, j'espère, à réfléchir de nouveau sur vos intentions personnelles. Tant que la discussion semblait devoir se renfermer dans la chambre des communes, les recrues que vous nous envoyiez pouvaient peut-être suffire à notre but; mais, à la chambre des lords, votre présence sera fort importante.

» En dehors de toute question de force parlementaire, je désire vivement votre présence pour des raisons plus fortes encore. Ce n'est pas seulement dans le cas où je me verrais forcé de faire un gouvernement restreint que votre concours me serait indispensable. Dussions-nous réussir à former un cabinet aussi étendu et aussi puissant que nous le pourrions désirer, je ne vois aucune raison publique ni privée qui puisse vous empêcher d'accepter une place dans le conseil, avec le bureau du contrôle et la direction de l'Écosse. Ni l'une ni l'autre de ces occupations ne pourrait être un fardeau pour vous, et elles ne vous gêneraient en rien, pendant une grande partie de l'année, dans vos projets de santé et d'agrément. En un mot, pour toutes sortes de raisons, je suis pressé de vous voir ici, et je vous prie sérieusement, s'il est possible, de partir sur-le-champ.

» Je vous enverrai demain des délégations en blanc à faire remplir par les pairs auxquels vous pourriez vous adresser et qui ne pourraient pas venir en personne. Vous ne serez guère en mesure de partir avant l'arrivée de cette lettre; mais, si vous partiez, chargez quelqu'un de l'ouvrir.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. Pitt.

» La crise paraît si imminente que Hope écrit à l'avocat pour le presser de venir, s'il est possible. Il ne doit évidemment pas donner sa démission jusqu'à ce qu'il soit à Londres ; peut-être alors sera-t-elle inutile. »

M. PITT A LORD MELVILLE.

« York-Place, mercredi 18 avril 1804.

» Cher lord Melville,

» C'est vendredi en huit qui est le jour fixé pour la motion de lord Stafford à la chambre des lords, et il a l'intention de l'annoncer demain. Vous recevrez, j'espère, aujourd'hui, par la poste, des délégations en blanc, et vous pourrez juger qui, en Écosse, vous pouvez décider à en faire usage. Comme on ne sait pas quels seront les pairs en mesure de les recevoir, il sera bon de les faire signer en laissant en blanc le nom de la personne à laquelle on devra les confier.

» J'ai préféré, afin de m'assurer un plus grand nombre de membres présents, remettre mon opposition au bill d'Yorke, qu'on doit lire aujourd'hui pour la seconde fois, à vendredi prochain, jour de la lecture du rapport. Je crois que nous serons en force ce soir-là, de même lundi sur la motion de Fox pour demander que la chambre entière se forme en comité pour examiner l'état de la défense. Toute cette marche deviendra probablement inutile, puisque l'attente dont je vous parlais hier s'est confirmée par ce que j'ai appris depuis lors, et j'ai de grandes raisons de croire que je pourrai être appelé, du seul côté où cela soit convenable, à expliquer complétement ma manière de voir avant la fin de la semaine.

» J'espère que les autres lettres que je pourrai vous adresser vous trouveront sur la route, et, si j'ai quelque chose d'important à vous dire, je tâcherai de deviner où ma lettre aura le plus de chances de vous rencontrer.

» Toujours à vous affectueusement,

» W. P. »

On comprendra mieux l'attente à laquelle M. Pitt fait allusion dans ce dernier paragraphe, d'après une lettre de lord Grenville, que le duc de Buckingham a publiée. Cette lettre est d'une grande valeur historique; c'est, je crois, le seul document qui nous reste sur la communication qu'elle raconte.

LORD GRENVILLE AU MARQUIS DE BUCKINGHAM.

« 19 avril 1804.

» Pitt m'a écrit hier pour me prier de venir le voir; il voulait me dire qu'Addington, depuis le vote de lundi, lui avait envoyé un message pour savoir s'il pourrait lui exposer, par un ami commun, quelle serait sa manière de voir sur l'état actuel des choses et sur les mesures à prendre pour faire marcher les affaires du roi. Pitt a répondu que, ni par un ami commun ni par aucun autre mode, il ne pouvait faire cet exposé à M. Addington, ni pour son instruction; mais que, si le roi trouvait bon de lui signifier, par une personne qui convînt à ce genre de communication, ses ordres à cet effet, il serait de son devoir d'exposer sans réserve, à cette personne, pour les faire savoir à Sa Majesté, ses opinions sur les démarches nécessaires pour la formation d'un nouveau ministère. M. Ad-

dington a fait répondre qu'il acceptait cette décision, et il devait voir Sa Majesté hier ou aujourd'hui, je ne me souviens pas lequel, dans le but de soumettre humblement à Sa Majesté l'avis qu'il présentait à Sa Majesté de donner commission au chancelier de voir sans retard M. Pitt et de recevoir de lui ses communications au sujet de l'état actuel des affaires.

» Ceci a été communiqué à Fox par Pitt, et on nous a en outre expliqué, à lui et à moi, que Pitt, sans s'engager à ne pas obéir aux ordres qu'il pourrait recevoir pour la formation d'un gouvernement exclusif, cherchera cependant de tout son pouvoir, tant pour son propre compte que dans l'intérêt du roi et du pays, à persuader Sa Majesté de l'autoriser à causer avec Fox et avec moi sur les moyens de former un ministère d'union.

» Les choses en sont là, et, dans l'intervalle, on a décidé à l'unanimité qu'il était indispensable de continuer dans le Parlement la conduite qui a amené à regret cette démarche tardive. Pitt s'opposera vendredi au bill d'Yorke; la motion de Fox viendra le lundi suivant, et, aujourd'hui, lord Stafford donne avis d'une semblable motion pour de vendredi en huit à la chambre des lords. Il y a grande raison de croire que nos votes seront très-bons sur toutes ces questions. Si vous n'êtes pas en ville avant vendredi, n'oubliez pas de me renvoyer votre délégation.

» G. »

Cette lettre me paraît jeter un jour tout nouveau sur la conduite de lord Eldon. Les violents reproches que lui adressaient lord Brougham et le doyen Pellew, exagérés déjà, à ce qu'il me semble, avant la publication de cette lettre, ne sont plus soutenables. Ce fut de M. Addington

lui-même que le chancelier reçut autorité pour devenir l'intermédiaire des communications entre le roi et M. Pitt. Ces communications, une fois entamées et sanctionnées par le roi, ne pouvaient plus être arrêtées ou abandonnées sans le bon plaisir de Sa Majesté. Leur convenance ne pouvait dépendre du résultat. Si M. Addington, à la fin, se trouva désappointé et mécontent; si, comme il le dit à M. Abbot, il eut à ce sujet une altercation avec le chancelier dans le dernier conseil qu'il ait jamais tenu, nous pouvons faire la part de son désappointement, mais sans partager sa colère. Nous serons plutôt d'accord avec une judicieuse critique de la *Revue d'Édimbourg*, qu'on a souvent attribuée à sir George Cornwall Lewis. Avec la droiture dont cet écrivain fait toujours preuve, il juge ainsi de la question : « Il n'y a point, ce me semble, de fondement à l'idée de lord Brougham que cette communication, par l'intermédiaire de lord Eldon, fût une intrigue[1]. »

La veille du jour où M. Fox devait faire sa motion, la correspondance avec le chancelier fut en conséquence reprise :

M. PITT A LORD ELDON.

« York-Place, dimanche 22 avril 1804.

» Mon cher lord,

» Dans la situation actuelle, j'espère que Votre Seigneurie me pardonnera la liberté que je prends en lui

[1] *Revue d'Édimbourg*, n° CCXVII, 1858 janvier. Voir également les *Esquisses Historiques* de lord Brougham sur les hommes d'État, vol. I.

demandant de remettre au roi la lettre ci-jointe. Son objet est de communiquer d'avance à Sa Majesté, comme marque de respect, les sentiments que je pourrai me trouver obligé de déclarer en Parlement. J'y ajoute l'assurance de mes intentions personnelles, que je n'aurais peut-être pas le droit d'offrir sans y avoir été invité dans d'autres circonstances, mais que je ne puis taire à présent, pour des raisons que vous comprendrez. Je serais certainement bien désireux que cette lettre fût remise à Sa Majesté avant la discussion de demain, si cela se peut convenablement; mais, n'ayant pas le moyen de bien juger moi-même de la question, je tiens à la remettre complétement à la discrétion de Votre Seigneurie, bien persuadé que vous sentirez l'importance de retarder cette communication le moins possible, eu égard à la situation. Je vous envoie ma lettre décachetée, afin que vous puissiez la lire, sachant que vous me permettrez de vous demander de n'en faire connaître le contenu qu'au roi lui-même. Je désire d'autant plus que vous voyiez ce que j'ai écrit, que je ne pourrais songer à vous demander de vous charger de remettre une lettre exprimant des sentiments si hostiles au gouvernement dont vous faites partie, sans vous donner d'abord l'occasion de voir de quelle manière ces sentiments sont exposés.

» Croyez-moi, etc.,

» W. Pitt. »

LORD ELDON A M. PITT.

« Dimanche soir 22 avril 1804.

» Mon cher monsieur,

» J'ai reçu votre lettre, mais après mon entrevue d'au-

iourd'hui avec Sa Majesté... Mes idées sur mes devoirs envers le roi ne me permettraient pas, avant qu'il eût pris du repos et avant de savoir, mardi matin, l'effet de la discussion de demain, d'entreprendre auprès de lui une démarche qui l'affectera et qui doit l'affecter autant que la communication de votre opinion.

» Je vous renvoie la lettre ci-incluse. Le langage suppose qu'elle sera remise avant la discussion, et elle ne sera pas remise auparavant si la discussion a lieu demain. Si vous désirez qu'elle reste entre mes mains malgré cette observation, pour que j'en fasse usage selon mon jugement, renvoyez-la-moi, je vous prie. Si vous voulez la modifier de façon à ce qu'elle puisse être remise à Sa Majesté après la discussion, vous serez probablement bien aise d'en altérer les expressions en conséquence.

» Il m'est impossible de ne pas me rendre compte qu'en remettant à Sa Majesté un papier de ce genre, on pourra, à tort ou à raison, faire beaucoup d'observations sur ma conduite. Je crois cependant que je dois transmettre à Sa Majesté vos sentiments comme ceux d'un homme qui a été longtemps, et à juste titre, à son service...

» Je tiens à établir nettement que la remise de la lettre n'entraîne rien. Je donnerai loyalement mon avis à Sa Majesté pour et contre moi-même, comme pour et contre autrui.

» Je suis, mon cher monsieur, etc.,

» ELDON. »

M. PITT A LORD ELDON.

« York-Place, dimanche soir 22 avril 1804.

» Mon cher lord,

» Je n'hésite pas à profiter de votre permission et à vous renvoyer ma lettre au roi. Tout ce que je désire, c'est de confier complétement à votre prudence la question de savoir si elle doit être remise demain, avant le débat. Sinon, je désire ardemment que Sa Majesté sache, quand le moment sera venu, qu'elle était entre vos mains pour lui être ainsi remise, si vous jugiez que cela se pût avec convenance.

» Je suis, mon cher lord, etc.,

» W. PITT. »

Cette lettre et les lettres suivantes se trouvent dans l'appendice de ce volume. Le chancelier ne la mit entre les mains du roi que le 27 avril.

Cependant les débats marchaient dans les deux chambres. Chez les lords, le 19 avril, le comte de Carlisle avait fait une motion pour demander certains papiers sur la guerre de l'Inde, et elle avait passé à une voix de majorité contre les ministres. Les chiffres étaient :

Pour	31
Contre.	30
Majorité	1

Le même soir, à la seconde lecture du bill sur les offres de la milice irlandaise, l'opposition réunit 49 voix con-

tre 77. Dans son journal, lord Malmesbury, selon les idées du temps, parle des ministres comme « presque réduits aux abois » dans la chambre des lords.

Lord Stafford annonça, pour le 30, une motion de parti plus importante sur l'état de la nation. Lord Stafford était ce comte Gower, dont j'ai parlé comme ambassadeur à Paris en 1792; il avait succédé à son père comme marquis en 1803.

A la chambre des communes, l'épreuve des forces devait venir le lundi 23, M. Fox ayant annoncé qu'il proposerait de porter tous les bills relatifs à la défense du pays devant la chambre entière formée en comité. En d'autres termes, c'était un vote de manque de confiance envers les ministres.

Les deux partis réunissaient avec ardeur leurs adhérents, et les hommes indépendants étaient fort embarrassés de la conduite qu'ils devaient tenir; car M Wilberforce écrivait dans son journal, le 18 avril 1804 : « Je suis troublé et j'hésite sur le sentier du devoir dans ces luttes politiques. Je ne puis m'empêcher de regretter que la modération et l'esprit de conciliation ne s'allient pas chez Addington à plus de vigueur. Seigneur, dirige-moi et conserve mon âme en repos; qu'elle te soit soumise et uniquement préoccupée de ta grâce! »

M. Fox, comme il en avait donné avis, présenta sa motion le 23. Le débat auquel elle donna lieu dura jusqu'à quatre heures du matin. Après bien des doutes de conscience, Wilberforce finit par voter avec l'opposition : « Pitt a bien parlé, mais trop vivement, » dit-il en rendant compte des discours. Au lieu de donner des extraits du discours de Pitt, je vais en citer une analyse faite par un auditeur des plus intelligents :

M. FRANCIS HORNER A SON PÈRE.

« Londres, 24 avril 1804.

» Mon cher Monsieur,

» Vous ne recevrez pas le journal d'hier parce que je me suis rendu à Westminster avant son arrivée. J'étais à la porte de la chambre à huit heures et demie, en sorte que nous avons eu à siéger jusqu'à trois heures du matin; mais nous avons été pleinement récompensés. Je n'ai pas lu le compte-rendu du *Morning Chronicle*; mais, s'il ne vaut pas mieux que les derniers, vous n'aurez qu'une faible idée du débat. Le discours d'ouverture par Fox n'a pas été éloquent; au contraire, la forme en était peu soignée et il était languissant. Probablement dans l'intention expresse de se contenir sur les questions personnelles, afin de ne pas devancer Pitt sur ce sujet, il n'a pas fait allusion aux ministres, et s'est borné à parler de l'insuffisance des mesures prises pour la défense nationale et des moyens de les améliorer par un système permanent, en adoptant un meilleur mode de recrutement et en réglant les exercices militaires chez les paysans. Tout le fond du discours était excellent. Pitt nous a donné le fond et la forme en orateur du premier ordre; il a été très-explicite dans ses déclarations contre les ministres, tout en les prononçant par devoir, avec beaucoup de regret et après mûre réflexion; mais il les a développées à sa façon avec une gravité solennelle et quelques traits de ce sarcasme amer et froid qui est, au dire de chacun, son talent le plus original, et qui, par le fait, lui paraît tout naturel. Son discours était puissant

en raisonnements et en détails de fait, et l'impression qu'il a laissée sur tous les points, en dépit de l'art qu'il a mis à voiler son désir de laisser cette impression, c'est que toutes les mesures adoptées par le gouvernement pour la défense du pays avaient été suggérées par lui, seulement que les ministres les avaient altérées en ne les adoptant qu'imparfaitement et en les mettant plus maladroitement encore à exécution.

» . . . . . Il ne faut pas oublier l'un des traits du débat, l'adulation insupportable dont Tierney et le procureur général ont accablé Pitt : le dernier a dit qu'aucun événement ne pourrait être plus agréable au pays que son retour aux affaires. Étrange expression à employer dans une pareille situation!

» Mes tendresses à ma mère et à mes sœurs,

» FRA. HORNER. »

Dans la division qui suivit cette soirée, les votes furent ainsi partagés :

Pour la proposition de M. Fox.	204
Contre	256
Majorité pour les ministres. . . .	52

Ces chiffres qui, à certaines époques de notre histoire, eussent été célébrés comme un grand triomphe pour le gouvernement, touchaient presque à la défaite en 1804, pour un ministère accoutumé aux grandes majorités.

Cependant Addington espérait encore maintenir son terrain; mais, deux jours après cette majorité de 52 voix à la chambre des communes, on renouvela l'attaque contre lui. Le mercredi 25, au sujet de l'ordre du jour qui

proposait de se former en comité sur le bill pour suspendre l'armée de réserve, Pitt se leva, et, dans un discours plein de force et d'éloquence, il attaqua, non-seulement certaines parties de cette mesure, mais encore tout le système de défense suivi par M. Addington. Il ne se contenta pas de faire des objections; il développa nettement les principes généraux du système qu'il comptait proposer. Fox parla de nouveau; Wilberforce vota encore avec l'opposition, et, dans le vote qui suivit, la majorité ministérielle tomba de 52 voix à 37. Les chiffres furent :

Pour la motion.	240
Contre	203
Majorité pour les ministres. . . .	37

Lors de ce dernier vote, comme dans celui du 23, l'orateur, M. Abbot, note dans son journal que les amis de Fox paraissaient douter de l'avantage personnel qu'ils pourraient trouver à agir d'accord avec Pitt. M. Courtenay disait : « Nous sommes les pionniers, nous creusons les fondements, mais M. Pitt sera l'architecte qui bâtira la maison et qui y habitera. » Ces considérations purement personnelles n'influaient pas sur M. Fox.

Le lendemain matin 26, Addington passa en revue sa position tout entière. Il examina la diminution de ses majorités à la chambre des communes; il prévoyait un résultat du même genre, peut-être même une défaite, au sujet de la motion de lord Stafford, imminente à la chambre des lords. En définitive, il prit le parti de donner sa démission. Le jour même, il demanda une audience à Sa Majesté, et lui annonça la résolution qu'il avait formée. Le roi reçut cette nouvelle avec beaucoup de regret et de

répugnance. Il proposa à M. Addington de dissoudre le Parlement et de faire appel au peuple, ou de faire tout ce qui lui conviendrait pour l'affermir au pouvoir. Quelques jours après, lorsque le roi ne put plus refuser la démission, Sa Majesté exprima vivement le désir de créer M. Addington comte de Banbury et vicomte Wallingford, en lui assurant, ainsi qu'à mistriss Addington, une pension suffisante. Plein du sentiment de ses devoirs publics, et animé par un louable désintéressement personnel, Addington refusa d'accepter aucune de ces faveurs.

Cependant, Addington ne signifia son intention à ses collègues que dans la soirée du dimanche 29. Ils tinrent alors conseil, et la résolution de se retirer fut officiellement prise et annoncée.

Le même dimanche, la correspondance entre le chancelier et M. Pitt avait continué. Le chancelier écrivit d'abord pour proposer une entrevue personnelle, et M. Pitt répliqua ainsi :

« York-Place, dimanche 29 avril 1804.

» Mon cher lord,

» Je vous suis fort obligé de votre lettre, et je serai enchanté de savoir comment ont été accueillies les assurances contenues dans ma lettre. Je serai chez moi aujourd'hui jusqu'à deux heures et demie, ensuite de cinq à six, et demain toute la journée jusqu'à six heures, si vous avez occasion de venir chez moi; si vous préférez me voir à une autre heure ou chez vous, vous aurez la bonté de me le faire savoir, et je serai à vos ordres.

» Sincèrement et fidèlement à vous,

» W. Pitt. »

Dans la matinée du lundi 30, le chancelier, par ordre du roi, se rendit chez M. Pitt pour lui apprendre le projet de retraite de M. Addington, et le désir de Sa Majesté de recevoir par écrit les propositions de M. Pitt pour un nouveau ministère.

A la réunion de la chambre des lords, ce soir-là, devançant le marquis de Stafford, lord Hawkesbury, l'un des secrétaires d'État, se leva et dit « qu'il avait des raisons de la plus haute et de la plus grave importance pour prier le noble marquis de remettre sa motion. » Lord Stafford y consentit après quelque discussion, et la chambre s'ajourna.

A la chambre des communes, le même soir, Addington présenta le budget de l'année, suivant en ceci l'exemple de M. Pitt, qui, en 1801, avait également présenté son budget après avoir donné sa démission. « Addington le fit bien, » dit lord Malmesbury, « 16 millions sterling d'emprunt et 7 millions sterling de taxes nouvelles. » Lorsque le ministre eut fini son discours et se fut rassis, une question de M. Fox lui arracha une phrase du même genre que celle de lord Hawkesbury à la chambre des lords. Les paroles pouvaient être vagues, mais on en comprit aisément la signification, et la chambre, sur cette suggestion, consentit volontiers à ajourner toutes les questions en litige.

J'ai retracé dans ce chapitre et dans les précédents la marche suivie par M. Pitt depuis le jour où il a quitté le pouvoir jusqu'au moment où il s'est trouvé de nouveau sur le seuil des affaires. Depuis quelque temps, des flots de lumière se sont répandus sur sa conduite durant ces trois années. Ses vues, pendant tout cet intervalle, sont nettement exposées dans des documents authentiques et

nombreux. On a soigneusement conservé ses lettres les plus intimes; on a minutieusement noté ses conférences les plus secrètes, et le tout a été envoyé à l'impression sans coupure ni réserve. Jamais peut-être homme d'État n'avait été soumis à une si redoutable épreuve. S'il avait, dans ces années passées hors du pouvoir, trempé dans une intrigue indigne des regards du public et destinée à rester éternellement secrète, sa réputation même eût tourné contre sa gloire. Au contraire, il me semble que sa carrière, même examinée de si près, reste toujours pure et sans tache. Dans tous les incidents de cette époque, on trouvera, ce me semble, qu'il unissait le sentiment le plus élevé des intérêts publics aux délicatesses de l'honneur personnel. J'oserai même affirmer que les différentes accusations qu'on a naguère proférées contre lui par rapport à cette époque, ne peuvent être soutenues que sur des renseignements incomplets, et qu'on les verra s'effacer et s'évanouir à mesure que plus de lumière viendra les éclairer.

CHAPITRE XXXVIII

— 1804 —

Vues de Pitt au sujet d'une nouvelle administration transmises au roi. — Lettre de Sa Majesté à Pitt. — Son entrevue avec le roi. — Pitt se charge de former un nouveau ministère à l'exclusion de Fox. — Communications avec les autres chefs de parti. — Conduite généreuse de Fox. — Réponse négative de lord Grenville. — Pitt reçoit les sceaux. — Le nouveau cabinet. — Autres changements dans les emplois. — État précaire de la santé du roi.

Le 2 mai, M. Pitt, d'après les ordres du roi, transmit à Sa Majesté son projet pour le nouveau ministère. Ses propositions revêtirent la forme d'une lettre au chancelier. On la trouvera dans l'appendice à ce volume. La lettre exposait, dans les termes les plus énergiques, les avantages qui résulteraient pour l'Angleterre comme pour l'Europe d'un gouvernement fort et ralliant les différents chefs de parti ; elle citait spécialement les noms de lord Grenville et de M. Fox. Cette lettre était accompagnée du billet suivant :

M. PITT A LORD ELDON.

« York-Place, mercredi 2 mai 1804, une heure trois quarts.

» Mon cher lord,

» Je vous envoie ci-joint une lettre à vous adressée, que je vous serai très-obligé de communiquer à Sa Ma-

jesté. Je suis fâché de n'avoir pu l'abréger et de ne vous l'avoir pas envoyée plus tôt. Comme je suppose que je pourrais vous rencontrer à la cour de chancellerie, en vous l'envoyant, je me rendrai à cheval chez M. Rose, à Palace Yard, de façon à me trouver à votre portée s'il se présentait quelque chose qui pût vous faire désirer de me voir avant d'aller à *Queen's-House*. Si vous n'étiez pas à la cour de chancellerie, je ferais porter ma lettre chez vous, à moins que mon domestique ne puisse apprendre où l'on pourrait vous la remettre plus tôt.

» Toujours, mon cher lord, etc.,

» W. Pitt. »

Les instances écrites de M. Pitt pour demander un ministère fort et large dans sa composition furent parfaitement désagréables au roi George III et tout autant à lord Eldon. La réponse développée de Sa Majesté est datée du 5 mai. La rudesse et l'exaspération qu'on rencontre à chaque mot s'expliquent ou du moins s'excusent par sa maladie récente. Il donne à lord Grenville ainsi qu'à lord Melville un coup en passant, et puis il en vient à tomber sur M. Fox, exprimant son étonnement qu'on puisse même lui proposer ce nom après ce qui s'est passé. Il déclare qu'à moins que M. Pitt ne renonce à son idée d'agir de concert avec M. Fox, et même avec lord Grenville, il ne peut confier à M. Pitt le soin de former un nouveau ministère. Il finit par refuser, en le passant sous silence, le désir qu'avait exprimé M. Pitt d'avoir une entrevue personnelle avec Sa Majesté.

Mais les sentiments de Sa Majesté sont peut-être plus clairement exprimés encore dans un billet particulier qu'il adressa le même jour au chancelier :

« 5 mai 1804.

» Le roi est très-satisfait du billet de son excellent chancelier, il doute fort que M. Pitt désire avoir une entrevue personnelle avec Sa Majesté. Après avoir bien pesé le contenu de la pièce qui lui a été remise aujourd'hui par lord Eldon, peut-être préférera-t-il préparer un autre essai contenant autant de mots inutiles et aussi peu de renseignements que celui qu'il a récemment transmis au roi.

» Sa Majesté recevra avec grand plaisir le lord chancelier demain, entre dix et onze heures, comme il l'a lui-même proposé.

» GEORGE R. »

M. Pitt ne pouvait manquer d'être blessé et attristé de la lettre que le roi lui avait adressée. Mais sa réponse du 6 est pleine de modération et de dignité; de la modération qu'il devait à son souverain après une maladie récente, et de la dignité qu'il devait à son propre caractère et à ses longs services. Il faisait brièvement allusion à tous les points que Sa Majesté avait soulevés, et renouvelait respectueusement sa demande d'audience. Si cette requête n'étai pas accordée, il ajoutait : « Je suis désolé de dire que je ne conserverai plus d'espoir de voir mes faibles services employés d'une manière avantageuse pour les affaires de Votre Majesté. »

Pendant tout ce temps, M. Pitt conserva, à l'égard de presque tous ses amis, la stricte réserve qu'il était de son devoir de garder. Lord Malmesbury remarque dans son journal : « La seule preuve que j'aie pu recueillir cette semaine de l'opinion de Pitt, c'est qu'il a dit à Fitz Harris qui dînait avec lui, le 3 mai, chez lord Carrington, qu'on

n'aurait pas besoin de lui à la chambre des communes, et qu'il pourrait aller se mettre à la tête de son régiment, le 2e régiment des milices du Wiltshire, qui devait bientôt passer à l'inspection.

La dernière lettre de M. Pitt et les représentations réitérées de lord Eldon eurent sur le roi un favorable effet. Il consentit à voir M. Pitt et lui envoya en conséquence un message dans la matinée du 7 mai. Le chancelier, qui porta le message, se tint pour très-offensé par une question fort naturelle que lui fit M. Pitt, connaissant ses idées politiques. Voici le récit qu'il en donne lui-même dans son recueil d'anecdotes.

» Lorsque M. Addington quitta le ministère et que M. Pitt lui succéda, le roi venait de se remettre d'une indisposition mentale. Il m'ordonna d'aller chez M. Pitt pour lui dire de venir le voir. Je me rendis chez M. Pitt à Baker-Street ou York-Place pour lui communiquer ces ordres. Je le trouvai à déjeuner. Après une courte conversation, il dit que, puisque le roi voulait bien le demander dans le but de former un nouveau ministère, il espérait que je n'avais imprimé à l'esprit de Sa Majesté aucune tendance qui pût influer sur les propositions qu'il pouvait avoir à faire au roi à ce sujet. Je fus extrêmement blessé de ces paroles. Je l'assurai que non, que je me croyais un homme d'honneur apportant à un homme d'honneur le message d'un roi, et que j'aurais plus mal agi que je ne m'en croyais capable si j'avais donné à Sa Majesté aucun avis sur ce qui pouvait convenir[1]. »

Lorsqu'en écrivant ces anecdotes, bien des années après, lord Eldon décrivait ainsi l'indignation qu'il avait éprouvée

[1] *Vie de lord Eldon*, par Twiss, vol. I.

à cette question, il avait sûrement oublié que, dans sa lettre du 22 avril, à M. Pitt, il avait expressément annoncé son intention de donner au roi son avis « pour et contre moi-même comme pour et contre autrui. »

En outre, bien que lord Eldon, dans ce passage, ait déclaré qu'il était très-mécontent, il est évident que son attachement pour M. Pitt et son ardeur pour le nouvel arrangement ne souffrirent, au moment même, aucune diminution.

D'York-Place, le chancelier et M. Pitt se rendirent, dans la voiture du chancelier, à Buckingham-House. Quand ils arrivèrent, Pitt lui demanda : « Êtes-vous sûr que Sa Majesté soit assez bien pour me voir? » Lord Eldon insista, puisque ce doute avait été exprimé, pour que M. Pitt commençât par parler seul aux médecins dans la chambre voisine, car c'était leur heure de visite, et ils étaient déjà arrivés. M. Pitt alla donc les trouver, et resta absent fort longtemps, à ce que dit le chancelier. Lorsqu'il revint, il déclara qu'il était parfaitement satisfait de leur rapport : « J'avais entendu dire hier, d'excellente source, » dit-il, « à ce que je croyais, que vous n'aviez jamais vu le roi qu'en présence des médecins. Ces nouvelles venaient de Carlton-House, et je vois maintenant qu'elles étaient absolument dépourvues de fondement. »

Il paraît que M. Pitt avait demandé aux médecins si, le roi ne l'ayant pas vu depuis plus de trois ans, la première entrevue, après un si long intervalle, pour traiter de si graves affaires, ne pourrait pas tendre à agiter ou à troubler l'esprit du roi. Les médecins lui assurèrent que non. Mais Pitt ne se contenta pas d'une réponse verbale; il mit ses questions par écrit, et demanda aux médecins

d'écrire leur avis au-dessous et de le signer, ce qu'ils firent : « Si vous aviez hésité le moins du monde, » dit Pitt, « je serais reparti sans entrer.[1] »

C'est un fait très-curieux que M. Pitt n'eût pas vu le roi depuis plus de trois ans. Lord Saint-Helens le dit à lord Malmesbury et à M. Abbot.[2] Il faut cependant entendre le mot de *voir* dans le sens de *causer*, car M. Pitt avait plusieurs fois présenté ses hommages au roi, à l'occasion de son anniversaire et dans les *drawing-rooms*. Ils s'étaient aussi quelquefois croisés à cheval. Je trouve, par exemple, ces mots dans une lettre particulière du mois de juin 1803 : « Il y a deux jours, le roi a rencontré par hasard M. Pitt à Hyde-Park, et il a passé sans y prendre garde.[3] »

Lorsque M. Pitt eut quitté les médecins, il fut introduit chez le roi, pendant que le lord chancelier attendait dans le premier salon.

L'entrevue entre le roi et M. Pitt dura trois grandes heures. Pitt donna, le lendemain, quelques détails à Rose sur cette longue conversation. Il déclara que le roi l'avait reçu avec toute la bonté et la bienveillance possibles : « Je félicite Votre Majesté, » dit Pitt ; « vous avez meilleure mine qu'après votre rétablissement, lors de votre dernière maladie, » faisant allusion au printemps de 1801. « Cela n'est pas étonnant, » dit Sa Majesté,

[1] *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

[2] Ce passage est cité par le doyen Pellew d'après le manuscrit original de M. Abbot dans la *Vie de lord Sidmouth*, vol. II. Mais, ce qu'il y a de curieux, c'est qu'il ne se trouve pas dans le journal complet publié par le lord Colchester actuel. Voyez les autres notes correspondantes dans le vol. I.

[3] *Mémoires de Francis Horner*, vol. I.

« j'étais alors sur le point de perdre un ancien ami, et maintenant je suis au moment de le retrouver. » Jamais souverain n'a peut-être fait un plus aimable compliment à un sujet [1].

Le roi et M. Pitt en vinrent alors à discuter les bases d'un nouveau ministère. « Dans le cours de cette longue conversation, » dit M. Pitt, « le roi se livra souvent à des digressions toutes les fois que M. Pitt suggérait une idée qui ne lui plaisait pas Mais sa raison était toujours parfaitement saine, et il revenait toujours exactement au point de départ. » M. Pitt fit les plus grands efforts pour convaincre son souverain de la nécessité de mettre de côté, dans cette crise, tous les ressentiments passés, et de former contre l'ennemi un ministère uni et fort : « Il reprit plusieurs fois la question, » dit-il à Rose, « avec tous les arguments qu'il put imaginer. » Pitt n'échoua pas complétement. Sa Majesté consentit à admettre les Grenville, et tout ami de Fox, quel qu'il fût ; mais quant à Fox, le roi dit lui-même sa décision dans un billet adressé, le 9, à M. Addington : « M. Fox est exclu par l'ordre exprès du roi à M. Pitt. »

Lorsqu'à la fin de cette longue entrevue M. Pitt sortit, il trouva le chancelier qui l'attendait toujours, et il raconta à Sa Seigneurie ce qui s'était passé. Quelque désappointé qu'il pût se trouver de la ferme résolution du roi, il déclara qu'il était parfaitement satisfait et même surpris de l'état d'esprit du roi : « Jamais de ma vie, » dit-il, « je n'ai eu avec lui une conversation où il m'ait si complétement battu. »

On peut défendre, sur un point du moins et dans une

[1] *Journaux de M. Rose*, vol. II.

certaine mesure, la persistance du roi contre l'avis de son nouveau premier ministre. Il se plaignait du grand homme d'État whig, non-seulement comme souverain, mais comme père; il attribuait à l'exemple de Fox les prodigalités et les débauches du prince de Galles, et aux préceptes de Fox la politique du prince, toujours diamétralement opposée à celle du roi; il faisait injustement remonter à la même source tous les actes de désobéissance ou d'irrévérence de Son Altesse Royale. Il n'est donc pas étonnant que George III fut peu disposé à admettre M. Fox dans sa confidence et son plus intime conseil.

La résistance du roi s'arrêta, à ce qu'il paraît, à cette limite. Lors de l'adresse du 7, lorsque M. Pitt trouva le roi inébranlable sur ce point et qu'il eut absolument refusé M. Fox pour son ministre, M. Pitt demanda à Sa Majesté si elle aurait quelque objection à ce que M. Fox fût employé au dehors, dans le cas où il s'offrirait pour une mission étrangère, et dans un poste qui pût paraître digne de lui : « Point du tout, » répondit le roi. Ses objections ne portaient que sur l'entrée de M. Fox dans le cabinet.

M. Pitt trouvant son souverain ainsi résolu, et, sachant que sa raison tenait alors à un fil, consentit, comme il l'avait résolu d'avance, à céder à ses désirs. Il se chargea de former un cabinet, même avec cette exclusion. En quittant le roi, il envoya immédiatement M. Canning chez lord Grenville, et lord Grenville Leveson Gower chez M. Fox, pour leur faire savoir ce qui s'était passé. Lord Grenville reçut froidement la communication. Il dit aussitôt qu'il ne se croyait pas libre d'entrer dans un gouvernement dont Fox serait exclu; mais, avant de donner

sa réponse définitive, il dit qu'il désirait consulter ses amis, et qu'il les convoquerait à Camelford-House pour la soirée [1]. Dans l'après-midi, Pitt alla voir son cousin, auquel il expliqua la situation avec de complets détails.

M. Fox, sur lequel M. Pitt n'avait aucune prise personnelle, fit preuve en cette occasion d'une noble générosité. La veille, il avait laissé chez M. Thomas Grenville un billet qui déclarait, à ce que M. Canning raconta à lord Malmesbury, « qu'il tenait à établir publiquement et par écrit sa résolution de n'entraver aucune combinaison; il était sûr, » disait-il, « que le roi l'exclurait; mais cela ne devait pas empêcher les Grenville d'arriver au pouvoir, et, en tant que cela dépendrait de lui, ses amis à lui n'hésiteraient pas davantage. » Il n'exprima à lord Grenville Leveson ni désappointement, ni colère, ni surprise : « Je suis trop vieux pour tenir maintenant au pouvoir, » dit-il, « mais j'ai beaucoup d'amis qui m'ont suivi depuis bien des années; je leur conseillerai de s'unir au gouvernement, et j'espère que M. Pitt pourra leur donner des places. »

Cette réponse fut aussitôt rapportée à M. Pitt, qui exprima avec raison la vive satisfaction que lui causait la conduite de M. Fox. Il chargea lord Grenville Leveson de retourner sur-le-champ chez M. Fox, et de dire combien il était disposé à accéder aux vœux de M. Fox à l'égard de ses amis, et qu'il espérait bien le voir le lendemain matin. M. Fox accepta volontiers l'entrevue ainsi proposée. Mais, dans l'intervalle, ses amis du Parlement, à la tête desquels était M. Grey, avaient résolu de se réunir dans la soirée à Carlton-House. Ils décidèrent là una-

[1] *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

nimement qu'en dépit des vœux de M. Fox, ils ne pouvaient accepter son noble désintéressement ni consentir à entrer au pouvoir sans leur chef. La détermination prise à Camelford-House fut exactement la même. Lord Grenville proposa aux politiques réunis chez lui de soutenir le principe d'un grand et large cabinet en refusant de faire partie de tout cabinet qui exclurait M. Fox. M Windham, lord Spencer et tous ceux qui le reconnaissaient pour chef accédèrent à ses vues.

Voici un extrait du journal de M. Rose, le lendemain : « 8 mai 1804. J'ai trouvé l'évêque de Lincoln chez M. Pitt. En parlant des événements et de ce qui pouvait arriver, M. Pitt était fort en train ; ni lui, ni l'évêque, ni moi ne savions rien alors des résolutions ni des démarches des deux réunions de Camelford-House et de Carlton-House ; mais nous avions tous quelque espoir que Fox, ayant une si belle occasion de s'assurer raisonnablement quelque chose de certain, n'y renoncerait pas... Toutes nos espérances et notre attente furent cependant bientôt déçues par M. Canning, qui vint nous annoncer les résolutions prises la veille au soir, et dire qu'en conséquence de ces résolutions M. Fox renonçait à toute entrevue avec M. Pitt comme inutile... Lord Grenville écrivit à M. Pitt pour lui annoncer ce qui s'était passé chez lui, et pour mettre un terme à toute espérance possible du côté de Sa Seigneurie. »

A droite et à gauche, par lord Grenville comme par M. Fox, le terrain laissé aux choix de M. Pitt devenait donc de plus en plus restreint. Il ne pouvait plus former son cabinet que dans deux catégories, ses amis personnels et les hommes qui avaient déjà occupé des charges sous M. Addington. C'était pour lui une grande perte et un

grand désappointement. Il n'avait pas à se plaindre de M.Fox; mais ses rapports intimes avec lord Grenville, ses relations de famille, d'amitié et de politique, lui rendaient son refus très-pénible : « Je me rappelle, » dit lord Eldon, dans un fragment que M. Twiss a conservé, « que M. Pitt disait avec une certaine indignation : « J'apprendrai à cet orgueilleux qu'au service du roi et avec sa confiance, je puis me passer de lui, bien que l'état de ma santé soit tel qu'il puisse m'en coûter la vie. »

Cependant la correspondance continuait avec le chancelier, et M. Pitt eut une nouvelle audience du roi.

M. PITT A LORD ELDON.

« York-Place, mardi 8 mai 1804.

» Mon cher lord,

» Je vous serai très-obligé si vous pouvez m'envoyer une seule ligne pour me faire savoir quelles sont les nouvelles que vous recevez ce matin de *Queen's-House*:. Je désire fort de vous voir dans le courant de la journée, et je chercherai à vous trouver près de la chambre des lords de quatre à cinq, sinon je viendrai chez vous dans la soirée. Il sera probablement désirable que je puisse revoir le roi demain.

» Toujours, mon cher lord, etc.,

» W. P. »

« York-Place, mercredi soir 9 mai 1804.

» Mon cher lord,

» J'ai eu aujourd'hui une autre entrevue qui n'est pas, je suis fâché de le dire, aussi satisfaisante que celle de

lundi. Je ne crois pas qu'il y ait rien de positivement mauvais; mais l'agitation était grande et le goût de parler excessif, ce qui prouve que la promenade de ce matin ou les visites de tant de gens, ou toutes les conversations des trois derniers jours, ont amené un peu de trouble. La seule conséquence que je tire de cette observation, c'est qu'on ne peut encore user de trop de précautions pour éviter les excitations de tout genre et particulièrement pour maintenir la conversation dans des limites raisonnables. Si on observe bien ces précautions, je suis convaincu que tout ira bien, et il n'y a certainement, dans tout ce que j'ai vu, rien qui puisse justifier en aucune manière le retard d'aucune des mesures qui sont pour le moment en train de s'arranger. Je dois donc me retrouver demain chez le roi pour recevoir les sceaux; M. Addington aura reçu de Sa Majesté l'ordre de les apporter. Si je ne vous trouvais pas là, je chercherais à vous rencontrer ensuite à la chambre des lords.

» Je suis, mon cher lord, etc.,

» W. PITT. »

Comme M. Pitt le disait dans cette lettre, M. Addington rapporta le lendemain 10 mai, au roi, les sceaux de sa charge, et M. Pitt les reçut de la main du roi. Le même jour, la nouvelle convocation des électeurs de l'université de Cambridge, rendue nécessaire par la rentrée au pouvoir de M. Pitt, fut proposée à la chambre des communes par M. Long.

Pendant ces arrangements, lord Melville, qui était revenu d'Écosse depuis quelque temps, était en communication amicale et fréquente avec M. Pitt. Le billet suivant se rapporte à une idée dont ils avaient probablement causé :

M. PITT A LORD MELVILLE.

« York-Place, vendredi soir 10 mai 1804.

» Cher lord Melville,

» En réfléchissant ce soir à toute la question, je doute fort de l'utilité et de la convenance qu'il y aurait à envoyer à lord Moira; je vous prie donc d'attendre que nous nous soyons vus demain.

» Toujours à vous,

» W. P. »

J'ai trouvé un brouillon de la main de M. Pitt qui paraît être le ministère d'union qu'il avait projeté de former.

Trésorerie	M. Pitt.
Secrétaires d'État	Lord Melville. M. Fox. Lord Fitzwilliam.
Amirauté	Lord Spencer.
Lord président	Lord Grenville.
Sceau privé	Duc de Portland.
Chancelier	Lord Eldon.
Grand-maître d'artillerie	Lord Chatham.
Chancelier du duché	M. Windham.
Bureau du contrôle	Lord Castlereagh.
Lord intendant	Lord Camden.
Comité du commerce	Lord Harrowby.
Secrétaire de la guerre	M. Grey.
Secrétaire d'Irlande	M. Canning.

La conduite de M. Pitt, dans cette affaire, a été sévèrement attaquée de notre temps sous deux prétextes contraires : les uns lui ont reproché d'avoir proposé au roi

M. Fox pour l'un de ses collègues dans le cabinet; d'autres l'ont blâmé de ne l'avoir pas présenté à tout hasard dans sa proposition, et de n'en avoir pas fait une condition *sine quâ non* avec le roi.

Quant à la première de ces accusations, je ne vois rien à ajouter aux arguments si clairement exposés par Pitt lui-même dans sa lettre du 2 mai. Au moment où l'on cherchait à unir tous les partis pour résister à l'invasion qu'on redoutait, et à former de nouvelles alliances au dehors, il n'était assurément pas indifférent d'amener dans le gouvernement un homme possédant le renom et le génie de M. Fox. Il était sage, il était patriotique de mettre de côté, pour un tel objet, le souvenir de l'animosité passée et des discordes de parti comme une pensée indigne de la circonstance. Si la coalition de 1804 avait pu s'effectuer, elle eût différé, sous tous les rapports, de la coalition de 1783. En 1783, le pays était à la fin de la guerre; la défense nationale n'était plus en question, et la politique intérieure réclamait et méritait la première place. On blâma donc fort justement la jonction entre Fox et North, qui étaient aux deux bouts de la corde sur toutes les questions. Mais, en 1804, c'était tout le contraire. Le pays était au début d'une guerre. La défense nationale était alors la première considération, et on pouvait remettre à l'avenir, sans les abandonner, tous les autres sujets de dissentiment. Qui eût voulu disputer sur la réforme parlementaire ou taquiner sur les bills de trahison et de sédition, lorsque Bonaparte était campé à Boulogne avec cent mille hommes des meilleures troupes d'Europe?

Lord Macaulay établit la seconde de ses accusations avec sa force et sa netteté accoutumées. Il admet que Pitt

fit de son mieux pour triompher des scrupules du roi : « Il était parfaitement sincère, » dit lord Macaulay, « on ne peut en douter ; mais ce n'était pas assez d'être sincère, il eût dû être résolu. S'il avait déclaré qu'il était décidé à ne pas entrer au pouvoir sans Fox, l'obstination royale eût cédé comme elle fit quelques mois après, en face de l'immuable résolution de lord Grenville[1]. »

Il me semble au contraire, en regardant de près aux circonstances, qu'il n'y a aucune analogie véritable entre la situation de Pitt, au mois de mai 1804, et la situation de lord Grenville, au mois de janvier 1806. En 1804, le roi était bien résolu à retomber sur le gouvernement d'Addington plutôt qu'à céder sur l'admission de Fox. Ce n'était pas un projet de visionnaire. Il faut se rappeler qu'Addington avait été serré de près au Parlement, mais qu'il n'avait pas été mis en minorité. Il n'était pas impossible, il était seulement fort difficile pour le cabinet de rester au pouvoir, et cette difficulté eût été fort diminuée par la nouvelle que Pitt avait échoué dans ses tentatives pour s'entendre avec le roi. On aurait dit qu'il fallait bien avoir un gouvernement, et que, si Pitt n'en pouvait former un, il fallait bien s'arranger de celui d'Addington.

Au mois de janvier 1806, d'autre part, le parti de M. Pitt était désorganisé par la mort de son chef. Lorsque le roi leur fit demander par lord Hawkesbury s'ils étaient en état de continuer à gouverner, ils s'en déclarèrent complétement incapables. Addington était entré à la chambre des pairs ; Perceval ne s'était pas encore élevé de l'éminence légale à l'éminence politique. Il ne restait pas, dans la chambre des communes, un seul homme d'État

[1] *Biographies*, p. 223.

auquel le roi pût s'adresser s'il rejetait les conditions de Grenville. Il n'avait donc pas de choix. Il ne pouvait pas faire de résistance, et il n'en essaya pas. Lors de leur première entrevue, lord Grenville lui ayant franchement dit qu'il lui fallait M. Fox pour principal collègue, Sa Majesté ne dit pas un mot d'objection, mais répondit sur-le-champ : « Je m'y attendais, c'est ce que je prévoyais.»

Il me semble d'ailleurs qu'en examinant la conduite de Pitt dans cette conjoncture, il ne faut pas oublier l'état de santé du roi. Ce n'était pas, comme l'ont prétendu les adversaires de Pitt, une pure question de sentiment personnel, bien que ce sentiment n'eût pas besoin d'excuse chez un homme qui avait servi dans l'intimité son souverain pendant dix-sept ans; mais n'y avait-il point de risque, dans un moment où l'invasion française se préparait, à adopter une conduite qui pouvait nécessiter la discussion d'une loi de régence et le transfert de l'autorité royale en d'autres mains ?

Il me paraît un peu douteux, bien que le doute n'eût point pesé auprès de M. Pitt, que Fox eût fini par accepter une charge, même si l'on eût pu triompher de la répugnance du roi et lui offrir le pouvoir. Pitt était bien décidé à rester premier lord de la trésorerie et premier ministre. Il avait pris soin qu'il n'y eût point de malentendu à ce sujet. Il avait prissoin, comme nous l'avons vu dans sa lettre du 29 mars, de faire savoir sa résolution à lord Melville, et par lord Melville à lord Moira et au prince de Galles. Il destinait à Fox le poste de secrétaire d'État des affaires étrangères, poste particulièrement adapté aux goûts et aux aptitudes de Fox. Mais, d'autre part, Fox avait déclaré à plusieurs reprises, avant le mois de mai 1804, et par la suite, toute la répugnance qu'il éprouvait

à entrer au pouvoir avec Pitt à la tête du gouvernement, et son désir de voir dans cette situation une autre personne, n'importe laquelle.

Indépendamment de ses vues générales sur la politique, il faut remarquer que M. Fox conservait l'amertume la plus décidée contre son ancien rival. Cette amertume ne s'était point du tout apaisée pendant les mois qui avaient précédé le mois de mai 1804, bien que leur marche eût été la même et que leurs votes eussent coïncidé sur un grand nombre de questions. A cette époque, les lettres particulières de Fox étaient remplies d'injures. En écrivant à Grey, il appelait Pitt « un chien mesquin et d'un caractère bas [1]. Écrivant à Fitz-Patrick, il dit de Pitt : « C'est un misérable, après tout, et vous vous êtes bien trompé en lui croyant quelquefois l'âme haute. » Combien le ton de Pitt, à l'égard de Fox, était différent, profondément différent, puis-je dire en passant! Je ne sais si on trouverait, dans toute la correspondance la plus intime de Pitt, une seule expression, au sujet de Fox, qui ne fût pas d'accord avec le respect personnel que les hommes éminents se doivent entre eux.

Mais la jonction avec Fox ne se fût-elle pas opérée à cette époque, il ne s'ensuit pas que l'offre eût été sans importance. L'offre, même refusée, aurait permis aux adhérents de Fox et de lord Grenville de se départir de leur point d'honneur supposé. Les hommes capables qui se trouvaient parmi eux n'auraient plus refusé de faire partie du gouvernement de Pitt.

Je dois aussi faire observer qu'en proposant d'abord M. Fox, M. Pitt avait encouru de propos délibéré le sincère

Correspondance, publiée par lord John Russell, vol. III.

déplaisir, non-seulement du roi, mais d'un grand nombre même de ses adhérents et de ses partisans. Cela est rapporté dans le journal de M. Abbot. La correspondance de lord Eldon l'admet également. Mais le témoignage le plus frappant, sur ce point comme sur plusieurs autres, est celui d'un politique qui faisait partie du cabinet de M. Addington et qui resta dans celui de M. Pitt Je fais allusion à une lettre particulière de lord Castlereagh, comme président du bureau contrôle, à lord Wellesley, comme gouverneur général de l'Inde. Cette lettre a déjà été publiée dans les dépêches de lord Wellesley ; mais, enfouie au milieu d'une masse de documents sur l'Inde, elle a, je crois, attiré peu d'attention : je vais donc la reproduire ici[1].

LORD CASTLEREAGH AU MARQUIS WELLESLEY.

« Londres, 18 mai 1804.

» Mon cher lord,

» ..... Je n'essaierai pas de retracer les différentes causes qui ont, d'abord lentement, puis rapidement, dans les derniers temps, amené de si tristes changements dans les sentiments réciproques d'anciens amis : l'affection de Votre Seigneurie pour eux tous vous mettra en mesure d'apprécier ce qu'ont souffert ceux qui avaient des devoirs publics à accomplir au milieu de cette pénible lutte. Il me suffira de remarquer que, lors de la réunion du Parlement, après les vacances, les mesures du gouvernement ont été attaquées par les forces unies des amis de M. Pitt, de M. Fox et de lord Grenville. A la chambre des commu-

[1] Vol. III.

nes, la majorité du gouvernement s'est trouvée sensiblement réduite, et la minorité a dépassé 200 voix. Chez les lords, la force de ceux qui voulaient voter contre le gouvernement à l'occasion de la motion de lord Stafford était encore plus formidable, vu les dispositions ordinaires de cette assemblée.

» Dans cette situation, les ministres de Sa Majesté, ne sachant pas combien de temps ils pourraient conserver leur majorité dans le Parlement, et pensant qu'en face d'une pareille coalition de nombres, de talents et de relations, on ne pouvait plus espérer qu'ils continuassent à gouverner avec l'énergie et l'efficacité nécessitées en ce moment par les intérêts du pays, ont été d'avis que leur devoir exigeait d'eux de profiter de la première occasion que leur offrirait le rétablissement de Sa Majesté pour conseiller au roi de former un nouveau ministère; ils avaient le désir de faciliter toutes choses, tout en restant prêts, dans le cas où Sa Majesté rencontrerait des difficultés insurmontables pour la formation d'un cabinet convenable, à continuer de faire tous leurs efforts pour accomplir leur devoir envers le public.

» Cet avis était assurément offert dans la confiance que les pensées de Sa Majesté se porteraient sur M. Pitt; cette attente n'a pas été déçue, et le roi a chargé le lord chancelier de s'enquérir des sentiments de M. Pitt sur la formation d'un nouveau cabinet. M. Pitt, dans la situation actuelle de l'empire, a cru de son devoir de représenter à Sa Majesté l'utilité de prendre des arrangements qui embrasseraient les chefs des différents partis de manière à assoupir pendant la guerre toutes les querelles de faction, et à conserver au roi le repos et la tranquillité si essentiels à sa santé. Il m'est inutile de faire aucune re-

marque sur les avantages ou les inconvénients de ce projet, quelles qu'en eussent pu être les inconvénients s'il avait été mis à exécution; il suffit de savoir que M. Pitt le proposait parce qu'il était convaincu qu'en conscience et à son avis, ce plan lui paraissait mieux adapté que tout autre au service public dans la situation actuelle. Pendant une entrevue personnelle de trois heures qu'il eut avec Sa Majesté, il recommanda cette proposition à sa plus sérieuse attention. En définitive, le roi consentit à admettre dans le cabinet les meneurs de tous les partis, M. Fox excepté.

» Lorsqu'il l'apprit, M. Fox pressa ses amis de consentir à cet arrangement; mais ils refusèrent, à moins qu'il n'eût sa part du pouvoir. Là-dessus, lord Grenville, lord Spencer et M. Windham, auxquels M. Pitt avait fait appel, refusèrent également toute charge si M. Fox continuait à être exclu. M. Pitt, ayant fait tous les efforts qui étaient en son pouvoir pour faire cesser toute hostilité contre le gouvernement du roi, ayant même été beaucoup plus loin qu'il ne convenait à une grande partie du public et à un certain nombre de ses meilleurs amis, n'hésita pas un instant, lorsqu'il se vit ainsi privé de services qu'il avait cherché à enrôler pour le public, et cela par suite d'une décision du roi, que le roi avait parfaitement le droit constitutionnel de prendre, à soumettre à Sa Majesté, pour le gouvernement des affaires, la meilleure combinaison que permît un choix ainsi restreint. Je transmets à Votre Seigneurie les nominations au point où elles en sont, et, s'il manque sur la liste quelques-uns des noms les plus illustres des anciennes relations de M. Pitt, c'est par leur faute et non par la sienne. Votre Seigneurie verra qu'il n'y a, dans le cabinet, point de semence de discorde intérieure qui puisse

faire présumer un obstacle ou une entrave quelconques au libre exercice du pouvoir de M. Pitt. Le gouvernement aura probablement à lutter contre une opposition très-sérieuse, soutenue par de grandes autorités et embrassant des talents rares et des forces considérables. Si la santé de M. Pitt ne lui fait pas défaut, cette opposition ne fera, j'en suis sûr, que l'exciter à des efforts plus constants et plus heureux. Il est fort regrettable que des sentiments blessés et d'autres causes secondaires soient venus, dans ce moment critique, priver le roi du concours de tous ceux qui, depuis douze ans, ont défendu le pays, exposé comme il l'a été à des dangers sans exemple ; et il est pénible de voir M. Addington et plusieurs autres hommes capables se retirer du service de Sa Majesté. Espérons pourtant que le temps rétablira dans leur ancien état les sentiments et les relations entre M. Pitt et M. Addington ; je crois que, pour le moment, c'est la seule chose qui manque réellement à la complète satisfaction personnelle du roi.

» Je suis, mon cher lord, etc.,

» CASTLEREAGH. »

Le lecteur remarquera certainement le doute inquiétant qu'exprime ici lord Castlereagh dans un des passages de sa lettre : « Si la santé de M. Pitt ne lui fait pas défaut. » Sa santé, en effet, était déjà altérée et elle allait être soumise à une rude épreuve. Tous les soirs, il devait affronter la phalange combinée des Foxites et des Grenvillites, qui comptait plusieurs de ses anciens collègues. Il était permis de se demander combien de temps ses forces physiques résisteraient à un pareil front de bataille. Ce doute était encore un argument bien puissant en faveur d'une jonction avec Fox ; mais c'était un argument que

Pitt, avec toute l'élévation de sa nature, ne chercha pas à développer. Il ne paraît pas qu'un seul mot lui ait échappé à cet effet dans les représentations qu'il fit alors à Sa Majesté. Combien eût-il été à désirer que le roi lui-même y eût pensé et que cette considération eût eu du poids dans son esprit !

Les difficultés de Pitt, à cette époque, furent fort aggravées par l'usage inattendu qu'on fit de la lettre que lord Grenville lui avait écrite le 8 mai. Cette lettre, qui contenait le refus de Grenvillle d'entrer au pouvoir sans Fox, renfermait également une argumentation habile pour l'union des hommes considérables de tous les partis, « objet, » ajoutait la lettre, « que les circonstances rendent si désirable et dont elles offrent une si favorable occasion[1]. » A l'étonnement et au regret de M. Pitt, cette lettre particulière, commençant par : « Mon cher Pitt, » et se terminant par : « Très-affectueusement à vous, » fut publiée dans les journaux et devint le manifeste de la nouvelle opposition. C'était une arme dont Pitt ne pouvait guère parer les coups sans mettre au jour les vœux et les sentiments personnels du roi.

Lord Grenville peut avoir, dans l'origine, donné des copies de cette lettre à ses amis et à ceux de Fox, et il y a des raisons de croire qu'elle fut publiée sans qu'il l'eût su ou permis. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'avait aucun désir de rompre avec M. Pitt; au contraire, il profita, vers la même époque, d'une autre occasion pour exprimer les sentiments d'estime qu'il conservait pour Pitt. Ceci demande quelques détails.

[1] Cette lettre se trouve tout au long dans le *Registre annuel* pour 1804 et dans les *Cour et Cabinets de George III*, vol. III.

En 1754, et pendant les années suivantes, Thomas Pitt, qui devint plus tard lord Camelford, étudiait à Cambridge. Là, il reçut une série de lettres de son oncle, qui fut, par la suite, le premier lord Chatham, destinées à le guider et à le diriger dans ses études. Ces conseils, venant d'un si grand homme, avaient une valeur toute particulière. Après la mort de lord Camelford, ces manuscrits restèrent entre les mains de sa veuve et passèrent, à son décès, à lord Grenville. A l'avis de cet excellent juge, ils faisaient honneur aux deux parties et pouvaient intéresser le public. Il eut le désir de les publier si lord Chatham et M. Pitt n'y avaient pas d'objection. Lord Chatham approuva cette idée, et M. Pitt en fit autant. Lord Grenville, en conséquence, prépara ce petit volume pour l'impression et plaça en tête quelques phrases gracieuses de dédicace :

AU TRÈS-HONORABLE W. PITT.

« Dropmore, 3 décembre 1803.

» Mon cher monsieur,

» Lorsque vous m'avez exprimé votre complet assentiment à la publication de ces lettres, je ne vous ai pas dit que je les accompagnerais de cette préface. Vous la recevrez, j'espère, comme le témoignage d'une sincère amitié. Les autres comprendront sans peine la convenance de mettre votre nom en tête d'une publication par laquelle lord Chatham enseigne comment on peut cultiver avec succès les grands talents et vers quel but on peut surtout les diriger honorablement.

» GRENVILLE. »

Bien que le volume eût été envoyé à l'impression au mois de décembre 1803, les imprimeurs ne l'achevèrent qu'au milieu de mai de l'année suivante. L'un des premiers exemplaires fut envoyé à Pitt avec le billet suivant :

LORD GRENVILLE A M. PITT.

« Camelford-House, 16 mai 1804.

» Mon cher Pitt,

» Je vous envoie enfin les lettres que vous avez vues en manuscrit l'été dernier. M. Payne a mis près de cinq mois à imprimer une centaine de pages ; mais je ne regrette pas ce retard, puisque, dans la situation actuelle, il me donne l'occasion de vous envoyer la première page sans qu'elle ait subi aucun changement depuis le mois de décembre dernier. Je sais que je n'ai point à craindre que vous supposiez que les dissentiments politiques, grands ou petits, puissent altérer une amitié qui dure depuis plus de vingt ans, mais je suis bien aise d'en rendre un témoignage public.

» Toujours affectueusement à vous,

» G.

» P. S. Je vous envoie un second exemplaire afin que vous puissiez, si vous le jugez à propos, saisir une occasion de le remettre au roi, avec les paroles que vous trouverez convenables, de ma part. Ces exemplaires sont imprimés sur grand papier ; j'en ai fait tirer ainsi cinquante pour des présents. Cette circonstance est mon excuse pour la liberté que je prends en osant en offrir un à Sa Majesté.

» Si vous trouvez que j'ai tort, rendez-moi cet exemplaire. »

On ne peut s'étonner que M. Pitt, au moment où il souffrait de la publication de la lettre politique de lord Grenville, n'ait pas été disposé à recevoir une autre lettre avec toute la cordialité que témoignait son auteur. J'ai entendu dire qu'il ne répondit point et que lord Grenville en fut extrêmement blessé.

Cette tendance politique de lord Grenville reparaît quelques jours après dans un billet à lord Buckingham, écrit de Dropmore : « Assurément, rien ne peut être plus déplorable que la façon dont Pitt étaye son ministère sur les Rose et les Dundas. Mais, par ce beau temps, on n'a pas grande envie d'aller à Londres pour faire ou dire quelque chose contre ces tentatives [1]. »

Cependant, comme le dit lord Grenville, les nominations ministérielles allaient leur train. Elles roulaient nécessairement dans le petit cercle d'où Pitt avait cherché à sortir. Pitt en personne était naturellement premier lord de la trésorerie et chancelier de l'Échiquier. Six membres de l'ancien cabinet restaient à leur poste : lord Eldon, comme chancelier; le duc de Portland, comme président du conseil ; le comte de Westmoreland, comme garde du sceau privé; le comte de Chatham, comme grand maître de l'artillerie, et lord Castlereagh, comme président du bureau du contrôle. Lord Hawkesbury restait également secrétaire d'État, mais un peu à regret ; il passait des affaires étrangères à l'intérieur. Le nouveau secrétaire des affaires étrangères était lord Harrowby, dont la parole facile,

[1] *Cour et Cabinets de George III*, vol. III.

la sagacité pénétrante, les trésors d'instruction, l'esprit fin et peut-être un peu sarcastique furent éprouvés dans la suite par de longues années de pouvoir; la première place même lui fut un jour offerte, mais en vain. Ayant survécu jusqu'à un âge avancé, plein de force et de considération, il reste dans la mémoire reconnaissante de bien des gens qui vivent encore.

En continuant la liste des nominations ministérielles, nous trouvons le vicomte Melville, premier lord de l'amirauté; le comte Camden, secrétaire d'État de la guerre et des colonies; lord Mulgrave, chancelier du duché, et le duc de Montrose, à la fois président du bureau du commerce et directeur des postes, en remplacement de lord Auckland. Le nouveau ministère se composait donc de douze personnes, dont une seule, lord Castlereagh, siégeait, comme Pitt, dans la chambre des communes.

Dans les nominations en dehors du conseil, Pitt fit deux ou trois tentatives pour étendre sa sphère. Il proposa une charge au second fils de son ancien chef, lord Shelburne. C'était lord Henry Petty, jeune homme de grande espérance qui venait d'être nommé par le bourg de Calne. L'offre lui fut faite par l'entremise de M. Long; mais lord Henry tenait au parti de Fox et refusa. Les conséquences de ce refus se sont étendues bien plus loin que le temps dont nous parlons. Combien le parti de M. Pitt eût gagné par la suite s'il eût pu compter parmi ses chefs le présent marquis de Lansdowne!

On fit également des offres à Tierney. Dans le débat du 23 avril, il avait fait, comme nous l'avons vu, une cour assidue à M. Pitt, et avait paru ambitionner sa faveur. Le journal de M. Rose nous apprend le résultat de cette tentative : « 13 mai 1804. On a offert à M. Tierney de rester

trésorier de la marine; il a regardé Carlton-House comme une meilleure spéculation. »

Un autre refus se fonda sur des raisons fort différentes : « Pitt a offert la Monnaie à lord Bathurst, qui l'a prié, de la façon la plus désintéressée, de disposer de cette charge plus utilement pour les intérêts de son gouvernement, en disant qu'il agirait toujours avec Pitt, et qu'il ne se sentait aucun droit à un poste de cette importance. » Ainsi parle lord Malmesbury. Mais, au bout de quelque temps, Pitt réitéra sa proposition et lord Bathurst fut nommé.

Définitivement, les nominations les plus importantes furent celles-ci : Canning devint trésorier de la marine à la place de Tierney; William Dundas, neveu de lord Melville, devint secrétaire de la guerre à la place de Bragge. Les deux payeurs des troupes furent M. Rose et lord Charles Somerset, à la place de Hiley Addington et de Steele, car il faut remarquer que Steele s'était récemment séparé de son ancien ami. Les deux secrétaires de la trésorerie furent Huskisson et Sturges Bourne au lieu de Vansittart et de Sargent.

Le gouvernement d'Irlande resta pour le moment ce qu'il était, à l'exception du secrétaire, M. Wickam, qui se retira par raison de santé et qui fut remplacé par sir Evan Nepean. Il n'y eut pas non plus de changement dans les emplois judiciaires des deux pays.

Ce fut le 11 que M. Perceval reçut, par lord Harrowby, l'offre de rester procureur général. Avant d'y consentir, il exigea des assurances formelles sur divers points, entre autres il tint à s'assurer que M. Fox ne ferait pas partie du ministère. « Là-dessus, on lui répondit, » écrit M. Abbot, « que M. Fox ne ferait assurément pas partie du cabinet, mais qu'on ne pouvait s'engager à ne l'y faire

jamais entrer; sur quoi le procureur général consentit en établissant nettement que son acceptation restait conditionnelle comme l'offre [1]. »

Canning aussi avait des doutes et des scrupules. Il n'aspirait cependant pas aux postes les plus élevés. « Pour mon compte, » disait-il à lord Malmesbury « j'aimerais mieux ne point avoir de charge du tout. Quant à une place dans le conseil, je crois que cela ne vaudrait rien ni pour moi ni pour Pitt. Pour moi, le public ne me croira évidemment pas mûr pour cette situation, et pour Pitt, le même public tiendrait ma nomination pour une preuve de partialité et de faveur personnelle. Je proteste donc. » Définitivement, Canning devint, comme nous l'avons vu, trésorier de la marine ; mais il regrettait vivement l'exclusion de Fox et de Grenville du service public, et condamnait l'admission dans le cabinet de lord Mulgrave et du duc de Montrose.

Comme secrétaire privé, le nouveau premier ministre choisit M. William Dacres Adams, fils de l'un des représentants de Totness. M. Long avait recommandé M. Adams à M. Pitt, et cette recommandation fut justifiée par le zèle et la capacité dont il fit preuve jusqu'à la fin de la carrière de son chef. M. Adams fut ensuite secrétaire particulier du duc de Portland; il occupa plusieurs autres situations officielles, et vit encore dans la retraite à sa maison de campagne près de Sydenham. J'ai dû à sa bienveillance la communication de détails intéressants et de manuscrits importants.

La maison du roi subit également quelques modifications qu'il est inutile de rappeler en détail : le comte

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

de Dartmouth succéda au marquis de Salisbury comme lord chambellan; lord John Thynne succéda au très-honorable Charles Greville comme vice-chambellan. Ce M. Greville était un vétéran qui avait été nommé à une charge politique, un quart de siècle auparavant, un peu à l'étonnement général. En 1796, on demandait un jour à Pitt comment un homme aussi ennuyeux avait pu être fait conseiller privé : « A force de sollicitations, je suppose, » répondit Pitt en riant; « pour ma part, j'aurais bien mieux aimé le nommer conseiller privé que de causer avec lui[1] ! »

Pendant tout ce temps, l'état mental du roi continuait à causer des inquiétudes. M. Pitt avait remarqué une certaine agitation dans son entrevue du 10 mai; mais, lorsque Sa Majesté vit que, dans la pratique, le ministère se formait comme il l'avait désiré, il fut satisfait et se calma. Le 12, il dit au duc de Portland que maintenant Pitt et lui se voyaient comme de vieux amis qui ne s'étaient jamais quittés : « Ce qu'il y a de certain, il me semble, » écrivait lord Malmesbury, « c'est que ce qui s'est passé, au lieu de faire du mal au roi, paraît l'avoir soulagé. »

Le 16, cependant, le chancelier et M. Pitt crurent de leur devoir de transmettre en commun au roi une représentation pour le conjurer d'éviter toute agitation inutile et de se conformer aux règles que ses médecins lui avaient prescrites. Je ne sache pas que le roi ait répondu à cette requête commune; mais, le 18, lorsque les arrangements politiques furent à peu près terminés, il écrivit au chancelier :

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

LE ROI A LORD ELDON.

« Queen's-Palace, 18 mai 1804.

» Le roi ayant signé la commission pour donner l'assentiment royal, la renvoie à son excellent lord chancelier dont il approuve de tout point la conduite. Sa Majesté comprend les difficultés qu'il a rencontrées, soit politiques, soit personnelles quant au roi ; mais la droiture de cœur de lord Eldon et son attachement pour le roi l'ont dirigé, à son honneur et à son avantage, à travers un labyrinthe fort difficile, avec l'approbation de son souverain, ce que le roi sait bien ne pas lui être indifférent.

» Le roi a vu M. Addington hier. M. Addington parlait avec son amitié ordinaire du lord chancelier ; il a l'air d'avoir besoin de repos. Son esprit est partagé entre l'affection qui lui revient pour M. Pitt et le souvenir amer du mépris qu'il a subi, à la fin de la deuxième session, de la part d'un homme qu'il avait toujours regardé comme son ami personnel. Ceci engage le roi à les tenir séparés pendant quelque temps.

» GEORGE R. »

Dans une conversation avec le duc de Portland, qui eut lieu quelques jours après, nous apprenons que le roi appela les Grenville « la confrérie, » et qu'il dit qu'il leur fallait toujours gouverner despotiquement ou faire violemment de l'opposition. Le duc dit à lord Malmesbury qu'il ne doutait guère que la santé du roi ne se rétablît. Le repos lui ferait du bien sans autre remède. Mistriss Harcourt, qui vint voir lord Malmesbury le lendemain, n'était pas tout à fait aussi confiante. Elle dit que le roi était bien en appa-

rence quand il causait avec ses ministres ou avec d'autres personnes qui le tenaient en respect, mais qu'avec sa famille et sa maison, son langage était incohérent et rude, ce qui n'était point du tout dans son caractère. Il avait capricieusement opéré des changements dans son intérieur, depuis le lord chambellan jusqu'aux grooms et aux valets de pied. Il avait renvoyé le cocher favori de la reine, fait des grooms de ses valets de pied et *vice versâ*. Ce qui était plus grave, parce que cela fut plus connu, il avait renvoyé des lords de la chambre sans aucune ombre de raison. Tout ceci, disait mistriss Harcourt, afflige la famille royale au delà de toute expression. Les princesses succombent sous ce chagrin.

Le 27 mai, lorsque lord Malmesbury écrivait dans son journal ces dernières notes, une nouvelle preuve vint démontrer que la moindre bagatelle suffisait à ébranler l'équilibre de l'esprit du roi. En se rendant à Windsor, le 26, sa voiture fut suivie quelque temps par une troupe d'écoliers d'Éton qui l'applaudissaient vivement. Cela eut un tel effet sur Sa Majesté que, lorsqu'il rencontra le lendemain matin une autre troupe de jeunes gens, il leur dit : « J'ai toujours été favorable à votre collége ; j'ai maintenant, en outre, un motif de reconnaissance ; à l'avenir, je serai un anti-Westminstérien. »

Cependant M. Rose, auquel nous empruntons cette anecdote, déclare que, le 5 juin, lorsqu'il se présenta au conseil pour baiser la main au roi à l'occasion de sa nomination, il voyait Sa Majesté pour la première fois depuis son rétablissement : « Le roi me parla dix minutes, » dit-il ; « je ne l'ai jamais vu plus calme et plus maître de lui-même ; s'il y avait quelque différence, ses manières étaient moins brusques que de coutume. »

CHAPITRE XXXIX

— 1804 —

Accusation contre MM. Drake et Spencer Smith. — Exécution du duc d'Enghien. — Le premier consul est proclamé Empereur des Français. — Alliances projetées par Pitt sur le continent. — Ouvertures de M. Livingston. — Mémorandum de Pitt. — Wilberforce reprend sa motion sur la traite des nègres. — Proclamation interdisant la traite dans les colonies conquises. — Bill de Pitt sur les forces additionnelles. — Vote des crédits. — Mesures défensives de Pitt. — Critiques de lord Grenville et de Fox. — Plan d'invasion de Napoléon. — Les Catamarans. — Succès des opérations anglaises hors d'Europe. — Batailles d'Assye et d'Argaum. — Guerre avec l'Espagne. — Prise des vaisseaux chargés de trésors. — Notes de Pitt sur la guerre, sur l'Allemagne et sur Napoléon. — Réconciliation tentée entre le roi et le prince de Galles. — Affaire de lord Auckland.

Le 18 mai, M. Pitt reprit séance à la chambre des communes après sa réélection. Des débats très-vifs et d'importantes affaires à l'intérieur et à l'extérieur réclamèrent sur-le-champ son attention.

A l'égard du continent, les rumeurs d'invasion immédiate s'étaient un peu affaiblies depuis quelque temps. Il y avait des raisons de croire que l'ardeur de notre population et l'importance de nos armements avaient engagé l'ennemi à s'arrêter dans ses projets; on pouvait croire aussi que le nom de M. Pitt, rentré dans nos conseils nationaux, serait un nouveau gage de notre énergie et

de notre résolution. Cependant le camp de Boulogne n'était pas levé, la flottille de bateaux n'était pas dispersée. Les considérations sur l'état intérieur de l'Angleterre, si elles influaient sur l'esprit du premier consul, le portaient tout au plus à retarder encore l'attaque. Dans l'intervalle, il pouvait consolider cette puissance à laquelle on ne résistait déjà plus, augmenter ses préparatifs déjà gigantesques, et saisir, pour accomplir son entreprise, le premier moment de fausse sécurité parmi nous. Il nous importait donc de ne nous relâcher dans aucune de nos mesures militaires ou maritimes.

On peut ajouter qu'à cette époque le premier consul témoignait des sentiments encore plus hostiles. Il accusait le gouvernement anglais d'avoir participé à des complots pour son assassinat, tandis qu'en réalité ces conspirations n'avaient, et cela est permis dans la guerre, d'autre but que le renversement de son autorité. Non-seulement il permit cette indigne accusation de projets d'assassinat, mais il la laissa publier dans deux rapports à lui adressés par le grand-juge, ministre de la justice[1]. Ces accusations étaient surtout dirigées contre M. Francis Drake, ministre d'Angleterre à Munich, et M. Spencer Smith, ministre d'Angleterre à Stuttgard. Le gouvernement français n'eut point de repos qu'il n'eût réussi, grâce à son influence excessive dans ces petites cours, à faire expulser nos agents diplomatiques.

Dans la lutte qui recommençait avec la France, nous nous trouvions encore seuls. Mais, depuis la rentrée de Pitt au pouvoir, plusieurs événements récents tendaient à ramener le renouvellement du concert et de l'alliance

[1] Voir les documents traduits dans le *Registre annuel* de 1804.

entre les grandes puissances européennes. Au premier rang était la lugubre tragédie de la mort du duc d'Enghien. Arrêté la nuit par un corps de soldats français sur le territoire neutre du duché de Bade, le jeune prince avait été conduit au donjon de Vincennes, jugé par un conseil de guerre et exécuté le 21 mars, avant le point du jour, dans les fossés du château. Un frisson de profonde commisération parcourut l'Europe entière à cette nouvelle : « Nous ne nous écarterons pas d'une vérité rigoureuse, » dit M. Thiers, « en disant que cette catastrophe devint la principale cause d'une troisième guerre générale[1]. »

Une autre cause d'un genre bien différent fut le rétablissement de la monarchie en France. Le 18 mai, après quelques démarches préliminaires de divers côtés, et surtout après un décret du Sénat, le premier consul fut solennellement proclamé souverain des Français, sous le titre de l'empereur Napoléon. A première vue, ceci peut paraître une affaire qui regardait la France seule ; mais la correspondance particulière de cette époque prouve combien les autres cours du continent furent choquées du changement. Tant que Napoléon avait été chef d'une république, les princes souverains d'Europe consentaient, ce qui n'était que justice, à établir un favorable contraste entre lui et les chefs sanguinaires ou incapables qui l'avaient précédé depuis l'exécution de Louis XVI. Ils reconnaissaient son génie, et ils désiraient son bon vouloir. Mais lorsqu'il prit rang parmi eux, lorsqu'il chercha à fonder une dynastie dont les prétentions n'étaient pas inférieures aux plus fières d'entre les leurs, leur orgueil de

[1] *Hist. du Consulat et de l'Empire*, vol. V.

rang fut blessé, et ils contemplèrent son élévation avec une inimitié que dissimulaient leurs craintes seules.

Pitt fut efficacement secondé, à cette époque, dans ses efforts pour rétablir le concert avec les grandes puissances européennes, par son collègue, lord Harrowby. Cet homme capable, qui savait l'utilité des bons conseils, allait souvent voir lord Malmesbury pour causer de ses affaires. Il exposait au diplomate expérimenté les comptes que ses dernières dépêches lui rendaient des différentes cours : « L'Autriche n'est pas encore remise de sa terreur panique, » disait lord Harrowby; je pense moins mal de Berlin que vous ne pourriez croire. Mais la Russie est de toutes les cours celle qu'on aurait le plus de chance de mettre en mouvement... A tout prendre, cependant, tant que l'invasion ne sera pas tentée ou abandonnée, il est probable que le continent ne bougera pas. » — « Mais, » disait lord Malmesbury, « si nous parvenons à résister, il importe cependant toujours de former des alliances et des relations avec le continent, sans quoi l'Europe ne rentrera jamais dans la sécurité à l'égard de la France. »

Au travers de ces préparatifs belliqueux survint un petit rayon de paix. M. Livingston, ministre des États-Unis en France, arriva à Londres. Tout son penchant était pour Fox, toutes ses ouvertures furent adressées à cet homme d'État. Mais Fox crut de son devoir de communiquer au gouvernement les renseignements qu'il avait ainsi reçus. Accompagné de Grey, il se rendit, le 5 juin, chez Pitt, à Downing-Street. Aussitôt après son départ, Pitt écrivit ce qui s'était passé pour l'instruction de ses collègues.

MÉMORANDUM.

« 5 juin 1804.

» La communication que m'ont faite MM. Fox et Grey aboutit à ceci : M. Livingston leur a exprimé la conviction que la paix était possible entre la France et ce pays-ci. Il a pris soin de repousser toute idée d'autorité ou de mission à ce sujet, en disant que ses convictions reposaient surtout sur les conversations qu'il avait eues quelque temps auparavant avec Joseph Bonaparte, et plus récemment avec Talleyrand et Marbois. Il n'avait appris autre chose de Joseph Bonaparte que la disposition générale du gouvernement français en faveur de la paix. Il avait compris, d'après ce que disaient les deux autres, que le gouvernement français attendrait quelque arrangement, au sujet de Malte, dans le genre de ce qui avait été proposé, probablement une garnison russe, et qu'on ne céderait pas sur le point de notre abandon ; mais qu'ils seraient prêts à retirer leurs troupes de Suisse et de Hollande et à pourvoir à l'indépendance de ces deux pays sous la garantie d'autres puissances ; les garanties devaient être aussi étendues que possible, et on était disposé à rendre le Hanovre. On avait parlé aussi de demander en retour des garanties contre l'extension de notre puissance dans l'Inde ; mais M. Fox fit observer qu'on n'avait pas expliqué quelle serait la puissance qui pourrait offrir cette garantie, et qu'il imaginait que, sur ce point, on ne voulait peut-être pas demander autre chose qu'une promesse de modération de notre part. Ils ont ajouté, sur les questions que j'ai faites, qu'on n'avait pas parlé de pourvoir à la sécurité de la Hollande et de la Suisse par aucun

arrangement pour la défense de l'une ou de l'autre, au premier abord, par des forteresses ou des troupes auxiliaires ni par aucun autre moyen que la garantie proposée. Mais M. Grey assura qu'il avait compris que les bases proposées pourvoiraient à leur indépendance, et que les garanties pourraient, à son avis, donner matière à des discussions subséquentes. Ils ajoutaient aussi que M. Livingston s'attendait à ce que les premières ouvertures du désir de traiter vinssent, directement ou indirectement, de notre part, et qu'on serait extrêmement disposé à les accueillir, d'autant mieux que le moment actuel (l'élévation de Bonaparte à une nouvelle dignité) était particulièrement favorable. Ils dirent qu'ils avaient fait remarquer à M. Livingston que la détention des Anglais en France pourrait être un obstacle aux ouvertures de ce genre, et que M. L. avait exprimé vivement l'opinion (qui lui était personnelle et ne reposait pas sur ses conversations) qu'au premier symptôme de dispositions favorables de notre côté pour des ouvertures, on serait heureux de saisir cette occasion de relâcher les prisonniers, attendu que leur détention était généralement désapprouvée en France.

» M. Fox m'a dit encore que, dans tout le cours de la conversation, M. Livingston avait paru très-disposé à faire ce qui dépendrait de lui pour faciliter une négociation, et qu'il avait l'air de croire qu'il pourrait être fort utile. M. Fox insinuait que M. L, en venant ici, avait l'intention d'amener quelques explications, et qu'on le croyait généralement en France; il avait l'air de croire que M. L. en aurait peut-être dit davantage s'il avait trouvé ici le ministère composé comme il pouvait s'y attendre en quittant la France. J'ai remercié M. Fox et M. Grey de leur commu-

nication, mais sans exprimer aucun avis, et je me suis contenté de leur dire que je rendrais compte de ce qu'ils m'avaient dit aux ministres du roi.

» W. P. »

« Pour mon compte, » dit M. Pitt à Rose, « je ne crois pas que cette communication puisse avoir de bons résultats. Si la France avait sérieusement l'intention de mettre fin à la guerre, le nouvel Empereur aurait trouvé quelque intermédiaire moins déplaisant qu'un homme dont l'hostilité pour ce pays-ci a été si récemment et si nettement manifestée. Son caractère public à cette cour le rend également impropre à cette entremise. » Les doutes de M. Pitt, à cette occasion, paraissent avoir été pleinement justifiés. Aucune conséquence utile ne suivit, et les ouvertures de M. Livingston n'étaient, à ce qu'il semble, autre chose qu'un *feu follet*[1].

J'en reviens aux « faits et gestes » de la chambre des communes. A peine Pitt fut-il rentré au pouvoir que Wilberforce donna avis de son intention de reprendre sa motion sur la traite des nègres. De 1792 à 1800, la cause de l'abolition avait perdu du terrain ; de 1800 à 1804, elle avait paru sommeiller. La principale cause de ces pas rétrogrades avait été la fermentation de la France révolutionnaire et les craintes qui en étaient résultées en Angleterre. La principale cause de cette somnolence avait été l'hostilité du cabinet Addington qui, sur ce point comme sur plusieurs autres, représentait fidèlement les opinions du roi. Mais, en dehors du changement favorable de M. Addington à M. Pitt, plusieurs autres bons symptômes se

[1] *Journaux de M. Rose*, vol. II.

manifestaient. Un certain nombre de négociants et de planteurs des Indes occidentales commençaient eux-mêmes à parler de l'abolition. Ils redoutaient la culture du sucre dans le Demerara et les autres colonies hollandaises. Dans cette crainte, ils déclarèrent à Wilberforce qu'ils ne s'opposaient plus à ce qu'on fît l'épreuve de l'abolition, en suspendant la traite pendant trois ou cinq ans.

Lorsqu'on fit cet appel à Wilberforce, il adopta une conduite modérée et fort honorable : « Je ne puis naturellement pas consentir à un pareil compromis, » dit-il; « mais je me rejouirai de voir à l'Afrique un moment pour reprendre haleine. » En conséquence, il demanda, le 30 mai, à la chambre des communes, de prendre en considération un bill pour fixer à un certain temps l'abolition de la traite des nègres. Addington déclara qu'il s'opposerait au bill, même avec cette modification, non qu'il le crût injuste, mais parce qu'il le croyait impraticable. « Pour moi, » dit M. Pitt, « si la proposition demandait l'abolition immédiate de la traite des noirs, je n'hésiterais pas à lui donner mon plus ferme appui, parce que je crois que le plus tôt sera le mieux pour abolir cet inhumain trafic. Je suis prêt à soutenir toute proposition qui pourra rapprocher ce désirable moment. Je serai heureux de toute mesure qui tendra même à une abolition graduelle. »

La masse des propriétaires des Indes occidentales et des amis du roi était encore opposée aux projets de Wilberforce. Mais, d'autre part, sa portée restreinte lui avait valu de nouveaux amis, et, au premier vote, elle passa à 124 voix contre 49.

D'autres débats et d'autres votes se produisirent cependant aux diverses lectures. Le comte Temple, l'aîné des

neveux de lord Grenville, prit une grande part à l'opposition contre le bill dont lord Grenville devait se charger s'il arrivait à la chambre des lords : « L'abolition de la traite des nègres, » s'écria-t-il, « signe l'arrêt de mort de tous les blancs aux Indes occidentales. » « Je dis, moi, » répondit Pitt, « que l'arrêt de mort, c'est la continuation de la traite. Je demande à tous ceux qui savent la question ce qu'ils prévoyent comme résultat de la prolongation de la traite pendant dix ans[1]. »

Malgré tous les efforts de Wilberforce et de ses amis, le bill ne sortit de la chambre des communes qu'au mois de juin. Il était trop tard, et la nécessité de l'examen des documents, suivant l'usage des pairs, fournissait un bon prétexte pour reculer la discussion. Il y eut un débat avec deux bons discours de lord Hawkesbury et de lord Grenville, et un discours violent de lord Stanhope ; mais on n'en vint pas aux voix. Wilberforce suivit l'avis de l'évêque Porteus, de lord Grenville et de M. Pitt. Il consentit à remettre la question à l'année suivante.

Cependant, M. Pitt crut qu'on pouvait, dans l'intervalle, porter un coup à cet abominable trafic par la simple autorité de la couronne. L'intervention du Parlement n'était pas nécessaire lorsqu'il s'agissait des colonies que nous avions conquises sur les Hollandais. Là, une proclamation royale suffisait pour interdire la traite des nègres. « Pitt est très-fort là-dessus et contre un vote du Parlement, » dit Wilberforce dans son journal du 3 juillet. Wilberforce renonça donc à agiter cette question devant la chambre des communes ; mais la masse d'intérêts privés engagés dans l'affaire la rendait moins simple qu'on n'eût

[1] *Débats Parlementaires*, vol. II.

pu le croire au premier abord. Au mois de novembre, lord Harrowby écrivit à Wilberforce : « Je ne suis pas sûr de ne pas manquer à mon serment comme conseiller privé, en vous disant que l'ordre au sujet de Surinam et des autres colonies conquises était enfin, jeudi dernier, sur la liste des affaires du conseil. « Cependant quelques retards survinrent encore, et la proclamation annoncée ne fut publiée que l'année suivante.

Dès que Pitt était rentré au pouvoir, il s'était activement mis à l'œuvre pour préparer et présenter une mesure pour la défense publique, le bill des forces additionnelles, comme on l'appela. Il en donna avis pour le 1er juin; puis, ayant encore besoin de quelques jours pour en mûrir tous les détails, il retarda la présentation jusqu'au 5 juin. C'était ce jour-là même qu'il avait sa conférence avec Fox et Grey à Downing-Street. De là, se rendant à la chambre des communes, il développa tout au long un projet fort étendu. Il en avait déjà esquissé les principaux traits comme simple membre du Parlement dans son discours du 25 avril. Il désirait surtout faire disparaître les obstacles qui s'opposaient au recrutement pour l'armée régulière, en mettant un terme à la concurrence qui existait entre ceux qui recrutaient pour un temps donné et ceux qui recrutaient pour le service ordinaire. Cette concurrence avait créé un système de primes énormes; mais Pitt ne se contentait pas de faire disparaître ces obstacles; il voulait créer des forces additionnelles qui pussent servir, d'une manière permanente, de base à l'accroissement régulier de l'armée. « Il y avait pour le moment, » dit-il, « un déficit de neuf mille hommes environ dans le nombre indiqué pour la levée de l'armée de réserve. » Son premier soin devait être de com-

pléter ces cadres ; le second devait être de réduire la milice, qui était arrivée à compter soixante-quatorze mille hommes, à son ancien pied de quarante mille hommes pour l'Angleterre et huit mille hommes pour l'Écosse. Le reste de la milice, et ce qui manquait encore au chiffre indiqué par le bill, devait être transféré aux forces additionnelles. Ce serait, croyait-il, la base d'un établissement permanent qui donnerait, tous les ans, douze mille recrues à l'armée régulière. L'inconvénient du bill de l'armée de réserve, pour le moment, était que la rigueur des pénalités faisait payer extrêmement cher les remplaçants. Il proposait donc de rendre la conscription moins pénible pour les individus, et d'encourager, au besoin même d'obliger les paroisses à trouver le nombre d'hommes exigés pour leur quote-part. Si les paroisses venaient à y manquer, il proposait de leur imposer une amende fixe et fort modérée, dont le produit devait aller dans la caisse générale du recrutement. Il proposait de lever pour cinq ans les nouvelles forces, de les joindre à l'armée régulière sous forme de second bataillon, sans qu'elles pussent être requises pour le service à l'étranger ; elles devaient servir de forces auxiliaires à l'intérieur et former un fond de recrutement pour l'armée. Le projet devait avoir en outre pour résultat de rendre l'armée régulière plus disponible pour les expéditions lointaines.

A peine Pitt avait-il développé son projet que les trois partis, qui ne tenaient pas au gouvernement, s'entendirent pour l'attaquer. Les trois orateurs de la chambre des communes, Windham, Fox et Addington se levèrent dès le premier soir, et déclarèrent leur opposition la plus formelle : « Je ne sais pas, » dit Fox, « si la chambre ou le

très-honorable préopinant ajouteront foi à ce que je vais dire; mais je puis leur assurer que j'ai cherché, par tous les efforts et toute l'attention que je pouvais apporter au sujet, à faire naître dans mon esprit une impression favorable à l'égard du bill. » Fox expliquait ensuite comment ses efforts étaient restés infructueux.

La seconde lecture du bill eut lieu le 8 juin. La discussion fort vive qui s'engagea alors dura jusqu'à deux heures et demie du matin. La chambre se divisa alors, et les chiffres furent :

Pour la seconde lecture.	221
Contre	181
Majorité.	40

Le 11, la discussion fut tout aussi animée et le vote tout aussi important.

Pour que le président quittât le fauteuil.	219
Contre	169
Majorité.	50

Le 15, le débat recommença; on vota deux fois sur des questions de forme, un peu par surprise. Dans le dernier vote, le gouvernement n'eut que 214 voix contre 186. La majorité fut donc réduite ce soir-là à 28 voix.

Les trois partis de l'opposition étaient fort animés. Ils espéraient faire tomber Pitt avant qu'il eût bien pris possession du pouvoir. On annonça un nouveau vote sur le bill pour le lundi 18, et, dans l'intervalle, les trois partis firent tous les efforts possibles pour se recruter. On verra, d'après le billet suivant, que les ministres ne se relâchaient pas davantage de leur côté.

LE DUC DE PORTLAND A M. PITT.

« Dimanche soir, 17 juin 1804.

» Cher monsieur,

» Je suis fâché de vous ennuyer de pareilles bagatelles, surtout parce qu'elles ne sont point satisfaisantes et ne feront qu'ajouter à un genre d'ennui que vous ne devriez pas éprouver.

» J'ai bien peur que Mellish ne vote contre vous demain. Il n'est pas arrivé vendredi à temps pour voter; mais j'ai trop de raisons de croire qu'il est venu avec des intentions d'opposition. J'ai fait ce que j'ai pu à l'égard de M. Moore, de lord F. Spencer et de sir H. Dashwood. M. Long m'a écrit à propos de Monckton et de Dawkins; je suis sûr que le premier viendra si cela lui est possible, et j'ai fait dire au second de venir me voir demain matin.

» A vous sincèrement,

» PORTLAND. »

Le lendemain, le débat attendu commença; la foule des membres était énorme. D'après le compte-rendu de l'orateur, Addington parla contre le bill à onze heures; Sheridan, contre, à minuit; Pitt, pour, à une heure, et Fox, contre, à deux heures et demie. Mais, de tous les orateurs de ce soir-là, aucun n'excita plus d'applaudissements que Canning, qui parla avant tous les autres. Sans nier le moins du monde le regret qu'il éprouvait à ne pas voir lord Grenville et M. Fox au nombre des collègues du nouveau premier ministre, il s'éleva avec une grande énergie contre la marche qu'avait adoptée Addington, et contre les termes dont s'était servi lord Temple : « J'avoue franchement et simplement, dit-il, que l'opposition sys-

tématique que le très-honorable membre (M. Addington) a commencée contre le gouvernement de Sa Majesté, lui fait honneur. Je suis bien aise de voir une vigoureuse opposition expier une administration inefficace. Et ici, je tiens à relever l'expression d'un noble lord (lord Temple), qui a fait entendre que mon très-honorable ami (M. Pitt) n'avait été qu'une accession à l'ancien ministère, sans qu'aucun autre changement eût eu lieu. Je me contenterai ici de défendre la conséquence de ma conduite. J'avais des objections à la direction des affaires étrangères, elle a été changée; j'avais des objections à la direction des affaires militaires, elle a été changée; j'avais également des objections à la direction générale de l'ensemble, elle a été changée. En faisant objection à l'inefficacité du dernier ministère, j'étais d'accord avec presque tous les hommes qui sont maintenant dans l'opposition. Le noble lord a dit en outre que le public avait été désappointé par la formation du ministère actuel; j'avoue franchement que personne n'a été plus désappointé que moi. »

Non-seulement Addington, mais tous ses adhérents, furent extrêmement piqués du mot : « Opposition systématique. » Addington se trouvait par hasard hors de la chambre à ce moment-là; mais M. Bragge (qui venait de prendre aussi le nom de Bathurst par suite d'un héritage) se leva aussitôt après M. Canning et protesta contre la phrase. Addington en fit autant lorsqu'il parla un peu plus tard. A trois heures et demie du matin, la chambre se divisa avec le résultat suivant :

Pour le bill.	265
Contre.	223
Majorité.	42

Il est bon de remarquer que cette majorité de 42 voix, conquise avec tant de peine, n'était pas beaucoup plus considérable que la dernière majorité d'Addington, après laquelle il avait donné sa démission. Cependant, Pitt venant d'arriver au pouvoir et beaucoup de membres se trouvant engagés à l'égard des mesures militaires du dernier ministère, on ne fut pas mécontent de la majorité ; elle décida non-seulement du bill, mais de la session. Le bill passa à la chambre des lords après un débat fort vif et un vote où, sur les pairs présents, quatre-vingt-quatre se déclarèrent satisfaits et trente non-satisfaits. La session se prolongea, non dans des luttes de parti, mais par le simple cours des affaires publiques. Le 7 juillet, M. Pitt apporta un message du roi pour demander que « la chambre le mît en mesure de prendre les précautions nécessaires pour déjouer ou repousser toute entreprise ou dessein des ennemis, selon que les exigences des affaires le réclameraient. » Ces paroles n'étaient qu'une circonlocution parlementaire pour demander un vote de crédit. Il fut accordé, sans discussion, 2,500,000 livres sterling pour la Grande-Bretagne, et 800,000 livres sterling pour l'Irlande. La moitié environ de la première somme était due pour des payements déjà échus. La liste civile avait 500,000 livres sterling de dettes ; le budget de la marine avait un déficit de 320,000 livres sterling ; les corps de volontaires avaient exigé un surcroît de dépense de 160,000 livres sterling, par suite de l'accroissement des jours d'exercice, et à cause du grand nombre d'hommes (cent soixante-dix mille) appelés à un service permanent ; mais, comme le fit observer Pitt, après toutes ces déductions et quelques autres encore, il devait rester une somme de 1,300,000 livres sterling en-

viron applicables aux événements qui pourraient surgir.

La session fut encore prolongée par un bill sur le commerce des grains, envoyé par la chambre des communes et qui revint de la chambre des lords. Là, le comte Stanhope s'était trouvé seul pour s'opposer au principe général; mais on avait fait quelques amendements de détail qui enfreignaient, craignait-on, les priviléges de la chambre des communes. Là-dessus, M. Pitt alla se consulter avec l'orateur : « Nous convînmes, dit celui-ci, qu'il fallait mettre de côté les amendements des lords, et présenter un nouveau bill portant sur l'argent, sur le commerce, et qui, par conséquent, devrait passer par tous les procédés réguliers et coûter huit jours de séance de plus au Parlement. » Tels étaient les sacrifices qu'on endurait volontiers alors pour une question de forme.

La session s'étant ainsi prolongée jusqu'à une date fort inusitée à cette époque, le roi la ferma le 31 juillet par un discours. « Sa Majesté, écrit l'orateur, avait extrêmement bonne mine, et a lu le discours avec beaucoup d'animation; mais, par accident, elle a tourné deux pages à la fois, et a ainsi omis environ un quart du discours qu'il comptait faire. Il s'est trouvé par bonheur que la transition n'était pas incohérente, et certains membres du cabinet qui l'avaient entendu auparavant ne s'en sont pas aperçus. »

A ce moment-là, non-seulement le roi avait bonne mine, mais il était par le fait très-bien portant. Pour consolider son rétablissement, il partit avec la reine et les princesses pour passer l'automne à Weymouth.

Pitt n'avait pas en perspective un semblable repos à Walmer-Castle[1]. Nous trouvons des lettres de lui en date

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

du milieu de septembre, de Downing-Street. Sous la direction du maître, des mesures actives de défense étaient partout en progrès. Des tours de Martello [1], ainsi nommées, d'après M. Windham, du nom d'une place en Corse, s'élevaient à intervalles sur la côte méridionale. Un canal et une digue défensive d'une grande force traversaient la plaine de Hythe [2]. La principale direction de toutes ces mesures était nominalement confiée à lord Chatham, mais, par le fait, elle retombait tout entière sur M. Pitt. Il était rare qu'il pût quitter Londres pendant plus de deux ou trois jours, et même ces jours d'absence étaient, pour la plupart, occupés à faire des revues et des inspections.

Sur ce dernier point, je remarque à regret un passage d'une lettre de lord Grenville, parmi les plus familières, et qu'il ne se fût pas soucié, je crois, de rendre publique s'il eût été consulté. Il écrit à lord Buckingham, le 25 août 1804 : « Y a-t-il quelque chose de plus ridicule que de voir Pitt aller à cheval de Downing-Street à Wimbledon, et de Wimbledon à Cox-Heath, pour inspecter des voitures militaires, des batteries inexpugnables, et les revues de lord Chatham? Se peut-il que maintenant il attende sérieusement Bonaparte? » L'opinion de Fox, exprimée un an après, était exactement la même. Il écrivait à Grey, le 28 août 1805 : « L'alarme de l'invasion était assurément sans fondement, et elle avait été soulevée, pour quelque raison politique, par les ministres. »

Il est certainement assez étrange de voir les hommes

[1] *Hist. Parlem.*, nouvelle série, vol. I.

[2] Voir la lettre dénigrante du premier lord Ellenborough, insérée dans la *Vie de lord Sidmouth*, vol. II. Cet ouvrage devait s'étendre sur trente six milles ; quatorze étaient achevés au mois d'octobre 1805.

d'État les plus éminents parmi ceux qui étaient hors du pouvoir en Angleterre, si complétement déçus et trompés, comme je le montrerai tout à l'heure, sur les véritables projets du gouvernement français. Pourquoi, d'ailleurs, les soins de Pitt à ce sujet l'eussent-ils rendu ridicule? Lorsque l'ardeur de la population était excitée, que pouvait-il faire de mieux que de l'exciter encore par sa présence? Lorsque les fonds pour les armements nationaux avaient été votés par la chambre des communes, que pouvait-il faire de mieux que de s'assurer par ses propres yeux qu'ils étaient bien et dûment employés? Sans aucun doute, les occupations du cabinet ou du jardin eussent été plus agréables; sans aucun doute, il aurait pris plus de plaisir à passer son temps comme le faisait lord Grenville : « Vous me trouverez ici paisiblement occupé à rouler mes allées et à arroser mes rhododendrons, sans aucun souci du nouveau possesseur auquel Bonaparte pourra les offrir. » Telles étaient les paroles de Grenville écrivant de Dropmore à son frère, le 12 avril 1803. De même, il lui disait, le 26 octobre de la même année : « J'ai de la peine à ne pas m'étonner de ma propre folie quand je me décide à quitter mes livres et mon jardin, même pour assister à une seule séance de la chambre des lords. »

Nous devons le plus grand respect à la mémoire d'un homme aussi distingué et aussi accompli que lord Grenville. Nous ne voulons pas faire fi des occupations de l'érudit ou de l'horticulteur; mais il est permis de sentir que la responsabilité est très-inégale entre un politique hors des affaires et un ministre à la tête du gouvernement, au milieu d'une guerre périlleuse.

Ce qui est surtout frappant, c'est que le moment où

lord Grenville trouvait si ridicule d'attendre Napoléon était précisément le moment où Napoléon s'était décidé à attaquer. Les archives françaises mettent ce fait hors de doute : « Ce ne fut point une feinte, comme l'ont imaginé certaines gens, » dit M. Thiers ; « quelque mille lettres des ministres et de l'empereur ne laissent à cet égard aucun doute[1]. » On peut ajouter que M. Thiers entremêle à son intéressant récit plusieurs des lettres secrètes de Napoléon à Decrès, le ministre de la marine, et de Decrès à Napoléon.

Napoléon avait donc complétement décidé son plan en le communiquant le moins possible, parce qu'il savait bien que le secret était l'une des principales conditions du succès. Il était décidé à entreprendre l'attaque de nos côtes dans le comté de Kent, quelque jour du mois d'août. A cet effet, il se rendit à Boulogne le 20 juillet, et prit le commandement en chef. Mais il ne comptait pas uniquement sur la grande armée ou sur l'énorme flottille qu'il avait rassemblée là. Il avait formé un autre projet bien digne de son génie et qui devait se combiner avec leur action. Il était de la plus haute importance, lorsqu'on commencerait à traverser la Manche, de se trouver protégé par une escadre française nombreuse, supérieure, s'il était possible, à la flotte anglaise. Il y avait bien dix-huit vaisseaux de ligne à Brest, sous les ordres de l'amiral Ganteaume, mais les Anglais les tenaient bloqués ; il y avait cinq vaisseaux de ligne à Rochefort, sous les ordres de l'amiral Villeneuve, mais les Anglais les tenaient également bloqués. A cause de la distance, Toulon, au contraire, était moins soupçonné, et la position ne per-

[1] *Hist. du Consulat et de l'Empire*, vol. V.

mettait pas de le surveiller d'aussi près. Il y avait là huit et bientôt dix vaisseaux de ligne. Avec ces bâtiments, un marin habile et intrépide comme Latouche-Tréville, auquel Napoléon avait confié cette difficile tâche, pouvait sortir dans la direction de l'Égypte en laissant courir le bruit qu'il avait l'intention d'entreprendre de nouveau la conquête de ce pays. Mais, au contraire, tournant court par le détroit de Gibraltar, il pouvait paraître tout d'un coup devant Rochefort, de là devant Brest, rallier l'escadre de Villeneuve et la flotte de Ganteaume, et mettre à la voile pour Boulogne avec tous les vaisseaux. Il semblait évident que, pour deux ou trois jours au moins, les Anglais ne seraient pas en mesure de lutter à forces égales, et ces deux ou trois jours suffiraient amplement pour faire la descente. « Soyons maîtres du détroit six heures, et nous sommes maîtres du monde, » telles étaient les expressions de Napoléon lui-même dans une lettre secrète adressée à Latouche-Tréville, en date du 2 juillet[1].

Ce grand plan était donc mûri et résolu. Rien n'y avait été changé; seulement, Napoléon, en inspectant les travaux de Boulogne, pensa qu'un peu plus de temps serait nécessaire à l'achèvement, et il remit l'entreprise du mois d'août au mois de septembre. Napoléon était alors en négociation avec la cour de Rome. Il arriva à son but : Sa Sainteté se préparait à venir en France pour le couronner empereur dans la cathédrale de Notre-Dame; mais il demanda que le voyage fût retardé jusqu'au mois de novembre, comptant alors être revenu en triomphe de son expédition en Angleterre.

Napoléon avait également chargé M. Denon, qui était

[1] Thiers, vol. V.

alors à la tête de la Monnaie française, de préparer une médaille en commémoration de la conquête sur laquelle il comptait. Le poinçon fut en effet préparé; on le tenait prêt pour s'en servir à Londres; mais, par suite du cours de événements, on le brisa plus tard. Il ne reste, je crois, maintenant que trois médailles de celles qu'on avait frappées; deux sont en France, et la troisième en Angleterre; mais on a coulé une imitation du modèle, et j'ai deux exemplaires en bronze de cette copie. La médaille porte d'un côté, comme de coutume, la tête de l'empereur couronnée de lauriers; au revers, on voit Hercule soulevant et étouffant dans ses bras le géant Antée. La devise porte : « Descente en Angleterre, » et au-dessous, en plus petits caractères : « Frappée à Londres en 1804. »

Tous les préparatifs terminés, jusqu'aux médailles, Napoléon envoya à l'amiral Latouche-Tréville l'ordre définitif de mettre à la mer. Mais une main plus puissante le lui interdit : Latouche-Tréville tomba malade et, le 20 août, il mourut. Il n'y avait dans la flotte point d'autre officier qui fût dans le secret de l'expédition projetée; il n'y avait plus à Toulon ni tête pour diriger ni main pour exécuter. Après quelques doutes et quelques hésitations, l'amiral Villeneuve, de Rochefort, fut nommé au poste vacant. Mais le moment critique était passé; il ne restait plus, cet été là, assez de temps pour instruire le nouveau chef des desseins de la flotte qu'il allait commander, ni des détails des difficiles opérations qu'il devait diriger.

Quel que fut son regret, Napoléon se vit obligé, dans cette situation, de reculer et même de refondre son projet. Il remit l'expédition de Boulogne à une autre année, et, dans l'intervalle, il tourna toutes ses pensées vers un autre objet qui n'était guère moins important pour sa dy-

nastie, et qui rencontra jusqu'au dernier moment les plus grands obstacles, son couronnement comme empereur par le chef de l'Église catholique.

Cependant les armes anglaises ne restaient pas inactives. Au mois de mai, sir Sidney Smith avait fait un mouvement soudain devant Ostende. Il avait cherché, mais sans succès, à empêcher la jonction d'une petite partie de la flotille ennemie venant de Flessingue. Au mois de juillet, quelques-uns des bateaux détachés à Boulogne furent attaqués par le capitaine Owen de la frégate l'*Immortalité*, et, au mois d'août, d'autres bateaux furent attaqués au Havre par le capitaine Oliver, de la *Melpomène*. Ni l'un ni l'autre de ces officiers n'eurent grand succès. Mais, au mois d'octobre, on tenta une entreprise plus ambitieuse. L'amirauté fondait de grandes espérances sur certains vaisseaux remplis de combustibles qu'on appelait des *catamarans*. On devait les amarrer sous les canonnières ennemies pour y sauter au bout d'un temps donné. Pour essayer cette grande expérience, lord Keith parut avec son escadre près des côtes de Boulogne. Certaines personnes, qui ne calculaient pas les distances, disaient que M. Pitt et d'autres membres du ministère devaient être témoins de cet exploit des remparts de Walmer-Castle[1].

La tentative fut faite le 2 octobre. Voyant environ cent cinquante barques ennemies en dehors de la rade, lord Keith envoya contre elles les catamarans. Douze de ces bateaux approchèrent de l'ennemi et firent explosion, mais sans faire le moindre tort aux vaisseaux ni aux batteries françaises. Nos petits bâtiments, qui s'étaient avancés, purent se retirer sans désordre et sans perdre un seul

[1] *Registre annuel*, 1804.

homme. Les Français, de leur côté, reconnurent une perte de vingt-cinq hommes tués ou blessés. Mais ce fut le seul résultat d'une expérience sur laquelle le public anglais avait été invité à fonder et fondait les plus hautes espérances.

Hors d'Europe, nos entreprises étaient plus heureuses: nous avions réduit, aux Indes occidentales, la colonie hollandaise de Surinam; en Orient, nous avions battu l'escadre française de l'amiral Linois. Ce qui ajoutait au prix de ce dernier succès, c'est qu'il avait été remporté uniquement par les vaisseaux marchands de la flotte de Chine. Nous avions également eu d'éclatants succès sur terre. Sir Arthur Wellesley venait de commencer sa longue et brillante carrière de victoires. Dans le cours de 1803, il avait gagné sur les Mahrattes deux grandes batailles à Assye et à Argaum. La paix fut conclue, fort à l'honneur de l'administration de lord Wellesley, et elle assura pour longtemps la sécurité de notre empire dans les Indes.

Durant cet automne, Charles IV, roi d'Espagne et des Indes, ou plutôt Godoy, prince de la Paix, qui gouvernait en son nom, passa d'une inimitié cachée à une hostilité ouverte et, par cela même, moins dangereuse peut-être. Depuis longtemps, le gouvernement espagnol était absolument aux ordres du premier consul. Il avait même consenti, comme nous l'avons vu, à lui payer tous les mois un subside pour subvenir aux dépenses de sa guerre avec l'Angleterre, et l'Angleterre avait le droit de se plaindre de ce procédé. Nous nous abstenions cependant de toute mesure de réciprocité. Mais M. Frere, notre ministre à Madrid, recut l'ordre de remettre une note, ce qu'il fit le 18 février 1804, déclarant que, tant que les Espagnols

conserveraient une neutralité purement nominale, tout armement maritime dans leurs ports mettrait immédiatement fin à la tolérance de l'Angleterre.

Tel était l'état des affaires lorsque, dans le courant de septembre, l'amiral Cochrane, qui croisait sur les côtes de Galice, fit savoir à Londres que la cour de Madrid avait donné l'ordre d'armer au Ferrol, sans perdre de temps, quatre vaisseaux de ligne, deux frégates et d'autres bâtiments plus petits ; le même ordre avait été donné à Carthagène et à Cadix. Lord Harrowby envoya sur-le-champ des ordres à M. Frere pour qu'il usât du langage le plus catégorique dans ses rapports avec le ministre des affaires étrangères d'Espagne : « Vous déclarerez à M. de Cevallos qu'il est impossible de considérer cette mesure, qui n'a été accompagnée d'aucune explication préliminaire, autrement que comme une menace décidément hostile. Sa Majesté croit de son devoir de prendre, sans plus tarder, des mesures de précaution, et elle donne l'ordre à son amiral près du port du Ferrol de mettre obstacle à la sortie des bâtiments de guerre espagnols, et d'empêcher l'entrée des bâtiments de guerre qui pourraient se présenter... Sa Majesté ne peut permettre à l'Espagne de jouir de tous les avantages de la neutralité et de soutenir en même temps contre elle une double guerre en fournissant à ses ennemis des secours pécuniaires auxquels on n'assigne point de limites, et en l'obligeant en même temps à distraire une partie de ses forces navales dans sa lutte contre ces mêmes ennemis, dans le but de surveiller des armements poursuivis dans des ports qui font profession de neutralité [1]. »

[1] Dépêche de lord Harrowby à M. Frere, 29 septembre 1804.

Les réponses faites à Madrid par M. de Cevallos furent peu satisfaisantes, comme on s'y attendait. M. Frere demanda ses passeports, qui lui furent envoyés le 7 novembre. Mais, dans l'intervalle, le gouvernement anglais s'était cru le droit d'agir, sur les avertissements donnés par M. Frere au mois de février. Il avait envoyé l'ordre d'arrêter les galions espagnols qui se rendaient d'Amérique à Cadix. D'après ces ordres, quatre frégates anglaises rencontrèrent, le 3 octobre, quatre frégates espagnoles venant de Rio de la Plata et chargées de dollars. Le commandant espagnol refusa de se laisser arrêter, comme il en était sommé. Il s'ensuivit une action dans laquelle trois vaisseaux espagnols furent pris, le quatrième sauta.

A cette nouvelle, M. d'Anduaga, ministre d'Espagne à Londres, alla trouver lord Harrowby pour lui demander des « explications, » comme si l'acte ne s'expliquait pas de lui-même. « Je lui ai répondu, » dit lord Harrowby, « que la cour de Madrid n'avait pas lieu de s'étonner d'une pareille mesure, après la note qui lui avait été remise par M. Frere, le 18 février dernier... Je lui ai dit que c'était la première et la plus urgente des mesures de précaution que nous avions annoncées. Nous avions cru devoir déclarer notre intention d'attaquer les bâtiments de guerre qui pourraient se diriger sur le Ferrol ou chercher à en sortir, parce qu'il dépendait du gouvernement espagnol, après cette déclaration, de donner, sur leurs mouvements, tels ordres qui lui sembleraient bons pour empêcher une rencontre hostile entre les deux escadres. Il eût été parfaitement inutile d'annoncer notre intention de saisir les vaisseaux porteurs d'argent si le gouvernement espagnol n'avait pas le moyen de leur

en donner, ou bien, nous lui aurions fourni l'occasion de faire échouer complétement notre projet[1]. »

Comme on pouvait s'y attendre, le résultat fut, dans le courant de décembre, une déclaration de guerre de la cour d'Espagne. Elle était accompagnée d'une proclamation du prince de la Paix, parfaitement digne de celui qui l'avait rédigée. Il qualifiait les mesures du gouvernement anglais pour l'arrestation des vaisseaux chargés d'argent comme « des vols, des actes de trahison et d'assassinat. » Il conseillait à « ces lointains insulaires de cacher leurs têtes déshonorées, et de trembler en contemplant leurs richesses mal acquises. » En même temps, il leur rappelait que les Espagnols sont toujours le peuple qui a triomphé des Carthaginois, des Romains, des Vandales et des Sarrasins. Il eût pu même ajouter qu'ils n'avaient pas alors l'avantage de posséder un Godoy pour les conduire.

Le 2 décembre, le nouveau souverain de la France fut solennellement couronné par le pape à Notre-Dame. Lorsque la nouvelle du départ du pape pour Paris arriva en Angleterre, il fut évident pour le peuple anglais que la descente française n'était pas imminente. Il y avait un répit aux combats qu'on attendait sur terre et sur mer. Cependant, au milieu de ses soucis publics, Pitt ne quitta guère le voisinage de Londres. Il se borna à faire de courtes visites d'un jour ou deux à quelques-uns de ses amis : à M. Rose, à Cuffuells ; à lord Carrington, à Wycombe ; à lord Hawkesbury, à Coobe-Wood, et à lord Abercorn, au prieuré près de Stanmore.

Ce dernier grand seigneur avait toujours été des amis

[1] Dépêche de M. Frère, 21 octobre 1804.

de M. Pitt, sous le titre de lord Hamilton. En 1784, le troisième numéro de la *Rolliade* termine par son nom une liste de Pittites :

« Et le sombre sourcil du solennel Hamilton. »

En 1789, il succéda au titre de comte, et, en 1790, il fut fait marquis d'Abercorn. Toute sa vie, ses manières solennelles, que remarquait la *Rolliade,* furent, parmi ceux qui le connaissaient le mieux, un sujet de plaisanteries. On raconte qu'un jour il demanda une entrevue à Pitt, et se rendit à cet effet à Downing-Street : « J'ai été extrêmement soulagé, » disait ensuite Pitt, « quand j'ai vu qu'il ne demandait qu'à devenir chevalier de la Jarretière, car, à la manière dont il était entré, j'avais craint qu'il ne vînt me demander ma protection pour se faire élire empereur d'Allemagne. »

En dehors de ces courtes visites au prieuré et dans d'autres maisons, Pitt éprouva bientôt le besoin d'avoir, à la campagne, un petit coin à lui pour s'y reposer. Voyant combien il était souvent privé, par l'éloignement, de sa retraite favorite à Walmer-Castle, il loua, dans l'automne de 1784, une petite maison à Putney-Heath.

Ce fut peut-être dans un de ces courts intervalles de loisir que M. Pitt consigna sur le papier quelques notes relatives à ses vues d'avenir. M. Adams a pris soin de conserver ce document écrit de sa main. Je n'y ajoute que les titres ou têtes de paragraphes.

LA GUERRE.

(La date du papier est de 1803.)

« Soit que les attaques soient nombreuses ou non, et pour nous fortifier sur quelques points :

» 1° *Midi de l'Italie.* Outre les Napolitains, 10 ou 15,000 hommes de troupes anglaises et autant de russes, sans compter les corps libres levés en Albanie et en Italie, ces derniers par le roi de Sardaigne.

» 2° *Nord de l'Italie, Suisse et midi de l'Allemagne.* Troupes autrichiennes soutenues par 60,000 hommes de troupes auxiliaires russes.

» 3° *Nord de l'Allemagne.* 40,000 Russes avec un corps de Hanovriens ; une armée suédoise et une division d'Angleterre. Avancer vers les Pays-Bas.

» Les opérations sur les deux flancs pourront être modifiées suivant la conduite de la Turquie. Les Turcs n'agiront probablement que s'ils y sont forcés. On peut, croit-on, amener l'Autriche et la Suède à agir volontairement.

» Le mot de diversion ne veut pas dire que nous ferions d'ici quelque descente au début, mais que nous continuerions à menacer leurs côtes, sans rien entreprendre à l'intérieur, avant quelque succès décidé.

» Les avantages à faire aux puissances, en cas de nécessité, devront être réglés en vue de la sécurité future de l'Europe et selon le zèle témoigné par chaque puissance. On suppose qu'il serait impossible de rien proposer pour la Prusse, d'accord avec la sûreté et les intérêts du reste de l'Europe, sinon les provinces qu'elle a cédées à la France. On s'attend, d'après ce qui s'est passé, à une grande modération de la part de l'Autriche, qui se contenterait d'ac-

croissements peu considérables en Allemagne et en Italie.

» Le roi de Sardaigne serait non-seulement rétabli, mais sa part accrue le plus possible.

» Il faudrait arrondir la Suisse et fortifier sa position le plus possible.

» Le même principe à observer à l'égard de la Hollande. »

ALLEMAGNE.

Date du papier, 1803.

« La situation actuelle du corps allemand n'est bonne ni pour les pays allemands ni pour l'Europe.

» Une partie pourrait-elle être englobée par les deux grandes puissances, et un troisième grand État se former au centre de l'Allemagne? On ne peut guère songer à cela à cause de l'injustice qu'on ferait à tant de princes de l'Empire.

» Un gouvernement fédératif plus compacte ne pourrait-il pas se former entre les différents États, et, dans ce cas, l'Autriche et la Prusse ne devraient-elles pas cesser d'en faire partie ?

» Le principe de la médiation doit être de précéder la guerre.

» Intime union nécessaire entre l'Angleterre et la Russie qui, d'ici à bien des années, sont les seules puissances qui ne puissent avoir ni jalousie ni intérêts opposés. »

NAPOLÉON.

« Je vois des qualités variées et contraires, toutes les grandes et toutes les petites passions fatales à la tran-

quillité publique réunies dans le sein d'un seul homme, et, par malheur, d'un homme dont le caprice personnel ne peut guère osciller une heure sans influer sur les destinées de l'Europe. Je vois les mouvements intérieurs de la crainte lutter contre l'orgueil dans un esprit ardent, entreprenant et tumultueux. Je vois toute la méfiance ombrageuse d'une usurpation consacrée, qui est redoutée, détestée et obéie; l'étourdissement et l'enivrement d'un succès merveilleux, mais immérité; l'arrogance, la présomption, l'entêtement d'une puissance illimitée et idolâtrée; et, ce qu'il y a de plus redoutable dans la plénitude de l'autorité, l'activité incessante et infatigable d'une ambition coupable, mais non assouvie. »

Le but de ce fragment sur Napoléon n'est pas évident. Au premier abord, on pourrait croire qu'il est destiné à un discours; mais, d'après ce que j'apprends de M. Adams et ce que j'ai su aussi de plusieurs autres côtés, il n'était pas dans les habitudes de M. Pitt de composer d'avance ni d'écrire aucune partie des discours qu'il comptait faire; aucun autre fragment du même genre ne se retrouve dans ses papiers.

Bien des gens pourront trouver d'une sévérité exagérée sur certains points le jugement porté ici sur Napoléon. Il faut se rappeler que ce n'était pas un portrait tracé à la suite d'observations impartiales dans un temps de paix, mais que ces expressions étaient lancées contre un ennemi puissant qu'on s'attendait tous les jours à voir envahir notre pays.

Puisque j'ai donné le jugement de Pitt sur Napoléon, je suis tenté, au risque d'une digression, de citer aussi le jugement de Napoléon sur Pitt. On le trouve dans des

mémoires manuscrits dont M. Thiers s'est servi il y a quelques mois seulement. Nous y voyons que, le 11 juin 1815, la veille de son départ pour la campagne de Waterloo, Napoléon causait avec ses ministres des difficultés de la constitution qu'il venait d'accorder : « Je ne sais pas, » disait-il, « comment vous ferez en mon absence pour conduire les chambres. Monsieur Fouché croit qu'en gagnant quelques vieux corrompus ou en flattant quelques jeunes enthousiastes, on domine les assemblées ; il se trompe : c'est là de l'intrigue, et l'intrigue ne mène pas loin. En Angleterre, sans négliger absolument ces moyens-là, on en a de plus grands et de plus sérieux. Rappelez-vous M. Pitt et voyez aujourd'hui lord Castlereagh !... D'un signe de son sourcil, M. Pitt dirigeait la chambre des communes, et lord Castlereagh la dirige encore aujourd'hui. Ah ! si j'avais de tels instruments, je ne craindrais pas les chambres !... Mais ai-je rien de pareil[1] ? »

Pendant la seconde partie de cette année, M. Pitt et lord Eldon furent occupés d'une affaire fort ingrate et désagréable. Il s'agissait de négocier une réconciliation entre le roi et le prince de Galles. Depuis que le roi lui avait refusé un poste militaire, Son Altesse Royale cherchait, par tous les moyens possibles, à manquer de respect au roi. On savait, par exemple, combien le roi tenait à ce que sa famille et sa maison assistassent à la grande réception tenue en l'honneur de son anniversaire, le 4 juin. En 1804, non-seulement le prince de Galles s'abstint ce jour-là de venir à la cour, mais, afin de bien prouver que

[1] *Hist. du Consulat et de l'Empire*, vol. XIX, publié au mois d'août 1851.

son absence ne tenait pas à une indisposition, il se promena dans les rues, sur le siége de sa voiture[1]. Cependant, ses amis, autant que les amis du roi, désiraient une réconciliation. Lord Moira et M. Tierney étaient les principaux négociateurs d'un côté; M. Pitt et lord Eldon de l'autre. Ils persuadèrent aux nobles parties contractantes d'avoir une entrevue à Kew, dans l'été, avant le départ du roi pour Weymouth. Elle devait avoir lieu en présence de la reine et des princesses, et on devait causer uniquement de choses indifférentes. Au jour dit, Leurs Majestés et Leurs Altesses Royales étaient prêtes lorsqu'arriva un billet que le prince avait adressé au chancelier et que le chancelier transmit au roi. Le prince s'excusait de se rendre chez Sa Majesté pour cause de maladie : « J'acceptai volontiers l'excuse, » dit le roi, « et je l'écrivis au chancelier[2]. »

Dans l'automne, cependant, on reprit cette négociation, qui ne promettait guère de succès. Le roi désirait être chargé de l'éducation et de la maison de la princesse Charlotte, qui allait avoir neuf ans, et qui était héritière présomptive du trône. M. Pitt comprit que lord Moira lui exprimait le consentement du prince, et, les autres points de dissentiment étant réglés, une entrevue de réconciliation officielle eut lieu à Kew, entre Sa Majesté et Son Altesse Royale. Le roi se mit ensuite à l'œuvre pour former la maison de la jeune princesse. Il désirait nommer pour son principal précepteur le docteur Fisher, évêque d'Exeter, et pour sa première gouvernante, lady George Murray, femme d'une réputation sans tache, dont le mari, lord

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

[2] Voir le récit du roi lui-même fait à Weymouth à M. Rose, le 30 septembre 1804. *Journaux de M. Rose*, vol. II.

George, avait été évêque de Saint-David. Mais, au dernier moment, le prince de Galles recula. Il dit qu'il n'avait jamais compté abandonner la direction de l'éducation de sa fille. Il déclara que lord Moira avait outrepassé ses pouvoirs, tandis que, de son côté, lord Moira soutenait qu'il n'avait pas dit ce que supposait M. Pitt. Dans l'intervalle, la jeune princesse fut emmenée à Carlton-House, et les dissensions de la famille royale, que tous les bons sujets du roi avaient espéré voir se calmer, se renouvelèrent avec autant d'amertume que par le passé.

Ces dissensions s'étendaient jusqu'à la princesse de Galles, si malheureuse et si mal mariée. M. Pitt, dès le premier abord, avait résolu de ne point la laisser opprimer. M. Brougham, avocat de la princesse, fit le plus solennel appel à la mémoire du ministre en parlant, le 3 octobre 1820, à la barre de la chambre des lords : « M. Pitt a été son premier défenseur et son ami dans ce pays-ci. Il est mort en 1806, et ce fut quelques semaines seulement après sa mort que commença la première enquête sur la conduite de la princesse. » Mais plus M. Pitt était décidé à la protéger contre ses ennemis, plus il était tenu de l'avertir de ses défauts. La conduite de Son Altesse Royale, dans sa retraite de Blackheath, était, sous certains rapports, irrespectueuse envers le prince; sous d'autres, elle était pour le moins imprudente. A Cuffnells, au mois d'octobre 1804, M. Pitt dit à Rose que le chancelier et lui avaient fait en commun, à la princesse, une très-sérieuse remontrance, que Son Altesse Royale avait accueillie le plus froidement du monde, et pendant longtemps, sans se laisser émouvoir. Convaincue enfin de l'absolue nécessité de quelque changement dans sa conduite par l'effet qu'elle produisait sur l'esprit public.

elle promit de se corriger. Mais Pitt disait qu'il n'espérait guère une amélioration sérieuse.

L'Inde réclamait également alors l'attention du premier ministre. La conduite de lord Wellesley dans l'affaire des traités de subsides et la désapprobation de la cour des directeurs rendaient son retour presque indispensable. Lord Castlereagh dit à lord Cornwallis que « M. Pitt était entré à fond dans l'affaire, et qu'il en était venu à croire le changement indispensable[1]. » Du reste, lord Wellesley était alors fort disposé à revenir, en sorte que l'amitié qui le liait à M. Pitt n'en souffrit aucunement. La question était donc de nommer un gouverneur général. Le duc de Portland fit un chaleureux appel à M. Pitt en faveur de son second fils, lord William Bentinck[2]; mais M. Pitt, d'accord avec lord Castlereagh, réussit à persuader à lord Cornwallis d'entreprendre, pour la seconde fois, cette pénible tâche.

Une autre affaire qui occupait en ce temps-là M. Pitt se rapportait à lord Auckland. Nous avons vu comment, lorsque M. Pitt avait formé son dernier ministère, Sa Seigneurie avait tout naturellement perdu sa part de la charge de directeur général des postes. Lord Auckland avait à lui une ou deux pensions diplomatiques considérables; sa femme avait en outre une pension de 800 livres sterling; son fils occupait une riche sinécure comme auditeur de l'Échiquier. Or, la pension de lord Auckland étant suspendue pendant qu'il était en charge, on calculait que la diminution de revenu qui découlerait pour lui de la perte de sa charge ne dépasserait pas 500 livres

[1] *Correspondance de lord Cornwallis*, vol. IV.

[2] Lettre manuscrite dans les papiers de M. Pitt, en date du 17 décembre 1804.

sterling par an. Pitt fut d'avis que les services diplomatiques de lord Auckland permettaient d'accorder à lady Auckland une seconde pension équivalente à cette somme, et il désirait assurer ainsi l'aisance pécuniaire de la famille. Il me semble que cette conduite dénote une bien noble nature. Pitt ne voulut pas admettre une reprise de l'intimité dont on avait naguère abusé, à son avis ; mais, d'autre part, il voulut préserver son ancien ami de tout autre perte que celle de son amitié.

Une question de forme causa quelques retards à la trésorerie dans ces arrangements. A la fin, nous voyons lord Auckland écrire à M. John Beresford, à Dublin : « Je vous ai dit, lorsque j'ai quitté les postes, qu'on m'avait signifié que Sa Majesté approuvait qu'on m'assurât un revenu équivalent à celui que je venais de perdre, et que j'avais écrit et reçu une réponse très-gracieuse sur ce point et très-confidentielle sur un autre. Je dois rendre à M. Pitt la justice de dire qu'il a terminé cette affaire de manière à me rendre indépendant des chances et des changements politiques, ce qui est plus avantageux pour ma famille [1]. »

Lord Auckland écrivit également à Pitt; je donne ici sa lettre. Je doute qu'il ait jamais reçu une réponse. Je suis sûr que l'amitié ne fut pas reprise.

« Eden-Farm, 18 décembre 1804.

» Mon cher monsieur,

» Ayant appris à la trésorerie que les ordonnances que

[1] P. S. du 20 novembre 1804, dans la correspondance de M. Beresford, vol. II.

vous aviez demandées, à la suite de ma retraite des postes, étaient maintenant prêtes, je serais mécontent de moi-même si je manquais à vous exprimer chaleureusement le sentiment de reconnaissance que j'éprouve pour la bienveillance et la faveur que vous m'avez témoignées depuis tant d'années, et dans tant d'occasions publiques et privées. Cette bienveillance m'est d'autant plus précieuse en cette occasion que ses effets pourront un jour être très-utiles à la personne dont vous savez que les intérêts me sont à juste titre plus chers que toute autre considération terrestre.

» Permettez-moi d'ajouter, quels que puissent avoir été, des deux parts entre nous, les malentendus et les griefs, réels ou imaginaires, que je consens, et je crois justement, à ce que, vu l'infirmité comparative de la nature humaine, le tout soit mis à mon compte. Mais qu'il soit bien entendu, d'autre part, que j'ai toujours conservé pour vous la même affection, sans aucune interruption, dans tous les temps et dans toutes les circonstances.

» Je n'ai pas cessé non plus de me rappeler avec un mélange de légitime orgueil, de plaisir et de regret, qu'une grande partie des plus heureux jours de ma vie se sont passés dans votre société et à causer avec vous.

» Toujours à vous affectueusement et sincèrement.

» AUCKLAND. »

Dans la lettre à M. Beresford, dont je viens de citer une partie, lord Auckland donne quelques nouvelles du jour, et dit entre autres : « J'ai bien peur que l'archevêque ne soit en train de s'en aller. » Il parlait ainsi de son beau-frère, l'archevêque Moore de Cantorbery. La vie de

ce prélat était, en effet, en danger, et on commençait à discuter les chances de sa succession. Au premier rang, parmi les successeurs probables, se trouvait un cousin du duc de Rutland, le docteur Manners Sutton, évêque de Norwich et doyen de Windsor. Dans cette dernière qualité, le roi avait appris à le connaître et à l'estimer fort. A Cuffnells, au mois d'octobre, Sa Majesté exprima sa conviction et son espérance que lui et M. Pitt s'accorderaient pour nommer l'évêque Sutton à la place de l'archevêque Moore[1]

Sur ce point, cependant, Sa Majesté se trompait fort. Dans le courant de novembre, un nouveau compétiteur parut sur la scène. C'était un autre évêque et doyen, le docteur Tomline, évêque de Lincoln et doyen de Saint-Paul. Il exposa d'abord ses prétentions dans une lettre à Rose, qu'il chargea Rose[2] de montrer à M. Pitt, et M. Pitt épousa sur-le-champ sa cause avec le zèle et l'ardeur d'un vieil ami. Mais la correspondance de l'évêque montrera mieux que nous quel fut le cours de cette affaire.

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

« Doyenné de Saint-Paul, 3 décembre 1804.

» Mon cher monsieur,

» J'ai été dîner et coucher à Putney samedi, et M. Pitt, dès qu'il m'a vu, m'a dit qu'il allait à Windsor le jour suivant ou le surlendemain, et qu'il parlerait certainement du sujet auquel vous aviez eu la bonté de vous intéresser.

[1] *Journaux de M. Rose*, vol. II.
[2] *Journaux de M. Rose*, vol. II.

Il m'a demandé de venir déjeuner ce matin à Putney; mais il est descendu tard. Je n'ai pu le voir seul. Il a dit seulement devant un tiers : « Évêque, j'ai à vous parler, il faut que je monte dans votre voiture avec vous. » C'est ce qu'il a fait, et il m'a raconté ce qui s'était passé. Ce n'est point du tout décisif; mais, au point où en sont les choses, c'est plutôt favorable, parce qu'il n'y a point de parti pris ni de promesse faite, bien que le désir et l'opinion aient été exprimés très-vivement contre moi ou plutôt en faveur de l'autre concurrent, comme cela était naturel. Le lord chancelier était présent à Windsor. M. Pitt a l'intention d'écrire au long à ce sujet, ce qui vaut mieux que la conversation, à son avis, dans l'état actuel du roi. Je suis convaincu qu'il fera tout ce qui sera en son pouvoir, en dehors d'une véritable contrainte. Rien ne pouvait être plus bienveillant que ses manières et ses expressions. J'ai donc l'esprit en repos, plus qu'en repos.

» Je n'ai qu'un moment pour vous dire que je crois que nous resterons en ville et à Fulham jusqu'à samedi; nous irons alors à Wycombe pour voir M. Pitt chez lord Carrington. Adieu, mon cher monsieur.

» Toujours cordialement à vous,

» G. LINCOLN.

» Les choses vont plus mal que jamais avec le prince.»

« Wycombe, 11 décembre 1804.

» Mon cher monsieur,

» J'ai reçu votre lettre samedi, au moment où nous nous mettions en route pour venir ici rencontrer M. Pitt. Il est venu dîner ici samedi, et est reparti hier matin.

Il paraissait remarquablement bien et fort en train; il croit qu'un renfort serait très-désirable dans la chambre des communes, mais sans être absolument nécessaire. S'il en cherche, ce sera d'un côté qui ne satisfera beaucoup ni vous ni moi. Pendant qu'il était ici, il a écrit le brouillon d'une lettre à Sa Majesté, relative à la vacance attendue, aussi vive et aussi bienveillante que je pourrais désirer. Mais nous devons tous considérer encore l'événement comme incertain.

» Toujours à vous affectueusement,

» G. LINCOLN. »

« Buckden-Palace, 18 décembre 1804.

» M. Pitt n'a point reçu de réponse à sa lettre sur mon affaire. »

CHAPITRE XL

— 1804-1805 —

Démission de lord Harrowby. — Réconciliation entre Pitt et Addington. — Commentaires de lord Camden et de l'évêque Tomline. — Lord Mulgrave est nommé secrétaire des affaires étrangères. — Canning propose de se retirer. — Addington devient président du conseil et vicomte de Sidmouth. — Lettre de Napoléon à George III. — Mort de lord Lougborough et de l'archevêque Moore. — Demande de l'évêque Pelham — Débats parlementaires. — Maison de la princesse Charlotte. — Dernier budget de Pitt.

Au commencement de décembre, par suite d'un malheureux accident, M. Pitt perdit le concours d'un de ses principaux collègues. Lord Harrowby glissa sur l'escalier de pierre du ministère des affaires étrangères, et tomba sur la tête. Il fut si grièvement blessé qu'on crut sa vie en danger pendant quelques jours; même lorsqu'il fut remis, ses nerfs restèrent si ébranlés et sa santé générale si affaiblie qu'il se vit obligé de donner sa démission. C'était une grande perte difficile à réparer.

Avant de procéder à la nomination que ce malheur rendait nécessaire, M. Pitt résolut de mettre à exécution l'idée qui lui était venue de recruter considérablement ses rangs. Pourquoi Pitt et Addington ne recommenceraient-ils pas à agir de concert? Il est vrai qu'ils étaient alors dans les termes les plus froids. « Je sais, » écrivait Thomas Grenville à l'un de ses frères, « que, deux jours

auparavant, Pitt avait porté la main à son chapeau en passant près d'Addington, et qu'Addington avait dit à Dyson, qui était à cheval auprès de lui, que cette salutation même était une nouveauté pour lui[1]. » Cependant rien ne s'était passé entre eux qui fît tort à l'honneur de l'un ou de l'autre. Rien n'avait rendu impossible le renouvellement de leur ancienne amitié. Si Addington se joignait sincèrement et franchement au gouvernement, il amenait quarante voix qui lui étaient restées fidèles, et la majorité ministérielle était suffisamment établie à la chambre des communes, contre tous les efforts de Fox et de Grenville.

Dans cette vue, le premier soin de M. Pitt fut de faire sonder M. Addington par lord Hawkesbury. Trouvant les dispositions favorables, il écrivit ensuite pour consulter le roi[2]. On ne pouvait douter de l'assentiment et de la joie de Sa Majesté. La négociation venue là, on arrangea entre les deux hommes d'État une entrevue personnelle. Elle eut lieu chez lord Hawkesbury, à la campagne, à Coombe-Wood, dans l'après-midi du dimanche 23 décembre, et M. Addington la raconta ensuite en détail à son ami l'orateur. Il paraît que lord Hawkesbury avait quitté la chambre avant que M. Pitt y entrât. En entrant, il tendit la main à Addington, et dit : « Je suis enchanté de vous donner de nouveau une poignée de main. » L'entrevue dura trois heures sans autre auditeur, et « nous ne laissâmes pas d'être un peu émus[3], » dit M. Addington.

[1] *Cour et Cabinets de George III*, vol. III.

[2] Voyez dans mon appendice la lettre de M. Pitt de sa villa de Putney, du 17 décembre 1804, et la réponse du roi le lendemain.

[3] *Journaux de lord Colchester*, vol. I. Il donne pour date de cette entrevue le lundi 24; mais ceci doit être une erreur, puisque la lettre

Le lendemain, les deux politiques eurent, à Richmond, une autre entrevue d'une heure ; et, le mercredi 26, Pitt alla seul à Richmond-Park partager le dîner de famille de M. Addington. Leurs anciennes habitudes d'intimité semblaient rapidement revivre.

Il y avait cependant bien des choses à régler. Addington demandait des explications sur la guerre d'Espagne et le bill des forces additionnelles. Quant aux fonctions, Pitt proposa qu'Addington passât à la chambre des lords et acceptât la présidence du conseil que le duc de Portland était fort disposé à quitter par suite de mauvaise santé. D'autre part, Addington tenait à rester à la chambre des communes, et il eût voulu siéger dans le cabinet sans portefeuille. Il finit par céder sur ces deux points, non sans beaucoup de regrets et après un certain nombre de lettres. Mais il insista, s'il acceptait une charge, pour amener dans le cabinet au moins un de ses amis, à savoir lord Hobart, qui venait de succéder au comté de Buckinghamshire. Il demanda aussi que Bond, Bragge, Bathurst et quelques autres ne fussent pas oubliés pour des charges moins importantes, lorsqu'il se présenterait des vacances.

Pitt promit volontiers de penser, à l'avenir, à ces messieurs. L'autre condition fut rendue possible sur-le-champ par les arrangements que prit Pitt pour le ministère des affaires étrangères. Après quelque hésitation, il résolut d'y nommer lord Mulgrave, qui lui parut le mieux approprié à ce poste parmi le petit nombre d'hommes d'État dont il pouvait alors disposer. De cette façon, la place de

du roi, dans mon appendice, et celle de M. Addington, dans la Biographie du doyen Pellew, nomment le dimanche.

chancelier du duché, avec un siége dans le cabinet, resterait à la disposition de lord Buckinghamshire.

Le jour de Noël, Pitt écrivit à lord Chatham pour lui annoncer l'événement qui allait s'accomplir.

« Bromley-Hill, 25 décembre 1804.

» Mon cher frère,

» En examinant soigneusement l'état des partis et la nature de l'opposition contre laquelle nous avons à lutter, je me suis convaincu que, tout en ayant bien certainement assez de force pour conserver notre terrain, notre majorité ne suffirait pas pour affronter avec succès des questions difficiles, et que nous ne pourrions éviter beaucoup d'embarras pour le service public et beaucoup de perplexité pour l'esprit du roi. Sous cette impression, j'ai cru de mon devoir de ne pas permettre à des souvenirs de dissentiments anciens de m'empêcher de rallier, s'il était possible, les hommes que leurs habitudes et leurs opinions antérieures mettaient le plus en mesure de concourir cordialement au soutien du gouvernement du roi. J'espère que vous serez d'avis que j'ai bien décidé, et vous serez, j'en suis sûr, heureux d'apprendre qu'en conséquence j'ai eu avec Addington des communications qui ont amené une entrevue avant-hier, et une autre hier matin. Ayant trouvé que ses dispositions s'accordaient parfaitement avec les miennes, nous n'avons pas eu de peine à nous entendre d'une manière parfaitement cordiale et amicale, et nous avons eu une explication très-satisfaisante sur tous les points importants maintenant en question. Si le duc de Portland était disposé, comme il

le sera probablement, maintenant ou d'ici à peu, à céder la présidence du conseil à Addington, et si je puis parvenir à trouver une situation convenable pour lord Buckinghamshire, cet arrangement sera très-satisfaisant pour Addington. En tous cas, il a l'air sérieusement résolu à donner toutes les preuves possibles de sa disposition à soutenir le gouvernement. Je resterai en ville quelques jours encore, retenu en partie par cette affaire et quelques autres, et en partie pour attendre le vent d'ouest; mais, j'espère, à la fin de la semaine, pouvoir faire une course à Bath.

» Toujours, mon cher frère, etc.,

» W. PITT. »

Nous apprenons, d'après sa réponse, que lord Chatham se réjouit de la nouvelle. Mais, d'autre part, Pitt eut beaucoup de peine à surmonter la répugnance d'un grand nombre de ses partisans. Dès le 21, par exemple, il reçut sur cette question une longue lettre d'un de ses collègues du cabinet, qui était également son ami personnel. Quelques paragraphes de cette lettre suffiront à en montrer la teneur générale.

LE COMTE CAMDEN A M. PITT.

« Arlington-Street, 21 décembre 1804.

» Cher Pitt,

» Comme vous m'avez dit que rien ne vous fait aussi mal à l'estomac que les arrangements ministériels, ma seule excuse, pour vous en ennuyer, est qu'ils me font

le même effet... La communication que vous avez déjà faite au roi et à M. A. doit prouver combien vous êtes personnellement disposé à aller loin pour le bien du service du roi et par attachement pour lui, et prêt à oublier les injures du second en souvenir de votre vieille estime. S'il y a une chance, d'après l'état actuel de la négociation, de retarder l'entrée de M. A. au pouvoir jusqu'à ce qu'il ait donné son appui au gouvernement, je ne puis vous dire avec quelle ardeur je désire que vous ne la laissiez pas échapper. L'union de Grenville et de Fox, avec le dessein avoué d'obliger le roi à accepter leur ministère, est une raison suffisante pour M. Addington de s'unir à votre gouvernement; c'est la seule marche qu'il puisse convenablement suivre. Mais, pour qu'elle soit convenable, il ne devrait pas entrer maintenant au pouvoir... Je suis dans une situation différente de celle de la plupart de vos collègues : durant toute la carrière qui a précédé ce changement, j'ai été en communication avec des hommes de tous les partis pour tâcher de les maintenir autant que possible d'accord sur un point, ce qui a naturellement amené des remarques peu favorables à Addington; en sorte qu'une union avec M. A. sur-le-champ, et sans qu'il nous ait soutenus d'abord, me mettra fort mal à l'aise...

» Très-sincèrement à vous,

» CAMDEN. »

L'évêque Tomline n'était pas plus favorable à ces ouvertures. Il en raconte ainsi le progrès :

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

« Fulham-Palace, 27 décembre 1804.

» Mon cher monsieur,

» Hier, M. Pitt se préparait à aller dîner, à Richmond, chez M. Addington. Il se dit parfaitement satisfait de l'entrevue de dimanche, et m'a raconté les principaux points de la conversation. On n'a pas décidé quelle charge devait recevoir M. A.... J'ai dit à M. Pitt que tout cela vaudrait bien mieux si on pouvait le retarder quelque temps et si, en attendant, M. Addington et ses amis soutenaient le ministère. M. Pitt croit que cela n'aurait pas pu se faire, et il m'en a donné quelques raisons. On devait causer de tout hier après dîner...

» M. Pitt était fort en train. Il parlait d'aller à Bath samedi ou dimanche si le vent restait à l'est, et d'envoyer à Plymouth et à Falmouth pour donner l'ordre, dans le cas où M. B. Frere arriverait, qu'il se dirigeât sur Bath, au lieu d'aller directement en ville. M. Pitt devait revenir en ville le 9; mais je crois, à tout prendre, qu'il n'ira pas, surtout parce qu'il y a d'importantes affaires avec la Russie qu'il doit régler avant de quitter Londres. Indépendamment de cet arrangement politique, il faut également qu'il aille à Windsor; il pourrait peut-être s'y rendre en allant à Bath. D'autre part, il aura peut-être besoin de revenir en ville après avoir vu Sa Majesté.

» Je resterai tranquillement ici aujourd'hui, et j'ai l'intention d'être à Downing-Street demain matin avant le déjeuner de M. Pitt, dans l'espoir de causer un moment avec lui. Si j'avais été à Buckden, lord et lady Grenville

y auraient dîné et couché hier, le même jour où M. P. a dîné chez M. A.. Quel paragraphe pour les journaux!

» Je compte voir lord G. à Buckden, quand il se rendra chez lord Carysfort. Il me l'a promis. Adieu.

» Toujours bien affectueusement à vous.

» G. LINCOLN. »

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

« Doyenné de Saint-Paul, 19 décembre 1804.

» Mon cher monsieur,

» J'ai lu votre lettre, que j'ai trouvée en revenant ce matin de Saint-Paul, et en me rendant à Downing-Street. J'ai été trouver M. Pitt dans son cabinet de toilette d'où il sortait; à peine était-il assis à table qu'il me dit : « Avez-vous des nouvelles de Rose dernièrement? Sait-il ce qui se passe? » Je lui ai dit que je vous avais donné une idée générale de la chose, pensant qu'il (M. Pitt) ne pouvait y avoir d'objection. « Bien au contraire, » a-t-il dit, « j'avais l'intention de lui écrire moi-même, mais je n'ai jamais pu en trouver le temps. Je suis bien aise qu'il le sache par vous... » Il me dit qu'il vous écrirait aujourd'hui s'il était possible, sinon lorsqu'il serait en route pour Bath. Il parle encore de partir demain... Mais il faut que je termine... Je vais dîner de bonne heure et en toute hâte chez M. Pitt, afin qu'il puisse se préparer à son voyage de Bath, sur lequel j'ai encore des doutes. Écrivez-moi.

» Toujours et cordialement à vous,

» G. LINCOLN.

» Rappelez-vous qu'il n'y a jamais eu de différence de principes entre M. A. et M. P., et que c'est toujours comme *premier ministre* que M. P. l'a tourné en ridicule. Le roi approuve lord Mulgrave. Rien de nouveau sur la combinaison. M. Pitt avait promis de voir M. A. hier chez Hatsell. M. A. est venu en ville tout exprès, et, après avoir attendu une heure et demie, il a envoyé à Downing-Street savoir ce que devenait M. Pitt. On a répondu qu'il était allé à Windsor, et qu'on ne l'attendait pas avant plusieurs heures... M. Pitt avait oublié son rendez-vous d'aujourd'hui. »

M. Addington ne fut pas blessé de l'absence inattendue de M. Pitt lorsqu'il apprit qu'elle avait été causée par des ordres subits du roi. Sa Majesté le lui dit elle-même lorsqu'elle vint amicalement et sans autre avis faire une visite à son ancien ministre à Richmond. Le roi pria M. Addington de venir le voir le lendemain, ce qu'il fit : « Je reviens de Kew, » écrivit Addington à son frère ; « j'y ai passé une heure et demie avec Sa Majesté, et j'ai pris part à son dîner, qui se composait de côtelettes de mouton et d'un pudding. Il était d'excellente humeur et tout à fait bien[1]. »

Dans la lettre de l'évêque Tomline, que je viens de citer, l'évêque semblait croire qu'après tout M. Pitt ne ferait pas à Bath la visite qu'il avait l'intention de faire. Sa Seigneurie ne se trompait pas. La nécessité des affaires ne le permit pas. En vain le médecin de Pitt réclamait ce voyage; en vain sa santé l'exigeait; il se vit obligé de rester à Downing-Street ou dans les environs jusqu'à la réunion du Parlement.

[1] *Vie*, par le doyen Pellew, vol. II.

Pitt comptait voir, à Bath, lord Mulgrave. Au lieu de cela, il écrivit à son ami le dernier jour de l'année, et lui proposa les affaires étrangères. Lord Mulgrave accepta l'offre avec empressement, et nomma sur-le-champ secrétaire d'État son beau-frère, M. Robert Ward, le futur auteur de *Tremaine*[1].

De tous les amis de Pitt, à cette époque, aucun ne fut assurément, à beaucoup près, aussi contrarié de l'union avec Addington que M. Canning. Cela ne peut étonner lorsqu'on se rappelle combien les satires qu'il avait écrites étaient amères et les sentiments qu'il avait exprimés hostiles. Il en témoigna clairement sa mortification dans une lettre confidentielle qu'il écrivit le jour de l'an :

M. CANNING A LADY HESTER STANHOPE.

« South-Hill, 1er janvier 1805.

» Votre lettre, chère lady H., m'a donné toute la consolation qu'on peut éprouver en voyant confirmer ce qu'il y avait peut-être de pis dans mes inquiétudes. Mais c'est presque un soulagement après l'état d'ignorance et d'anxiété où je suis resté depuis dix jours. Dire que je ne suis pas gravement contrarié de l'un des résultats, et que je contemple le second avec indifférence[2] pour ce qui me regarde, serait une dissimulation indigne de moi. Sans aucun doute, j'aurais eu plaisir, et j'espère, sans motifs égoïstes, à profiter des occasions que m'aurait données un résultat différent dans l'un des cas, et je ne prétends pas

[1] *Mémoires de Ward*, par l'honorable Edmond Phipps, vol. I.

[2] La nomination de lord Mulgrave et de M. A. (Note sur le livre de lady Hester).

dédaigner les avantages que l'autre m'enlève. Mais un astre plus puissant triomphe, et je cède.

» Je suis presque sûr que je n'ai pas besoin de vous dire, je suis sûr que je n'ai pas besoin de rappeler à M. Pitt que le changement qui ramène M. A. au ministère nous remet précisément dans l'état des choses où il disait, le printemps dernier, qu'il ne me presserait pas d'entrer en charge, et qu'il ne trouverait pas convenable que je le fisse. Il me l'a répété de son propre mouvement plusieurs fois, surtout dans une conversation qui eut lieu entre nous[1], un matin, après qu'il eut été chez le roi. Je ne vois pas grande différence entre garder et prendre, dans la même situation, une charge secondaire, et je suis convaincu que le sentiment général, la première impression de tous ceux qui voudront bien penser à moi dans cette affaire, sera que l'arrangement qui place M. Addington dans le cabinet m'enlève ma place.

Vous me demanderez peut-être pourquoi, avec cette idée des conséquences, je n'ai pas exposé plus nettement mes opinions au sujet de la négociation pour la rentrée de M. A., quand on m'en a parlé à Putney.

Je vous dirai pourquoi : en premier lieu, on m'a parlé de la mesure, non pour me demander mon avis, mais en m'annonçant ce qui devait arriver. En second lieu, j'ai conclu de ce qu'on disait qu'il s'agissait de donner à M. A. une pairie et une pension, non une place dans le cabinet; et, j'étais si loin d'y avoir la moindre objection que M. Pitt me rendra, j'espère, la justice de se rappeler que j'ai été du moins l'un des premiers, après le change-

Dans le cas où M. A. ferait partie du gouvernement à cause des attaques flagrantes de C. (Note de lady Hester).

ment, à exprimer le désir de voir cette proposition devenir acceptable pour M. A. Je lui ai même répété une conversation que j'avais eue, je crois, avec Samuel Thornton, à l'appui de cette idée. En troisième lieu, je vois que je m'étais complétement mépris sur le moment où devait être exécutée la combinaison, quelle qu'elle fût. Lorsque j'avais demandé s'il y avait déjà quelques pas faits dans la négociation, j'avais cru que M. Pitt répondait non. Croyant la question encore pendante, j'avais donné très-nettement mon avis sur l'extrême différence et l'inconvénient d'amener la réconciliation, comme elle s'est faite, par des ouvertures particulières et des arrangements inexpliqués, au lieu de la laisser mûrir, au Parlement peu à peu, et résulter naturellement du cours des choses, dans le cas où Addington serait disposé à faire des propositions ou désireux d'en recevoir. . . . . .

. . . . . .

Si je comprends bien votre lettre, A. est ministre et je suis — rien. Je n'y peux rien. Dans cet état de choses, je ne puis pas affronter la chambre des communes ni me promener dans la rue, en restant ce que je suis. Je voudrais seulement avoir prévu ceci au printemps, entre autres choses qu'on me reproche, dites-vous, d'avoir prévues et de me vanter de ma pénétration.

Pourquoi est-ce que je vous écris tout cela? Parce que c'est la préface de quelque chose que je voudrais lui faire dire, d'une requête que je voudrais lui adresser, et, par votre intermédiaire, je m'adresse à lui avec plus de confiance qu'on ne se méprendra pas sur mes intentions. Vous remplacez des pages de préface et d'apologie, et vous serez, pour tous deux, le gage de nos bonnes et loyales intentions réciproques.

» Ce que j'ai à demander, et c'est la plus grande faveur qu'il puisse m'accorder ou que je puisse recevoir, c'est qu'il veuille bien rendre une chose indispensable le moins désagréable possible en la faisant lui-même, en partie du moins. Je ne voudrais pas lui envoyer ma démission; mais il peut tout simplifier en ayant l'air de regarder ma retraite comme une conséquence naturelle, sinon nécessaire, de l'autre affaire, en déclarant, s'il le veut, que je me suis compromis au point que ce serait un déshonneur personnel pour moi de servir sous les ordres de M. A., en regrettant, si cela lui convient, que ce soit ma manière de voir, mais en admettant cependant devant les autres, comme il l'a fait avec moi-même, qu'il n'est pas étonnant que telle soit mon impression, et qu'il ne peut pas me reprocher d'agir en conséquence.

» Il y a particulièrement deux personnes auprès desquelles, si telle est sa manière de voir (comme cela l'était il y a quelque temps), il pourrait me rendre un inestimable service en l'exprimant. D'abord, auprès du roi, non pour des raisons politiques; mais le roi a été très-bon pour moi; j'ai peur qu'il ne croie que je manque à mes devoirs envers lui (ce qui, Dieu sait, n'est pas le cas), et je voudrais rester dans ses bonnes grâces; il peut être choqué d'un acte qui ressemble à de l'hostilité envers A.; mais, si je ne me trompe, il approuve toujous cordialement tout ce qu'il regarde comme un sentiment d'honneur, fût-il mal entendu; par-dessus tout, je ne voudrais pas qu'il pût me croire capable de chercher *ailleurs* des faveurs.

» L'autre endroit est Wimbledon[1], où la déclaration de M. Pitt, qu'il est satisfait, m'épargnerait tout un monde

[1] La maison de lord Melville.

d'explications inutiles; je ne sache pas d'autre moyen qui puisse me valoir une chance d'être compris.

» Le reste m'importe peu.

» Et maintenant, chère lady H., ne jetez pas par terre cette lettre avec colère, et ne la regardez pas comme un premier élan de désappointement à la suite de la lecture de votre lettre. Sachez que j'ai reçu votre lettre hier au soir, et que j'ai dormi par-dessus (autant que je pouvais dormir après la réception d'une pareille lettre), ce qui est, vous le savez, une recette infaillible pour calmer les esprits.

» Si je ne me trompe fort, il n'y a pas dans toute ma lettre une seule expression de colère, de ressentiment, d'irritation ou d'extravagance; il n'y a pas non plus un seul mot piquant, ce qui est le second degré du crime. J'ai évité aussi, je l'espère, toute trace de sensibilité, car, lorsque je pense avec quelle sensibilité, et avec la sensibilité de qui on a pesé la mienne dans la balance pour la trouver trop légère, je suis las du nom et de la chose. J'ai écrit sans me consulter avec aucun homme au monde; je n'ai rien communiqué, et je ne me hâterai ni de parler ni d'écrire à ce sujet.

» Adieu, chère lady H. Vous êtes bien bonne de chercher à me consoler en me racontant toutes les belles choses qu'on dit de moi, et surtout en me parlant de l'avantage qu'il y a de voir un pareil homme *à flot*. Je serai bientôt *à flot*, vous voyez, peut-être dans le sens que votre ami préfère, bien qu'il ne vous en dise rien.

» Je n'ai pas besoin de dire combien je désire une lettre de vous. Ce sera une grande consolation pour moi d'avoir des nouvelles de M. Pitt. La seule chose qui m'ait fait de la peine, c'est que, pendant qu'on agitait des

questions qui m'intéressaient si particulièrement, il ne m'ait pas écrit une seule fois, et n'ait pas exprimé le désir de me voir. Maintenant, je suppose que nous ne nous verrons plus guère; il n'a pas l'air d'avoir placé South-Hill au nombre des excursions qui pouvaient lui tenir lieu de Bath (je voudrais bien qu'il eût pu nous faire entrer dans son compte), et je ne vois point d'affaires qui m'appellent en ville; d'ailleurs, mon éternelle jambe n'est pas pour le moment dans un état qui me permette d'y aller.

» J'envoie un domestique en ville, en sorte que vous recevrez cette lettre avant de vous coucher, comme j'ai reçu la vôtre. Dormez bien par-dessus, et demain montrez-la à M. Pitt, autant du moins que cela vous conviendra.

» Adieu, Dieu vous bénisse.

» Mon domestique ne revient que dans un jour ou deux; écrivez-moi donc, non par lui, mais par la poste. »

Je ne sais quelle peut avoir été la réponse à cette lettre. Probablement Pitt lui-même causa avec son jeune ami; probablement ce fut Pitt qui le décida à conserver sa charge, non par des raisons égoïstes, mais au nom du devoir public, dans un moment de danger pour le pays.

On comprend que la répugnance qu'éprouvait M. Canning envers M. Addington était tout aussi vive de l'autre côté : « Quant à Canning, Addington dit que ses sentiments ne pouvaient changer, qu'il ne voulait pas le voir, mais qu'il n'avait aucun désir d'intervenir dans ses relations privées ni de faire tort à son avenir[1]. »

Cependant les arrangements projetés étaient en progrès, et ils furent bientôt achevés : le comte de Buckinghamshire devint chancelier du duché de Lancaster; M. Ad-

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

dington devint président du conseil; il fut élevé à la pairie sous le titre de vicomte Sidmouth. La première personne qui lui écrivit sous son nouveau nom fut M. Pitt.

« Downing-Street, vendredi 11 janvier 1805, 6 heures du soir.

» Cher lord Sidmouth,

» Le duc de Portland renonce au titre de chancelier du duché, et consent à rester dans le cabinet sans portefeuille. Sa conduite tout entière a été ce qu'on peut imaginer de plus bienveillant et de plus généreux; à moins qu'il ne soit plus souffrant demain, le conseil doit se tenir à Burlington-House.

» Affectueusement à vous,

» W. P. »

Quant aux amis de lord Sidmouth, M. Pitt exprima l'espoir de faire bientôt place à quelques-uns d'entre eux dans les charges secondaires, et, en attendant, il se réconcilia avec eux tous. « Steele et Pitt se sont touché la main jeudi dernier, » écrit l'orateur dans son journal. Il est agréable de voir ainsi le terme de la courte brouillerie qui avait séparé ces bons amis de jeunesse.

Cependant, M. Wilberforce avait écrit à M. Pitt pour lui demander s'il était nécessaire qu'il se trouvât à l'ouverture du Parlement, et Pitt lui avait répondu le billet suivant :

« Downing-Street, 4 janvier 1805.

» Mon cher Wilberforce,

» A peine ai-je le temps de vous écrire plus d'un mot,

et il faut, j'en ai peur, que ce mot soit : « Venez, » bien que je le dise avec répugnance dans la situation que vous me dépeignez. Mais, d'après mes dernières nouvelles, l'opposition réunit toutes ses forces ; il est donc fort important que nous soyions aussi nombreux que possible. Il y a bien des questions sur lesquelles je voudrais causer avec vous, mais je n'ai pas le temps de vous écrire. Harrowby est hors de danger, mais je regrette de dire que l'état général de sa santé lui rendra impossible, à l'avenir, d'affronter les fatigues de sa charge. La perte de son concours est un grand malheur, mais il faudra faire de notre mieux. A tout prendre, je crois que la personne qui vaudra le mieux pour lui succéder sera Mulgrave.

» Toujours affectueusement à vous,

» W. P. »

Wilberforce se rendit donc à Londres. Il raconte, dans son journal, comment il alla un matin voir Pitt, et fit avec lui le tour du parc : « Je suis sûr, » me dit Pitt, « que vous êtes bien aise de me voir réconcilié avec Addington. » Puis il ajouta, avec un charme que je n'oublierai jamais : « Je trouve qu'on est un peu dur en nous reprochant notre réconciliation, quand nous avons été liés depuis notre enfance, et que nos pères l'avaient été avant nous. Et pourtant, on ne dit rien à Grenville qui s'est allié à Fox, bien qu'ils se soient disputés toute leur vie [1]. »

Au commencement de 1805, le roi George III reçut une lettre de l'empereur Napoléon. Elle exprimait en termes fort généraux un vif désir de la paix ; mais elle évitait si soigneusement toute espèce de détails qu'à l'avis

[1] *Vie de Wilberforce*, par ses fils, vol. II.

de M. Pitt et de ses collègues, cette ouverture était destinée à faire de l'effet sur le public plutôt qu'à entamer des négociations sérieuses. On rédigea et on envoya une réponse, non pas au nom de Sa Majesté, mais de lord Mulgrave à M. de Talleyrand. Elle portait que le roi avait la paix sincèrement à cœur, mais que, pour la conclure, il tenait à agir de concert avec certaines puissances du continent, et en particulier avec l'empereur de Russie.

Au mois de janvier, le comte de Rosslyn, mieux connu sous le nom de lord Loughborough, mourut à Windsor, fort subitement, d'une attaque de goutte à l'estomac. On raconte, à propos de sa mort, une curieuse histoire que lord Brougham et lord Campbell ont déjà rapportée. Il paraît que, lorsque la nouvelle fut apportée au château de Windsor, le roi interrogea lui-même le messager. Il lui demanda à plusieurs reprises si ce n'était pas un faux bruit : « Êtes-vous bien sûr, » répétait-il, « que lord Rosslyn soit vraiment mort ? » Lorsqu'on lui eut assuré que le fait était certain et qu'il ne pouvait y avoir de méprise, Sa Majesté se sentit libre de s'écrier : « Eh bien ! il n'a pas laissé dans mon royaume un plus grand coquin que lui[1] ! »

Lord Campbell observe, et je crois comme lui, que cette anecdote repose sur des témoignages irréfragables. Je l'ai, pour mon compte, entendu raconter par plusieurs personnes qui étaient alors dans la vie politique.

Telle fut donc la fin de cet homme distingué, éminent même sur bien des points, que Churchill avait dépeint, près de quarante ans auparavant, avec une amertume presque égale :

[1] *Vies des Chanceliers*, vol. VI.

« Ce roide et froid bavard de la race septentrionale, le crime dans le cœur et la famine sur le visage. »

Une autre mort, qui survint également au mois de janvier, mais qui, au contraire de celle de lord Loughborough, était prévue depuis longtemps, fut celle de l'archevêque Moore. Elle mit naturellement un terme aux dissentiments sur le choix de son successeur. Je n'ai trouvé dans les papiers de M. Pitt aucune lettre qui y eût trait, soit du roi, soit à lui adressée. Celle que M. Pitt écrivit de Wycombe n'a été, que je sache, conservée nulle part. Il est donc probable, je pense, que la lutte décisive eut lieu dans une conversation. Lord Sidmouth a dit un jour au doyen Milman qu'un langage aussi vif avait rarement été employé, à ce qu'il croyait, entre un souverain et son ministre.

En définitive, le souverain l'emporta, et l'évêque de Norwich fut nommé. Voici une lettre ultérieure du prélat rival :

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

«Buckden-Palace, 6 février 1805.

» Mon cher monsieur,

» Mille remercîments pour votre lettre que j'ai reçue hier.....

» Les assurances et les efforts de M. Pitt à cette occasion, bien qu'ils n'aient pas été couronnés de succès, m'ont causé la plus profonde satisfaction. J'ai reçu de lui, au commencement de la semaine dernière, une excellente lettre qui impliquait sa soumission. Le triomphe et les transports ne me feront personnellement aucune peine, je

veux dire pour mon propre compte ; mais je crois tout à fait, comme vous, que cette défaite peut faire un mal sérieux à la politique générale. Je connais même des gens fort importants qui regarderont la soumission de M. Pitt comme lui faisant fort peu d'honneur ; on me dit qu'ils attendaient l'issue de cette lutte. Je suis convaincu que M. Pitt n'a pas la moindre idée de donner sa démission ni de se laisser mettre dehors, et qu'il compte rester longtemps au pouvoir.....

» Bien sincèrement et affectueusement à vous,

» G. LINCOLN. »

Le siége de Norwich, devenu vacant, fut naturellement l'objet de bien des ambitions. Les demandes d'avancement n'ont en général rien de bien nouveau ; mais il y a, ce me semble, quelque chose à noter dans l'intention qui consiste à solliciter une faveur par des remercîments, supposant qu'elle est déjà conférée. C'est là ce qui m'engage à insérer ici les deux lettres suivantes. La première est du docteur George Pelham, évêque de Bristol et fils du comte de Chechester :

L'ÉVÊQUE DE BRISTOL A M. PITT.

« Welbeck-Street, vendredi 8 février 1805.

» Monsieur,

» J'entends dire de tant de côtés que vous avez eu la bonté de penser à me recommander à Sa Majesté pour occuper le siége vacant de Norwich, que je ne puis plus tarder à vous en exprimer ma reconnaissance, si telle est

votre intention ; je tiens à vous assurer qu'en agissant ainsi, vous me rendrez un service important, que je serai toujours fier de reconnaître.

» Je suis, monsieur, etc.,

» G. BRISTOL. »

M. PITT A L'ÉVÊQUE DE BRISTOL.

« Downing-Street, vendredi 8 février 1805.

» Mylord,

» En réponse à la lettre que je viens d'avoir l'honneur de recevoir de Votre Seigneurie, je regrette d'être obligé de faire savoir à Votre Seigneurie que les bruits qui vous sont arrivés au sujet du siège de Norwich ont pris naissance sans que j'en susse rien, et que je ne puis avoir la satisfaction d'appuyer vos désirs.

» J'ai l'honneur, etc.,

» W. PITT. »

Ce fut à la même époque qu'on décida la question de la maison de l'héritière présomptive. Le prince de Galles céda, ou plutôt il revint au point de départ. La charge de la jeune princesse fut tout entière attribuée au roi, et elle arriva au château de Windsor. En écrivant au chancelier, Sa Majesté parle plusieurs fois de Son Altesse Royale dans les termes du plus vif intérêt : « D'après tout ce qu'il a vu de sa chère petite-fille dans les quelques jours qu'elle a passés ici, » le roi dit qu'il ne doute pas qu'elle ne soit « une bénédiction pour sa famille et un honneur pour son pays natal. » Il ajoute : « Elle résidera à Windsor pendant la plus grande partie de

l'année ; elle y aura l'avantage d'un air excellent et d'un jardin tranquille, ce qui lui permettra de continuer avec calme et avec succès ses études, auxquelles on n'a pas beaucoup veillé jusqu'à présent. »

Dans l'intervalle, la session marchait activement. Le roi en personne l'avait ouverte le 15 janvier. Le discours du trône annonçait la guerre avec l'Espagne et promettait quelques documents explicatifs. Il annonçait aussi les récentes communications du gouvernement français et la teneur de la réponse qui y avait été faite. Et, tout en réclamant les mesures nécessaires « pour continuer la guerre avec vigueur, » le roi tenait à féliciter son Parlement des « nombreuses preuves de la richesse intérieure et de la prospérité du pays. »

Dans l'une ni dans l'autre chambre, on ne présenta d'amendement à l'adresse ; mais le discours de lord Grenville, dans l'une, et celui de M. Fox, dans l'autre, indiquèrent qu'on avait l'intention de faire une opposition très-vigoureuse. Fox, en particulier, porta ses attaques sur toutes sortes de points. Il se plaignit que la question catholique eût été omise : « Je ne puis m'empêcher de regretter, » dit-il, « que dans le discours du trône, il n'y ait pas un seul mot indiquant l'intention de recommander ce sujet à notre attention, lorsque ce sujet est tellement important que, si nous n'y faisons promptement attention, il n'y a pas un honnête homme qui puisse dire que cette partie de l'empire britannique jouisse d'une stabilité ou d'une sécurité quelconque. »

Fox s'éleva ensuite contre le bill des forces additionnelles voté l'année précédente, mesure qui avait complétement échoué, on en convenait maintenant. Quant à la guerre d'Espagne, Sa Majesté avait promis des documents;

il serait donc imprudent de juger d'avance la question. Mais, en dépit de cette phrase préliminaire, Fox continua : « Je n'hésite cependant pas à dire que la saisie des frégates espagnoles, chargées comme elles l'étaient et avec leur destination, a certainement très-mauvaise mine et ne fait pas grand honneur à notre pays. »

Le ministre répondit sur tous les points avec beaucoup d'animation : « L'honorable préopinant, » dit-il, « a commencé par exprimer son étonnement qu'il n'eût pas été fait allusion à l'état de l'Irlande, et il soutient que, tant que la situation des catholiques romains n'aura pas été prise en considération, le pays ne pourra jouir d'aucune tranquillité ni d'aucun repos..... Je demande la permission de faire une question : comment se fait-il que, depuis quatre ans que l'union est accomplie, ces mesures, que l'honorable préopinant réclame maintenant si haut, n'aient pas été une seule fois recommandées ? Qu'y a-t-il donc, dans le moment actuel, qui les rende si nécessaires et qui n'eût pas rendu utile de les adopter naguère ? Si l'honorable membre nourrissait autrefois les idées qu'il professe maintenant, il n'a pu rester conséquent en les laissant dormir si longtemps. Je dirai une autre fois quelles sont les raisons qui m'ont décidé, moi qui ai, à ce sujet, des opinions bien différentes, à les laisser dormir, et je me flatte que la chambre et le pays avoueront que je suis conséquent, lorsque j'aurai donné mes raisons pour croire encore que, pour le moment, l'affaire doit dormir.

» L'honorable préopinant a fait allusion au bill que j'ai présenté l'année dernière pour la défense du pays, et il a exprimé l'espoir qu'on y substituerait quelque bill plus efficace. Ce n'est pas le moment de discuter cette question; mais je me sens obligé de dire que je n'ai trouvé

aucune raison de changer d'opinion sur les bases du bill. Et, tout en admettant que le résultat a été fort petit en ce qui concerne l'accroissement de nos forces militaires, il n'est rien arrivé, vu les circonstances au milieu desquelles le bill a été présenté et la manière dont il a été appliqué, qui puisse me porter à croire que cette mesure n'eût pas dû être adoptée.

» Quant à la détention des frégates espagnoles, je suis convaincu que, lorsque les documents auront été déposés sur le bureau, l'honorable préopinant et ses amis verront des raisons de modifier leurs opinions et d'avouer que leurs soupçons étaient mal fondés... Je suis persuadé que la chambre verra clairement dans cette transaction une nouvelle preuve de la modération et de la justice de Sa Majesté qui, dans une situation faite pour justifier les hostilités les plus déclarées, a voulu, aussi longtemps que possible, laisser la porte ouverte à la conciliation, tout en se voyant absolument obligée de prendre des mesures de précautions pour empêcher un ennemi, déjà trop formidable, d'acquérir de nouveaux moyens et de nouvelles ressources pour soutenir la guerre. »

Fox se leva de nouveau sur le premier point : « Je tiens, » dit-il, « à expliquer pourquoi je n'ai pas mis en avant le sujet de l'émancipation des catholiques. Tout le monde sait qu'un homme, en dehors du ministère, n'a guère de chance de réussir dans cette tentative. Il est d'ailleurs fort douteux que cette mesure fût agréable au corps des catholiques si elle n'était pas mise en train par le pouvoir exécutif, comme une question de justice et de bonne politique. »

Avec tout le respect que nous devons à M. Fox, il me semble difficile de défendre et même d'expliquer clai-

rement sa conduite sur ce sujet. Au mois de janvier 1805, il était convaincu, comme nous le voyons, qu'un membre indépendant ne devait pas soulever cette question, puisque cela serait inutile. Au mois de février 1806, il soutint avec la même opiniâtreté que les ministres de la couronne ne devaient pas la présenter, puisque cela tracassait et blessait le roi. Il s'ensuit que, d'après les vues de M. Fox, il ne fallait pas reprendre cette question du vivant de George III, après l'expérience faite en 1801. C'était cependant précisément la position qu'il reprochait si amèrement à son grand rival d'avoir prise à cet égard.

Toutes les affaires qu'on avait effleurées dans le débat de l'adresse furent discutées séparément et avec plus de détail. Ainsi, lorsqu'on eut déposé sur le bureau, depuis quelques jours, les documents sur la guerre espagnole, M. Pitt proposa un vote qui approuvait expressément la marche suivie. Son discours dura deux heures et demie. Celui de M. Grey fut tout aussi long en réponse; il proposa un amendement. Cette discussion, qui commença le 11 février, se prolongea la nuit suivante et ne se termina qu'à cinq heures du matin. Le résultat fut un grand triomphe pour le gouvernement, beaucoup plus important que ne le peut expliquer l'accession des partisans d'Addington. L'exposé de Pitt fut si clair et si concluant qu'il agit fort au delà du cercle même de ses adhérents. Il y avait dans cette chambre, comme dans toute chambre des communes avant le bill de réforme, un assez grand nombre de gentilshommes de province nommés par les bourgs fermés de leur voisinage, qui n'étaient liés à aucun parti, et qui, dans les grandes discussions, votaient selon que les raisonnements leur plaisaient ou

non. Dans la question de l'origine de la guerre d'Espagne et sur la saisie des frégates espagnoles, tous ces gentilshommes jetèrent, à ce qu'il paraît, leur poids du côté de Pitt. L'amendement de Grey fut rejeté par 313 voix contre 106.

Le résultat fut à peu près le même à la chambre des lord. Le 12 février, lord Mulgrave, comme secrétaire d'État, y avait également proposé une adresse approuvant la conduite du gouvernement. Là aussi un amendement fut présenté par lord Spencer et soutenu par lord Grenville; mais trente-six pairs seulement votèrent en faveur de l'amendement qui fut repoussé par 114 voix.

A propos du bill sur les forces additionnelles, Windham proposa, le 21 février, de renvoyer cet acte et plusieurs autres à une commission choisie. Canning parla en réponse[1], et, comme Pitt le rapporta au roi, avec une force et un succès rares. La discussion fut terminée de bonne heure, par un vote, et la motion fut rejetée par 242 voix contre 96.

Le 6 mars, le débat fut renouvelé par Sheridan sous une forme encore plus accentuée; il proposa de rappeler le bill des forces additionnelles. Cette fois, Pitt le défendit lui-même; il prouva qu'en fait le bill n'avait été appliqué effectivement que depuis le 14 novembre précédent, et que, dans les trois derniers mois, on avait obtenu par semaine environ deux cents recrues en moyenne : « Ainsi, » dit-il, « en prenant trois mois pour moyenne, le résultat sera que, sous l'action du bill, neuf à dix mille hommes, tous les ans, seront ajoutés

[1] Voir dans mon appendice la réponse du roi, en date du 22 février 1805.

à nos forces. Je vous demande, monsieur, si, avec de pareils renseignements, nous pouvons penser à écouter une proposition qui tendrait à retirer le bill au moment où il entre en pleine activité? L'honorable préopinant (Sheridan) a trouvé bon de dire qu'il n'y avait pas eu un seul homme recruté sous l'action du bill; et le très-honorable membre (Fox) a soutenu que, dans l'ensemble, l'effet en avait été insignifiant. Mais, monsieur, je demande à ces messieurs et à la chambre si l'effet dont j'ai parlé n'est pas au contraire très-important, et s'il n'est pas, par le fait, à peu près équivalent à la totalité des recrues obtenues par les procédés ordinaires du recrutement? »

Pitt passa de là à dépeindre le caractère ordinaire des attaques de son adversaire : « L'honorable préopinant a rarement la condescendance de déployer devant nous ses extraordinaires facultés d'imagination et de fantaisie ; mais, lorsqu'il s'y décide, il croit toujours à propos de payer tout l'arriéré ; et, comme une bouteille qu'on vient de déboucher, il éclate tout d'un coup en une explosion de gaz et de mousse. Tout ce que son imagination a pu lui suggérer ou tout ce qu'il a pu emprunter à autrui, tout ce qu'il peut dire dans la chaleur du moment, tout ce à quoi il a réfléchi, tout ce qu'il a rêvé, il combine et produit le tout pour notre amusement. Ses trésors de reparties, ses plaisanteries calculées, tout ce contenu de son recueil quotidien, toutes ses invectives amères, toutes ses assertions hardies, téméraires, il rassemble le tout en une seule masse, en fait un brasier d'éloquence, et puis il nous lance le tout à la fois, que cela ait ou n'ait pas le moindre rapport avec le sujet en discussion. »

Je ferai remarquer que ce dernier passage n'est point donné en plein dans les débats parlementaires tels qu'ils sont publiés. Je l'emprunte en partie à l'inscription qui se trouve au-dessous d'une charmante caricature de Gillray, qui fut publiée quatre jours après ous ce titre : « On débouche le vieux Sherry. » Pitt y est dépeint un tire-bouchon à la main et une bouteille sur les genoux, de laquelle on voit sortir la tête de Sheridan. Le gaz et la mousse se répandent de tous côtés.

Le ministre ne se borna pas à défendre sa mesure ou à décrire l'éloquence de Sheridan. Comme Sheridan s'était étendu sur le terrain de la politique générale, Pitt s'y étendit aussi. Comme Sheridan s'était vanté des nombreux votes par lesquels il avait soutenu le ministère d'Addington, de même Pitt déclara au contraire qu'à son avis, l'appui de Sheridan avait été perfide et trompeur.

Ces paroles, lancées à la face d'un homme d'un génie éclatant, déjà irrité par certaines attaques antérieures, furent reçues et renvoyées par lui avec une habileté consommée. Peut-être le lecteur se souviendra d'une semblable attaque et d'une semblable riposte qui avaient eu lieu, vingt-deux ans auparavant, entre les deux adversaires [1]; l'une des attaques vint presque au début; l'autre, hélas! tout près du terme de la carrière de Pitt. Sheridan fut extrêmement piqué. On raconte que le débat durait encore lorsqu'il entra dans le café de Bellamy. Il y demanda une bouteille de madère, le versa dans un bol [2], et l'avala ainsi préparé. A trois heures du matin, les

[1] Voir le vol. I, p. 97.

[2] Description des caricatures de Gellray, par Thomas Wright Esq.

autres discours achevés, Sheridan se leva pour répondre. Il fit allusion à l'expression « d'appui perfide » qu'avait employée Pitt. « J'espère, » dit-il, « qu'il n'est pas dans mon caractère de donner un appui de ce genre. J'ai donné mon appui aux derniers ministres, parce que j'approuvais une partie de leurs mesures; mais j'étais surtout porté à les soutenir parce que je regardais leur maintien aux affaires comme une garantie contre le retour au pouvoir du très-honorable membre en face de moi, ce qui m'a toujours paru la plus grande calamité qui pût advenir au pays. »

L'auteur des *Rivaux* ne se contenta pas de cette seule insulte : déployant toutes ses rares facultés d'ironie, il décrivit, en termes pleins de verve, le contraste entre l'appui qu'il avait donné à M. Addington et celui que lui avait apporté M. Pitt. Il accusa Pitt d'avoir abandonné le concours qu'il avait promis dès qu'il avait vu qu'Addington acquérait de la popularité; il l'accusa d'avoir travaillé à renverser Addington, d'accord avec d'autres qu'il comptait trahir à leur tour, et il déclara ou insinua que Pitt avait mérité le « mépris et l'exécration de tous les honnêtes gens. » Le récit détaillé de tout ce débat prouvera, je pense, au lecteur, combien cette amère diatribe était dépourvue de tout fondement. Nous serions tentés de dire de Sheridan ce qu'il disait un jour d'un autre membre : c'est qu'il était redevable de ses plaisanteries à sa mémoire, et de ses faits à son imagination. Mais il n'est pas étonnant qu'au moment même un discours aussi mordant et aussi puissant ait trouvé grande faveur parmi les hommes de parti mécontents et désappointés qui l'entouraient.

Cependant, lorsqu'il s'agit du fond de la question sur

le bill des forces additionnelles comme sur l'origine de la guerre d'Espagne, les chiffres devinrent de plus en plus favorables à Pitt. Lorsque Sheridan se rassit, la chambre procéda au vote avec les résultats suivants :

Pour la motion de M. Sheridan.	127
Contre.	267
Majorité . . .	140

Un autre soir, Pitt, Fox et Sheridan votèrent tous trois ensemble, et furent cependant battus. Il s'agissait de la reprise de la motion de Wilberforce sur l'abolition de la traite des nègres. Pitt avait vivement conseillé à son ami, vu l'état des partis, de s'abstenir de la présenter; mais Wilberforce, poussé par un solennel sentiment de son devoir, avait persévéré. Les deux chefs rivaux restèrent fidèles à Wilberforce; mais les adhérents de Pitt, comme ceux de Fox, s'abstinrent, à ce qu'il paraît, en grand nombre.

Les chiffres furent :

Pour l'amendement	77
Contre	70
Majorité contre le bill.	7

« Je n'ai rien éprouvé qui m'ait fait autant de peine dans ma vie parlementaire, » écrivit M. Wilberforce dans son journal.

Le 18 février, M. Pitt présenta son dernier budget. Les dépenses auxquelles il fallait pourvoir étaient considérables. Le budget de l'armée et celui de la milice s'élevaient à 18 millions et demi sterling. Quelque énorme que

fût cette somme, elle était un peu moins considérable que celle qui avait été votée l'année précédente. Le budget de l'artillerie s'élevait à près de 5 millions sterling; la marine, à 14 millions et demi sterling. Les services divers nécessitaient 1 million et demi sterling. « Mais, » dit Pitt, « nous réclamons encore une autre catégorie de subsides... Vous savez, messieurs, que nous avons été obligés d'entretenir des rapports et des correspondances sur le continent. Tous ceux qui m'entendent doivent désirer de voir ces rapports et ces correspondances conduits de manière à rétablir la paix sur des bases assez solides pour fonder à l'avenir la sécurité qui est le but de tous nos vœux et de tous nos efforts. Voyant ce que nous voyons et sachant ce que nous savons, il serait téméraire et présomptueux, de notre part, d'espérer réussir dans ce grand objet sans de nouveaux sacrifices. Ne jugeant pas de mon devoir de retarder les subsides généraux pour le service de l'armée, j'ai cru d'une extrême importance d'y faire les additions nécessaires pour que Sa Majesté puisse apporter un concours efficace là où elle trouvera nécessaire de le prêter. Je porte ces additions à 5 millions sterling. »

Afin de subvenir à ce budget certain et à ce subside possible, qui s'élevaient en tout à plus de 44 millions sterling en dehors des intérêts de la dette publique, il devint nécessaire de maintenir toutes les contributions de guerre, et surtout l'impôt sur la propriété, dont le revenu, pour l'année, était estimé par M. Pitt à 6,300,000 livres sterling; il devint nécessaire de contracter un emprunt de 20 millions sterling; et, pour faire face aux intérêts de cet emprunt, il fut nécessaire d'établir de nouveaux impôts donnant au moins 1 million sterling par an.

Les nouveaux impôts proposés à cet effet par le ministre étaient variés dans leur nature. Il y avait une taxe additionnelle sur les lettres, un sou pour une lettre simple, deux sous pour une lettre double, trois sous pour une lettre triple. L'impôt sur le sel était augmenté de 5 shellings par boisseau en outre de 10 shellings qu'on payait déjà. Les droits sur les chevaux de luxe comme sur les chevaux de travail furent élevés, bien qu'à des taux différents.

« Le dernier impôt que j'ai à proposer, » dit M. Pitt, est une augmentation de l'impôt sur les legs. Ma première proposition sera d'imposer une petite somme sur les successions directes qui ne payent rien pour le moment; je voudrais les charger d'un droit de 1 pour 100. On comprendra qu'il est difficile de calculer le revenu de cet impôt. A en juger en gros, la valeur du capital légué tous les ans par testament s'élève environ à 30 millions sterling. En déduisant 5 millions pour les legs reposant sur les propriétés foncières, et 5 millions légués aux collatéraux, il resterait 20 millions, qui donneraient par an un produit de 200,000 livres sterling. Le second droit suppléerait à une omission qui ne peut pas avoir été laissée à dessein dans l'acte en vigueur, et grèverait les legs attribués sur les propriétés foncières du même droit de 1 pour 100, ce qui rapporterait, je calcule, 100,000 livres sterling. La seule augmentation dont il me reste à vous parler s'applique aux legs faits aux personnes étrangères à la famille. Je propose de porter le droit perçu sur ce genre de succession de 8 à 10 pour 100, ce qui nous fournirait une somme de 30,000 livres sterling. »

Le jour de la présentation du budget, M. Fox parla

seul après le ministre; mais la discussion fut plus complète le jour du rapport. Fox annonça l'intention de discuter, dans une autre occasion, l'avantage de même que la valeur et l'application du subside destiné aux puissances étrangères; il attaqua les taxes, et, en particulier, celle sur la propriété : « Pour ma part, » dit-il, « je préfère les impôts sur le vin, le thé ou autres denrées de consommation, à ces impôts fondés sur des principes dangereux qui réduisent peu à peu la propriété des sujets jusqu'à ce que la réduction arrive à peu près à la confiscation du tout. Je me rappelle une fable qui, pour expliquer la force de l'habitude, raconte qu'il y avait, dans un certain village, une femme qui avait un veau qu'elle s'était accoutumée à porter tous les jours dans ses bras, et l'augmentation était si graduelle qu'elle fut encore de force à le porter lorsqu'il fut devenu un gros bœuf. La fable est bonne, mais son application ne me plaît pas dans ce cas-ci; car, tout capables que nous sommes de porter ce petit veau, nous ne serons certainement pas en état de porter le grand et gros bœuf quand il sera arrivé à tout son developpement. »

M. Pitt fit bon marché de cet argument sur l'absorption possible de la propriété nationale toute entière, en dépit de la bonne histoire racontée à l'appui. Il n'accorda en réponse qu'une seule phrase : « Il suffira, je pense, pour calmer les inquiétudes de l'honorable membre, de dire que, pour en venir au point qu'il indique, il faudait que nous fissions la guerre quatre-vingt-quatorze ans de suite. »

On peut ajouter que, ni ce soir-là ni aucun autre, Fox ne tenta de faire voter la chambre contre les impôts qu'il attaquait. Ils passèrent tous très-aisément, excepté l'im-

pôt sur les chevaux de travail, contre lequel les propriétaires fonciers se coalisèrent. Il fut rejeté, le 12 mars, la chambre étant peu nombreuse, à une faible majorité, 73 voix contre 76. Le lendemain, l'orateur, se rendant chez le ministre pour d'autres affaires, parla de cette défaite : « Je serai prêt à présenter et à faire voter avant Pâques un autre impôt pour le remplacer, » dit Pitt ; « la question des subsides sera mûre alors. »

En effet, dix jours après, Pitt présenta ce qu'il appelait son budget supplémentaire. Il proposa une grande variété de petits impôts qui se montaient à 400,000 livres sterling par an, et il les fit passer sans difficulté.

Dans l'ensemble, pendant les deux premiers mois de la session, la tournure des affaires fut excellente pour le ministère. Outre les débats que j'ai rapportés, il y en eut plusieurs autres ; l'un sur le budget de l'armée, et un autre sur le bill destiné à prolonger la suspension de l'acte d'*habeas corpus* en Irlande. Pour la plupart, M. Pitt ne reçut qu'un faible secours de ses collègues à la chambre des communes ; mais il parlait très-fréquemment, et ses discours conservaient toute leur ancienne autorité.

De pareils efforts, cependant, réagissaient sur sa santé et sur ses forces. Il avait espéré trouver un moment, à Pâques, pour aller prendre les eaux à Bath. La lettre suivante prouvera qu'il était sûr d'y trouver un bon accueil et la compagnie de deux personnes très-aimables :

LORD HARROWBY A M. PITT.

« 6, Laura-Place, Bath, 31 mars 1805.

» Cher Pitt,

» J'ai appris par Richard[1] que vous toussiez et que vous aviez l'air souffrant, ce qui ne me convient pas du tout. Ces nouvelles m'auraient déplu encore davantage si elles n'avaient pas été accompagnées de quelque consolation. Il dit que vous parlez sérieusement de donner de longues vacances à Pâques, et de les passer à Bath. Ce projet, j'espère que je puis dire cette résolution, me paraît admirable, et je me flatte que vous ne vous en laisserez détourner par quoi que ce soit. Si vous cédez, vous pécherez contre votre conviction et votre expérience, et vous souffrirez beaucoup, je le crains, dans la dernière partie de la session. J'espère qu'elle ne sera pas longue, mais elle peut être assez pénible pour qu'il vous soit important d'y paraître comme un géant reposé.

» Nous resterons ici jusqu'au milieu de la semaine de Pâques, à la fin de laquelle un rendez-vous avec Wyatt me ramène dans le comté de Stafford. Je compte que vous vous servirez de moi pour vous procurer une maison, à moins que vous ne puissiez vous contenter d'une chambre à coucher, d'un cabinet de toilette et d'un salon, le tout au rez-de-chaussée, qui seraient à votre service, sans nous gêner le moins du monde, jusqu'à ce que vous puissiez trouver à vous caser, ou, ce qui vaudrait bien mieux, tant que nous serons ici.

» A vous bien sincèrement.

» HARROWBY.

[1] L'honorable Richard Ryder.

» Lady H. me reproche de ne pas vous avoir dit quel plaisir nous aurions à vous voir sous notre toit tel qu'il est. Je lui dis que cela va sans dire. »

M. Pitt dut encore une fois faire céder les droits de sa santé devant ceux des affaires. La chambre des communes ne put prendre de longues vacances à Pâques; encore moins le ministre put-il quitter Londres. Il était alors sur le point de subir l'affaire qui fut personnellement, sans aucune comparaison, ce qu'il rencontra de plus pénible dans tout le cours de sa vie publique.

CHAPITRE XLI

— 1805 —

Administration maritime de lord Melville. — Deuxième rapport des commissaires pour l'enquête sur la marine. — Dissentiments dans le ministère. — Résolutions de Whitbread. — Démission de lord Melville. — Sir Charles Middleton lui succède. — Discussions entre M. Pitt et lord Sidmouth. — Le roi soutient Pitt. — On renvoie le deuxième rapport à une commission choisie. — Lord Melville perd sa place au conseil privé. — Les réclamations des catholiques romains recommencent. — Discours de Grattan et de Pitt. — Négociations diplomatiques. — Arrivée de M. de Novosiltzoff à Londres. — Traité entre la Russie et l'Angleterre. — Lord Melville est accusé. — Rejet de la motion de Whitbread contre Pitt. — Démissions de lord Sidmouth et lord Buckinghamshire — Arrangements ministériels. — Déclin de la vie du roi.

Lord Melville, comme chef de l'amirauté, avait fait preuve de sa sagacité et de sa vigueur ordinaires. Il avait trouvé les approvisionnements et le matériel de la marine dispersés de tous côtés, grâce au système imprévoyant de son prédécesseur. Il en citait cet exemple à la chambre des lords : « Voyons ce qu'a fait le dernier conseil de l'amirauté au sujet de la construction des vaisseaux de ligne, du mois de février 1801 au mois de mai 1804. Dans cet intervalle, il paraît que l'ordre a été donné de construire cinq vaisseaux de ligne dans les ateliers du roi, et deux dans les ateliers des constructeurs. Lorsque j'ai demandé où en étaient les cinq vaisseaux de ligne qui devaient

être construits dans les ateliers du roi[1], j'ai appris qu'on n'avait pas même posé la quille de l'un d'entre eux, et on m'a expliqué ce retard en disant que les vaisseaux ne pouvaient avancer faute de matériaux et d'ouvriers. » L'inconséquence était aussi grande que l'imprévoyance. Il paraît que le 29 décembre 1802, lord Saint-Vincent avait écrit de sa main à sir Andrew Hamond, pour lui reprocher vivement de ne pas s'être occupé plus activement, comme l'exigeait une « nécessité urgente, » d'entrer en traité avec des fabricants pour la construction de quelques vaisseaux de soixante-quatorze dans leurs ateliers. Sir Andrew se mit donc à l'œuvre en conséquence; mais, quinze jours après, à son grand étonnement, il reçut du conseil de l'amirauté, peut-être pendant une absence momentanée de lord Saint-Vincent, un ordre portant qu'il était impossible d'admettre cette mesure, qu'il ne fallait pas conclure de traité, et qu'on ne pouvait construire des vaisseaux de ligne en dehors des ateliers du roi!

Lord Melville était donc chargé de réparer les erreurs de l'amiral victorieux qui n'en était pas moins un pauvre administrateur. Il acheta, dans toutes les directions, des matériaux de tout genre, depuis du bois jusqu'à du chanvre, car le chanvre même manquait. Il répandit une nouvelle activité dans les travaux des ateliers du roi, et, en attendant qu'ils fussent organisés, il traita pour la construction de plusieurs vaisseaux de soixante-quatorze qui devaient être construits dans les ateliers des négociants. Il résuma lui-même les résultats de son administration de la marine qui avait commencé au mois de mai 1804,

[1] Débats à la chambre des lords sur la motion de lord Darnley, 24 mai 1805.

lorsqu'il parlait ainsi à la chambre des lords au mois de mai 1805 : « Ainsi, toutes les forces déjà ajoutées à la flotte ou en voie de l'être, se montent à cent soixante-huit vaisseaux de plus que le jour où j'ai pris la charge de premiér lord de l'amirauté. » Ce n'était pas tout : « Dans le courant de dix mois, depuis le 15 mai 1804 jusqu'à la date des rapports maintenant déposés sur le bureau devant Vos Seigneuries, six cents un vaisseaux ont été mis en bassin, réparés et remis en état. »

Pendant l'administration de M. Addington, quelque froideur s'était glissée dans l'amitié et les rapports constants de M. Pitt avec lord Melville. Jamais l'intimité ne reprit entre eux toute son étendue; mais M. Pitt faisait toujours le plus grand cas des talents et de l'expérience de lord Melville. Au début de son dernier ministère, si on lui eût demandé quels étaient ceux de ses collègues de qui il attendait le concours le plus efficace, il eût probablement nommé lord Castlereagh, à la chambre des communes, lord Harrowby et lord Melville, à la chambre des lords.

M. Pitt ne fut pas déçu dans ses espérances sur l'ami de sa jeunesse. Entre les mains de lord Melville, la marine sortit rapidement, comme je l'ai montré, de son état de langueur et devint pour le gouvernement, comme affaire de parti, un nouveau titre à la confiance et à la faveur du public. Tout naturellement, plus lord Melville était utile au ministère, plus il était déplaisant à l'opposition; tout naturellement elle cherchait l'occasion de lui porter un coup s'il était possible, et cette occasion lui fut bien inopinément fournie.

Pour expliquer l'affaire que nous allons examiner, il faut se rappeler d'abord qu'à la fin de 1802, lord Saint-Vin-

cent, agissant certainement par les motifs les plus honorables, avait nommé une commission d'enquête sur la marine; les commissaires envoyèrent successivement dix rapports [1]. Les neuf premiers étaient pour la plupart purement techniques et sans intérêt général; mais, avant la publication du dixième, on disait déjà qu'il roulait sur la conduite de lord Melville comme trésorier de la marine, poste qu'il avait occupé sous le premier ministère de M. Pitt, conjointement avec d'autres charges plus importantes.

Les deux partis dans l'État attendaient donc avec anxiété la publication de ce dixième rapport. Personne n'était plus inquiet que Pitt lui-même. Il advint que Wilberforce était allé voir Pitt à son bureau pour le presser de nouveau au sujet de l'ordre du conseil qu'on lui avait promis contre la traite des nègres à la Guyane, lorsqu'on apporta le premier exemplaire. « Je n'oublierai jamais, » dit Wilberforce, « la manière dont il le saisit, et avec quelle vivacité il regardait entre les feuillets sans même prendre le temps de les couper [2]. »

La lecture dut sans doute lui causer le plus amer chagrin. En premier lieu, il était évidemment prouvé que M. Alexandre Trotter, nommé payeur de ce département par lord Melville, avait abusé des deniers publics. Des sommes empruntées aux revenus de l'État avaient été payées à son crédit chez ses banquiers personnels, MM. Coutts, et employées à ses spéculations particulières. M. Trotter soutint ensuite devant les commissaires qu'a-

[1] Les dix premiers rapports des commissaires sont imprimés au long dans le 3e vol. de la nouvelle série des *Débats Parlementaires*.

[2] *Vie de Wilberforce*, par ses fils, vol. III.

près tout le public n'avait souffert en rien de l'usage qu'il avait fait des sommes levées pour le service de la marine. Mais les commissaires représentèrent avec grande raison qu'ils ne pouvaient attacher aucun poids à cette observation : M. Trotter aurait pu mal réussir dans ses spéculations; les banquiers chez lesquels il avait placé l'argent du public pouvaient faire faillite. Dans les deux cas, la perte serait retombée sur l'État.

Jusqu'ici l'affaire est claire. Il faut également admettre que lord Melville, en permettant ou du moins en n'interdisant pas à M. Trotter l'acte de garder chez son banquier particulier une partie des deniers publics, sanctionnait à tort un désordre funeste dans la comptabilité. Sur ce point, lord Melvillle pouvait justement être regardé comme coupable. Mais, quant au reste, la situation était bien différente, comme le prouve une lettre de lord Melville lui-même, insérée dans le dixième rapport.

LORD MELVILLE AUX COMMISSAIRES POUR L'ENQUÊTE NAVALE

« Wimbledon, 30 juin 1804.

» Messieurs,

» Il m'est impossible de vous fournir le compte que vous demandez. Il y a plus de quatre ans que j'ai quitté la charge de trésorier de la marine, et, à ce moment, ayant justifié de toutes les sommes qui m'avaient passé par les mains, j'ai transféré toutes les valeurs en caisse au crédit de mon successeur. Depuis ce temps, je n'ai jamais cru que les papiers ou quittances qui étaient restés entre mes mains pussent être du moindre usage ni à moi ni aux autres, et en conséquence, comme il m'est arrivé souvent,

depuis que je me suis retiré en Ecosse, d'employer de temps en temps quelques jours à classer mes papiers et à détruire ceux qui ne pouvaient m'être utiles, je suis sûr que je n'ai pas un seul document qui me permette d'établir le compte que vous réclamez. Mais, en dehors de cette circonstance, je crois bon de vous rappeler que, pendant la plus grande partie du temps où j'ai été trésorier de la marine, j'ai occupé d'autres fonctions confidentielles dans le gouvernement, et que j'étais intimement lié à d'autres. Dans cette situation, je n'ai pas refusé parfois de faciliter, au moyen des fonds déposés entre les mains du trésorier, d'autres services qui n'avaient point de rapport avec ma situation officielle comme trésorier de la marine. Si j'avais les pièces nécessaires pour établir le compte que vous me demandez, je ne pourrais le faire sans divulguer certaines transactions délicates et confidentielles du gouvernement que mes devoirs envers le public ne m'ont pas permis de révéler.

» J'ai l'honneur, etc.,

» MELVILLE. »

Il paraît donc que ces avances de deniers publics, faites par lord Melville comme trésorier de la marine, se rattachaient à certaines phases du service secret dans un moment très-critique pour les affaires à l'intérieur et à l'extérieur. D'autre part, ses adversaires ne craignaient pas d'affirmer qu'il avait appliqué ces sommes, ou l'intérêt de ces sommes, à son profit personnel. Tels sont les grands traits du procès qui, l'année suivante, amena solennellement lord Melville à la barre de la chambre des lords pour être jugé par ses pairs. Il me semble qu'il n'y a aucune bonne raison de contester la justice de la sentence

que la chambre prononça en cette occasion. Entre les pairs présents, une majorité considérable sur les dix chefs d'accusation, écrasante sur quelques-uns, répondit : «Non coupable, sur mon honneur. » « Non coupable » est, je crois, la sentence que doit répéter la voix de l'histoire.

Non-seulement les accusations portées contre lord Melville n'avaient point de fondement dans sa conduite, mais on peut dire qu'elles répugnaient à son caractère; ses défauts n'étaient assurément ni l'avidité ni l'avarice : il était tout le contraire de l'égoïsme et de la mesquinerie; s'il tenait mal les comptes de l'État, fort à son détriment, il tenait tout aussi mal les siens.

J'ai été amené à parler ici de l'affaire telle qu'elle se trouva à sa conclusion, après tous les témoignages rendus et toutes les explications terminées. Je dois maintenant revenir à la situation où l'on se trouvait au début, lors de la publication du dixième rapport; l'équité nous oblige, je crois, à avouer que, depuis qu'il existe des partis parlementaires, à peine s'est-il rencontré une opposition qui eût hésité un instant, laissant de côté toute autre investigation, à s'emparer d'une pareille arme pour s'en servir contre ses ennemis politiques. Il devint bientôt évident pour les ministres que leur collègue serait sérieusement attaqué. M. Whitbread, qui se trouvait absent pour quelques jours, fit donner avis par son beau-frère, M. Grey, d'une motion qu'il comptait présenter le 8 avril, sur la base du dixième rapport. Il avait eu d'abord l'intention de proposer une commission d'enquête; mais, encouragé par les dispositions qu'il voyait autour de lui, il rédigea, se disant prêt à les présenter, une série de résolutions au nombre de onze, condamnant dans les termes les plus énergiques la conduite de lord Melville.

Voici un billet de M. Canning qui se préparait à l'assaut prévu :

M. CANNING A M. PITT.

« Somerset-House, samedi 23 mars.

» Pouvez-vous me prêter les rapports des commissaires de 1786? J'ai ceux de 1782 et de 1797, mais il n'y a pas un libraire en ville chez lequel on puisse trouver ceux de 1786.

» Aurez-vous une demi-heure ce matin ou demain de bonne heure, c'est-à-dire à trois ou quatre heures? Je dîne à Blackheath.

» Vous ne vous doutez pas de la force des moyens de défense qu'on peut opposer.

» Si T.[1] ou lord M.[2] avait dit tout ou rien, il n'y aurait aucune difficulté.

» Toujours affectueusement à vous,

» G. C. »

Bien que Canning lui-même fût très-ferme, beaucoup d'autres hésitaient. La seule idée de la motion pendante amena une fermentation et presque un schisme, non-seulement dans le parti ministériel, mais dans le ministère lui-même. Dès le début, Pitt fut résolu à défendre son collègue. En vain, quelques-uns de ses amis personnels à la chambre des communes déclarèrent qu'ils n'avaient point de parti pris quant à leurs votes. et le pressèrent d'abandonner lord Melville à son sort. Wilberforce et

[1] Trotter.
[2] Lord Melville.

Bankes en particulier se rendirent à Downing-Street pour accomplir cette pénible mission. Le premier nous dit: « Nous avons vu Pitt au sujet de l'affaire de Melville, et nous avons causé une heure avec lui; Bankes a été très-franc et Pitt est resté de très-bonne humeur. » Ils ne gagnèrent rien. « A vrai dire, » disait Wilberforce bien longtemps après, « Pitt a surtout été conduit à soutenir Melville par ce faux principe d'honneur qui était son grand défaut[1].»

M. Wilberforce se trompait à cet égard; ce n'était pas surtout par un sentiment d'honneur, vrai ou faux, que Pitt agissait: il croyait son ami innocent des principales accusations portées contre lui. Il ne pouvait, à la vérité, nier un coupable laisser-aller dans la surveillance des comptes de M. Trotter; mais il était convaincu, et il le dit à Wilberforce, qu'il n'y avait pas eu trace de corruption personnelle dans l'affaire de lord Melville; pour employer ses propres expressions, « qu'il n'avait pas empoché les deniers publics. » Il est étrange qu'en rapportant ses paroles, Wilberforce n'ait pas remarqué leur application à la conduite de Pitt dans cette affaire. Fermement convaincu de l'intégrité personnelle de lord Melville dans toutes ces transactions, Pitt était obligé, non-seulement par son honneur, mais encore par son devoir et sa conscience, à se mettre en avant pour le défendre.

Le dissentiment était tout aussi vif dans le cabinet. Dans la dernière année de son ministère, lord Sidmouth était devenu très-hostile à lord Melville. Il avait remarqué, avec quelque ressentiment, que le politique auquel il avait conféré la pairie se trouvait au premier rang

[1] *Vie de Wilberforce*, par ses fils, vol. III.

de ceux qui préparèrent et amenèrent sa chute. C'est pourquoi, tout en désirant, comme à l'ordinaire, d'agir justement et équitablement, il lut le dixième rapport avec une disposition défavorable. Lorsque M. Pitt lui demanda son avis, lord Sidmouth répondit qu'il croyait non-seulement improbable, mais impossible, que lord Melville pût se justifier aux yeux du public. « Je vous exprime ainsi sans réserve, » dit-il, « une opinion que je n'ai encore communiquée à personne. Je n'ai pas parlé de la question à mes amis pour les engager, pas même pour les sonder ; mais je n'ai guère de doute sur leur manière de voir, et je tiens à vous prévenir du danger qu'il y aurait pour vous à vous compromettre dans la défense de lord Melville; vous vous ferez tort auprès de la nation, et vous m'obligerez à renoncer à ma place dans votre ministère. »

« Ce serait notre perte, » repartit M. Pitt. « Si vos amis à la chambre des communes se joignent au vote de censure qu'on compte proposer, il passera infailliblement. »

« Alors, » dit lord Sidmouth, « pour leur éviter, ainsi qu'à moi, cette nécessité, la seule marche à suivre sera de remettre l'enquête aux mains d'une commission spéciale[1]. »

Rien ne fut décidé dans cette entrevue ; mais lord Sidmouth revint voir Pitt pour le presser encore une fois de confier l'affaire à une commission. Lord Hawkesbury, dès le début, et lord Castlereagh, par la suite, crurent également que c'était la meilleure marche à suivre. Pitt finit par y consentir, à condition que lord Melville donnerait d'abord son assentiment. Lord Melville eût naturellement

[1] Cette conversation est rapportée par l'orateur d'après le récit de lord Sidmouth lui-même. *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

infiniment préféré un simple rejet du vote de censure; mais, lorsqu'il vit que ce rejet n'avait aucune chance de majorité, il consentit, bien qu'avec répugnance, au projet qu'on lui proposait. On tint conseil à quatre heures, le dimanche 7 avril, et le gouvernement adopta décidément la commission pour contre-proposition; sur cette base, lord Sidmouth promit l'adhésion de ses amis.

Le lendemain 8, après que les *Whippers in*[1] eurent réuni tous les partis, M. Whitbread présenta sa motion dans un discours de trois heures. Lorsqu'il se fut rassis, lorsqu'on mit aux voix la première de ses résolutions, le premier ministre se leva. Cherchant à conserver sa majorité, il n'entreprit pas de disculper lord Melville sur chaque accusation particulière. Il s'appliqua plutôt à prouver que, par équité envers l'homme d'État accusé, les chefs d'accusation devaient être examinés avec soin par une commission avant que la chambre fût appelée à décider en dernier ressort. Il conclut en demandant la question préalable, et déclara que, si elle passait, il proposerait alors de nommer la commission dont il avait parlé.

Après le discours de Pitt vint un discours de lord Henry Petty, discours très-distingué et qui justifia toutes les espérances que Pitt avait été l'un des premiers à exprimer. Les compliments pleuvaient de tous côtés autour de lord Henry. Dans la soirée, Tierney, qui parla après lui, dit que « chacun devait être fier d'avoir le droit d'appeler son ami une homme d'une telle éloquence et rempli de si grands talents naissans. »

[1] Membres de la chambre des communes chargés par leur parti de réunir leurs collègues au moment du vote.

Qu'il me soit permis d'interrompre mon récit pour dire que ces preuves du succès de lord Henry durent réjouir les dernières heures de la vie de son père, le premier chef politique de Pitt. Le marquis de Lansdowne, plus connu de la postérité sous le nom de comte de Shelburne, mourut un mois après le discours de son fils. Il expira le 7 mai 1805, à l'âge de soixante-huit ans.

J'en reviens au débat de la chambre des communes, le 7 avril. Dans sa marche, M. Fox et un habile allié qui lui était arrivé d'Irlande, M. George Ponsonby, déployèrent contre lord Melville leur talent de discussion. D'autre part, M. Spencer Perceval, M. Canning et lord Castlereagh suivirent la même ligne que M. Pitt, et firent de leur mieux en faveur de leur ami absent. Cependant les membres indépendants restaient graves et secouaient la tête. Habitués par Pitt lui-même à la rigidité et à l'intégrité la plus scrupuleuse sur toutes les questions d'argent, l'affaire de lord Melville ne leur plaisait pas, et ils attendaient, pour la plupart, la décision de M. Wilberforce dont ils respectaient à juste titre l'esprit impartial et consciencieux.

Ce fut donc au milieu d'une attente plus vive que de coutume que M. Wilberforce se leva, fort avant dans la soirée. Il avait attendu presque jusqu'à la fin pour entendre et pour peser tous les arguments présentés en faveur d'une commission. Il était assis au bout du banc de la trésorerie, et il racontait longtemps après que, lorsqu'il s'était levé et s'était tourné du côté du fauteuil, ses yeux avaient rencontré au passage ceux de M. Pitt, et qu'il avait remarqué avec quelle ardeur celui-ci attendait le premier signe de la marche que son ami comptait suivre: « Ce ne fut pas un médiocre effort, » ajoutait Wilber-

force, « que de résister à la fascination de ce regard pénétrant que lord Erskine évitait le plus qu'il pouvait. » Mais il ne laissa pas longtemps la chambre dans l'incertitude. Dès la première phrase, il annonça qu'il se croyait obligé de voter pour la proposition primitive. « Il était profondément choqué, » dit-il, « de la conduite coupable de lord Melville et ne pouvait se refuser à satisfaire le sens moral de l'Angleterre. »

Un pareil discours d'un pareil homme décidait la question. Il rallia tous les membres indépendants, sir Robert Peel, par exemple. A quatre heures du matin, la chambre, au milieu du plus profond silence, procéda à la division ; les chiffres se trouvèrent exactement semblables :

Pour la motion.	216
Contre la motion.	216

Il y avait, je crois, bien des années que, sur une question d'une importance approchant tant soit peu de l'affaire de lord Melville, on n'avait été obligé d'avoir ainsi recours au vote décisif de l'orateur.

Sur cet appel, après quelques minutes de doute et d'hésitation, l'orateur, fort troublé, vota en faveur de la motion de M. Whitbread. On déclara donc que la première de ses résolutions avait passé.

L'opposition, accoutumée toute l'année à n'obtenir que de petites minorités, salua par des transports de joie tumultueuse le triomphe qu'elle avait remporté avec tant de peine. Un gentilhomme en habit rouge, sir Thomas Mostyn, se mit à pousser un cri de chasse en s'écriant : « Nous avons tué le renard ! [1] » Voilà ce que valait judiciairement l'opinion de quelques-uns des juges !

[1] *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

Les autres résolutions de M. Whitbread furent ensuite mises aux voix et passèrent. M. Pitt essaya de faire modifier la dernière phrase de la onzième, qui déclarait que lord Melville s'était rendu « coupable d'une grossière violation de la loi et d'un grave oubli de ses devoirs. » M. Pitt voulait substituer à ces paroles : « Il a agi contrairement aux intentions dudit acte. » Il s'ensuivit une courte discussion, et on fit vider les tribunes pour en venir aux voix ; mais, voyant qu'il ne pouvait l'emporter, le ministre finit par céder sans demander le vote.

Pendant qu'on votait les résolutions et que les étrangers étaient encore exclus, M. Whitbread se leva de nouveau et proposa une adresse au roi pour lui demander d'écarter lord Melville de ses conseils. Au moment où la galerie se rouvrit, M. Pitt proposa de remettre toute autre considération de l'accusation jusqu'au surlendemain, le mercredi suivant : « Je consens à l'ajournement, » s'écria Fox, « à condition que la chambre ne se réunira point jusqu'à ce jour-là, car je ne consentirai jamais à ce que la chambre fasse rien tant que les affaires publiques restent aux mains d'un ministère déshonoré. » Pitt répondit, avec le plus grand sang-froid : « Certainement, sous tous les rapports, il vaut mieux que la chambre s'ajourne à mercredi prochain. » La séance fut alors levée à cinq heures et demie du matin.

Le livre de notes de lord Fitzharris, plus tard le second comte de Malmesbury, qui faisait alors partie du bureau de la trésorerie, contient quelques détails sur cette importante soirée :

« J'étais assis tout près de Pitt le soir où nous nous sommes trouvés 216 contre 216 ; l'orateur Abbot, aussi blanc qu'un linge, hésita dix minutes, puis donna contre

nous le vote décisif. Pitt mit aussitôt sur sa tête le petit tricorne qu'il avait coutume de porter le soir lorsqu'il était habillé; il l'enfonça sur ses sourcils, et je vis distinctement les larmes qui coulaient le long de ses joues. Nous avions entendu une ou deux personnes comme le colonel Wardle, de célèbre mémoire, dire qu'ils voulaient voir « quelle mine Billy aurait après cela. » Avec quelques jeunes gens, comme moi ardents partisans de Pitt, nous enlaçâmes nos bras autour de lui, pour former un cercle; il sortit ainsi de la chambre, sans s'en douter, je crois, et ni le colonel ni ses amis ne purent l'approcher. »

Avant le mardi soir, lord Melville adopta la seule conduite qui restât à un homme d'honneur ainsi attaqué : il donna sa démission de la charge de premier lord de l'amirauté. A peine Pitt était-il entré et avait-il pris place sur le banc de la trésorerie, le mercredi, lorsque la chambre se réunit de nouveau, qu'il se leva pour annoncer ce fait. Mais M. Whitbread ne fut pas encore satisfait. Il persista à faire le discours qu'il avait annoncé, et termina en présentant la motion qu'il avait promise, une adresse au roi pour demander à Sa Majesté de dépouiller lord Melville de toutes les charges qu'il tenait de la couronne, et de l'exclure à tout jamais de sa présence et de ses conseils.

Un long et intéressant débat s'ensuivit. Quelques membres de l'opposition énoncèrent l'idée que lord Melville n'avait donné sa démission que pour se débarrasser de la motion qui venait d'être proposée et qu'on le réinstallerait dès qu'elle serait écartée. Sur ce point, M. Pitt, qui ne parla que sur ce point, fut parfaitement explicite :

« Je n'hésite pas à dire que toute idée du retour du noble lord au pouvoir a complétement disparu et qu'il n'y a aucun danger à craindre de ce côté. En faisant cette

franche déclaration, je tiens à ce qu'on comprenne bien qu'elle ne resterait pas valable dans le cas où la chambre viendrait à s'assurer, sur une nouvelle enquête, que ses résolutions de lundi ont été prématurées, et où elles seraient, par conséquent, effacées des journaux de ses séances. Dans toute autre situation, il me paraît absolument impossible qu'aucun ministre puisse jamais avoir l'idée de conseiller à Sa Majesté de donner au noble lord une place quelconque dans son conseil. Après cette déclaration, il me semble qu'on pourrait écarter la proposition de l'honorable membre, sans pour cela perdre de vue l'objet qu'il dit avoir pour but. »

A mesure que le débat avançait, il devenait évident, comme le constatent les notes de l'orateur, que la chambre n'était pas disposée à donner un vote aussi décisif avant la fin de l'enquête. Ce que voyant, M. Whitbread retira sa motion. Mais on décida à l'unanimité de présenter les premières résolutions au roi; la chambre devait les porter en corps. Pitt prévint la chambre que, le lendemain du jour où ce devoir serait accompli, il proposerait l'ajournement de la chambre pour les vacances de Pâques pendant une quinzaine de jours seulement.

Le lendemain, l'orateur, accompagné de nombreux membres, se rendit donc avec les résolutions à Saint-James. Aucun des ministres n'était présent; les chefs de l'opposition, Fox, Grey, Sheridan, Windham, Thomas Grenville n'y étaient pas. Whitbread envoya ses excuses sous prétexte d'indisposition. La chambre s'ajourna alors au 25.

Ainsi tomba de sa grande situation Henry Dundas, lord vicomte Melville. Il tomba, mais il emporta avec lui, comme il le méritait, le tendre attachement de ses amis.

Dans son pays natal, bien des années après sa mort, son nom restait, je pourrais dire qu'il reste encore entouré d'estime et de reconnaissance. En 1826 encore, nous voyons un homme tel que sir Walter Scott le comparer, fort à son avantage, avec quelques-uns de ses successeurs au pouvoir : « Ha, ha, Dundas ! il n'y avait pas de corruption de ton temps ! [1] »

La question était maintenant de remplacer Dundas à l'amirauté. Lord Sidmouth et quelques-uns de ses collègues suggérèrent plusieurs noms à M. Pitt. Le désir de lord Sidmouth était de faire nommer lord Buckinghamshire ou lord Hawkesbury, ou quelque autre personne déjà en charge, pour faire place à l'un de ses amis ou parents Bond, Bragge, Bathurst ou Hiley. Il avait parfaitement le droit de poursuivre ce but, d'après les conditions de son accession au ministère ; mais, dans la situation actuelle du gouvernement, il eût mieux fait d'ajourner ses efforts.

De son côté, Pitt était vivement peiné de voir interrompre le cours des mesures en train pour l'administration vigoureuse et économique de la marine en temps de guerre. En projetant ces mesures, qui touchaient à leur pleine exécution, lord Melville avait beaucoup compté sur un amiral de mérite, quoique peu célèbre, sir Charles Middleton. Comme je l'ai dit ailleurs, sir Charles avait été l'un des premiers à s'allier [2] avec Wilberforce pour l'abolition de la traite des nègres ; il formait, sur ce point comme sur plusieurs autres, un grand contraste avec

[1] *Journal*, 1er mars 1826. *Vie*, par Lockhart, vol. VIII.

[2] Vol. I. Comparez sur ce point la *Vie de Wilberforce*, vol. III, avec la *Vie de lord Sidmouth*, vol. II.

lord Saint-Vincent, qui fut jusqu'au bout le partisan le plus actif et le plus fidèle de la traite des nègres. Sir Charles avait plus de quatre-vingts ans, mais il n'en conservait pas moins beaucoup d'énergie de corps et d'esprit.

« Les plans de lord Melville pour les forces maritimes du royaume étant, par le fait, ceux de sir Charles, » comme le dit Wilberforce, peut-être avec un peu d'exagération, Pitt crut que la nomination de sir Charles, comme expédient temporaire, non comme établissement définitif, serait peut-être ce qu'il y aurait de mieux. En quelques mois, sir Charles pourrait achever les mesures administratives qu'il avait aidé à projeter, et l'orage soulevé contre le gouvernement par le dixième rapport serait alors calmé.

Il était naturel, vu l'estime de lord Melville pour sir Charles Middleton, de supposer que lord Melville avait conseillé cette nomination. Sir Charles lui-même était dans cette conviction. Mais nous avons l'assertion positive de M. Pitt en sens contraire. Il déclara que l'idée était absolument sienne, indépendante de toute opinion que lord Melville aurait pu exprimer, et antérieure à cette opinion.

La correspondance suivante en fut le résultat :

M. PITT A LORD SIDMOUTH.

« Downing-Street, dimanche soir 21 avril 1805.

» Cher lord Sidmouth,

» Il est devenu impossible de retarder plus longtemps la décision relative à l'amirauté ; et, après avoir bien pesé

toutes les alternatives, je finis par croire que la nomination de sir Charles Middleton (bien que sujette à quelques objections) est, à tout prendre, ce qu'il y a de mieux pour les affaires essentielles et pressantes du moment dans le service naval, et elle offre moins d'inconvénients que tout autre combinaison à moi présentée. J'écris donc ce soir au roi pour lui soumettre cet avis comme le meilleur que je puisse donner. Je voudrais avoir plus de chance que je n'en ai, je le crains, de vous voir penser que j'ai décidé raisonnablement.

» Le conseil est convoqué pour demain à midi, par suite des communications que nous avons reçues hier de Woronzow; elles sont de la même date que celles de lord G. Leveson, mais plus détaillées, et promettent davantage. Y a-t-il chance que vous y veniez avant de partir pour Windsor?

» Affectueusement à vous,

» W. PITT. »

LORD SIDMOUTH A M. PITT.

« Richmond-Park, 22 avril, midi et demie.

» Mon cher monsieur,

» Je déplore le choix que vous avez fait. Il aura, je le crains, l'effet d'affaiblir et d'abaisser le gouvernement dans un moment où il serait particulièrement important de lui donner des forces nouvelles et de relever son caractère. C'est pour moi une preuve décisive qu'il ne serait ni utile pour le public ni honorable pour moi de rester en charge; je suis depuis longtemps forcé de pencher de ce

côté-là, et mon opinion est confirmée par cette combinaison et par les circonstances qui l'ont accompagnée. Tout mon désir est de quitter la vie publique...

» Affectueusement à vous,

» SIDMOUTH. »

Le même jour, nous voyons lord Sidmouth écrire à son frère Hiley que le choix de sir Charles avait de très-grands inconvénients, « puisqu'il nous enlevait les moyens de faire une combinaison conforme aux engagements pris envers moi au mois de décembre dernier. » Par cette raison et quelques autres, lord Sidmouth se crut le droit de donner sa démission, et, le lendemain, il fut imité par son adhérent, le comte de Buckinghamshire.

M. Pitt et lord Sidmouth se trouvaient ensemble au château de Windsor, où devait avoir lieu une réception de chevaliers de la Jarretière, la première depuis le mois de juillet 1771, et qui devait s'accomplir avec une grande magnificence. Les deux politiques eurent alors l'occasion de causer en particulier, et le premier ministre pressa vivement son collègue de revenir sur sa décision. Dans l'intervalle, les amis des deux parties espéraient tenir l'affaire secrète; mais ils n'y purent réussir; on en parlait publiquement au dîner annuel de l'Académie, le 27 : « J'ai été bien stupéfait, » écrivait le lendemain lord Auckland à M. Abbot, « quand j'ai vu qu'un secret dont nous n'avions pas même osé nous parler, vous et moi, était bien connu dans une assemblée de deux cents politiques et peintres. »

Le lendemain, cependant, les deux politiques se virent à Richmond-Park, et là ils eurent une discussion à fond. Lord Sidmouth consentit enfin, pour son compte et pour celui de lord Buckinghamshire, à rester au pouvoir.

« J'ai consenti à tenter l'expérience, » dit-il. Il y consentit à trois conditions ; il était libre de dire à ses amis : 1° que la nomination de sir Charles n'était qu'un expédient temporaire ; 2° que M. Pitt était décidé à livrer au public tous les rapports de la commission d'enquête sur la marine ; 3° que les amis de lord Sidmouth étaient libres de voter comme bon leur semblerait, et qu'on aurait égard « à leurs justes et légitimes prétentions [1]. »

A cette époque, le roi déclara, par écrit, que si quelque discussion s'était élevée dans le cabinet, il eût décidément pris parti pour M. Pitt, « ayant eu toute raison d'être satisfait de sa conduite depuis sa rentrée à mon service [2]. »

Cependant, la nomination de sir Charles avait été sanctionnée par le roi et officiellement annoncée. Il fut élevé à la pairie sous le nom de lord Barham, et la succession fut assurée à sa fille unique, qui avait épousé sir Gérard Noël.

Dans l'intervalle, la chambre des communes s'était réunie de nouveau et avait aussitôt repris l'affaire de lord Melville. Dès le premier soir, M. Whitbread se leva pour demander si le très-honorable membre, sur le banc en face, avait l'intention de conseiller à Sa Majesté de rayer le nom de lord Melville de la liste du conseil privé. Pitt répondit qu'il n'en avait aucunement l'intention : « L'avis de la chambre, lors de la dernière discussion, » dit-il, « avait paru être qu'il suffisait de retirer au noble lord toute situation confidentielle et importante, jusqu'à ce que les enquêtes d'une commission choisie eussent jeté un nouveau jour sur le sujet. »

[1] *Vie*, par le doyen Pellew, vol. II. *Journaux de lord Colchester*, vol. I.
[2] Lettre du 30 avril 1805. Voir l'Appendice.

Whitbread se leva sur-le-champ pour annoncer qu'il soulèverait un autre jour la question du conseil privé, et il proposa ensuite de renvoyer le dixième rapport à une commission choisie. Pitt dit qu'il approuvait pleinement le renvoi, mais qu'il désirait que cette enquête ne portât que sur certains points du rapport, puisqu'il apprenait que l'honorable préopinant avait l'intention de proposer de renvoyer au procureur général certains autres points du rapport; les deux modes de procédure ne devaient certainement pas porter sur les mêmes objets.

Une longue discussion s'engagea alors sur ce sujet; mais, au vote, Pitt l'emporta à 229 voix contre 151. Il l'emporta encore, dans la même soirée, à 251 voix contre 120, sur la question de savoir si la commission serait choisie au scrutin ou nominativement désignée. Le 30 avril, les membres furent nommés au scrutin, après une nouvelle discussion, et la commission se vit enfin libre de commencer ses travaux.

L'affaire de lord Melville, comme presque toutes les questions importantes librement discutées, se trouva, lorsqu'elle arriva devant la chambre, mélangée et embarrassée de nombreux détails supplémentaires. Les commissaires pour l'enquête sur la marine avaient présenté un onzième rapport. Le journal *l'Oracle* fut accusé par M. Grey d'offense à la chambre, parce qu'il avait vivement épousé la cause de lord Melville, et l'éditeur, M. Peter Stuart, fut remis à la garde du sergent d'armes. On mit également au jour une affaire de 1797 dans laquelle M. Pitt, sans la sanction de la loi, mais avec le consentement de M. Dundas, avait, disait-on, emprunté 40,000 livres sterling d'excédant sur l'argent de la marine, en donnant garantie, afin de mettre MM. Boyd et Benfield,

entrepreneurs, en état de faire face au premier payement de leur emprunt. M. Pitt lui-même rendit témoignage sur cette affaire devant la commission choisie, et on verra que ce fut, par la suite, le sujet d'une motion séparée dans la chambre des communes.

La motion de M. Whitbread, quant au conseil privé, restait fixée au 6 mai. Quelques personnes seront peut-être de l'avis du roi : « Cela ne convient pas au caractère des Anglais, qui sont naturellement trop généreux pour accabler un homme tombé. » Mais il y avait à cette époque bien des membres qui étaient disposés à pousser jusqu'au bout la guerre contre lord Melville. Pitt reçut de plusieurs côtés l'avis que, selon toute probabilité, il serait de nouveau battu. Cependant, il restait résolu à défendre à tout hasard son ami de jeunesse; mais, dans cette conjoncture, il reçut la lettre suivante :

LORD MELVILLE A M. PITT.

« Wimbledon, 15 mai 1805.

» Mon cher monsieur,

» D'après le compte qu'avaient rendu les journaux de ce qui s'était passé à la chambre des communes le 8 et le 10 avril, et, d'après votre opinion du moment, j'avais été amené à penser que le but de mes adversaires était atteint, et qu'il n'était pas probable que je me visse exposé de nouveau à des démarches hostiles dans le Parlement. D'après ce que vous m'avez fait savoir hier, et d'après ce que j'ai appris aujourd'hui par d'autres, je suis convaincu que vos espérances avaient été trop hautes, et que la motion de demain sera soutenue dans la chambre par plu-

sieurs personnes importantes desquelles vous attendiez une autre conduite. Ces circonstances m'ont décidé à examiner soigneusement la question à tous ses points de vue; et, après les réflexions les plus impartiales possibles, je suis décidément d'avis, si vous êtes convaincu qu'il y a réellement dans la chambre des communes un grand nombre de gens qui trouveraient mauvais, après leur vote, que mon nom restât sur la liste du conseil privé, qu'il sera positivement de votre devoir de conseiller à Sa Majesté ce qui convient le mieux pour fortifier son gouvernement et pour lui assurer la confiance de la chambre des communes. Je ne vous cacherai pas que cette opinion n'est pas complétement détachée de toute considération personnelle. J'espère que j'ai assez de fermeté pour supporter tout le mal qu'on peut me faire; mais vous connaissez assez l'intérieur de ma famille pour savoir combien tous mes sentiments domestiques souffrent de la douleur et de l'agitation constantes que ces débats, remplis de tant d'amertume personnelle, causent naturellement à ceux qui me tiennent de plus près.

» Je suis, etc.,

» MELVILLE. »

Cette lettre prouve la générosité de l'âme de lord Melville, et combien son caractère le portait naturellement à penser aux autres plutôt qu'à lui même. Par suite de ses conseils, Pitt céda devant l'orage. Lorsque Whitbread se leva, le lendemain, pour présenter sa motion, Pitt se leva pour l'interrompre, en déclarant qu'il avait une communication à faire. Whitbread revendiqua son droit et insista pour finir son discours. Pitt se leva aussitôt après, pour la seconde fois : « Je voulais annon-

cer, » dit-il, « que l'objet que se proposait l'honorable préopinant est déjà atteint. J'ai cru de mon devoir de conseiller au roi de rayer le nom de lord Melville de la liste du conseil privé. Sa Majesté a accédé à mes avis, et, la première fois qu'on tiendra le conseil, le nom sera rayé... Je crois, monsieur, que la chambre doit se souvenir que l'honorable préopinant avait parlé, le jour qu'il vient de rappeler, d'une motion analogue à celle qu'il présente aujourd'hui. Il ne me parut pas, ce jour-là, que la chambre fût d'avis de poursuivre cette motion ni qu'elle fût nécessaire, après les résolutions de censure prises deux jours auparavant. Bien des gens, qui avaient soutenu ces résolutions, croyaient qu'il était inutile d'aggraver, par une sévérité nouvelle, la blessure déjà faite, et que, la justice du public satisfaite, on ne devait pas outrager les sentiments de la personne. Plusieurs membres de l'autre côté de la chambre n'avaient pas même paru désirer qu'on poussât la motion jusqu'au vote. Là-dessus, la motion avait été retirée... Depuis lors, par suite de l'avis donné par l'honorable membre sur la reprise de sa motion, j'ai cru de mon devoir de m'assurer quel était, sur cette question, le sentiment général des membres de la chambre. J'ai eu l'occasion de connaître l'avis de bien des hommes honorables des deux côtés de la chambre, et j'ai eu des raisons de croire que la mesure proposée par la motion de l'honorable membre leur paraissait désirable. J'avoue, monsieur, et je n'ai pas honte de l'avouer, quels que puissent être ma déférence pour la chambre des communes et mon désir d'accéder à ses vœux, que j'éprouve une amère et cruelle angoisse à me voir ainsi forcé de devenir l'instrument d'une aggravation de peine pour le noble lord. »

Lord Macawlay m'a raconté, dans la conversation, qu'il avait entendu décrire cette scène par plusieurs témoins oculaires. C'est d'après leurs récits qu'il l'a si vivement dépeinte dans sa courte biographie : « Au moment où Pitt prononça le mot angoisse, ses lèvres tremblèrent, sa voix fléchit, il s'arrêta ; l'auditoire s'attendait à le voir fondre en larmes ; mais il triompha de son émotion et continua avec toute la majesté de son calme ordinaire. »

Fox, qui était lui-même si remarquable par sa chaleur de cœur envers ses amis, aurait bien pu, ce me semble, se laisser toucher par les marques du même sentiment chez Pitt. Il aurait bien pu se dispenser de le presser davantage, au moins ce jour-là, sur un point qui, par le fait, était déjà gagné ; mais, se levant après Pitt, il commença par un froid sarcasme, et termina par une amère invective. « Puisque le très-honorable préopinant nous dit qu'il a enfin consenti à rayer le nom de lord Melville de son conseil privé, je voudrais bien savoir si cela est l'effet des résolutions de la chambre des communes ? » Telle fut sa première phrase ; voici la dernière : « Je puis affirmer à la chambre qu'il y a toute apparence que le pays sera fort agité, et qu'il ne mettra pas grande confiance en ceux qui se sont donné tant de peine pour abriter un délinquant, bien qu'ils aient fini par être obligés de l'abandonner. »

Les insultes de M. Fox durent assurément être fort pénibles, ce soir-là, aux amis de lord Melville. Elles irritèrent le neveu de lord Melville, le secrétaire de la guerre, qui, avec une grande imprudence, hasarda en retour quelques insultes. Il fit remarquer que le feu lord Holland, comme payeur général des forces, ne s'était pas fait scrupule de gagner beaucoup d'argent au moyen des

sommes qui se trouvaient entre ses mains. Il fit remarquer que M. Fox avait, par son père, participé à ces profits, et qu'il en avait dépensé la plus grande partie, dans sa jeunesse, aux tables de jeu. Cet argument *tu quoque*, comme on l'appelle à Eton, ne paraît digne ni du caractère ni du nom de lord Melville. Avec une admirable présence d'esprit et un calme imperturbable, Fox le retourna contre les amis de lord Melville. En 1785, le Parlement avait voté un bill qui interdisait au trésorier de la marine d'user en aucune manière, à son profit, des excédants qui se trouvaient entre ses mains; en abolissant cette source de bénéfice, l'acte augmentait les appointements du trésorier : « Si donc, » dit Fox, « comme l'allègue le très-honorable membre, il était criminel, chez un fonctionnaire public, de faire usage des deniers publics pour son avantage personnel, lorsque cela n'était interdit par aucun acte du Parlement, *à fortiori* cela doit-il être plus criminel depuis la publication de l'acte... Il est vrai que j'ai beaucoup joué; il est vrai que mon père m'a légué une grande fortune; mais je laisse à la chambre le soin de deviner comment le très-honorable préopinant peut déduire, de la manière dont j'ai dépensé cette fortune, que je fusse de connivence avec mon père dans ce qu'il regarde comme une manœuvre malhonnête pour s'enrichir. »

Les adversaires de lord Melville ayant réussi à le faire exclure du conseil privé, ils ne pouvaient plus faire aucune démarche avant le rapport de la commission choisie. L'affaire subit donc nécessairement quelques délais; mais, dans l'intervalle, on discuta une autre question bien plus importante encore.

Les catholiques romains d'Irlande avaient vu et senti,

en 1801, que l'obstacle qui s'opposait à leurs réclamations était pour le moment insurmontable. Ils furent donc, pour la plupart, et pendant plusieurs années, disposés à attendre. Mais peu à peu leur impatience s'accrut, et quelques-uns des chefs de l'opposition en Angleterre l'excitèrent encore. Dès le mois de novembre 1803, nous voyons Fox et Fitzwilliam les presser vivement de présenter cette grande cause dans la session qui allait s'ouvrir. « Mais Sheridan est furieusement opposé, » écrivait Fox, « à ce qu'on soulève une question qui l'embarrassera. »

Ce ne fut que sous le ministère de Pitt et dans la session de 1805 que l'effort fut sérieusement tenté. Les chefs catholiques avaient tenu plusieurs réunions à Dublin, sous la présidence de lord Fingal. Ils étaient convenus d'envoyer à Londres une députation de cinq membres et de présenter une pétition aux deux chambres.

Le 12 mars, la députation ainsi envoyée eut une entrevue avec M. Pitt, et lui demanda de présenter la pétition. Il leur répondit, comme ils s'y attendaient, que, bien loin de soutenir leur requête dans la situation actuelle, son devoir l'obligerait à s'y opposer. Ils s'adressèrent ensuite à M. Fox, qui, en conséquence, présenta leur pétition à la chambre des communes le 25, le même jour que lord Grenville la présentait à la chambre des pairs.

Le 10 mai, suivant l'avis qui en avait été donné, et selon la marche régulière des choses, lord Grenville, à la chambre des pairs, et M. Fox, le 13, à la chambre des communes, proposèrent de prendre en considération les pétitions qu'ils avaient présentées. Chez les pairs, la discussion fut longue et solide; elle dura pendant deux soirées; la seconde se prolongea même presque jusqu'à six

heures du matin. Lord Hawkesbury et lord Sidmouth, en particulier, parlèrent de la question comme d'une concession impossible à accorder, quels que fussent les temps et les circonstances. Y compris les délégations, le vote ne donna que 49 voix en faveur de la motion et 178 contre.

A la chambre des communes, le débat dura également deux jours. M. Fox, au début, parla trois heures et demie. Le docteur Duigenan, homme d'une laborieuse érudition, lui répondit par un discours qui dura deux heures. Alors on vit se lever un nouveau membre que la chambre était curieuse d'entendre : c'était Henry Grattan, qui, à la prière de ses amis, avait surmonté la vive répugnance qu'il éprouvait à siéger dans le Parlement de l'Empire, et qui, ne trouvant pas aisément un siége en Irlande, occupait, grâce à l'influence de lord Fitzwilliam, la place de Burke comme l'un des représentants de Malton.

Le discours de M. Grattan dura plus d'une heure et demie. Il fut écouté tout le temps avec une profonde attention. L'orateur parle de ce discours comme d'un langage très-piquant et épigrammatique, illuminé parfois de métaphores brillantes. D'autre part, l'action oratoire était extrêmement affectée et prétentieuse, et les gestes très-exagérés : « Grattan jetait son corps, sa tête et ses bras dans toutes sortes d'attitudes bizarres [1]. » Il faut remarquer que la même action étrange accompagnait toutes ses harangues. Dans son âge mûr, M. Curran avait coutume de l'imiter d'une façon irrésistiblement bouffonne, se courbant jusqu'à ce que sa tête touchât presqu'à terre,

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. II.

tout « en remerciant Dieu de ce qu'il n'avait aucune bizarrerie dans les gestes ni dans l'apparence [1]. »

Il est beau de voir le véritable génie s'élever au-dessus de ces petits inconvénients. Lord Byron, qui, à cette époque, venait souvent d'Harrow pour assister aux débats, dit qu'on lui avait raconté, car il n'était pas présent ce soir-là, « que la chambre des communes avait hésité un moment à savoir si elle rirait ou si elle applaudirait Grattan. Le début de son prédécesseur Flood avait complétement échoué dans de semblables circonstances. Mais, lorsque la partie ministérielle de nos sénateurs eut regardé Pitt, son thermomètre, pour prendre ses ordres, et qu'elle lui eut vu faire majestueusement, à plusieurs reprises, son signe d'approbation, on suivit la direction du chef, et on éclata en applaudissements enthousiastes. »

On dit que le passage qui valut, le premier, à M. Grattan, le signe d'approbation, ou « l'écoutez ! écoutez ! » de M. Pitt, fut celui où Grattan attaqua les souvenirs historiques et les amères récriminations dé M. Duigenan. « Je me lève, » avait-il dit, « pour protéger les catholiques contre ses attaques, et les protestants contre sa défense [2]. »

Pitt réserva son discours pour la seconde soirée. Dans le cours de ses paroles, il fit allusion au discours de M. Grattan comme à un morceau revêtu « d'une grande splendeur d'éloquence. » Quant à lui, il adopta la marche qu'il avait résolu de suivre quatre ans auparavant :

« Monsieur, » dit-il, « je sens que, dans aucun cas, on n'aurait pu, avant l'union, accorder les priviléges main-

[1] *Vie de Byron*, par Thomas Moore, vol. II; édition 1832, vol. III.
[2] *Vie de Grattan*, par son fils, vol. V.

tenant réclamés, en ayant dûment égard aux intérêts des protestants d'Irlande, à la tranquillité intérieure du royaume, à la structure de notre constitution, ou aux chances d'une union permanente entre l'Irlande et ce pays-ci. Il est vrai, monsieur, qu'après l'union, j'ai vu la chose sous un autre jour, et que, lorsque cet événement était encore en perspective, j'ai dit, comme l'a rappelé l'honorable membre, que cette mesure apporterait un grand changement dans mes opinions; mais il a dit également, ce qui est parfaitement vrai, que je n'avais point pris d'engagement positif. Au contraire, je crois que l'argument que j'avançais était celui-ci : si l'on trouvait à propos de conférer aux catholiques ce qu'ils demandaient, on pourrait, après l'union, le faire avec plus de sécurité pour l'empire; si on jugeait à propos de le leur refuser, on pourrait alors refuser sans amener les conséquences désastreuses qu'on pouvait craindre avant l'union. Je viens donc, monsieur, parfaitement libre et sans engagement à la discussion de ce jour. J'étais assurément d'avis que, sous un Parlement uni, on pouvait accorder ces priviléges avec des conditions et des garanties suffisantes, de manière à n'amener aucun danger pour l'Église établie et la constitution protestante; je reste encore dans cette opinion, et, s'il n'y avait pas d'autres circonstances qui font obstacle à l'accomplissement des vœux des catholiques, si un simple souhait pouvait les réaliser, j'avoue, monsieur, que je n'y vois aucun des dangers que nous ont dépeints d'autres membres, et que je ne crois pas que l'admission d'une certaine proportion de catholiques dans le Parlement de l'empire pût amener aucun résultat funeste ou pernicieux pour le bien-être de l'État ou pour la sécurité et la sta-

bilité de la constitution. En donnant ainsi franchement mon opinion, je ne veux pas, monsieur, fermer opiniâtrément les yeux à cette vérité qu'un catholique, quelque honorables que puissent être ses intentions, cherche naturellement à faire prospérer les intérêts de sa religion : cela est dans la nature humaine; il peut désavouer ce désir pour un temps, mais personne de ceux qui connaissent les mouvements du cœur humain n'ignore que le catholique doit être préoccupé de ce besoin lorsque le pouvoir et l'occasion lui seront favorables. Mais si l'on appliquait les garanties et les conditions dont j'ai parlé, et que j'aurais cherché à appliquer si mes vœux avaient pu s'accomplir, je crois fermement qu'aucun danger n'eût existé, et qu'on n'eût eu à redouter aucun mal.

. . . . . .

» Telles étaient, monsieur, mes vues sur cette importante question; tel était le but que je cherchais à atteindre; mais des circonstances malheureuses, à mon avis, m'ont rendu impossible, à cette époque, de présenter la mesure de la manière qui me paraissait alors praticable, de la seule manière que je croie convenable en tous temps, de la seule manière qui pût être avantageuse aux prétentions de ceux qui présentent aujourd'hui la pétition que nous examinons, avec l'espoir de faire disparaître tous les dissentiments, d'ensevelir toutes les animosités, et d'amener cette union parfaite dont tout le monde, dans tous les partis, reconnaît l'utilité. Il n'est pas nécessaire maintenant d'expliquer quelles furent les circonstances auxquelles j'ai fait allusion et qui m'empêchèrent alors d'appeler l'attention du Parlement sur ce sujet de la manière et avec la perspective que je désirais. J'ai donné au

moment même toutes les explications que je croyais de mon devoir de donner; je ne me sens pas appelé à en donner davantage; rien ne me décidera à entrer dans d'autres détails. Je me contenterai donc de dire que les circonstances qui me firent alors sentir que le moment n'était pas opportun pour présenter la question, et qui amenèrent la démission du cabinet d'alors, ont fait sur mon esprit une impression si profonde et si durable que, tant que ces circonstances subsisteront, je croirai de mon devoir, non-seulement de ne pas mettre en avant la question, mais de ne prendre aucune part ni à sa présentation ni au mouvement qu'elle peut causer..... Je dois dire que le moment me paraît offrir peu de chances, je pourrais dire point de chances de succès. Si donc, monsieur, la question ne doit pas passer, il me semble qu'en la discutant dans de semblables circonstances, nous ne ferions que ranimer les dissensions que nous voulons éteindre, et réveiller toute cette ardeur et toute cette âpreté qui ont déjà régné dans les débats. »

La chambre se divisa à quatre heures du matin; les chiffres donnèrent :

Pour la motion de M. Fox . .	124
Contre.	336
Majorité . .	212

Pendant tout l'hiver et le printemps de 1805, Pitt, ainsi occupé de débats parlementaires, était tout aussi actif dans les négociations diplomatiques. Il était décidé à faire cesser l'isolement où l'Angleterre se trouvait depuis quelques années, et à l'allier, au contraire, à d'autres grandes puissances contre la domination insuppor-

table de la France. Les dissentiments qui s'étaient élevés l'année précédente entre les cours de Paris et de Saint-Pétersbourg étaient très-favorables à ses vues. L'empereur Alexandre commençait à apprécier et à rechercher l'alliance de l'Angleterre. M. de Novosiltzoff, l'un des seigneurs russes les plus avant dans la confiance de Sa Majesté, fut envoyé à Londres et eut plusieurs entrevues avec M. Pitt.

Comme on peut le supposer, M. de Novosiltzoff ne manquait pas de transmettre à sa cour des rapports détaillés sur tout ce que disait M. Pitt. Une copie de ces rapports a fini, depuis lors, par arriver en France, où M. Thiers l'a vue. Nous y apprenons que le ministre anglais condamnait en termes énergiques l'idée d'imposer un nouveau gouvernement à la France : « On devait attendre, » disait-il, « que le pays se prononçât lui-même, et surtout mettre un grand soin, dans toutes les proclamations que nous pourrons publier, de rassurer, dans les termes les plus formels, les chefs de l'armée sur la conservation de leurs grades, et les propriétaires de biens nationaux sur la conservation de leurs biens. » Ce dernier point semblait si important à M. Pitt qu'il se déclarait « prêt à faire, avec les fonds de l'Angleterre, une *provision* (c'est sa propre expression) pour indemniser les émigrés restés autour des Bourbons, et leur ôter ainsi tout motif d'alarmer les acquéreurs des biens nationaux. » « Ainsi, » continue M. Thiers, « la fameuse indemnité des émigrés roulait dans l'esprit de M. Pitt vingt ans avant le jour où elle a été votée par le Parlement de France[1]. »

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, vol. V. Je regrette que ces rap-

Les projets que M. de Novosiltzoff apportait en Angleterre étaient, à ce qu'il semble, fort peu digérés. Il avait l'intention de conclure ce qu'il appelait « une alliance de médiation, » à la tête de laquelle devait se placer la Russie. Mais ses rapports avec M. Pitt modifièrent extrêmement ses vues, et, à son retour à Saint-Pétersbourg, il persuada à ses collègues et à son souverain de modifier également les leurs. Un traité fut conclu entre la Russie et l'Angleterre, ayant pour base les opinions et les suggestions de Pitt. Il fut signé à Saint-Pétersbourg, le 11 avril, par lord Granville Leveson, du côté de l'Angleterre, et par le prince Adam Czartorisky et M. de Novosiltzoff, de la part de la Russie.

Dans cette pièce, les deux puissances contractantes commençaient par déplorer l'état de souffrance dans lequel l'ambition du gouvernement français avait jeté l'Europe, et elles se déclaraient disposées à mettre, sans plus tarder, un terme à de nouvelles prétentions. Elles comptaient essayer de former une ligue générale des puissances européennes, et réunir sur le continent une armée de cinq cent mille hommes de troupes effectives. L'objet de cette ligue devait être de faire évacuer le territoire hanovrien et tout le nord de l'Allemagne, de rétablir l'indépendance de la Hollande et de la Suisse, de ramener le roi de Sardaigne en Piémont, avec un accroissement de territoire, d'assurer la sécurité future du royaume de Naples et l'évacuation complète de l'Italie, y compris l'île d'Elbe, par les troupes françaises ; enfin, de fonder en

ports russes n'aient pas été publiés *in extenso*. Un mémorandum, en date du 19 janvier 1805, et présenté à M. Pitt par l'ambassadeur de Russie à Londres, a trouvé place dans la collection de Schœll, et sir A. Alison en a formé un appendice au 39e chapitre de son *Histoire de l'Europe*.

Europe un état de choses qui pût opposer une barrière inébranlable à de nouvelles usurpations. Dans ce but, l'Angleterre s'engageait à contribuer non-seulement par des troupes et des vaisseaux, mais encore par des subsides. Si la ligue venait à se conclure, aucune des puissances qui en feraient partie ne pourrait conclure la paix avec la France sans le consentement des autres.

On doit remarquer que ce traité portait infiniment plus sur l'avenir que sur le présent, puisqu'il dépendait d'autres alliances qui n'étaient pas encore formées. Il n'empêcha pas le gouvernement russe de chercher encore à entrer en accommodement amical avec le gouvernement français, et, à cet effet, d'envoyer M. de Novosiltzoff à Berlin. Il n'empêcha pas non plus la cour de Saint-Pétersbourg de continuer à manifester, sur divers points, sa jalousie envers l'Angleterre. L'île de Malte surtout la préoccupait, et, sur ce point, Pitt crut désirable de défendre, non-seulement par lord Mulgrave, mais personnellement, la conduite qu'avait tenue l'Angleterre et qu'elle continuerait à tenir.

M. PITT A M. DE NOVOSILTZOFF

(Extrait).

« Downing-Street, 7 juin 1805.

» J'ai toujours senti bien certainement que, tant que l'exécution du traité d'Amiens serait en question, ce pays-ci n'avait pas le droit, à l'égard de Malte, de chercher autre chose qu'à assurer, s'il était possible, une garantie véritable et durable d'après l'esprit du traité. Mais une

nouvelle guerre, amenée par la conduite de la France, ayant annulé ce traité, je ne puis croire ce pays-ci engagé par les intentions qu'il peut avoir annoncées dans le but d'exécuter le traité; et, par des raisons générales de modération et de justice, je ne puis croire ce pays appelé à offrir une addition si considérable à tous les sacrifices qu'il a déjà faits de ses conquêtes pendant la guerre, en échange des concessions faites par la France, qui ne peuvent offrir à l'Europe une sécurité suffisante.

» La possession de Malte me paraît de la plus haute importance pour de graves et sérieux intérêts nationaux, et pour nos moyens d'union et de coopération avec les autres puissances. Il nous faut absolument une station navale dans la Méditerranée, et on n'en peut trouver aucune qui soit aussi sûre et aussi avantageuse que Malte. En dépit de ce sentiment, si l'arrangement proposé pour Malte pouvait assurer dans les négociations une combinaison satisfaisante sur le continent, en particulier des barrières suffisantes pour l'Italie et pour la Hollande, si nous pouvions obtenir, en échange de Malte, le seul point qui puisse, à notre avis, répondre à nos vues, à savoir Minorque, nous sommes prêts à surmonter nos objections sur ce point; mais, sur toute autre base, nous ne nous sentons pas le droit de consentir à ce sacrifice. Il nous est donc impossible de ratifier la partie du dixième article qui se rapporte à ce sujet, et qui a été référée ici pour la décision. Nous sommes également dans la pénible nécessité de protester contre toute démarche qui pourrait amener la discussion ou la révision des principes de droit maritime que nous avons établis. Nous avons cherché à expliquer franchement et sans réserve les motifs qui nous

guidaient sur les deux points. Ils sont, à notre avis, convainquants et concluants. »

Le traité du 11 avril n'était pas encore divulgué. Il ne devait entrer en vigueur que lorsqu'on aurait obtenu l'accession de l'Autriche et celle de la Prusse, s'il était possible. Dans cette situation, Pitt sentit qu'il ne pouvait pas faire des communications positives à la chambre des communes. Mais son budget lui laissait, comme nous l'avons vu, une marge de 5 millions pour les subsides étrangers, et il tenait à ce que la session ne se terminât pas sans qu'un vote vînt sanctionner l'application immédiate d'une grosse part de cette grosse somme, si cela était nécessaire. Dans ce but, un message royal fut envoyé aux deux chambres le 19 juin, et, sur ce message, le ministre basa une proposition pour demander qu'une somme de 3 millions et demie fût placée, à cet effet, à la disposition de Sa Majesté.

Le message royal fut accueilli par une proposition d'adresse faite par Grey, afin de demander au roi de ne point proroger son Parlement tant qu'il ne pourrait pas lui donner des renseignements plus complets sur l'état des affaires étrangères. Fox parla dans le même sens avec son habileté ordinaire : « Puisqu'on ne peut pas nous répondre à ce période de la session, » dit-il, « que la session se prolonge jusqu'à ce que la réponse arrive. Puisque la réponse ne peut pas s'accommoder à la session, il faut que la session s'accommode à la réponse.... Quand un ministre dit qu'il est de son devoir de ne point donner de renseignements, je dis qu'il est de mon devoir de ne lui point donner d'argent. » Cependant la motion de Grey fut repoussée par 261 voix contre 110, et la proposition de Pitt passa sans en venir à la division.

La commission sur le dixième rapport s'était empressée d'interroger lord Melville, et lord Melville lui-même était fort désireux d'être interrogé. Mais les pairs prirent feu sur une question de privilége. Ils consultèrent les précédents, et finirent par voter que lord Melville ne devait répondre à la commission que sur les points qui n'avaient pas été l'objet d'une résolution portant condamnation de la chambre des communes. Avec cette réserve, il ne pouvait, par le fait, ni offrir son témoignage ni le voir admettre. La commission dut rédiger son rapport sans entendre sa défense. La teneur de leur rapport n'était pas favorable. Ils insistaient surtout sur deux sommes s'élevant ensemble à plus de 20,000 liv. sterling que lord Melville reconnaissait avoir reçues comme trésorier de la marine, et qu'il avait appliquées à d'autres objets que ceux de la marine.

Dans cette situation, menacé d'une nouvelle motion de M. Whitbread, lord Melville adressa une lettre à l'orateur, pour demander la permission de paraître devant la chambre et de se défendre lui-même. La permission fut accordée, et il comparut le 11 juin. On avait placé à la barre une chaise qui lui était destinée. Il s'assit et se couvrit. Au bout de quelques minutes, il ôta son chapeau, se leva et commença son discours. Le spectacle devait émouvoir ceux même qui avaient voté contre lui; ce n'était assurément pas un retour ordinaire et insignifiant de la roue de la fortune que de voir à la barre, comme un coupable, l'homme qui, pendant tant d'années, avait été le membre le plus important de cette chambre après M. Pitt; d'entendre cette voix qui avait dirigé la chambre dans de grandes questions publiques, s'élever cette fois pour repousser des accusations personnelles et dégradantes.

Comme le dit lord Melville lui-même dans son discours : « Ceci n'est pas la conclusion que j'avais espérée et que j'avais, je crois, le droit d'attendre, après une longue et laborieuse vie consacrée au service de mon pays. »

Lord Melville parla deux heures vingt minutes; puis il salua et se retira. Dans son exposé, il était entré dans le détail des accusations portées contre lui. Il affirma de la manière la plus solennelle, comme il l'avait déjà fait, que la somme de 20,000 liv. sterling, qui était en question, n'avait été et n'avait jamais dû être appliquée à son usage ni à son avantage personnels; elle avait été dépensée uniquement dans un but d'intérêt public, par lui-même comme secrétaire confidentiel de la couronne, mais il ne pouvait pas dire de quelle manière sans manquer gravement à ses devoirs politiques comme à son honneur privé : « J'espère, » dit lord Melville en concluant, « que je n'ai rien laissé échapper aujourd'hui qui ait pu, en aucune façon, offenser cette assemblée qui m'a permis de me présenter devant elle; mais j'espère aussi qu'on ne me blâmera pas si je n'ai, dans aucune partie de mon discours, témoigné le désir d'écarter, par une soumission humiliante, aucun des maux à venir qu'on peut méditer contre moi. »

Après tant d'années, le lecteur trouvera peut-être comme moi que le ton de l'accusé est remarquable par sa ferme dignité et la conviction de son innocence; mais l'impression des auditeurs fut loin d'être favorable : on le trouva trop hautain, sentant le défi; ses ennemis y reprirent de l'ardeur; on pensa qu'il avait fait tort à sa cause au lieu de l'améliorer. C'est ce que rapporte l'orateur Abbot. Au dehors, la violence aug-

menta, et le vieux cri de guerre contre les « hommes en place et les Écossais » reparut dans toute sa force[1].

Lorsque lord Melville se fut retiré, M. Whitbread se leva et, dans un discours de deux heures et demie, proposa la mise en accusation. D'autre part, M. Bond proposa les poursuites par le procureur général. Le débat fut ajourné. Le lendemain, la chambre des communes vota sur le premier point, à quatre heures et demie du matin. Il y eut 195 voix pour l'accusation, 272 contre; mais la poursuite fut votée, après une discussion très-vive, à la faible majorité de neuf voix : les chiffres furent 238 et 229.

Les amis de lord Melville avaient espéré que les deux motions seraient également rejetées; mais, si l'une devait passer, ils préféraient la mise en accusation aux poursuites judiciaires. Le 25, M. Leycester, qui avait présidé la commission choisie, proposa de retirer le vote précédent, et de procéder contre lord Melville par voie de mise en accusation. Le gouvernement soutint la motion, qui passa à 166 voix contre 143.

Ce vote décidait la forme. Le lendemain 26, Whitbread proposa la mise en accusation à la barre de la chambre, et nomma une commission pour en rédiger les articles. Mais la session touchait à son terme, et la suite du procès fut remise à l'année suivante.

Au milieu de ces débats sur lord Melville, dans lesquels Pitt joua le principal rôle, M. Whitbread proposa, contre M. Pitt personnellement, une motion pour lui reprocher l'avance de 40,000 liv. sterling faite, en 1796, à MM. Boyd et Benfield. Mais Pitt prouva clairement la nécessité de

[1] Voir sur ce point une lettre remarquable de Francis Horner à sir James Mackintosh. *Mémoires*, vol. I.

cette avance pour le service public. John-Henry Lascelles, qui était alors l'un des deux représentants du comté d'York, et qui devint par la suite le second comte de Harewood, proposa un amendement, déclarant que cette avance, « sans être strictement conforme à la loi, avait été extrêmement utile dans les circonstances du moment, et avait eu les plus heureux effets. » Cet amendement parut résumer à merveille et l'affaire même et le sentiment de la chambre. Il fut voté sans en venir à la division, et le bill d'indemnité pour M. Pitt, qui en découlait, passa ensuite *nem. con.*

Dans sa résistance aux attaques dirigées contre lord Melville, Pitt avait, à ce qu'il paraît, toute la sympathie de son ancien collègue de Dropmore. Nous voyons lord Grenville écrire à son frère Buckingham : « Vous n'ignorez pas combien tout ce qui se passe me déplaît, et, assurément, rien ne me déplaît davantage que ce travail pour décrier tous les conseils d'amirauté avec lesquels j'ai agi toute ma vie, dans le but de créer une fausse réputation à lord Saint-Vincent, qui peut être et qui est, je crois, un très-bon amiral, mais que je n'ai pas encore vu de raisons d'admirer comme politique et comme ministre... Il est grand temps pour nous d'enrayer, si nous ne voulons pas être entraînés à une conduite exactement opposée à celle que nous avons tenue toute notre vie. Pour l'amour de Dieu, pensez à ceci plus que vous n'avez encore fait[1] ».

Le sentiment des amis de lord Sidmouth était fort différent : ils avaient voté avec M. Pitt dans la périlleuse division du 8 avril. Mais, dans les conflits suivants, ils

[1] *Cour et Cabinets de George III*, vol. III.

furent tous hostiles. Non contents de voter, plusieurs d'entre eux, Bond et Hiley Addington, entre autres, parlaient avec la plus grande amertume contre lord Melville.

Il était naturel et inévitable qu'une amertume analogue s'élevât contre eux. Les amis de Pitt, dans la chambre et au dehors, étaient fort irrités. Nous en trouvons une preuve dans une caricature de Gillray qui porte la date du mois de juillet 1805. Elle représente lord Melville comme « le lion blessé ; » il est couché de côté et ne peut se relever ; quelques ânes se préparent à l'assaillir. L'un d'eux dit à l'autre : « Nous devons beaucoup au lion, frère Hiley ! » Et la réponse est : « Alors, donne-lui un second coup de pied, frère Bragge ! »

Vers la fin de la session, Pitt sentit qu'il était nécessaire de demander à lord Sidmouth des explications à ce sujet : « Observez, » dit-il, « l'hostilité et l'espèce de défi envers le gouvernement que semblent prouver les discours de Boud et de Hiley. Tout le monde doit remarquer leur conduite. Il m'est impossible de leur donner des places maintenant. Si je le faisais, ma sincérité serait suspectée. »

Lord Sidmouth répondit à cette déclaration franche et explicite en offrant de nouveau sa démission et celle de lord Buckinghamshire. Pitt le pria de ne pas se décider précipitamment, et ils convinrent de se revoir. Leur entrevue devait avoir lieu le 2 juillet ; mais nous trouvons encore ici un indice, trop fréquent à cette époque, de l'affaiblissement de la santé de Pitt. « Je suis retenu aujourd'hui à la maison, » écrit-il à lord Sidmouth, « par un rhume violent et par un rhumatisme qui m'obligeront à rester encore demain sous les ordres de sir Walter. »

Les deux politiques se revirent le 4. « J'ai dit à M. Pitt, » écrit lord Sidmouth, « que mes amis ne formaient aucun désir qui pût m'embarrasser, et que la question était entre lui et moi. Je ne lui avais rien demandé, mais il m'avait dit à plusieurs reprises qu'il ne pouvait rien faire, que nous devions suspendre le tout jusqu'à la session suivante, et, dans l'intervalle, voir comment nous pourrions aller ensemble. » Pitt resta ferme dans sa manière de voir, mais lord Sidmouth en fit autant ; ainsi le dernier finit par donner sa démission, ainsi que lord Buckinghamshire.

Le 7, lorsque la démission fut un fait accompli, ils eurent une dernière entrevue d'adieu, chez M. Pitt, à Putney-Heath. Lord Sidmouth, à la fin de sa vie, aimait à raconter à ses amis ce qui s'était passé ce soir-là. Il avait demandé s'il y avait jamais rien eu dans sa conduite qui manquât à ce qu'il devait à M. Pitt; sur quoi M. Pitt lui avait répondu, les larmes aux yeux et en lui tendant la main : « Jamais; je n'ai éprouvé de votre part que la conduite la plus honorable et la plus généreuse, et notre séparation m'attriste. »

La parfaite probité de lord Sidmouth, dans toutes les circonstances de sa vie, nous assure que cette conversation se passa exactement comme il la rapportait. D'autre part, nous pouvons raisonnablement nous demander s'il avait des raisons suffisantes pour donner sa démission. Ses principaux amis lui avaient assuré qu'à la suite de leurs récents votes, ils ne désiraient pas, pour le moment, et n'accepteraient même pas volontiers des charges. Lord Sidmouth était prêt, comme on le dit en termes de procédure, à les laisser juger par contumace. Son biographe l'explique ainsi : « Si M. Pitt eût seulement retardé sans

mot dire, pendant quelque temps, l'accomplissement de ses engagements, on aurait fait la part de ce qu'il devait éprouver; mais, en soulevant la question lorsque personne ne songeait à le presser, il créa un grief qui n'eût point existé sans lui[1]. »

Un grief, soit; mais qu'il était léger! Une différence, peut-être, mais de quelle faible importance! Et, assurément, des deux lignes de conduite que M. Pitt aurait pu adopter, celle qu'il choisit paraît la plus franche, la plus mâle et la plus convenable.

Pour remplir les deux places vacantes, Pitt transféra lord Camden du département de la guerre à la présidence du conseil; il donna le département de la guerre à lord Castlereagh, qui n'en resta pas moins à la tête du bureau du contrôle. La santé de lord Harrowby s'était remise; il rentra dans le cabinet comme chancelier du duché de Lancaster. Plusieurs des arrangements de Pitt, indépendamment de celui de lord Barham, étaient, dans cette conjoncture, purement temporaires, et on le savait bien. Il pouvait disposer de plusieurs charges importantes, à la pleine satisfaction et du libre consentement de ceux qui les occupaient pour le moment, dans le cas où il pourrait faire une combinaison plus vaste. Pitt lui-même le dit à Rose, à Cuffnells, au mois de septembre suivant.

La session se termina le 12 juillet; mais le roi ne la ferma pas en personne. Sa Majesté souffrait d'une cruelle infirmité, la plus pénible qu'il y ait peut-être au monde, du moins après les aberrations mentales qu'il avait subies. Il commençait à perdre la vue. Un de ses yeux

[1] *Vie*, par le doyen Pellew, vol. II.

était déjà complétement obscurci, et il y voyait de moins en moins de l'autre. On avait un espoir qui se trouva mal fondé; c'était que la cataracte, en faisant des progrès, permettrait de faire avec succès l'opération. Dans l'intervalle, le roi supporta l'épreuve avec une patience et une résignation admirables.

CHAPITRE XLII

— 1805 —

Napoléon couronné roi d'Italie. — Annexion de Gênes à la France. — Lucques est conféré à la princesse Élisa. — Troisième coalition. — Villeneuve poursuivi par Nelson. — Action entre Villeneuve et Calder. — Villeneuve se rend à Cadix. — Mécontentement de Napoléon. — Il fait la guerre à l'Autriche. — Nelson à Merton. — Il est nommé au commandement de la flotte envoyée à Cadix. Il prend congé de Pitt. — Arrivée de sir Arthur Wellesley de l'Inde. — Représentations inutiles de Pitt au roi. — Dernière entrevue avec lord Sidmouth. — Expédition projetée dans le nord de l'Allemagne. — Reddition de Mack à Ulm. — Son effet sur Pitt. — Bataille de Trafalgar et mort de Nelson. — Dernier discours de Pitt en public. — Description que faisait le duc de Wellington de son apparence à cette époque. — Notes de lord Fitzharris et lord Eldon.

Il faut maintenant revenir aux actes de notre infatigable et impérial adversaire. Il était allé à Milan pour se faire couronner roi, et la cérémonie eut lieu avec une grande solennité, le 26 mai. On ne se servit plus des mots cispadane et cisalpine; il prit le titre de roi d'Italie. Ce titre choquait et alarmait fort l'Autriche, puisqu'il semblait exprimer des prétentions sur les provinces qu'elle venait d'acquérir en Vénétie. Mais l'offense et l'alarme furent bien plus grandes lorsqu'on apprit deux autres actes de Napoléon presque à la même époque. L'un fut l'annexion à la France de la république de Gênes; l'autre fut la cession de Lucques, à titre de fief ou de principauté dépendante, à l'une de ses sœurs, la princesse Elisa Bac-

ciocchi. On trouva que les deux actes prouvaient le caractère insatiable de son ambition et le progrès continu des agrandissements qu'il voulait pour son empire.

On attacha à ces deux actes une telle importance qu'ils décidèrent, à ce qu'il semble, de l'issue des négociations. L'empereur Alexandre envoya l'ordre à M. de Novosiltzoff, déjà à Berlin, de ne pas se rendre à Paris, mais au contraire de revenir à Pétersbourg. L'empereur François annonça son accession au traité du 11 avril. Il fit cette déclaration le 9 août par le comte Stadion, son ministre à Pétersbourg, en réclamant cependant, du même coup, un subside de 3,000,000 sterling de l'Angleterre. Dans le même mois d'août, la Suède accéda également au traité, et conclut avec le gouvernement anglais une autre convention de subside. Ce fut ainsi que se forma, sous la direction de M. Pitt, la troisième coalition contre la France révolutionnaire.

Il ne serait pas difficile, d'après les dépêches qui nous restent, de raconter pas à pas et de suivre dans toutes leurs phases les négociations avec les diverses cours que dirigeait M. Pitt; mais il suffit d'indiquer quelle était leur portée générale aux yeux de lord Malmesbury, qui, plus que tout autre Anglais de son temps, était en mesure d'avoir une opinion éclairée à ce sujet. Cette opinion, il faut le remarquer, n'était pas exprimée dans le but de faire sa cour à M. Pitt puisqu'elle était uniquement consignée dans le livre de notes du vieux diplomate : « Pendant toute l'année, Pitt négocia une grande alliance avec la Russie et l'Autriche.... Jamais, autant que peut s'étendre la prévoyance humaine, mesure ne fut mieux combinée ou plus habilement négociée.... Pitt, que j'ai vu à Downing-Street le 26 septembre, m'a raconté toute la mesure dans le plus

minutieux détail, et il fondait avec raison de grandes espérances sur le succès [1]. »

Les critiques cependant ne manquent pas. Quelques partisans du ministère d'Addington préfèrent son système d'isolement au système d'alliance de M. Pitt, vu la situation où l'on se trouvait. Ils disent que l'Autriche était épuisée par ses luttes récentes, et qu'elle eût soutenu la guerre avec bien plus de vigueur si elle eût eu plus de temps pour reprendre ses forces. Mais on oublie, à ce qu'il semble, dans ce raisonnement, que cette période de repos eût profité à la France, au moins dans une égale proportion. Si la confédération contre l'immense pouvoir de la France était sage, et peu de gens le mettent en doute, il n'y a point de raison de croire que ses chances de succès se fussent accrues en la reculant de 1805 à 1808 ou 1810.

Mais les motifs de la conduite de Pitt étaient plus forts encore. La politique de Napoléon, à cette époque, portait le caractère d'une rapide agression. Une année avait amené l'annexion du Piémont, et l'autre l'annexion de Gênes. D'une part, il dominait la Suisse ; de l'autre, il dictait ses lois à l'Espagne. Si cette politique ne devait point rencontrer d'obstacles, les chances devenaient naturellement moindres en faveur des alliés à mesure qu'on retardait la lutte.

Il faut remarquer que ces raisonnements reposent tous sur des intérêts européens, non sur des intérêts anglais. Ils restent parfaitement en dehors du désir qu'on peut nous supposer d'avoir cherché à éloigner de nous, aussitôt que possible, le torrent de l'invasion dont nous étions menacés.

[1] *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

Ayant atteint son but au delà des Alpes, Napoléon, avec son activité ordinaire, revint d'Italie comme un trait. Quittant Turin le 8 au soir, il arriva à Fontainebleau le 11 juillet au matin. Le 9 août, il se retrouvait encore une fois dans son camp de Boulogne, préparant aussi ardemment que jamais l'invasion des rives opposées. Le lendemain de son arrivée, il écrivait à Decrès, son ministre de la marine, presque dans les mêmes termes que l'année précédente: « Les Anglais ne savent pas ce qui leur pend à l'oreille. Si nous pouvons seulement être maîtres du détroit pendant douze heures, l'Angleterre a vécu [1].»

Pour arriver à rester maître de la Manche pendant quelques jours ou quelques heures, Napoléon avait quelque peu modifié ses projets de l'année précédente. Il comptait toujours faire mettre à la mer la flotte de Villeneuve à Toulon, et celle de Missiessy à Rochefort, à la première occasion favorable; mais il entendait cette fois qu'ils se dirigeassent tout droit vers les Indes occidentales. Il espérait qu'ils attireraient de ce côté une grande partie de la flotte anglaise, et qu'ils pourraient revenir tout d'un coup, en formant une seule escadre, pour occuper la mer avec des forces supérieures, en face de Boulogne. L'Espagne étant toujours sous le joug de la France, et maintenant en guerre ouverte avec l'Angleterre, la coopération de ses escadres à Cadix et au Ferrol était assurée. Mais le commandement suprême était confié à Villeneuve, officier plein de courage, de fidélité et d'habileté, mais qui souffrait un peu d'une si lourde responsabilité, et dont l'esprit était sujet à ces sombres présages qui non-

[1] Lettre du 16 thermidor an XIII (4 août 1805), conservée aux Archives de France, et citée par M. Thiers.

seulement prédisent les calamités, mais qui les amènent.

D'après ses instructions, Villeneuve saisit la première occasion et quitta Toulon le 30 mars, avec onze vaisseaux de ligne. Il rejoignit près de Cadix le vice-amiral espagnol Gravina, avec une partie de l'escadre espagnole, et il jeta l'ancre à la Martinique le 14 mai. Missiessy, grâce à un orage qui avait couvert sa sortie de Rochefort, était déjà arrivé dans les Indes occidentales; mais Ganteaume n'avait pu rompre le blocus de Brest. Cependant Villeneuve avait réuni sous ses ordres vingt vaisseaux de ligne, nombre qui paraissait suffisant à l'objet qu'il avait en vue.

A cette époque, Nelson commandait dans la Méditerranée. Il avait été chaud partisan de l'administration d'Addington, mais il n'était point hostile au ministère qui lui avait succédé : « Je suis libre et indépendant, » écrivait-il dans une de ses lettres les plus intimes; « Pitt et lord Melville me plaisent tous les deux; pourquoi les combattrais-je[1] ? »

A travers tous les changements de ministère, Nelson continuait à servir son pays avec la même ardeur et le même zèle infatigable. Apprenant que la flotte de Villeneuve avait franchi le détroit de Gibraltar, il le suivit à l'instant avec ses dix vaisseaux. La magie de son nom suffit à protéger nos îles des Indes occidentales. Villeneuve, qui projetait une attaque sur les Barbades, y renonça dès qu'il apprit que Nelson approchait. Avec un chef comme le héros d'Aboukir, douze vaisseaux, car l'amiral Cochrane, avec deux vaisseaux, avait rejoint Nelson, pouvaient aisément tenir tête à vingt vaisseaux. Villeneuve rencontra un

[1] A lady Hamilton, 22 août 1804.

convoi porteur de valeurs considérables qui se rendait en Angleterre ; il s'en empara, mais il renonça à ses rêves de conquêtes dans les Indes occidentales, et, le 9 juin, il faisait déjà voile pour l'Europe.

Il est juste de faire remarquer, par rapport à la supériorité de nombre des vaisseaux français et espagnols, que ces derniers partageaient la décadence générale de leur pays à cette époque. Sous le misérable gouvernement du prince de la Paix, on laissait les flottes se pourrir dans les ports, et, au moment d'un soudain appel, on les avait équipées à la hâte et d'une manière très-imparfaite.

De son côté, Nelson, avec ses douze vaisseaux, était très-pressé d'atteindre Villeneuve. Il espérait, disait-il, renouveler la gloire de Rodney dans les mêmes mers ; mais il fut induit en erreur par de faux rapports qui l'entraînèrent à chercher l'ennemi à Tabago pendant qu'il était à la Martinique. Lorsqu'il le trouva parti, et faisant, à ce qu'il croyait, voile vers l'Europe, il prit également le chemin de l'Europe avec ses dix vaisseaux accompagnés d'un seul des bâtiments de Cochrane. Le 19 juillet, il jeta l'ancre à Gibraltar, « et le lendemain, » dit-il, « j'allai à terre pour la première fois depuis le 16 juin 1803. »

Nelson, cependant, ne s'arrêta pas à Gibraltar. Après en avoir délibéré avec son vieil ami Collingwood, ils présumèrent que l'invasion de l'Irlande pouvait être le but définitif des escadres françaises et espagnoles. Nelson repartit donc à force de voiles pour protéger les côtes d'Irlande. Lorsqu'il apprit qu'on n'avait point vu les vaisseaux de Villeneuve dans cette direction et qu'on n'en avait pas même entendu parler, sans perdre un quart d'heure, il rentra dans la Manche où il espérait les trou-

ver, et, le 15 août, il rejoignit à Ushaut la flotte de l'amiral Cornwallis. Nelson fit preuve, dans sa poursulte de Villeneuve jusqu'aux Indes occidentales et au retour, d'une habileté et d'une ardeur qui ont rarement été égalées, et jamais surpassées. C'est ce que dit M. Southey, et l'éloge aurait pu paraître excessif aux écrivains français de son temps; mais, récemment, leur honorable équité a su exprimer la même opinion en termes encore plus flatteurs pour leur vaillant ennemi.

Le véritable objet de Villeneuve était d'abord de délivrer l'escadre du Ferrol. Dans les environs du cap Finistère, il rencontra la flotte de sir Robert Calder, et, le 22 juillet, une action partielle s'engagea entre eux. Calder n'avait que quinze vaisseaux de ligne à opposer aux vingt vaisseaux de Villeneuve; cependant, avant la nuit tombée, deux des vaisseaux espagnols avaient baissé leur pavillon devant les Anglais. Le lendemain matin, les deux flottes restèrent quelque temps en présence, puis elles s'éloignèrent dans des directions opposées, comme d'un commun accord. On reprocha sévèrement cette inaction aux deux amiraux. Les officiers français se plaignirent que Villeneuve n'eût pas repris le combat, lorsque ses forces supérieures lui donnaient un légitime espoir de succès. Les officiers anglais se plaignirent que Calder n'eût pas poursuivi l'avantage qu'il avait déjà remporté. Par la suite, sir Robert passa devant un conseil de guerre; il fut déclaré coupable, mais seulement d'une erreur de jugement.

Après l'engagement avec sir Robert, Villeneuve toucha d'abord à Vigo. De là, après avoir passé quelques jours à radouber ses vaisseaux, il se dirigea sur la Corogne et le Ferrol. Les vaisseaux de ligne espagnols prêts, à se joindre à

lui, portèrent sa flotte à vingt-neuf vaisseaux. Il trouva à terre de nouveaux ordres de Napoléon qui lui enjoignaient encore une fois de faire voile sur Brest, de rompre le blocus en livrant bataille à Cornwallis, et de se rendre de là dans la Manche, après avoir opéré sa jonction avec Gantheaume. La bravoure personnelle de Villeneuve l'engageait à tenter l'entreprise, mais son caractère sombre l'en détournait. Il s'attendait à trouver Nelson ayant déjà opéré sa jonction avec Cornwallis ou avec Calder, et il savait que cette jonction suffirait à l'écraser. Il jugea là trop peu favorablement de sa propre fortune. Les dates que j'ai données prouvent qu'il y eut un intervalle dont il aurait pu profiter avant le retour de Nelson.

Villeneuve passa plusieurs jours dans une grande incertitude et une profonde angoisse. Lorsqu'il eut pris son parti, il se contenta de l'indiquer dans ses lettres particulières au ministre Decrès. Il le cacha même au général Lauriston, qui commandait les troupes qui se trouvaient à bord. Ce ne fut que lorsqu'il eut remis à la mer, qu'il annonça la marche qu'il comptait suivre. Il était arrivé à croire que ses forces ne suffiraient pas à l'entreprise sur Brest. Il crut de son devoir de se diriger dans une direction parfaitement contraire, et de se rendre à Cadix, où il pouvait attendre encore la jonction de plusieurs vaisseaux de ligne.

Pendant ce temps, Napoléon était à Boulogne, dans un état d'inquiétude et d'attente passionnée. Il se tenait pendant des heures sur le bord de la mer, cherchant de tous ses yeux sur la vaste étendue s'il ne voyait pas poindre une voile à l'horizon bleu. Quelques-uns de ses officiers, postés, le télescope en main, sur divers points des rochers, avaient ordre de lui apporter la première

nouvelle de ce qu'ils pourraient apercevoir. Ses troupes étaient prêtes, non-seulement à Boulogne, mais dans les autres petits ports, à s'embarquer au premier ordre. Il n'y avait point de temps à perdre quand les flottes de Villeneuve et de Gantheaume apparaîtraient enfin. L'Empereur était d'autant plus pressé que les desseins de l'Autriche et de la Russie n'étaient plus un secret pour lui. L'Autriche s'était même déclarée presque ouvertement, et son armée était déjà en mouvement pour traverser l'Inn, cours d'eau qui forme sa frontière. Napoléon espérait avoir le temps de porter à l'Angleterre un coup violent et mortel avant d'être appelé à diriger une guerre continentale en Allemagne; mais, dans cette situation, chaque jour, chaque heure devenait d'une suprême importance.

Ce fut alors que Napoléon apprit que sa flotte avait quitté le Ferrol, mais qu'elle se dirigeait vers Cadix et non sur Brest. On peut imaginer plutôt que décrire le terrible éclat de sa juste colère. Non-seulement on avait désobéi à ses ordres, mais sa politique était déjouée. Il se voyait obligé de renoncer à ce projet de descente en Angleterre qu'il nourrissait depuis si longtemps et qu'il avait si habilement préparé. M. Daru, l'historien de Venise, qui était alors un employé supérieur au ministère de la guerre, vit Napoléon, le jour où les nouvelles étaient arrivées, et il décrit vivement la scène qui s'ensuivit, dans un fragment, non publié, de ses mémoires : « Il trouva, » dit-il, « l'Empereur agité, parlant seul, semblant ne pas apercevoir les personnes qui arrivaient. A peine M. Daru était-il entré, debout, silencieux, attendant les ordres, que Napoléon, venant à sa rencontre et s'adressant à lui, comme s'il avait été instruit de tout : « Savez-

vous,» lui dit-il, « savez-vous où est Villeneuve, maintenant? Il est à Cadix! à Cadix! » Puis il se livra à une longue diatribe sur la faiblesse et l'incapacité de tous ceux qui l'entouraient, se dit trahi par la lâcheté des hommes, et déplora la ruine du plan le plus beau, le plus sûr qu'il eût jamais conçu dans sa vie [1].

Mais le puissant génie de Napoléon s'éleva bientôt au-dessus de ces inutiles élans de colère et de regret. Il se calma tout d'un coup par un violent effort de volonté. Le matin même, M. Daru écrivit, sous sa dictée, pendant plusieurs heures, une série d'instructions détaillées, destinées à mettre en œuvre un plan complétement nouveau que Napoléon venait de former. Si la mer lui était fermée, le continent lui restait ouvert. Il ne pouvait plus porter aux Anglais le coup dont il les avait menacés, mais il pouvait frapper les armées autrichiennes avant que les Russes fussent prêts à entrer en campagne. Dans cette vue, tous les ordres furent donnés. Les divisions de troupes françaises furent retirées des côtes de la Manche avec le moins de bruit possible, et dirigées par des marches rapides sur divers points le long du Rhin; on envoya de l'artillerie et des approvisionnements à Strasbourg et à Mayence.

Les Autrichiens, avec le général Mack pour général en chef, avaient bien compté surprendre leur formidable adversaire pendant qu'il était encore engagé dans son expédition sur l'Angleterre. Le 8 septembre, ils passèrent l'Inn et s'avançèrent dans la Bavière; mais le lion avait

[1] Ce document inédit a été communiqué par le fils de M. Daru à M. Thiers; ce dernier l'a cité dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, vol. V.

déjà franchi ses rets. Le 2 du même mois, l'Empereur avait quitté Boulogne; il passa quelque temps à Paris, en partie pour organiser le gouvernement qui devait fonctionner en son absence, en partie pour laisser à son armée le temps d'avancer. Le 24, il quitta les Tuileries, et le 26 il était à Strasbourg. Il trouva les colonnes de ses troupes déjà arrivées sur le Rhin et pressées de passer sous ses ordres. Oubliant l'Angleterre, comme leur chef l'avait fait, ses soldats jetaient leurs regards vers de nouvelles conquêtes, à la suite des aigles déployées en Allemagne, ou, comme les Allemands se plaisaient encore à l'appeler dans cette dernière année de son existence, « le Saint-Empire romain. » Tels furent donc l'origine et le début de l'étonnante campagne de 1805.

Lord Nelson ne resta pas longtemps avec l'amiral Cornwallis. Les forces, sinon l'ardeur, des équipages de son vaisseau-amiral le *Victory* et du *Superb* étaient épuisées, à la suite de leur longue campagne en mer, et, sur les ordres de l'amirauté, Nelson amena les deux vaisseaux à Spithead. Il descendit alors à terre et se rendit chez lui, à Merton, dans le comté de Surrey. Même là, et soulagé pour un temps de ses devoirs publics, il était toujours occupé du service de l'État. La lettre suivante, écrite au point du jour, en est la preuve.

LORD NELSON A M. PITT.

« Gordon's-Hôtel, six heures du matin, 29 août 1805.

» Monsieur,

» Je ne puis avoir de repos tant que l'importance de la Sardaigne n'aura pas été prise en considération. Si on ne

peut pas retrouver mes lettres aux différents secrétaires d'État, je puis les apporter. Je suis convaincu que, si la France s'empare de la Sardaigne, comme elle peut le faire quand elle voudra, notre commerce en souffrira beaucoup, si même il est possible de le continuer. On peut donner bien des raisons très-importantes pour ne pas permettre aux Français de posséder la Sardaigne, mais votre temps est trop précieux pour lire des phrases inutiles; je ne veux donc indiquer que deux points importants pour attirer votre attention sur ce sujet. Je suis sûr que notre flotte trouvera de grandes difficultés, sinon une impossibilité, à maintenir une station dans les environs de Toulon, si nous n'avons plus cette île pour nous fournir du bétail, de l'eau et des vivres frais, dans l'état actuel de la Méditerranée, et que nous ne pourrons, à aucune époque, conserver aucune certitude de commerce au delà de ce qu'il plaira à la France de nous laisser, soit avec l'Italie et le Levant.

» Je suis, etc.,

» NELSON et BRONTE. »

Nelson se reposa à Merton pendant une semaine ou deux, ou plutôt il avait l'air de se reposer; son âme brûlait en lui; il lui tardait de rejoindre cette flotte française qu'il poursuivait ou qu'il guettait sans interruption depuis deux ans. Il semblait que ces vaisseaux lui appartinssent ou dussent lui appartenir en récompense de ses fatigues passées, et que nul autre que lui ne dût leur porter le coup décisif. Incapable de résister plus longtemps à ce noble instinct, il écrivit à lord Barham, comme chef de l'amirauté, offrant de se charger du commandement de la grande flotte destinée à rejoindre, et,

s'il était possible, à livrer bataille à l'ennemi près de Cadix.

L'offre si honorablement faite fut volontiers acceptée. Dans l'entrevue qui suivit, lord Barham pria Nelson de choisir ses officiers. Combien d'amiraux eussent songé alors à leurs cousins ou à leurs clients! La réponse de lord Nelson partait d'un sentiment plus élevé : « Choisissez vous-même, mylord, » dit-il, « le même zèle anime tout le service; vous ne pouvez vous tromper dans votre choix. »

Avant de quitter définitivement Londres, lord Nelson alla prendre congé de M. Pitt, et retourna pour la dernière fois au sein de sa famille et de ses amis, à Merton. Au nombre de ses hôtes, au mois de septembre 1805, était l'un de ses neveux, qui vivait encore, dans une honorable vieillesse, au mois de novembre 1861, pour défendre sa mémoire de quelques dures accusations[1].

D'après ce que rapporte ce neveu, à son retour à Merton, on demanda à lord Nelson comment il avait été reçu par M. Pitt, et il répondit qu'il avait toute raison d'être satisfait. A la prière de M. Pitt, il avait expliqué tout l'ensemble de ses vues sur la guerre maritime. Quant à la flotte française à Cadix, M. Pitt ayant demandé quelles seraient les forces suffisantes pour assurer la victoire, lord Nelson lui répondit sur ce point, en ajoutant qu'il ne tenait pas uniquement à vaincre, et qu'il voulait détruire; sur quoi, M. Pitt l'assura qu'autant que cela lui serait possible, on lui enverrait tous les renforts que

[1] Voir l'excellente et touchante lettre publiée dans le *Times* du 6 novembre 1861, en réponse au *Journal de mistriss Saint-George*, et signée « un neveu de lord Nelson. » Grâce à la courtoisie de l'auteur, j'ai pu depuis lors savoir son nom et obtenir quelques renseignements de plus sur la dernière entrevue.

lord Nelson croirait nécessaires à cet effet. Puis Nelson, en racontant cette entrevue à sa famille, ajouta ces mots : « M. Pitt m'a fait un honneur qu'il n'aurait pas fait, je crois, à un prince du sang; quand je me suis levé pour partir, il est sorti de la chambre avec moi, et m'a accompagné jusqu'à ma voiture. »

Quelle grande scène d'adieux! Nelson envoyé par Pitt à Trafalgar! Il faudrait, pour la dépeindre, non-seulement les souvenirs d'un biographe, mais encore le talent d'un artiste.

Les préparatifs de Nelson pour son grand commandement furent bientôt achevés. Le 13 septembre au soir, il quitta sa maison de Merton : « Mon cher, cher Merton, » écrit-il dans son agenda, « où je laisse tout ce que j'aime au monde ! » Le lendemain, il s'embarqua à Portsmouth sur ce vieux vaisseau amiral qu'il avait rendu si célèbre, le *Victory*. Il mit à la voile à la tête de la grande flotte réunie pour cette grande entreprise, et, le 25, son jour de naissance, il arriva sur la côte de Cadix.

Ainsi, à peu près le même jour, à la fin de septembre, deux hommes d'un génie et d'une énergie qui n'ont jamais été surpassés, dans aucun siècle, pour la guerre de terre ou de mer, Napoléon et Nelson, avaient atteint les points d'action qu'ils avaient désirés et choisis, et se préparaient à porter leur coup, chacun sur son élément, avec des forces et contre des antagonistes dignes d'eux. Jamais l'attente n'avait été plus excitée; jamais l'attente, quelque grande qu'elle pût être, ne resta plus complétement au-dessous des grandes réalités.

Dans le courant du même mois de septembre arriva de l'Inde un homme destiné à jouer, dans les annales guerrières de son pays, un rôle tout aussi mémorable que celui

de lord Nelson. C'était sir Arthur Wellesley. A peu près en même temps, M. Pitt reçut la lettre suivante:

LE MARQUIS WELLESLEY A M. PITT.

« Fort William, 28 mars 1805.

» Mon cher Pitt,

» ..... Ma santé et d'autres considérations me rendent fort désireux de retourner en Angleterre. Certainement, il est de mon devoir de régler ma conduite, dans le gouvernement de ce vaste empire, par des motifs d'une plus haute importance que par l'humeur d'India-House; mais l'action de ce corps sur tous les ressorts du gouvernement est ici tellement puissante qu'il est impossible de gouverner l'Inde avec quelque satisfaction tant que la cour des directeurs a mauvaise opinion de ma conduite et que le bureau du contrôle lui permet de manifester cette opinion dans le langage le plus inconvenant. Je me propose de vous écrire plus au long à ce sujet par un autre courrier, afin de justifier auprès de vous le parti que j'ai pris de quitter l'Inde dès que ce sera possible, en dépit de votre bonne lettre du 31 août 1804. J'ai reçu cette lettre avec le plus vif sentiment de reconnaissance et de satisfaction. Votre approbation, votre estime et votre amitié sont parmi les premiers objets de mes espérances et de mes préoccupations; mais, pour me mettre en état de rester à ce poste difficile, il faut que je reçoive l'appui direct, franc, effectif du bureau du contrôle, et qu'on ne permette pas à la cour des directeurs de me tracasser dans toutes mes opérations par des caprices

contradictoires et vexatoires. Je suis trop au courant de vos embarras pour vouloir les augmenter ; c'est pourquoi je ne vous presse pas de m'assurer ce que je désire, au risque d'accroître vos difficultés à l'intérieur pour la conduite des affaires; mais vous savez maintenant à fond ma situation dans l'Inde, et si vous tenez à ce que j'y reste, vous prendrez les mesures nécessaires à cet effet ; sans quoi votre équité et votre justice me pardonneront de me retirer au mois de décembre ou de janvier, au plus tard, quel que soit ici l'état des affaires.

» J'ai été extrêmement satisfait des honneurs accordés à lord Lake et à sir Arthur Wellesley. L'effet de cette mesure judicieuse a été excellent sur le public dans l'Inde. Elle a redonné du cœur à toute l'armée, et je vous remercie sincèrement du cas que vous avez bien voulu faire de ma recommandation au sujet de leurs glorieux services.

» Je vous félicite de vos succès dans votre travail pour vous prémunir avec tant de vigueur et de promptitude contre l'invasion dont on vous menace. Nous attendons impatiemment d'apprendre les détails du désastre que subira l'empereur dans cette téméraire tentative. Permettez-moi de vous recommander sir Arthur Wellesley; je crois que vous serez satisfait de ses connaissances et de ses talents. Si vous avez besoin d'un bon général, je puis vous affirmer qu'il vous sera utile.

» Toujours, mon cher Pitt, etc.

» WELLESLEY. »

Sir Arthur, à son arrivée à Londres, fut chaudement accueilli par M. Pitt, comme frère d'un de ses amis les plus fidèles, et personnellement comme le vainqueur d'Assye et d'Argaum. Ils eurent plusieurs conversations

sur les affaires militaires, et se firent réciproquement une très-favorable impression. Je dirai en son lieu et place ce que M. Pitt dit de sir Arthur, quelques jours seulement avant sa mort. Jusqu'à la fin de sa vie, le duc de Wellington continua de parler de M. Pitt dans les termes du respect et de la vénération la plus vive. Pendant plusieurs années, il avait coutume de se rendre aux dîners anniversaires de Pitt, dans le but de rendre honneur à sa mémoire, et il m'a dit plus d'une fois qu'à son avis M. Pitt était le plus grand ministre qui eût jamais gouverné l'Angleterre.

La session de 1805 avait épuisé les forces de M. Pitt, par suite des efforts qu'elle avait exigés. Un seul membre du conseil se trouvait avec lui dans la chambre des communes, au milieu des constantes attaques qu'un espoir plus prochain du pouvoir suscitait sur les bancs de l'opposition. Il avait à lutter non-seulement contre ses anciens ennemis, mais contre plusieurs de ses anciens collègues, et cela lorsque sa santé était affaiblie et que l'opinion publique était divisée. Pitt n'était pas sans espoir que l'expérience de l'année qui venait de s'écouler pût disposer le roi à être moins hostile à ses conseils pour la formation d'un cabinet reposant sur des bases plus larges.

Dans cet espoir, Pitt résolut de demander une audience à son souverain. Il était obligé de rester à Londres ou dans les environs tant qu'il y avait une chance d'invasion de la part des Français. Mais, lorsque l'armée française fut en pleine marche pour s'éloigner de la côte de la Manche, lorsque Napoléon lui-même eut quitté Boulogne, Pitt partit pour Weymouth où le roi passait quelques semaines. Le premier jour de son arrivée, il passa

trois heures en tête à tête avec Sa Majesté, et répéta de nouveau, mais en vain, tous les arguments qu'il put imaginer, ne s'arrêtant qu'au moment où il craignit de troubler la santé ou l'esprit de son royal maître[1].

Le journal de M. Rose, interrompu pendant plusieurs mois, recommence à cette date pour quelques jours seulement, et nous donne quelques détails sur cette visite :

« 17 septembre. M. Pitt m'a quitté à Cuffnells pour aller voir le roi à Weymouth. Le soir précédent, j'avais eu avec lui, dans ma chambre, une conversation de deux ou trois heures sur l'état de la politique à l'intérieur et à l'extérieur. Il est plein d'espérance sur la politique étrangère, à cause des traités conclus avec la Russie et l'Autriche, et des mesures prises en conséquence. »

« 21 septembre. Je suis arrivé à Weymouth tard dans la soirée, et j'ai soupé avec M. Pitt, qui m'a raconté tout ce qui s'était passé entre le roi et lui, ce qui était fort décourageant; il m'a dit qu'il devait avoir sa réponse définitive le lendemain. »

« 22 septembre. Je suis allé de bonne heure, dans la matinée, sur l'esplanade, et, à sept heures un quart, le roi y est venu, accompagné par le colonel Taylor, qui s'est retiré lorsque le roi m'a appelé. Sa Majesté m'a dit alors que M. Pitt lui avait vivement représenté la nécessité de fortifier le gouvernement par l'accession de quelques personnes du parti de lord Grenville et de M. Fox, mais qu'il était persuadé que cette jonction n'était point nécessaire... Je dis à Sa Majesté que, vu notre situation à la chambre

[1] Voir une note empruntée à des documents authentiques et attribuée à sir George C. Lewis, dans la *Revue d'Édimbourg* de janvier 1858.

des communes, j'étais pleinement persuadé que, si M. Pitt était retenu par la goutte ou par une autre indisposition, quinze jours ou trois semaines seulement, c'en était fait de nous... Je n'eus cependant pas la bonne fortune de faire quelque impression sur Sa Majesté; au contraire, je l'ai trouvée bien plus entêtée sur ce point qu'elle ne l'était l'année dernière à Cuffnells. »

Lord Grenville, par un ou deux de ses anciens collègues, et M. Fox, par lord Grenville, reçurent promptement avis des propositions que M. Pitt allait faire au roi. Ne pouvant obtenir le consentement de Sa Majesté, la proposition tomba naturellement dans l'eau. Mais, le roi eût-il accordé son consentement, la négociation, du moins avec Fox, n'eût pas été bien loin, car nous apprenons, par la correspondance intime de Fox à cette époque, qu'il comptait exiger que Pitt renonçât au poste supérieur de la trésorerie pour y mettre à sa place un ami de Fox, Grey, lord Fitz-William ou lord Moira. Il n'est pas bien clair cependant que tous les partisans de Fox et de Grenville eussent adopté cette prétention exorbitante, en sorte qu'un schisme politique aurait peut-être pu s'ensuivre.

Dans un autre passage de sa correspondance particulière, dans une lettre à Grey, du 28 août, Fox parle d'un autre bruit qui était arrivé jusqu'à lui : « J'entends dire de Pitt que ceux qui le rencontrent par hasard lui trouvent, comme à la chambre des communes, l'apparence d'un extrême malaise qui va presque jusqu'à la souffrance. » Il ne faut appliquer cette description de Pitt qu'à sa santé physique. Il était alors fort animé par l'espoir que lui donnait la nouvelle alliance avec la Russie et l'Autriche; nous en avons divers témoignages, et surtout celui de M. Rose, pendant sa visite à Weymouth...

L'estime personnelle fit faire à M. Pitt une autre visite vers cette époque. Henry, fils aîné de lord Sidmouth, était un jeune homme de grande espérance. Pendant que son père était encore orateur, cet enfant était un favori de M. Pitt qui lui accordait souvent le privilége de jouer aux échecs avec lui. C'est ce que nous apprend le biographe de lord Sidmouth. Je puis dire en passant que je ne me souviens pas d'avoir trouvé ailleurs aucune autre trace du goût de M. Pitt pour ce jeu.

Malheureusement, Henry Addington, envoyé à Oxford et fort ambitieux de se distinguer, abusa de ses forces intellectuelles. Dans l'été de 1805, il fut dangereusement malade. Lorsque le danger fut passé, on s'aperçut qu'il était tombé dans un état de stupeur ou plutôt d'imbécillité, ne bougeant presque jamais, ne parlant pas, et ne donnant aucun signe de peine ou de plaisir; tel fut le triste état où il resta jusqu'à sa mort, en 1823.

Lord Sidmouth était alors très-souffrant, et M. Pitt se rendit à cheval à Richmond-Park pour savoir des nouvelles du père et du fils. Il demanda à voir le premier, mais, par quelque méprise, on refusa de le laisser entrer. Lord Sidmouth écrivit à M. Pitt pour expliquer l'accident et pour lui demander de diriger, s'il le pouvait, une de ses promenades du même côté. Nous voyons le résultat dans la lettre suivante :

LORD SIDMOUTH A M. HILEY ADDINGTON.

« Richmond-Park, 29 septembre 1805.

» Entre nous, on ne compte pas faire la dissolution, et il me paraît probable que le Parlement ne sera convoqué

qu'après Noël. Vous serez surpris d'apprendre que je tiens tout ceci de Pitt, qui a passé ici presque une heure ce matin. Nous n'avons guère parlé que de l'état de ma famille, et les seules matières publiques auxquelles nous ayons fait allusion ont été les préparatifs sur le continent, et l'état de santé de Sa Majesté dont les nouvelles sont aussi satisfaisantes que possible. Pitt avait assez bonne mine, mais il avait été très-souffrant. »

Ce fut la dernière entrevue de ces deux hommes qui avaient été intimement liés depuis leur enfance.

Au commencement d'octobre, nous trouvons M. Pitt à Walmer-Castle préoccupé du projet de détruire les barques françaises qui restaient à Boulogne.

M. PITT A LORD CASTLEREAGH.

« Walmer-Castle, 6 octobre 1805.

» Cher Castlereagh,

» Vous avez appris du général Moore la substance de ce qui s'est passé entre lui et moi; je suis resté convaincu que toute tentative de débarquement serait accompagnée de trop de risques pour permettre l'expérience. J'espère encore que nous pourrons faire quelque chose d'efficace avec les fusées, et j'espère que vous n'aurez pas trop de difficulté à triompher des objections de lord Keith et de l'amirauté. Votre réponse à lord Barham met parfaitement la chose dans son vrai jour. Je vous renvoie les papiers sur cette affaire, ainsi que ceux sur lord Lavington. Dans la circonstance très-particulière dont il s'agit, il me paraît impossible de lui refuser les 20,000 livres sterling

pour lesquelles il a tiré sur nous. J'espère rester ici jusqu'à la semaine prochaine, et je serai enchanté si vous pouvez exécuter votre projet de venir jeudi. Avec ce vent, je suis fort désappointé de ne rien apprendre de nouveau du continent.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. PITT. »

Lord Castlereagh rejoignit en effet M. Pitt à Walmer-Castle, et les deux amis revinrent ensemble à Londres, le 14 octobre[1].

Dans le courant du même mois, M. Pitt fit une visite de quelques jours à lord Camden à Wilderness, et une autre à lord Bathurst à Cirencester; mais il ne quittait jamais Londres longtemps de suite. Outre le grand plan de guerre européenne qui réclamait son incessante vigilance, il avait alors à examiner l'état des affaires d'Irlande. Lorsqu'il avait formé son dernier ministère, il s'était réconcilié avec son principal adversaire à Dublin pendant l'affaire de l'Union, M. Foster, naguère orateur de la chambre des communes en Irlande. Cet homme capable fut nommé chancelier de l'échiquier d'Irlande, charge qui n'était pas encore abolie. Mais, dans ces fonctions, et avec un siége dans le Parlement de l'empire, la capacité et l'influence de M. Foster amenèrent constamment des conflits entre lui et le lord lieutenant ou le premier secrétaire. Ils ne pouvaient s'entendre sur la rédaction et la présentation des bills pour l'Irlande. Une fois, M. Fos-

[1] Voir la *Correspondance de lord Castlereagh*, vol. VI. Le mémorandum de lord Castlereagh sur Boulogne est donné dans un autre passage de ce Recueil, vol. V.

ter écrivit à Pitt pour lui offrir formellement sa démission; en d'autres occasions, il se plaignait et s'irritait. Lord Hardwicke, de son côté, désirait se retirer, bien que dans un esprit amical à l'égard du ministère. A la fin, M. Pitt crut nécessaire de changer le pouvoir exécutif à Dublin. Il nomma lord lieutenant le fils et le successeur du grand lord Clive qui, l'année précédente, avait été fait comte de Powis, et il envoya comme premier secrétaire son fidèle et constant ami, M. Long.

M. Pitt était occupé, à cette époque, à préparer, avec lord Castlereagh, une expédition dans le nord de l'Allemagne, qui devait, espérait-on, rendre le Hanovre au roi, et faire une diversion importante en faveur des Autrichiens; elle devait se composer, au début, de dix-huit mille hommes environ, et elle fut placée sous les ordres, d'abord du général Don[1], puis de lord Cathcart. Sir Arthur Wellesley fut chargé de commander une brigade dans cette armée, et les premiers régiments mirent à la voile au commencement de novembre. On envoya également des forces beaucoup moins considérables, trois ou quatre mille hommes environ, sous les ordres de sir James Craig, pour agir de concert avec un armement russe, dans la baie de Naples.

Des événements bien plus importants se préparaient. Le général Mack avait pris à Ulm une position très-forte qui commandait le cours du Danube, et lui permettait de faire face aux Français, à mesure qu'ils arrivaient du Rhin. Mais l'empereur Napoléon, par une marche

Voir les instructions au lieut. gén. Don, dans la *Correspondance de lord Castlereagh*, vol. VI, p. 18, et la nomination de lord Cathcart, pag. 56.

rapide et habile, le prit par derrière. Le général autrichien se trouva tout d'un coup privé de communication avec les États Autrichiens. La confusion se mit dans ses conseils et la division dans ses rangs. Deux corps de troupes lui échappèrent et quittèrent Ulm; l'un se dirigea vers le Tyrol, l'autre vers la Bohême. Au bout de quelques jours, Mack, entouré et pressé de toutes parts, n'eut plus d'autre ressource que de se rendre sans condition. Le 19 octobre, il signa la capitulation. Le lendemain, il sortit de la ville en présence de Napoléon et mit bas les armes à la tête de trente mille hommes d'excellentes troupes. Ce fut l'un des revers les plus cruels qui eussent jamais atteint la maison impériale d'Allemagne.

Les nouvelles de cette capitulation arrivèrent d'abord à Londres comme une rumeur sans autorité Pitt n'y voulut pas croire. Le 2 novembre, lord Malmesbury dînait avec lui, et, se trouvant son voisin à table, il lui parla du bruit qui courait: « N'en croyez pas un mot, c'est une fable, » répondit Pitt avec une sorte d'impatience, et si haut que tous ceux qui l'entouraient l'entendirent; « mais, » continue lord Malmesbury dans son journal, « le lendemain dimanche 3, il vint avec lord Mulgrave me trouver à Spring-Gardens vers une heure, avec un journal hollandais qui contenait tout au long la capitulation d'Ulm. Comme ni l'un ni l'autre ne savaient le hollandais, et que tous les bureaux étaient fermés, ils venaient me prier de le traduire, ce que je fis de mon mieux; et je remarquai trop clairement l'effet de la nouvelle sur Pitt, bien qu'il fît de son mieux pour le cacher. Ce fut la dernière fois que je le vis. Cette visite m'a laissé une impression indélébile; son regard et ses manières ne lui étaient point naturels, et me donnèrent, en dépit de moi-

même, un cruel pressentiment du malheur qui nous menaçait. »

Quatre jours après, cependant, la tristesse générale de l'Angleterre fut changée en une joie générale, mais non sans mélange. La nouvelle d'une victoire éclatante arriva des environs de Cadix. Après quelques semaines de repos dans ce port, l'amiral de Villeneuve en sortit avec des vaisseaux, non-seulement fort augmentés en nombre, mais récemment radoubés et équipés. Sa jonction avec Gravina lui donnait trente-trois vaisseaux de ligne et sept frégates, tandis que Nelson n'avait que vingt-sept vaisseaux et quatre frégates. Au point du jour, le 21 octobre, les deux flottes s'approchèrent l'une de l'autre, les deux chefs et les équipages également pressés d'en venir aux mains. On était en vue du cap Trafalgar, qui donna son nom à la bataille. Ce fut alors que Nelson fit arborer son fameux signal à la flotte : « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir. »

Depuis plusieurs jours, Nelson avait communiqué son plan d'attaque à Collingwood, comme à son second dans le commandement. Ils devaient s'avancer en deux lignes; Collingwood, à la tête de la seconde, devait s'ouvrir un passage dans les rangs de l'ennemi, à peu près à la hauteur du douzième vaisseau de leur arrière-garde, et Nelson lui-même devait passer au milieu. La flotte s'avança ainsi, Nelson et Collingwood conduisant chacun leur ligne. La bataille commença quelques minutes avant midi. Nelson, debout sur le pont du *Victory*, portait, comme de coutume, son uniforme d'amiral ; les étoiles de ses divers ordres brillaient sur sa poitrine. Il ne voulait ni les cacher ni les mettre de côté : « Je les ai gagnées avec honneur, avait-il dit dans une autre occasion, je

mourrai avec honneur en les portant. » Il devint ainsi le point de mire des tireurs du mât de misaine sur le vaisseau français le *Redoutable*. Il fut frappé d'une balle à l'épaule au plus fort de l'action. Il tomba sur le visage, on le porta dans l'entre-pont, et il y mourut trois heures après. Les derniers mots qu'on lui entendit murmurer, et qu'il répéta plusieurs fois, furent ceux-ci : « Grâce à Dieu, j'ai fait mon devoir. » Il vécut assez pour apprendre le glorieux résultat de ses efforts, et que la victoire était complète et décisive ; on lui dit que quatorze ou quinze des vaisseaux français et espagnols avaient déjà amené leur pavillon. Par le fait, le succès fut plus grand encore : vingt vaisseaux se rendirent ; mais un orage, qui s'éleva aussitôt après la bataille, fit perdre ou mit à la côte la plupart des prises. Villeneuve avait été fait prisonnier, et Gravina était mortellement blessé.

Il y a, je crois, un souvenir qui peut mettre dans tout son jour la gloire de Nelson. Nos grands exploits maritimes, dans la guerre révolutionnaire de France, peuvent être portés à six : le 1er juin, Camperdown, Saint-Vincent, Aboukir, Copenhague et Trafalgar. Sur les six, quatre furent accomplis avec le concours de Nelson, et deux sous les ordres de Nelson.

Trafalgar et Waterloo, les deux plus grandes victoires sur terre ou sur mer que contiennent nos annales, ayant été remportées à dix ans l'une de l'autre, il m'était quelquefois venu à l'esprit de me demander si, par quelque hasard, on pouvait nommer quelqu'un qui eût assisté aux deux combats. J'en fis une fois la question au duc de Wellington. Il me dit qu'il ne connaissait qu'une seule personne à qui cela fût arrivé, le général Alava. A Trafalgar, le général était dans le service de la

marine espagnole, à bord du vaisseau amiral, et on sait qu'à Waterloo il ne quitta pas le duc.

Les dépêches de Collingwood, avec la nouvelle de la bataille de Trafalgar, arrivèrent à Londres le 7 novembre. Jamais nouvelles n'excitèrent dans le public des émotions si diverses et si contraires. La joie du triomphe national était empoisonnée par la mort du héros. On sentait que, dans une pareille situation, on ne pouvait ni se réjouir comme on aurait dû se réjouir, ni pleurer comme on aurait dû pleurer.

Cette double émotion ne fut nulle part plus forte que dans le cœur du premier ministre. Lord Fitz-Harris dit dans son journal : « Un jour, au mois de novembre 1805, je me trouvais à dîner avec Pitt, et naturellement la conversation tout entière roula sur Trafalgar. Je n'oublierai jamais l'éloquence avec laquelle il décrivit ses sentiments contraires lorsqu'on vint le réveiller dans la nuit pour lire les dépêches de Collingwood. Il remarqua que, dans sa vie orageuse, on l'avait souvent réveillé à différentes heures pour recevoir des nouvelles de genres bien différents; mais, que bonnes ou mauvaises, il lui suffisait toujours de remettre la tête sur l'oreiller pour se rendormir profondément. Cette fois, le grand événement lui apportait tant de raisons de pleurer en même temps que de sujets de joie, qu'il ne put faire taire ses pensées, et qu'il finit par se lever, bien qu'il ne fût que trois heures du matin. »

Fox partagea également le sentiment public, bien qu'il soit pénible de retrouver dans son esprit quelque alliage d'un vil métal. Voici ses paroles à lord Holland, le jour même de l'arrivée des nouvelles : « C'est un grand événement, et les avantages en sont assez solides en même

temps qu'assez brillants pour faire plus que compenser le secours momentané qu'il apporte à Pitt dans sa détresse [1]. »

Le 6 novembre, Pitt écrivit la lettre suivante au frère de Nelson, qui héritait de sa baronie anglaise :

M. PITT A LORD NELSON.

« Downing-Street, 9 novembre 1805.

» Mylord,

» J'éprouve un mélancolique plaisir en annonçant à Votre Seigneurie, par les ordres du roi, l'intention de Sa Majesté de conférer aux héritiers de votre illustre et malheureux frère, les honneurs qui eussent témoigné, dans sa personne, le cas que fait Sa Majesté de ses héroïques et incomparables services, si sa vie eût heureusement été prolongée pour le bonheur et la gloire de son pays [2].

» Sa Majesté a donc donné l'ordre de préparer des lettres-patentes pour créer Votre Seigneurie comte du royaume-uni, sous le titre de comte Nelson de Trafalgar, avec les avantages de succession déjà attachés à la baronie qui vient d'échoir à Votre Seigneurie. Sa Majesté compte recommander au Parlement d'assurer un revenu suffisant à tous les possesseurs futurs de cette dignité.

» Je ne puis fermer cette lettre sans exprimer l'espoir que ces marques d'honneur, venant du souverain et accompagnées, comme elles le seront, par tous les témoignages de la reconnaissance publique, contribueront en

[1] Note aux *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.
[2] *Correspondance*, publiée par lord John Russell, vol. IV.

quelque mesure à adoucir la douleur de ceux qui ont à lutter contre le poids des afflictions domestiques, ajoutées au sentiment d'une perte nationale qui pèse sur le pays tout entier.

» J'ai l'honneur d'être, etc.,

» W. PITT. »

D'après les intentions exprimées dans cette lettre, lord Nelson fut créé comte Nelson et vicomte Trafalgar. Un revenu de 6,000 livres sterling par an lui fut en outre assuré; la Chambre vota également 100,000 livres sterling pour l'acquisition d'une terre. On conféra aussi une baronie anglaise à Collingwood, ce qui n'était que de la stricte justice envers « ce vraiment bon et vaillant homme, » comme Nelson le disait du capitaine Riou, après la bataille de Copenhague.

Le 9 novembre, jour de la fête du lord maire, il y eut, comme de coutume, un grand dîner à Guildhall. En qualité de premier ministre, Pitt avait accepté l'invitation, et il s'y rendit avec quelques-uns de ses collègues. Sa popularité, qui avait pâli dans les derniers temps, parut, ce jour-là, briller de tout son ancien éclat. En allant à Mansion-House, il fut salué par de vives acclamations, à Cheapside; la multitude détela les chevaux de sa voiture et l'entraîna avec transport au banquet; le lord maire proposa sa santé comme « le sauveur de l'Europe. » Pitt se leva alors, et répondit à peu près en ces termes: « Je vous remercie beaucoup de l'honneur que vous me faites, mais l'Europe ne peut être sauvée par un seul homme. L'Angleterre s'est sauvée par ses propres efforts, et j'espère qu'elle sauvera l'Europe par son exemple. » Le ministre se rassit après ces deux phrases. Paroles mémorables,

et qui firent une profonde impression sur les auditeurs; outre leur beauté et leur puissance intrinsèques, ce furent les dernières paroles que M. Pitt prononça en public.

L'un des invités à ce banquet était sir Arthur Wellesley. Mes lecteurs seront certainement bien aises de voir sa description du discours de Pitt et de Pitt lui-même à cette époque. Je la donne exactement comme je l'ai écrite le jour de notre conversation.

Notes d'une conversation avec le duc de Wellington à Walmer, le 25 octobre 1838.

Le duc me parla de M. Pitt, et nous regrettions sa mort prématurée. « Je n'aurais pas cru, » me dit le duc, « qu'il mourût si tôt. Il mourut au mois de janvier 1806, et je l'avais vu dans le Kent au mois de novembre précédent, chez lord Camden; il ne m'avait pas paru malade. Il était fort animé et extrêmement en train. Il est vrai qu'il passait alors pour malade. On parlait souvent de ses promenades à cheval, car il avait coutume de faire dix-huit à vingt milles à cheval tous les jours, et on prenait beaucoup de peine pour lui envoyer son *luncheon* à quelque endroit désigné d'avance, une bouteille de porter, je crois, et un *beefsteak* ou une côtelette qu'on lui préparait. On annonçait toujours à la compagnie l'endroit où il allait, afin que ceux qui restaient à la maison le matin pussent aller le rejoindre, si bon leur semblait. En revenant de ces promenades, on allait changer d'habits, et on tenait le conseil, car tout le monde faisait partie du cabinet, le duc de Montrose et moi exceptés, je crois. A

dîner, Pitt buvait peu de vin; mais c'était alors la mode de souper, et, en soupant, il buvait une grande quantité de vin de Porto avec de l'eau. »

« Le même mois, je rencontrai également M. Pitt au dîner du lord maire; il ne paraissait pas malade. Dans cette occasion, je me souviens qu'il remercia les assistants par l'un des discours les meilleurs et les mieux tournés que j'aie entendus de ma vie. Ce ne fut que quelques mots. Le lord maire avait proposé sa santé comme celle d'un homme qui avait été le sauveur de l'Angleterre et qui serait le sauveur du reste de l'Europe; M. Pitt se leva alors, et repoussa le compliment personnel en ajoutant: « L'Angleterre s'est sauvée par ses efforts, et le reste de l'Europe sera sauvé par son exemple! » Ce fut tout; il ne fut pas debout plus de deux minutes, mais rien ne pouvait être plus parfait. »

« Je me souviens d'un autre fait curieux à ce dîner. Erskine était là. Or, M. Pitt exerçait toujours sur Erskine un grand ascendant, l'ascendant de la terreur. Parfois, à la chambre des communes, il lui suffisait, pour tenir Erskine en bride, de lever la main ou de prendre une note. A ce dîner, on avait bu à la santé d'Erskine; il se levait pour remercier, lorsque Pitt leva le doigt et lui dit à travers la table : « Erskine, rappelez-vous qu'on boit à votre santé en qualité de brillant colonel des volontaires. » Erskine, qui avait eu, à ce qu'on nous dit, l'intention de parler sur les droits des jurés, les procès politiques et autres questions du même genre, perdit tout à fait contenance, fut troublé comme un écolier en classe, et, dans son discours, il resta strictement dans les limites qui lui avaient été prescrites. »

J'ajoute ici quelques autres réminiscences qui se rap-

portent exactement à la même époque, aux mois d'octobre et de novembre 1805 :

Livre de notes de lord Fitz-Harris.

« Je rencontrai Pitt chez lord Bathurst, dans le comté de Gloucester, où il passait quelques jours. Nous allâmes à l'église à Cirencester. En causant des beautés de notre liturgie, il cita particulièrement la prière d'actions de grâces comme remarquablement touchante et d'une application étendue. Il admirait fort celle « pour les temps de guerre et de tumulte, » ainsi que celle « pour le Parlement ; » mais il ajouta, à l'égard de la première, qu'il ne pouvait jamais se débarrasser, en l'écoutant, de l'analogie entre ces paroles : « Abaisse leur orgueil, dissipe leur malice, » et le vers de *God save the king,* « confonds leur politique, déjoue leurs perfides menées. » J'ai remarqué que Pitt prenait constamment Lucain, et en citait des passages; cet auteur paraissait lui plaire beaucoup. Rien ne pouvait être plus gai et en même temps plus instructif que la conversation de Pitt sur toutes sortes de sujets pendant qu'il était assis dans la bibliothèque de Cirencester. Vous n'auriez jamais deviné que l'homme qui se trouvait devant vous était le premier ministre du pays, et l'un des plus grands esprits qui eussent jamais occupé cette situation. Son ton et ses manières étaient exactement ceux d'un savant oisif[1]. »

[1] Déjà publié en note dans les *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

Livre d'anecdotes de lord Eldon.

« Peu avant la mort de M. Pitt, je me rendis avec lui de Roehampton à Windsor. Après avoir beaucoup causé sur différents sujets, je lui dis que sa position lui avait fourni l'occasion de mieux connaître les hommes que personne, et je lui demandai si, à tout prendre, il avait été amené à croire que la plus grande partie d'entre eux fût gouvernée par des principes honorables ou par de mauvais motifs. Il me répondit qu'à tout prendre, il avait bonne idée de l'espèce humaine, et qu'il croyait que la majorité était réellement animée de bons principes et d'intentions honorables[1]. »

[1] *Vie de lord Eldon*, par Twiss, vol. I.

CHAPITRE XLIII

— 1805-1806 —

Mission de lord Harrowby à Berlin. — Pitt à Bath. — Sa critique des poëmes de lord Mulgrave et de M. Canning sur la victoire de Trafalgar. — Napoléon à Vienne. — Bataille d'Austerlitz. — Traité de Presbourg. — Effet de la nouvelle sur Pitt. — Inquiétude de ses amis. — Sa maladie à Putney. — Sa dernière lettre. — Son entrevue avec lord Wellesley; son opinion sur sir Arthur. — Notes de l'honorable James Hamilton Stanhope. — Récit de l'évêque de Lincoln. — Mort de Pitt.

La victoire de Trafalgar sembla avoir donné, au public anglais et à Pitt lui-même, meilleur espoir pour la guerre en Allemagne. Bien qu'aucune relation n'existât entre les deux affaires, il n'est pas étonnant que des hommes, enivrés d'un grand succès maritime, ne perdissent pas si aisément l'attente de quelque succès analogue sur terre. On pensait que les événements d'Ulm seraient bientôt réparés, que le reste des armées autrichiennes, en se joignant aux armées russes, se trouveraient trop fortes pour les Français, et que le roi de Prusse, las de ses longues hésitations, finirait par prendre parti avec l'Autriche et par jeter son épée dans la balance.

L'accession du cabinet de Berlin à l'une ou l'autre des parties belligérantes était en effet d'une importance vitale pour toutes deux. Napoléon cherchait depuis quelques

mois à le séduire en lui promettant le Hanovre. Pitt avait essayé de le réveiller en lui représentant les dangers qui menaçaient l'indépendance de l'Allemagne et la sienne propre. Il avait également fait à la Prusse les plus libérales offres de subsides, dans le cas où elle se déciderait à s'unir aux alliés. Pour donner plus de poids à ses représentations et à ses offres, il résolut d'envoyer en Prusse un membre de son cabinet qui dernièrement encore occupait la charge de secrétaire des affaires étrangères. C'était lord Harrowby que l'on décida à tenter à Berlin une mission spéciale, en la compagnie de M. Hammond, sous-secrétaire aux affaires étrangères.

Cependant, M. Pitt était fort pressé par ses médecins de faire un voyage à Bath, et il espérait également trouver le temps de faire une ou deux petites visites à ses amis.

M. PITT A LORD CARRINGTON.

« Downing-Street, 10 novembre 1805.

» Cher Carrington,

» Je suis très-heureux de pouvoir, dès à présent, fixer un moment pour aller vous voir à Wycombe, mais je serai très-probablement retenu toute cette semaine par l'attente journalière des nouvelles de Harrowby; dès que je les aurai reçues, si les renseignements sont de nature à le permettre, je compte aller passer quinze jours à Bath, pour y renouveler peut-être ma visite avant Noël, après quelques jours passés en ville dans l'intervalle. Tout ceci, du reste, dépendra beaucoup des événements qui pourront survenir. Si vous passez les vacances de

Noël à Wycombe, j'espère trouver deux ou trois jours pour vous aller voir.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. PITT. »

Pitt paraît cependant être resté à Londres pendant tout le mois de novembre; il faisait, à cette époque, ses préparatifs pour soutenir de son mieux la campagne qui allait s'ouvrir au Parlement. Il résolut de faire entrer dans le conseil Canning et Charles Yorke, fortifiant ainsi son premier rang par une grande accession de talents oratoires. Ses intentions n'étaient pas encore publiques, mais Canning les annonça en confidence à lord Malmesbury, dans le journal duquel nous les trouvons consignées.

M. Charles Yorke devait avoir le bureau du contrôle, que lord Castlereagh avait continué, temporairement, de présider, comme nous l'avons vu, conjointement avec le ministère de la guerre et des colonies; mais rien ne devait être changé dans la charge qu'occupait M. Canning[1]. Il fait lui-même allusion à ce sujet dans la lettre suivante:

M. CANNING A M. PITT.

« South-Hill, 27 novembre 1805.

» Vous me trouverez toujours ici. J'espère que vous ne laisserez pas reculer votre voyage de Bath jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour que les eaux vous fassent beaucoup de bien.

[1] Comparez sur ce point le *Journal de lord Malmesbury*, vol. IV, avec celui de M. Rose, vol. II.

» Ne pourriez-vous pas vous arranger, avant de quitter Londres, pour préparer les voies à la mise en exécution de l'affaire que nous avons réglée la dernière fois que je vous ai vu? Je ne vous le demande point par un sot désir de voir la chose précipitée ou rendue publique; mais, comme une fois que vous serez parti, vous resterez probablement le plus longtemps que vous pourrez, et que d'ailleurs le temps qui doit s'écouler avant la réunion du Parlement, en la supposant le plus loin possible, ne serait pas trop long, je voudrais avoir autant de loisir que possible pour examiner de mes propres yeux tout ce qu'on a fait, au moins depuis le début de la mission de Leveson; et surtout en l'absence de Hammond, il m'est impossible de le faire à mon aise et à ma pleine satisfaction, bien moins encore quand vous n'y êtes pas.

» Toujours bien affectueusement à vous,

» G. C. »

En dépit du vif désir ici manifesté par Canning, Pitt remit l'arrangement officiel jusqu'aux approches de la session.

Je puis saisir cette occasion pour faire remarquer que les lettres de Canning à Pitt, conservées dans les papiers de M. Pitt, commencent toujours absolument comme celle que nous venons de citer. Canning trouvait probablement « mon cher Pitt, » trop familier, et « mon cher monsieur, » trop officiel.

Ce fut seulement le 7 décembre que Pitt put arriver à Bath; il y passa plus d'un mois. Il y reçut la visite de plusieurs de ses amis. Du nombre furent lord Hawkesbury, lord Mulgrave et lord Melville. Cette dernière visite

semble avoir donné beaucoup d'ombrage à lord Sidmouth : « J'apprends, » écrit Fox dans sa correspondance, « que le *docteur* en a parlé en levant les yeux au ciel, et qu'il dit ne pouvoir y croire[1]. »

Même avec une santé détruite et au milieu des plus graves soucis de l'État, nous voyons les amis de Pitt lui faire encore appel sur des questions purement poétiques. Lord Mulgrave avait composé une ode sur la bataille de Trafalgar. Il l'apporta dans sa poche à Bath, et insista pour obtenir les corrections de son chef. Voici la lettre, avec quelques-unes des retouches de M. Pitt; mais je n'insère qu'une stance du poëme :

LORD MULGRAVE A M. PITT.

« Bath, 12 décembre 1805.

» Cher Pitt.

» Le docteur Calcott me demande ma chanson, et moi je suis pressé de m'en débarrasser. Voulez-vous donc, en qualité de *præceptor musarum*, faire votre choix (peut-être n'y a-t-il rien à choisir) entre les vers suivants, pour remplacer ceux que vous aviez *marqués*, comme on dit à Eton . . . . . .

P. Q.

» Les malheureuses prises, arrachées à leurs ancres, périssent ou sombrent sur les côtes de l'Ibérie; elles couvrent de leurs débris les côtes ennemies, tandis que, portée en triomphe sur les vagues furieuses, la flotte victorieuse n'a point à déplorer de naufrages anglais.

[1] Lettre de lord Lauderdale, 17 déc. 1805.

» Vos critiques ont obligé *naufrage* à passer au pluriel.

. . . . . .

» C'est une bien forte preuve de l'éloignement de Downing-Street que cette longue dépêche au sujet d'une chanson; mais, après toute la bonté que vous m'avez témoignée à ce sujet, je n'ai pas eu l'audace de l'envoyer sans votre sanction, ou du moins, sans votre permission.

» Toujours à vous,

» MULGRAVE. »

Dans une biographie[1] écrite par l'un des fils de lord Mulgrave, il soutient que M. Pitt, en voyant cette ode, y regretta l'absence du nom de l'amiral Collingwood. Il en fut d'autant plus fâché qu'il se rappelait l'humanité dont Collingwood avait fait preuve dans ses efforts pour sauver les prisonniers qui se noyaient, et, prenant la plume, on dit qu'il ajouta la strophe suivante de son propre fait :

« Uni à Nelson et voué à la gloire, le temps se rappellera, dans cette journée, le second qui ajouta, au lustre de la couronne de son souverain, l'éclat de son plus pur rayon. »

Je dois cependant remarquer qu'il ne reste aucune preuve écrite que M. Pitt soit l'auteur de cette strophe, bien que le fait soit très-positivement affirmé.

La bataille de Trafalgar avait également inspiré une plus noble muse que celle de lord Mulgrave, la muse de M. Canning. Cet homme distingué avait écrit un poëme d'une grande beauté sur ce mémorable événement. Je n'en donne que le commencement en le transcrivant sur

[1] *Mémoires de R. P. Ward, esq*, par l'hon. Edmond Phipps, vol, I.

la copie définitive, écrite de sa main, que M. Canning donna par la suite à lady H. Stanhope.

Vers sur Trafalgar.

« Tandis que les armées soumises de l'Autriche, inutilement vaillantes, suivaient avec une triste pompe les vagues teintes de sang du Danube, là où les tours orgueilleuses d'Ulm dominent le fleuve, un vainqueur, insultant au milieu des chefs captifs, déplorait, avec un regret prétendu, les malheureuses chances de la guerre, et souillait de ses insultes la gloire de son épée. Puis, à mesure que la fureur lui montait au cerveau, aveuglé par de téméraires espérances, vain de ses conquêtes imaginaires, exalté par sa haine et l'insolence du pouvoir, » (Oh ! vantard malencontreux, moment mal choisi !) « il projetait d'étendre sa domination nouvelle sur les mers anglaises, pendant que la poudre enflammée brûlait encore dans les mains de Nelson. »

M. Canning écrivit au sujet de ces vers, avant la correction définitive, une longue lettre à M. Pitt, qui était à Bath, pour lui demander ses conseils, vers après vers, et presque mot après mot. Je ne donne, de ces questions, que la partie qui se rapporte aux quelques vers que je viens de citer.

M. CANNING A M. PITT.

» South-Hill, 27 décembre 1805.

» Je vous envoie les vers écrits sur une feuille de papier à peu près de la taille de celui de Bellman qui, je sup-

pose, à l'heure qu'il est, doit avoir ajouté un exemplaire à votre collection.

» Si les nouvelles du continent ne vous sont pas encore arrivées, peut-être aurez-vous le temps d'examiner les *variæ lectiones*.

» Vers 1. « Armées soumises. » Je suis très-content de mon expression; mais il y a une excellente règle d'un vieux professeur du collége de Madeleine : « Quand il se trouve dans votre composition quelque chose qui vous plaît particulièrement, le plus sûr c'est de le biffer. » Cependant je laisse le jugement à d'autres. Le mérite c'est l'exactitude. Peut-être est-ce *trop* exact. Prononcez.

» Vers 1 et 2. *Inutilement vaillantes*, *vaillantes en vain*, etc. Le choix doit se régler un peu sur l'adoption ou le rejet des vers de la strophe suivante, qui se terminent par *cerveau* et *vain*; si vous ne les adoptez pas, je crois la première version la meilleure.

» Vers 7. Voici trois formes à choisir. Il y avait d'abord : « Alors dans la fureur de la haine et l'orgueil du pouvoir. » *Orgueil* est sujet à des objections. Le mot revient déjà trop souvent; dans les dix strophes suivantes, il se trouve deux fois appliqué à Bonaparte à la fin d'un vers. »

» Je doute aussi si « Aveugle au destin, etc... » tout simplement, à moins que ce ne soit par une faute ou une présomption personnelle, veut dire quelque chose. Qui n'est aveugle? Et sans avoir de reproche à s'en faire?. . .

» Je suis revenu ici, et j'attends de vos nouvelles.

» J'espère que vous n'avez pas oublié d'écrire à propos de l'affaire dont nous avons récemment parlé. Je deviens impatient, ce que je n'ai pas été, vous me rendez la justice de vous en souvenir, jusqu'à ce que le temps devînt une question importante.

» J'espère, par-dessus tout, que vous continuez à vous remettre.

» Toujours affectueusement à vous,

» G. C. »

Pendant ce temps, l'empereur Napoléon poursuivait, en Allemagne, sa victorieuse carrière. D'Ulm il avait marché sur Munich, où il avait rétabli l'électeur de Bavière, son allié. Poussant toujours les armées autrichiennes devant lui, et suivant la rive méridionale du Danube, son avant-garde entra à Vienne, le 13 novembre, pendant qu'il prenait ses quartiers aux environs, dans le château de Schœnbrunn. On montre encore les appartements qu'il occupa alors, de même qu'en 1809; c'est dans la même chambre que son fils expira plus tard.

De leur côté, les forces autrichiennes, qui se retiraient, prirent la direction d'Olmütz, et opérèrent leur jonction avec les alliés russes qui s'avançaient. Mais Napoléon ne leur laissa guère le temps de consolider leur union. Il les poursuivit en Moravie, et leur donna bataille le 2 décembre, jour anniversaire de son couronnement à Notre-Dame. L'action prit son nom de la ville voisine, Austerlitz. Les Allemands l'appelèrent également *die Kaiser Schlacht*, ou la bataille des empereurs, parce que François et Alexandre étaient sur le champ de bataille comme Napoléon. Parmi les Français, d'autre part, le mot « le soleil d'Austerlitz » prononcé d'abord par l'empereur Napoléon, passa bientôt en proverbe. Voyez, par exemple, comment Béranger l'applique à cette armée si souvent victorieuse :

Et, s'élançant du sol des Pyramides,
Pour voir briller le soleil d'Austerlitz.

A Austerlitz, en effet, le soleil, d'abord voilé par un brouillard épais, apparut tout d'un coup avec un éclat qui n'appartenait pas à l'hiver, et darda ses rayons étincelants sur le grand théâtre de cette lutte des hommes. Avant le coucher du soleil, les Autrichiens et les Russes étaient dispersés, laissant derrière eux quinze mille hommes tués ou blessés, vingt mille prisonniers et cent vingt pièces de canon. Cette victoire peut être regardée, je crois, comme la plus éclatante parmi toutes celles que Napoléon a remportées. Elle décida non-seulement de la journée, mais de la campagne, et non seulement de la campagne, mais de la guerre. L'empereur d'Autriche demanda sur-le-champ la paix, et fut obligé de faire de grands sacrifices avant d'obtenir même la cessation des hostilités. Il finit, à Presbourg, le 25 décembre, par conclure un traité, en acceptant toutes les dures conditions que lui faisait le vainqueur, la cession du Tyrol à l'électeur de Bavière et de la Vénétie au royaume d'Italie. La Russie suivit bientôt l'exemple de son allié, et la nouvelle coalition fut complétement détruite.

Le mauvais succès de la guerre en Allemagne devint naturellement une arme puissante entre les mains de l'opposition anglaise. Lord Grenville et Fox avaient résolu de pousser le ministre avec toute la vigueur possible, dès le début de la session. Lord Sidmouth, en professant l'intention de rester plus modéré dans sa conduite future, n'était point du tout favorable à la politique récente de Pitt : « On verra, je crois, » écrivait-il déjà avant la nouvelle d'Austerlitz[1], « que le gouvernement a été à la fois précipité et négligent. » Je ferai remarquer, en passant,

[1] Lettre à M. Bragge Bathurst, 7 déc. 1805.

que ces épithètes sont très-commodes, étant presque contradictoires; toute accusation qui ne pourrait pas rentrer sous un chef serait sûre de trouver place sous l'autre.

Nous avons vu, d'autre part, que M. Pitt prenait ses mesures pour fortifier son cabinet dans la chambre des communes. Ici, on peut se poser une question assez intéressante : si M. Pitt avait pu ouvrir le Parlement dans un état de santé tolérable, en face de tels adversaires et avec un tel appui, son ministère eût-il pu se maintenir? Pour mon compte, je le crois. On pouvait lui opposer les revers d'Ulm et d'Austerlitz, mais il avait à répondre par la victoire de Trafalgar. Nous devions ce triomphe à nos prouesses personnelles; les revers étaient dus, après tout, aux fautes ou à la mauvaise fortune de nos alliés. La question à poser pour M. Pitt était celle de savoir si un étroit accord entre l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, offrait ou non une chance raisonnable de triompher de la France. Si cette chance raisonnable existait, M. Pitt ne pouvait être à blâmer d'avoir conclu l'alliance, et on ne pouvait, avec la moindre apparence de justice, poursuivre à cet effet, contre lui, un vote de censure.

D'ailleurs, mettant pour un moment de côté les raisons et les causes, le peuple anglais, en général, ne pouvait s'empêcher de remarquer, comme résultat définitif du gouvernement de M. Pitt jusqu'à cette époque, que la sécurité de notre île s'était accrue. Le projet d'une descente dans les comtés de Kent ou de Sussex, si fort à la mode encore au mois de juillet 1805, était complétement abandonné au mois de janvier suivant, et les cœurs les plus fermes ne pouvaient s'empêcher d'y voir un grand avantage. Nous pouvions nous croire sûrs de repousser l'invasion, mais tout en préférant l'éviter.

En regardant à la disposition du temps, il me semble que plus la violence de M. Fox, de lord Grenville ou de lord Sidmouth se serait accrue, plus ils auraient perdu de partisans. La popularité de M. Pitt avait certainement subi quelque déclin, mais je ne vois aucune raison de douter qu'elle fût encore profonde et étendue.

On peut dire, d'autre part, que plusieurs des collègues de M. Pitt, à cette époque, manquaient d'éloquence parlementaire et de vigueur administrative. Mais, sous ce rapport, il est bon de peser l'opinion de Fox, opinion exprimée avec trop de brusquerie et même d'injustice à l'égard de certains individus, mais cependant toujours marquée au sceau de sa sagacité pratique. Fox écrivait à un ami, au mois de juillet 1805 : « Dans l'ensemble, il me semble que les choses sont dans le meilleur train possible, et cependant il me vient quelquefois à l'esprit que le ministère avec lequel ce même Pitt a débuté dans l'année 1784 était, sous tous les rapports, aussi faible et aussi méprisable que le ministère actuel [1]. »

Pour ces raisons, entre plusieurs autres, je crois que si la santé de M. Pitt eût pu se soutenir, en 1806, son ministère n'aurait pas été renversé; mais le rétablissement de sa santé était indispensable, et cette condition ne fut pas accomplie, comme on le verra bientôt.

La défaite d'Austerlitz fut un coup terrible pour le premier ministre anglais. La secousse fut d'autant plus grande que les premières nouvelles de Moravie avaient annoncé une victoire des alliés; les nouvelles avaient été communiquées au roi comme telles [2]; comme telles, elles

[1] *Correspondance*, vol. IV.

[2] Lettre de lord Taylor à lord Castlereagh en date du 20 décem-

avaient amené les félicitations de M. Huskisson, dans la lettre même où il exposait et déplorait l'embarras financier produit par la guerre.

M. HUSKISSON A M. PITT.

« De la Trésorerie, 19 décembre 1805.

» Mon cher monsieur,

» Sir Francis Baring est venu ici aujourd'hui pour dire qu'aussitôt après vous avoir quitté, il avait écrit à Amsterdam, par une occasion sûre, pour faire entendre à Hope ce qui se préparait. Il a reçu aujourd'hui une réponse à cette lettre dans laquelle Hope lui apprend qu'avant la réception de sa communication, ils avaient envoyé par Paris un agent à Madrid, pour quelques arrangements qui se rapportent aux autorisations dont ils jouissent présentement, mais qu'ils vont envoyer après lui pour lui faire dire de ne rien faire à ce sujet, et de préparer les voies aux transactions ultérieures, sans toutefois se compromettre avant d'avoir reçu de nouvelles instructions. Ils pressent donc fort la décision. Je suis fâché d'avoir à ajouter qu'en dépit de tous nos efforts et de tout l'argent monnayé envoyé pour éviter toute opération d'échange, chaque courrier du continent nous l'apporte à un taux plus onéreux : si nous avions maintenant à donner des ordres pour tirer une somme un peu considérable, on ne le pourrait faire sans une perte très-sérieuse, et peut-être

bre 1805, citée dans mon appendice. Voir également dans *l'Histoire de M. Thiers*, vol. VII. On disait que Napoléon avait perdu vingt-sept mille hommes et toute son artillerie.

ne le ferait-on pas, tant l'embarras qui règne sur le continent, depuis la perte de Vienne, est grand. En proportion de l'abaissement du cours de l'échange, l'argent monte naturellement; il est maintenant à 5 s. 10 d. l'once, ce qui fait un accroissement de 14 pour cent sur le prix que nous avions avant la guerre. Sir Francis reviendra samedi. J'espère que les nouvelles reçues aujourd'hui sont assez authentiques pour me permettre de vous féliciter sur les perspectives favorables qui s'ouvrent devant ceux qui sont et devant ceux qui seront bientôt, j'espère, engagés dans la guerre.

» Je reste, mon cher monsieur, etc.,

» W. HUSKISSON. »

Il n'est pas étonnant qu'après la nouvelle et l'espérance d'une victoire en Moravie, ainsi communiquée à M. Pitt, le choc soudain des nouvelles contraires fût trop violent pour un corps affaibli. J'insère ici une note écrite par mon père, qui devait, je crois, ses renseignements aux domestiques qui servaient M. Pitt à Bath.

Notes sur M. Pitt.

La cause immédiate de sa mort fut la bataille d'Austerlitz. J'avais dîné avec lui la veille de son départ pour Bath, et je l'avais trouvé aussi en train qu'à l'ordinaire; en m'enquérant de sa santé, j'appris de ceux qui l'entouraient qu'il avait eu quelques douleurs de goutte volante et qu'on espérait que cela deviendrait un accès en règle. Tel fut, en effet, le résultat des eaux de Bath; mais, lorsqu'il eut reçu les dépêches qui annonçaient cette désastreuse bataille, il se fit apporter une carte, et demanda

qu'on le laissât seul : ses réflexions furent si douloureuses, que la goutte, repoussée des pieds, attaqua quelque organe vital. »

Les renseignements de M. Rose sont exactement analogues : « Là (à Bath), les eaux jetèrent presque immédiatement la goutte sur le pied droit, et bientôt après sur le pied gauche; mais, en recevant la nouvelle de l'armistice, à la suite d'Austerlitz, la goutte quitta les extrémités, et il tomba dans une faiblesse qui alla toujours croissant. »

Tel fut l'effet de ces diverses causes sur M. Pitt que, comme le dit lord Macaulay, peut-être avec quelque exagération, « il était tellement maigri dix jours après, que ses amis les plus intimes le reconnaissaient à peine. »

Ce n'était pas, qu'il me soit permis de le remarquer, que le ferme courage de Pitt eût faibli un seul instant; si ses forces physiques ne lui avaient pas fait défaut, il aurait supporté Austerlitz avec l'indomptable énergie d'âme qu'il avait déployée contre tant d'autres revers et tant de désastres pendant la guerre. Tel est, également, l'avis d'un critique excellent que j'ai cité plus d'une fois : « Les soucis et les inquiétudes de ce moment dépassèrent les limites ordinaires; mais l'âme de M. Pitt était assurément assez forte pour en porter le poids, si sa santé n'avait été minée par des causes physiques[1]. »

Wilberforce a décrit souvent, avec beaucoup de sensibilité, l'air triste et fatigué de Pitt pendant les derniers mois de sa vie : il avait coutume de dire que c'était son « air d'Austerlitz. » L'expression était frappante et bien choisie; mais elle n'était pas parfaitement exacte, puisque

[1] *Revue d'Edimbourg*, janvier 1858.

Wilberforce ne revit pas M. Pitt après la bataille d'Austerlitz.

Une lettre de M. Canning, après l'arrivée des mauvaises nouvelles, montre avec quelle ardeur, dans ses communications avec ses amis, le premier ministre avait cherché à se rattacher à tout ce qu'on pouvait conserver d'espoir.

M. CANNING A M. PITT.

« Somerset-House, 31 décembre 1805.

» Je vous remercie de votre lettre qu'on vient de me renvoyer de South-Hill, bien que je sois fâché que vous ayez pris la peine de l'écrire. Je n'ai pas recueilli en ville d'autres circonstances que celles que vous m'indiquiez pour justifier votre incrédulité sur des faits exposés d'une manière si officielle et si détaillée.

» D'après ce que je me rappelle de la dernière dépêche de Leveson, que j'ai vue à Bath, la part de l'empereur d'Autriche dans cette affaire ne me paraît que trop croyable Mais il est possible, n'est-ce pas? que l'armistice soit vrai, et cependant que la partie ne soit pas complétement perdue. La Russie n'y a pas pris part. Pourquoi l'empereur de Russie se retirerait-il? La raison qu'on lui fait donner, « il est venu pour assister l'empereur d'Autriche, » n'est pas suffisante. Il a également un traité avec la Prusse. Je n'ai pas fondé beaucoup d'espérances sur la Prusse; cependant la honte extrême et le ridicule dont elle se couvrirait en ne faisant absolument rien nous donnent lieu d'espérer, si la Russie ne cède pas, qu'on pourra encore faire un effort pour empêcher Bonaparte de devenir empereur d'Occident.

» Les cessions provisoires consenties par l'Autriche dépassent presque ce qu'on peut imaginer, quelle que soit l'étendue de la défaite. Et qu'est devenue l'armée de l'archiduc Charles? Et toutes les nouvelles de Berlin, du 10 et du 11, comment les expliquer?

» En dépit de cette douloureuse incertitude, je retourne demain à South-Hill. Je déteste de traverser les rues quand les nouvelles sont si mauvaises.

» Toujours à vous,

» G. C. »

Voici deux lettres de M. Pitt lui-même à ce cruel moment; l'une existe à Melville-Castle et porte cette inscription de la main de lord Melville : « M. Pitt; le dernier billet que j'aie reçu de lui. » Lord Melville était alors à Bath avec M. Pitt. L'autre est adressée à lord Castlereagh.

M. PITT A LORD MELVILLE.

« Vendredi 3 janvier 1806, une heure.

» Je regrette de vous dire que la malle arrivée de Berlin confirme la nouvelle de l'armistice et de la retraite des troupes russes.

» Cela est d'autant plus contrariant qu'après l'action l'armée alliée se montait encore, dit-on, à 85,000 hommes. On ne dit rien de l'archiduc Charles.

» *Secret :* — La dernière dépêche de Berlin est du 18. Le grand-duc Constantin est arrivé avec l'offre de joindre toutes les troupes russes aux Prussiens.

» Harrowby n'a pas pu encore voir Hardenberg depuis

cette proposition, et la conduite de la Prusse n'avait pas l'air d'être décidée. Mais on ne peut guère compter sur ce côté-là.

» Toujours à vous,

» W. P. »

M. PITT A LORD CASTLEREAGH.

« Bath, lundi 6 janvier 1806 [1].

» Cher Castlereagh,

» Je vous renvoie la botte que j'ai reçue. Je pense parfaitement comme vous que, dans l'incertitude où nous nous trouvons sur le parti que prendra définitivement la Prusse, il n'est peut-être pas à regretter que lord Cathcart ait donné, à la dernière division de nos troupes, l'ordre de revenir sans débarquer. Mais, autant que je puis m'en rendre compte, lord Cathcart, lorsqu'il écrivait, n'avait encore reçu que la dépêche de lord Harrowby, écrite lorsque la réponse de la Prusse était encore évasive. Il aura reçu peu après la dépêche du 23, promettant une sécurité

[1] Cette lettre a été publiée dans la *Correspondance de lord Castlereagh* avec la date de Bath, lundi 6 décembre 1805. Sans doute, l'éditeur était justifié par le *Lapsus calami* de Pitt, qui, comme dans la lettre suivante, avait écrit décembre au lieu de janvier. Mais, outre l'évidence intrinsèque contenue dans le dernier paragraphe qui, à lui tout seul, tranche la question, remarquez que la date, telle qu'elle a été publiée, est contradictoire en elle-même, puisque le 6 décembre de cette année là tombait le vendredi. Ainsi donc il est clair que la lettre répond à une lettre de lord Castlereagh datée du 5 janvier 1806, et envoyée par un exprès. On trouve cette dernière lettre dans la même correspondance imprimée, bien que l'éditeur n'ait pas saisi le rapport étroit qui existe entre elles. Voir les *Lettres et les dépêches de lord Castlereagh*, vol. VI.

positive à nos troupes, à condition pour elles d'observer les engagements spécifiés qui ne sont pas déraisonnables. Dans cette situation, je penche à croire qu'il n'aura rien renvoyé des troupes; et, s'il en est ainsi, j'avoue que je ne sais pas comment, dans nos instructions, nous pourrions faire une différence entre la première et la seconde division.

» Le raisonnement que vous exposez dans votre lettre, en faveur de notre consentement à laisser pour le moment en Allemagne la première division (sur l'assurance générale qu'on vient de donner à Berlin), me paraît s'appliquer avec une égale force et d'une manière presque irréfutable, à la seconde. J'éprouve certainement un vif désir de revoir chez nous un corps de troupes aussi utiles; mais je ne crois pas, dans tous les cas, que le retard puisse s'étendre au delà du moment présent ou du printemps, ce qui serait assez tôt pour servir ici dans un but de défense. En les rappelant maintenant, je crains que nous ne donnions pas assez beau jeu aux bonnes dispositions de la Prusse, si elles existent véritablement. Lorsque les troupes devront revenir, je crois excellent l'arrangement que vous proposez au sujet des Hanovriens, et je suis bien aise qu'il soit adopté. Il me semble que c'est tout au plus si nous sommes assez bien instruits pour envoyer de nouvelles instructions à Craig.

» Voilà ma seconde attaque de goutte qui s'en va, et j'espère m'en remettre plus vite que de la précédente; mais je regrette de dire qu'avant d'être bon à quelque chose, j'ai plus de terrain à regagner que je n'ose espérer d'y parvenir en quinze jours. Bath ne peut plus me servir à rien, dit-on, et je quitterai ceci dès que je pourrai.

» Toujours à vous,

» W. P. »

« Ayez, je vous prie, la bonté de dire en conseil ce que je vous écris au sujet du retour des troupes. Je serai satisfait de ce que vous déciderez après y avoir mûrement réfléchi. »

Deux jours après, M. Pitt écrivit à mon père une lettre qui se trouva, par le fait, la dernière de sa vie. Elle porte en date, Bath, 8 décembre 1806, car là, comme dans la lettre précédente, M. Pitt avait mis par mégarde décembre au lieu de janvier.

Il commence ainsi :

« Cher Mahon,

» Je suis désolé qu'une accumulation d'affaires fort au-dessus de mes forces de malade m'ait empêché de vous rendre les papiers que vous m'aviez envoyés. L'opinion de Richard est très-satisfaisante, et, sans une seule circonstance, elle me paraîtrait concluante. »

M. Pitt donne alors, avec une grande bienveillance, un avis pratique excellent sur des affaires légales qui préoccupaient fort son correspondant, mais qui n'auraient aucun intérêt pour le public, et il termine ainsi :

« Mais vous devez savoir que, n'ayant pas sous les yeux les projets tels qu'ils ont été proposés, je ne puis en juger qu'imparfaitement, et si, en réunissant toutes les circonstances, vous avez des raisons de croire que la réponse est purement évasive et dilatoire, il serait certainement bon de recourir sur-le-champ au bill. Je vous donne cette idée comme bonne à examiner plutôt que comme une opinion arrêtée.

» Toujours affectueusement à vous,

» W. P. »

Pendant les dix derniers jours de sa résidence à Bath, M. Pitt eut la compagnie de son ami et fidèle médecin, sir Walter Farquhar; M. Charles Stanhope était également chez lui dans ce moment. La réunion du Parlement avait été fixée au 21 janvier, et, le 9, il prit le chemin de Londres avec sir Walter et Charles Stanhope. La veille, il eut avec lord Melville une dernière conversation. Il dit alors avec un accent pénétré, comme lord Melville l'écrivit à lord Eldon un an après : « Je désire bien que le roi ne vive pas assez pour se repentir, et plus tôt qu'il ne croit, d'avoir rejeté les avis que je lui ai tant répétés à Weymouth. »

Les forces de M. Pitt étaient tellement amoindries en quittant Bath qu'il lui fallut trois jours pour arriver à sa villa de Putney. En le revoyant, lady Hester Stanhope fut effrayée de son apparence détruite et du son creux de sa voix. On a souvent raconté un petit incident qui survint à cette époque; mais on n'est d'accord ni sur le moment ni sur le lieu; le rapport n'est peut-être pas bien authentique. On dit qu'en quittant sa voiture et en suivant le corridor pour se rendre dans sa chambre à coucher, il aperçut une carte d'Europe étalée sur le mur; là-dessus, se tournant vers sa nièce, il lui dit tristement : « Roulez cette carte, on n'en aura pas besoin d'ici à dix ans. »

Qelques lettres de cette époque prouveront l'anxiété de ses amis et avec quel zèle il lui offraient leurs soins et leur hospitalité.

LORD HAWKESBURY A M. PITT.

« White-Hall, 7 janvier 1806.

» Cher Pitt,

» Je viens d'apprendre que la goutte s'étant fixée à votre autre pied, on croit nécessaire de vous faire quitter Bath. Je voudrais bien vous persuader de venir tout droit à Coombe; non-seulement vous y seriez en bon air, mais la maison est particulièrement chaude. Vous seriez assez près de Londres pour qu'on y pût venir vous voir pour affaires, et cependant vous seriez libre des interruptions et des fatigues auxquelles vous serez inévitablement exposé à Londres. J'espère donc que vous n'aurez pas le moindre scrupule à accepter ma proposition et à vous rendre là tout droit en venant de Bath, si cela vous est plus commode. Vous trouverez la maison prête et bien aérée.

» Castlereagh vous aura rendu compte de la teneur générale de nos conversations au sujet des troupes anglaises sur le continent. J'espère que nous apprendrons bientôt le retour de celles qui se sont embarquées les dernières. Il est bien heureux que le temps soit assez favorable pour rendre probable qu'aucun des transports ne sera pris par les glaces. Quel bonheur si nous pouvions apprendre le succès d'une attaque sur Carthagène! Retournez, je vous prie, dans votre esprit, l'idée de la Sicile. J'avoue que je ne vois pas de temps à perdre pour donner à Craig de nouvelles instructions discrétionnaires. Si nous sommes *forcés* de négocier, voyez le grand avantage qu'il y aurait, pour discuter la question de Malte, à tenir la Sicile entre nos mains.

» Croyez-moi, mon cher Pitt...

» HAWKESBURY. »

LE COMTE CAMDEN A M. PITT.

« Arlington-Street, 9 janvier 1806.

» Cher Pitt,

» Je regrette d'apprendre par lord Bathurst que, tout en vous remettant de votre second accès de goutte, vous ne sentez pas vos forces revenir, et que vous n'êtes pas bien sûr de vous trouver en mesure de supporter la fatigue des séances du Parlement, dès le début. D'autres membres du conseil vous écriront à ce sujet; mais, en tout cas, je veux vous suggérer mon opinion et celle de nos collègues : si on ne peut pas retarder le Parlement assez longtemps pour que vous soyez certain de pouvoir siéger, ce qui ne se peut pas, me dit-on, il vaudrait bien mieux le réunir, et que vous ne fissiez pas l'effort d'y assister. Il est impossible que l'opposition insiste, en votre absence, sur la discussion des affaires du continent; s'ils l'essayaient, nous leur en serions fort obligés, et le courant ordinaire des affaires peut marcher dans les deux chambres pendant votre convalescence. Nous tâcherons de faire aller la machine en vous demandant le moins possible votre avis.

» Je ne vois donc aucune difficulté pour vous à compter sur plusieurs semaines avant le moment de l'effort, et je ne doute pas, d'après tout ce qu'on me dit, que vous n'ayiez chance d'être remis longtemps avant que cela ne devienne nécessaire pour le service public.

» Lord Hawkesbury me dit qu'au lieu d'aller à Salt-Hill, comme on vous l'avait conseillé, vous devriez aller à Coombe-Wood, votre maison étant un peu humide.

» Nous avons eu l'idée, lord Chatham et moi, que si

vous aviez envie d'aller chez Long, on pourrait arranger la maison, bien que Coombe me paraisse très-désirable; je tiens aussi à vous offrir Wilderness, qui est parfaitement bien aéré, si ce n'est pas trop éloigné de Londres. J'espère qu'il m'est inutile de dire avec quel plaisir je mets ma maison à votre service; rien ne saurait me déranger moins que votre arrivée. Ma famille quitte Wilderness avant huit jours.

» Très-sincèrement et véritablement à vous,

» CAMDEN. »

M. CANNING A M. PITT.

« South-Hill, 9 janvier 1806.

» Le vœu que vous exprimez dans votre lettre d'hier, que je viens de recevoir, s'accorde si bien avec la proposition que j'ai faite à Charles [1], que j'espère que rien ne vous empêchera de le mettre à exécution. J'écris un mot à sir Walter pour m'engager solennellement envers lui à ne vous point parler, et autant que cela sera en mon pouvoir, à vous empêcher de parler de questions intéressantes, tant que vous n'y serez pas plus propre que vous ne dites.

» Vous aurez un appartement au midi parfaitement indépendant, et vous nous verrez aussi peu ou autant que vous voudrez.

» Nous avons de la place pour Charles et pour lady Hester, et pour sir Walter tant qu'il lui plaira de rester ou lorsqu'il lui conviendra de revenir vous voir; il y a

[1] Hon. Charles Stanhope.

aussi de la place pour Sturges, ou Huskisson, ou Castlereagh, ou qui que ce soit que vous voudrez voir, quand vous serez en état de voir quelqu'un.

» Venez donc, je vous en prie, et restez jusqu'à ce que vous soyez plus en mesure de supporter le voisinage de la ville. J'espère qu'on pourra retarder le Parlement.

» Dieu vous bénisse.

» G. C. »

« Je n'ai pas besoin de vous dire avec quel empressement mistriss Canning se joint à ma requête. »

M. STURGES BOURNE A M. ROSE.

« Dimanche 12 janvier 1806.

» Cher Rose,

» M. Pitt est arrivé hier soir à Putney, ayant accompli son voyage avec moins de fatigue qu'on n'eût pu s'y attendre, et j'ai été le voir ce matin d'après son désir. Il n'a pas plus mauvaise mine que je ne m'y attendais, bien que lady Hester en ait été très-frappée, à ce qu'il paraît. Il se trouve mieux, surtout à l'égard du sommeil. Il est cependant bien faible, et il a horreur de toute nourriture animale. Vous aurez plaisir à savoir que le docteur Reynolds et le docteur Baillée attendaient pour le voir quand je l'ai quitté. Ils nous diront quand ils comptent le mettre en état de s'occuper des affaires et de siéger au Parlement. Il pense qu'à Wilderness, que lord Camden a mis à sa disposition, il serait plus à l'abri des interruptions . . . . . .

» Toujours à vous sincèrement,

» W. S. B. »

Pitt n'était pas inquiet, et ne se doutait pas du danger qui le menaçait. Son ancien ami, lord Wellesley, venait d'arriver de l'Inde, et lui avait écrit à Bath. Pitt répondit à sa lettre. Celle-ci est, je crois, la dernière qu'il ait écrite.

« Putney-Hill, dimanche 12 janvier 1806.

» Mon cher Wellesley,

» En arrivant ici lundi au soir, j'ai reçu avec un inexprimable plaisir votre affectueuse et bonne lettre. Si on ne me conseillait pas autant de rester hors de Londres tant que je n'ai pas repris plus de forces, je serais parti immédiatement pour vous voir le plus tôt possible. Pour le moment, j'ai peur d'être obligé de me fier à votre bonté pour me donner la satisfaction de vous voir ici. Dès que vous pourrez trouver une heure à cet effet, si vous pouvez, sans vous gêner, me faire votre visite dans le milieu du jour (en anglais de deux à quatre heures), cela me conviendrait peut-être mieux que tout autre moment; mais aucune heure ne saurait m'être incommode.

» Je me remets assez lentement d'une série de maux d'estomac, suivis de fortes attaques de goutte; mais je crois que je suis en train d'aller décidément mieux.

» Toujours véritablement et affectueusement à vous,

» W. Pitt [1]. »

Dans la matinée du lundi 13, Pitt put faire une promenade en voiture. Plus tard, dans la journée, il reçut la

[1] Cette lettre fut publiée pour la première fois par lord Wellesley lui-même, en 1836. *Quarterly review*, n° CXIV.

visite de deux de ses principaux collègues, lord Hawkesbury et lord Castlereagh. Ils venaient régler avec lui une affaire qui ne pouvait plus se retarder, le rappel des troupes anglaises du nord de l'Allemagne. Leur visite fut courte, et ils cherchèrent, autant que possible, à épargner M. Pitt. Il souffrit cependant de cette entrevue, et, le lendemain matin, le mauvais effet fut encore plus évident.

Ce jour-là, cependant, c'est-à-dire le mardi 14, M. Pitt fit une nouvelle promenade en voiture. Ce fut la dernière fois qu'il quitta la maison [1]. Dans l'après-midi, son frère, lord Chatham, vint lui faire une visite. Lord Wellesley vint également le même jour. M. Pitt eut le cœur joyeux en revoyant cet ami si cher et depuis si longtemps absent.

» Il me parut aussi en train que jamais, » écrit lord Wellesley dans ses réminiscences de 1836, » et son esprit était aussi vigoureux et aussi net que de coutume. Entre autres choses, il me dit avec beaucoup de bonté et de bienveillance que, depuis mon départ, il avait eu le bonheur de faire la connaissance de mon père Arthur, dont il parlait avec les plus grands éloges. Il me dit : « Je n'ai jamais vu un militaire avec lequel la conversation fût aussi satisfaisante. Il expose toutes les difficultés avant d'entreprendre un service, mais aucune dès qu'il l'a entrepris. »

Tous ceux qui ont eu l'honneur de connaître le duc de Wellington reconnaîtront, j'en suis sûr, combien l'éloge de M. Pitt était sagace et exprimait bien le tour d'esprit de Sa Grâce.

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. II. L'orateur devait ces renseignements à M. Sturges Bourne.

Mais l'agitation de cette entrevue était au-dessus des forces de M. Pitt. Il s'évanouit pendant que lord Wellesley était encore avec lui. C'est ce que nous apprend le journal de lord Malmesbury. Lord Wellesley, sans noter particulièrement cet incident, exprime l'impression générale que lui produisit sa visite : « En dépit de la bienveillance et de l'entrain de M. Pitt, je vis que la main de la mort était sur lui ; ni ses amis ni ses adversaires ne savaient cette mélancolique vérité ou n'y voulaient croire... Je prévins lord Grenville que la mort de M. Pitt était prochaine. Il reçut cette fatale nouvelle avec la plus grande émotion et des torrents de larmes ; il résolut immédiatement de suspendre toute hostilité au Parlement. »

Telles n'étaient pas cependant les prévisions du docteur Baillie ou du docteur Reynolds, quand ils virent M. Pitt le dimanche 12. Ils dirent que les probabilités étaient en faveur de la guérison de M. Pitt, et que, si sa maladie ne tournait pas mal, il serait en état, au bout d'un mois, de reprendre les affaires.

Dès le samedi ou le dimanche, l'évêque de Lincoln alla aussi à Putney où il resta jusqu'à la fin pour soigner sans relâche son ancien élève et son ami. Le mercredi 15, M. Rose vint voir M. Pitt; mais les médecins en étaient venus à comprendre le mal que faisaient les visites politiques amenées par les meilleures intentions. M. Rose écrit dans son journal :

« Sir Walter Farquhar, que je trouvai dans la maison, m'en dit si long à ce sujet que je refusai positivement de voir M. Pitt, lorsqu'il m'en fit prier par l'évêque de Lincoln. M. Pitt insista alors pour me faire rester à Putney jusqu'au soir, et, vers huit heures, sir Walter vint me dire qu'il était convaincu que je ferais du bien à M. Pitt

en l'allant voir. Je n'hésitai plus alors, et je montai dans sa chambre, où je le trouvai étendu sur un canapé, dans un état d'amaigrissement dont je n'aurais pas eu l'idée. Il me serra la main de toutes ses forces (bien faiblement, Dieu le sait!) et me dit vivement qu'il se sentait mieux en me tenant la main. Je ne restai pas chez lui plus de cinq minutes. La courte conversation que nous eûmes fut absolument générale; je voyais l'importance de ne pas toucher à un seul sujet qui pût l'agiter le moins du monde, et, à dix heures du soir, je quittai la maison. Sa physionomie est extrêmement altérée, sa voix est faible et son corps presque détruit; tous ses membres sont dans le même état. »

Le lendemain au soir, M. Rose reçut le bulletin suivant :

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

« Putney-Heath, jeudi, 9 h. 1/2 du soir, 16 janvier.

» Mon cher monsieur,

» Je n'ai que le temps de vous dire que M. Pitt est resté au lit tout le jour, assez tranquille et calme dans l'ensemble, sans accroissement des mauvais symptômes. On va le mettre sur son canapé pendant une heure; l'avis de sir Walter est un *peu* plus satisfaisant. J'espère que nous vous verrons demain.

» Toujours à vous,

» G. LINCOLN. »

« Du jeudi 16 au dimanche 19, » continue M. Rose, « il y eut fort peu de changement dans l'état de M. Pitt.

Il ne prenait aucune nourriture, à l'exception d'une petite tasse de bouillon de temps en temps, et il était rare que son estomac pût le conserver; il ne parlait presque point, bien qu'il eût l'esprit aussi net qu'à aucun moment de sa vie. Les quelques paroles qu'il disait à ses médecins et à l'évêque de Lincoln (seules personnes qui le vissent outre ses domestiques) ne faisaient aucune allusion aux affaires publiques [1].

» Il paraît cependant, à ce que dit un autre écrivain bien informé, que le vendredi lord Chatham fut également admis près du lit de son frère [2]. »

Mais le récit le plus authentique et le plus détaillé des derniers jours de M. Pitt se trouve dans quelques notes rédigées à cette époque par mon oncle, l'hon. James Hamilton Stanhope. Ces notes s'expliqueront suffisamment d'elles-mêmes, et je veux seulement raconter comment elles sont tombées entre mes mains. James Stanhope en avait fait présent à notre parent, le comte de Harrington; à la mort du comte de Harrington, elles passèrent, avec ses autres papiers, à son gendre, le marquis de Tavistock, plus tard duc de Bedford. Le duc, quelques mois avant sa mort, en 1860, eut la bonté de m'envoyer le manuscrit original que je n'avais jamais vu et dont je n'avais jamais entendu parler.

Notes sur la dernière maladie de M. Pitt.

Je revins à Downing-Street de Norman-Cross, où j'avais escorté un convoi de prisonniers français, le soir

[1] *Journaux de M. Rose*, vol. II.

[2] Voir le portrait inséré dans le *Registre annuel*, 1806.

de l'enterrement de lord Nelson. M. Pitt était alors en chemin pour se rendre de Bath à Putney; j'appris qu'il était très-malade, mais je n'avais aucune idée que le fatal événement qui survint si promptement fût aussi rapproché.

Parmi les différents récits que j'entendis faire, ce qui m'effraya le plus fut d'apprendre que M. Pitt avait perdu le timbre grave et l'harmonie merveilleuse qui caractérisaient sa voix, soit en public, soit en particulier, et que cette voix était devenue faible et tremblante. Ma sœur resta à Putney, sans bouger, depuis l'arrivée de M. Pitt jusqu'au dîner donné à Downing-Street pour l'ouverture du Parlement. Comme on lui conseillait de se tenir très-tranquille, et qu'une entrevue qu'il avait eue avec lord Hawkesbury lui avait fait beaucoup de mal, je n'allai à Putney que le dimanche 19; je m'y rendis en voiture avec Hester. Nous étions à trois cents yards de la maison quand M. Rose arrêta la voiture; nous conçûmes immédiatement les plus vives inquiétudes, quand nous le vîmes en larmes; ses manières indiquaient la douleur la plus poignante. Il dit : « Je crains qu'il n'y ait du danger; » ce furent, je crois, ses seules paroles. En arrivant à la maison, nous apprîmes que ces funestes nouvelles n'étaient que trop vraies : on craignait pour sa vie, la fièvre typhoïde ayant succédé à son état de faiblesse. Le dimanche, il prit cependant deux jaunes d'œuf battus, et, comme il les digéra, sir W. Farquhar en conçut de grandes espérances. Il passa une nuit tolérable; mais, dans la soirée du lundi 20 janvier, l'état empira : la nuit fut mauvaise, et le mardi matin 21 janvier, il était certainement beaucoup plus mal.

Pendant ces jours-là, une quantité de personnes de tout

rang vinrent savoir de ses nouvelles : lord Chatham se présenta le mardi matin; mais, sur l'avis de sir Walter et des docteurs Baillie et Reynolds, qu'on avait envoyé chercher le lundi, il ne lui fut pas permis de voir son frère. Les ducs de Cambridge et de Cumberland, ainsi que Canning, Sturges, Steele et Rose vinrent le mardi. Le mercredi matin 22 janvier, son pouls atteignait parfois cent trente pulsations. Il était très-faible et ne conservait rien de ce qu'il prenait; on crut alors nécessaire d'avertir M. Pitt de son danger, ce que fit l'évêque de Lincoln, le mercredi matin, à huit heures. N'étant pas présent, je ne puis affirmer positivement les détails de cette entrevue, mais j'ai entendu dire que l'évêque avait offert à M. Pitt de lui donner la communion, et qu'il avait refusé en s'en déclarant indigne. L'évêque pria quelque temps avec M. Pitt, à côté de son lit; M. Pitt reçut la nouvelle de son danger avec une fermeté sans égale et exprima à l'évêque tous les sentiments dignes d'un vrai chrétien. Il déclara alors ses dernières volontés à l'évêque de Lincoln; je n'ai pas besoin de les répéter, elles ont déjà paru dans les journaux. M. Pitt essaya d'écrire lui-même, mais il en fut incapable; il dicta alors à l'évêque, lut ensuite tout haut ce que l'évêque avait écrit, et le signa en présence de trois témoins, dont deux étaient l'évêque et sir Walter; l'autre était son fidèle domestique Parslow.

Ceci terminé, M. Pitt demanda qu'on le laissât seul, et resta tranquille et apparemment endormi pendant deux ou trois heures. Les docteurs Baillie et Reynolds arrivèrent à trois heures; ils furent d'avis que M. Pitt ne pouvait pas vivre plus de vingt-quatre heures. Je n'essaierai pas de décrire nos sensations en perdant notre unique protecteur, qui nous avait élevés avec un soin plus que paternel.

A partir de mercredi matin, je ne quittai sa chambre que pendant quelques minutes jusqu'au moment de sa mort, sans cependant me montrer, car je me sentais hors d'état de supporter la cruelle scène de la séparation, et, quoique les médecins l'eussent condamné, je craignais que l'émotion ne précipitât le terrible événement qui paraissait maintenant inévitable. Hester demanda la permission de le voir, mais on la lui refusa. Saisissant le moment où sir Walter était à dîner, elle entra dans la chambre de M. Pitt. Ses idées n'étaient pas bien nettes; cependant il la reconnut aussitôt et, avec la bonté angélique qui lui était ordinaire, il lui souhaita beaucoup de bonheur, et lui donna solennellement sa bénédiction, en lui disant affectueusement adieu. J'entrai dans la chambre comme elle en sortait, et, pendant quelques moments, M. Pitt continua de parler d'elle, répétant plusieurs fois : « Chère enfant, je sais qu'elle m'aime! Où est Hester? Hester est-elle partie? » Dans la soirée, sir Walter lui donna du vin de Champagne dans l'espoir de soutenir quelque temps des forces presque épuisées, et, comme M. Pitt paraissait souffrir en l'avalant, par suite d'une éruption dans la gorge, sir Walter lui dit : « Je suis fâché, monsieur, de vous faire souffrir; ne m'en veuillez pas. » M. Pitt répondit avec cette douceur qui le caractérisait dans la vie privée : « Je n'en veux jamais à personne de ce qu'on fait pour mon bien. » A trois heures, le mercredi, le colonel Taylor vint en exprès de Windsor de la part de Sa Majesté, et repartit avec la fatale nouvelle que tout espoir avait disparu. Je passai toute la nuit du mercredi avec M. Pitt; son esprit semblait absorbé par les affaires du pays, et il exprimait ses idées tout haut, quelquefois avec incohérence. Il parlait souvent d'une lettre

particulière de lord Harrowby et s'enquérait de la direction du vent; puis se parlant à lui-même : « De l'est! ah! c'est bien! il viendra vite! » D'autres fois, il semblait en conférence avec un messager, et s'écriait de temps à autre: « Écoutez! écoutez! » comme à la chambre des communes. Quand il ne parlait pas, il gémissait; souvent il s'écriait: « Hélas! Seigneur! » Vers minuit, le râle commença dans sa gorge, annonçant une dissolution prochaine. Sir Walter, l'évêque, Charles et ma sœur, épuisés de fatigue, s'étaient jetés sur leurs lits. A une heure, le 23 janvier, un monsieur South arriva de Londres, en chaise de poste, apportant une fiole d'huile de corne de cerf, et il insista pour que M. Pitt en prît une cuillerée, disant qu'il avait vu des gens dans la dernière agonie revenir par ce moyen. En vain lui représenta-t-on que l'inutilité était évidente. Sir Walter disant que le remède ne pouvait avoir aucun inconvénient, nous en versâmes deux cuillerées dans la bouche de M. Pitt. Elles n'eurent d'autre effet que d'amener une petite toux convulsive. Une demi-heure après, M. South repartit pour Londres, et, à deux heures et demie, M. Pitt cessa de gémir; pendant quelque temps, il ne bougea pas et ne faisait pas le moindre bruit; les extrémités devenaient froides. Je craignais qu'il ne fût mourant; mais, au bout d'un moment, il s'écria d'une voix beaucoup plus claire que celle dont il parlait depuis quelques et jours, d'un ton que je n'oublierai jamais : « Oh! mon pays! dans quel état je laisse mon pays! » Depuis ce moment, il ne dit plus un mot, ne fit plus un mouvement, et, à quatre heures et demie, il expira sans un effort ni un gémissement. Ses forces étaient épuisées, sa vie s'éteignit comme une lampe sans huile.

» M. Pitt, pendant sa maladie, demandait souvent où

nous étions, Charles et moi; dans ses rêvasseries, il répétait nos noms, comme il avait répété celui d'Hester au moment où elle venait de sortir de la chambre. A cinq heures, je quittai Putney avec M. Adams, dans la voiture de M. Pitt, pour me rendre à Downing-Street, où nous scellâmes ses livres et ses papiers. Je fis ces notes le dimanche 26 janvier, et je suis certain de leur exactitude.

» JAMES H. STANHOPE. »

Je n'ai autre chose à ajouter à ce récit que le compte rendu de la conversation qui eut lieu le 22, entre l'évêque de Lincoln et M. Pitt, lorsqu'ils se trouvèrent seuls. L'évêque la raconta peu de jours après à plusieurs amis de M. Pitt, il en fit même le récit à l'un d'eux le jour même[1]. Elle a été consignée depuis, sous une forme peut-être un peu amplifiée, par M. Gifford, dans sa *Vie de Pitt*. Nous la tenons donc, au moins pour le fond, comme un fait reposant sur l'autorité positive et formelle de l'évêque.

Il paraît donc que l'évêque, en présence de sir Walter Farquhar, s'approcha du lit de M. Pitt, et lui fit comprendre le plus doucement qu'il put l'état de danger imminent où il se trouvait, en lui demandant la permission de lui lire les prières et de lui donner la communion. M. Pitt reçut cette nouvelle avec un calme et une fermeté parfaite. Tournant la tête vers sir Walter, qui se trouvait de l'autre côté du lit, il lui dit lentement : « Combien de temps croyez-vous que j'aie encore à vivre? » Sir Walter répondit qu'il ne savait pas ; peut-être M. Pitt pensait-il se remettre. M. Pitt sourit comme s'il savait bien le peu

[1] *Journaux de M. Rose*, vol. II, p. 230. Comparez ce passage avec un autre, p. 254.

de valeur d'une pareille phrase, et, au bout d'un moment, sir Walter le laissa seul avec l'évêque. « Je n'ai pas la force de supporter *cela*, » dit M. Pitt en parlant de la communion. L'évêque lui demanda alors de prier avec lui; M. Pitt répondit : « J'ai trop négligé la prière, comme bien d'autres, j'en ai peur, pour espérer qu'elle soit maintenant bien efficace; mais, » ajouta-t-il, en se soulevant sur son lit et en joignant les mains avec ferveur, « je me remets *complétement* à la miséricorde de Dieu par les mérites de Christ. » L'évêque lut alors les prières, auxquelles M. Pitt prit part les mains jointes et avec beaucoup d'attention.

Trois semaines après, l'évêque et M. Rose étant ensemble à Buckden-Palace, et parlant fréquemment de leur ami si cher, l'évêque répéta le même récit, en y ajoutant cependant une circonstance qui n'est rapportée nulle autre part : « J'appris, » dit M. Rose, « que M. Pitt, quoique trop faible pour parler longtemps, lorsqu'il eut avoué le peu d'usage qu'il avait fait de la prière, fit allusion à l'innocence de sa vie, et exprima une ferme confiance dans la miséricorde de Dieu par l'intercession de son Rédempteur, et cela avec une grande ferveur. » Nous apprenons ainsi que le souvenir de « l'innocence de sa vie » fut parmi les pensées qui consolèrent M. Pitt sur son lit de mort [1].

Ces devoirs religieux accomplis, l'évêque demanda à M. Pitt ses dernières volontés testamentaires : « Vous n'avez point de biens à laisser, » dit l'évêque, « mais vos papiers sont importants, et vous aurez peut-être le désir de donner là-dessus quelques instructions. » M. Pitt

[1] *Journal*, dimanche 16 février 1806.

était trop faible pour écrire longuement, mais il dicta ses intentions à l'évêque en trois cédules séparées, qu'il signa ensuite. Elles portaient ce qui suit :

Cédules.

« Je dois à sir Walter Farquhar mille guinées, à partir du mois d'octobre 1805, pour ses honoraires.

» W. Pitt. »

« 12,000 livres sterling, avec les intérêts, à partir du mois d'octobre 1801, à M. Long, M. Steele, lord Carrington, l'évêque de Lincoln, lord Camden, M. Joseph Smith, et je les conjure d'accepter cette somme. Je désire, si on peut en trouver le moyen, que l'on paye à tous les domestiques qui se trouveront chez moi au moment de ma mort, le double de ce que je leur dois,

» W. Pitt. »

« Je prie mon frère et l'évêque de Lincoln d'examiner mes papiers et de régler mes affaires. Je dois plus que je ne puis laisser.

» W. Pitt. »

Avec un souvenir bienveillant de la situation de ses trois nièces, privées comme elles l'étaient des soins d'un père, M. Pitt exprima en outre le désir qu'une pension de 1,000 ou 1,200 livres sterling pût être accordée à Hester, ainsi qu'une pension à chacune de ses deux sœurs : » Je suis loin de prétendre, » ajouta-t-il, « que mes services publics aient mérité cette faveur ; cependant, j'espère qu'on accédera à mes désirs. »

En retournant dans sa chambre, l'évêque y trouva M. Rose, auquel il avait demandé de l'attendre. Il lui dit ce qui s'était passé entre M. Pitt et lui quant à ses affaires spirituelles et temporelles, et lui montra les trois cédules dont l'encre était à peine sèche : « Je remarquai, » dit M. Rose, « que les signatures différaient très-peu de la manière dont M. Pitt signait son nom quand il était en bonne santé. »

Le 27 février suivant, les trois cédules constatant le testament de M. Pitt furent affirmées à Doctors'-Commons, par W. D. Adams Esq. et W. Huskisson Esq., au nom des deux exécuteurs testamentaires, lord Chatham et l'évêque de Lincoln[1].

[1] *Registre annuel*, 1806.

CHAPITRE XLIV

— 1806 —

Embarras des ministres. — Réunion du Parlement. — Effet de la nouvelle de la mort de Pitt. — Formation du nouveau ministère. — Votes à la chambre des communes. — Sommes votées par le Parlement pour le payement des dettes de Pitt. — Pensions à ses nièces. — Funérailles publiques. — Statues et portraits. — Caractère de Pitt. — Ses principes religieux. — Sa bonté envers les pauvres. — Sa négligence de toute protection de la littérature et des beaux-arts. — Son habileté pour les versions classiques. — Son talent comme orateur. — Comme ministre des finances. — Sa conduite de la guerre. — Conclusion.

Ce ne fut qu'au milieu de janvier que les amis et les ennemis de M. Pitt commencèrent, du moins la plupart, à prévoir sa fin prochaine. On croyait, en général, qu'il ne s'agissait pour lui que d'un affaiblissement de sa santé ou d'une lente convalescence. Mais, depuis le lundi 13, il n'avait pas même été en état de voir un seul de ses collègues ; même par lettre, on ne pouvait le consulter sur aucun point des affaires publiques. Il était évident, au point de vue le plus optimiste, qu'il fallait ouvrir la session en son absence, et que trois ou quatre semaines, pour le moins, s'écouleraient avant qu'il pût reprendre sa place à la chambre des communes.

Dans cette situation, les autres ministres se trouvaient dans un grand embarras et de graves difficultés. Le dimanche 19, on se réunit chez lord Castlereagh ; les

membres du conseil n'étaient pas seuls présents; on avait convoqué aussi tous les conseillers privés en fonctions. Le but était d'examiner les termes du discours du roi. On convint de le faire aussi inattaquable que possible, afin d'avoir chance d'unanimité pour l'adresse. A cet effet, on fit quelques petites modifications au projet présenté. Le roi devait commencer par faire allusion aux succès décisifs dont la Providence avait bien voulu gratifier nos armes sur mer. Sa Majesté devait recommander la famille de lord Nelson à la munificence nationale. Le roi devait déclarer que les traités d'alliance conclus avec les puissances étrangères seraient communiqués au Parlement, tout en regrettant que les événements de la guerre en Allemagne eussent si fort déçu ses espérances. Mais on devait rappeler, comme une fiche de consolation, que « Sa Majesté continuait à recevoir de son auguste allié, l'empereur de Russie, les plus fortes assurances de son inébranlable concours. » Le discours devait en outre annoncer le don que faisait Sa Majesté d'un million sterling au service public, sur sa part des prises.

Le dîner accoutumé à Downing-Street, pour l'anniversaire de la reine, avait été fixé au samedi 18. Bien que les invitations fussent déjà faites, plusieurs des amis de M. Pitt, dans le ministère, désiraient que cette soirée fût remise, à cause de son état de santé [1]. Mais M. Pitt lui-même avait spécialement demandé que le dîner eût lieu, et il eut lieu en conséquence. Ce fut, à vrai dire, un lugubre repas. La

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. II. Il paraît, d'après ce journal comme d'après les notes de James Stanhope, qu'on regardait ce dîner comme une affaire importante. Sur le désir de Pitt, lady Hester vint de Putney à Londres pour y assister.

conversation presque tout entière roula, à ce qu'il paraît, sur les rumeurs et les nouvelles de la chambre du malade, à Putney. Canning dit : « C'est la rechute d'un seul jour qui a réduit M. Pitt à l'état où il est maintenant. C'était le triste jour de la dépêche d'Austerlitz. »

Le lundi 20, il y eut un second dîner officiel à Downing-Street où, en l'absence de M. Pitt, lord Castlereagh lut le discours du roi aux invités.

Cependant on préparait, du côté de l'opposition, un amendement sur l'adresse pour rappeler les désastres de la guerre d'Allemagne, en les imputant à la politique suivie en Angleterre. L'amendement devait être proposé, dans l'une des deux chambres, par lord Henri Petty; dans l'autre, par le comte Cowper[1]. Mais les nouvelles de l'état alarmant de Pitt modifièrent cette résolution. Le journal de Francis Horner dira mieux que nous ce qui en résulta.

Journal. — 22 *janvier* 1806.

« Quelques heures avant de nous rendre à Westminster, il y eut, chez M. Fox, une réunion de quelques membres principaux de l'opposition. Cowper était là. Fox leur dit qu'il croyait impossible d'engager la discussion ; il ne le pouvait pas tant qu'on avait l'idée que M. Pitt était à l'agonie : « *Mentem mortalia tangunt,* » dit-il. Cowper disait qu'il avait l'air de sentir très-vivement le malheur de son illustre rival, plus que lord Grenville, qui était également présent. »

[1] C'était Pierre Léopold, cinquième comte, né en 1778. Au mois de juillet 1805, il avait épousé la fille de lord Melbourne, l'hon. Émilie Lamb, maintenant (1861) la comtesse Palmerston.

Lord Cowper était ici injuste sans le savoir. J'ai déjà cité les paroles de lord Wellesley racontant comment lord Grenville, lorsqu'il avait appris en particulier, quelques jours auparavant, la mort prochaine de M. Pitt, s'était mis à fondre en larmes. Lord Cowper fut donc témoin de la première émotion de M. Fox, mais non de la première émotion de lord Grenville.

Grâce à ce changement de plan des chefs de l'opposition, la discussion du premier jour eut peu d'intérêt. Le Parlement fut ouvert par commission. Lorsque l'adresse eut été proposée et appuyée dans les deux chambres, selon la coutume, le comte Cowper se leva dans l'une, et lord Henry Petty dans l'autre, et tous deux lurent l'amendement qu'ils avaient projeté. Ils firent allusion aux sentiments personnels qui les avaient empêchés de les présenter ; mais ils firent observer que la situation du pays ne permettait pas de longs délais, et ils annoncèrent que, le lundi suivant, ils proposeraient les mêmes termes, ou à peu près, pour amener un vote motivé. A la chambre des communes, M. Fox se leva ensuite pour exprimer son approbation de la marche tenue par ses amis, ainsi que son « indignation contre les projets mal conçus, mal conduits, mal soutenus et mal exécutés des ministres. » Lord Castlereagh et M. Windham dirent chacun quelques mots, et la chambre s'ajourna.

Le jeudi 23, les membres se rendaient, suivant l'usage, à Saint-James, l'orateur en tête, pour présenter à Sa Majesté l'adresse qu'ils avaient votée, lorsqu'ils apprirent que M. Pitt était mort de bonne heure dans la matinée. A ce moment-là, il n'y eut peut-être pas un seul d'entre eux qui ne fût plus ou moins solennellement ému ; une grande colonne de l'État venait de s'é-

crouler; une nouvelle ère politique venait de s'ouvrir.

Pendant près de dix-neuf ans, M. Pitt avait été premier lord de la trésorerie, et, sans conteste, le chef du ministère. En remarquant ce fait, lord Macaulay dit avec raison que, depuis que le régime parlementaire avait été établi en Angleterre, jamais un homme d'État anglais n'avait si longtemps conservé le pouvoir suprême. « Walpole fut, à la vérité, ajoute-t-il, premier lord de la trésorerie pendant plus de vingt ans; mais Walpole était premier lord de la trésorerie depuis quelque temps, avant qu'on pût à juste titre lui donner le nom de premier ministre [1]. »

Le roi n'était pas sans quelque espoir que ses ministres pourraient maintenir leur terrain, même sans M. Pitt. Il leur en fit faire l'offre par lord Hawkesbury, qu'il voulait mettre à la tête du cabinet; mais ils furent tous d'avis, à ce qu'il paraît, que ce projet n'avait pas la moindre chance de succès. Lord Hawkesbury refusa donc cette élévation momentanée, tout en s'appropriant la charge de gardien des cinq ports, également restée vacante par la mort de M. Pitt.

Sa Majesté, qui, par le fait, n'avait pas de choix, s'adressa alors à lord Grenville, et, dans les premiers jours de février, celui-ci forma un ministère qui réunissait les chefs des trois partis qui avaient récemment fait ensemble de l'opposition. Lord Grenville devint premier lord de la trésorerie, M. Fox secrétaire d'État aux affaires étrangères, et lord Sidmouth garde du sceau privé.

Dans la première entrevue de M. Fox avec le comte Stahremberg, ministre d'Autriche, au ministère des affaires étrangères, celui-ci lui demanda : « N'êtes-vous pas

[1] *Biographies*, p. 231.

dans l'embarras au sujet des catholiques? » « Point du tout, » répondit Fox, « je suis décidé à ne point troubler mon souverain en mettant cette question en avant[1]. »

Je n'ai, dans cet ouvrage, rien à dire de la marche subséquente des affaires politiques, si ce n'est pour ce qui regarde les témoignages de respect rendus à M. Pitt. Dès le 24 janvier, l'honorable Henry Lascelles, collègue de M. Wilberforce dans la représentation du comté d'York, donna avis d'une proposition à cet effet. Le 27, il présenta sa motion. Il demanda qu'on fît une adresse à la couronne pour prier Sa Majesté de vouloir bien ordonner que les restes du très-honorable William Pitt fussent enterrés aux frais du public, qu'on élevât un monument dans la chapelle collégiale de Saint-Pierre, à Westminster, à la mémoire de cet admirable homme d'État, avec une inscription indiquant le sentiment public au sujet d'une si grande et si irréparable perte, et pour assurer Sa Majesté que la chambre pourvoirait aux dépenses qui en résulteraient. Tels avaient été exactement les termes qu'avait adoptés la chambre des communes, en 1770, en l'honneur du grand lord Chatham. Les amis de M. Pitt étaient décidés à s'en tenir à ce noble précédent. Ils n'y voulurent rien ajouter pour satisfaire leur dévouement personnel, ni rien en retrancher pour s'assurer l'unanimité du vote.

La motion de M. Lascelles fut appuyée par le marquis de Tichfield. Elle fut vivement soutenue par le comte Temple et les Grenville. D'autre part, elle rencontra une vive résistance : lord Folkestone fut le premier à l'attaquer. Windham se leva également pour s'y opposer, à

[1] *Vie de lord Sidmouth*, vol. II.

l'étonnement et au déplaisir de ceux qui se rappelaient pendant combien d'années de sa vie il avait été le collègue de Pitt dans le conseil. Fox suivit la même marche, mais il n'était pas exposé aux mêmes reproches; son discours fut non-seulement celui d'un homme parfaitement conséquent, mais plein de bon goût et de bons sentiments : « Si l'ambition, si la satisfaction de mes sentiments de parti avaient été mes motifs, » dit-il, « il eût été dans mon intérêt comme dans mes inclinations de ne point contrarier en cette occasion les vues du noble lord à côté de moi (le comte Temple), non plus que celles d'autres parents proches du ministre décédé, avec lesquels je me trouve probablement inséparablement lié pour le reste de ma vie... Si la marque de respect public qu'on nous demande ne compromettait pas mes devoirs envers le public, personne ne s'y joindrait plus volontiers et avec plus d'empressement que moi. Si on nous avait demandé, par exemple, de remédier aux embarras pécuniaires que M. Pitt avait contractés dans le cours de sa vie politique, si on nous avait proposé de faire pour ses parents ce que son désintéressement reconnu ne lui a pas permis de faire, si on nous avait proposé de suppléer à son défaut de fortune, je consentirais volontiers à ce que tout cela se fît avec la plus grande libéralité. Mais c'est tout autre chose quand on nous demande de conférer des honneurs à M. Pitt comme à un homme d'État admirable... On ne peut s'attendre à me voir à ce point oublier les préceptes que j'ai toujours professés et consentir à la condamnation de ces principes en acceptant la motion aujourd'hui présentée à la chambre. »

Dans une conversation qu'il eut par la suite avec l'orateur, M. Fox dit : « J'ai été dans un grand embarras à

cette occasion ; mais j'ai refusé de retirer mon opposition à ce vote, bien que lord Grenville me l'ait demandé comme une faveur personnelle[1]. »

Lord Castlereagh, qui résuma le débat au nom des ministres, reconnut la franchise et l'esprit libéral du grand orateur whig qui, dit-il, « n'avait pas eu un seul instant, dans son discours, le ton d'un adversaire. » Il n'avait aucune raison de se plaindre de la marche adoptée par Fox et par ses amis, mais il faisait avec confiance appel à la chambre tout entière. Son appel ne fut pas inutile. La motion fut votée à une majorité écrasante : 258 voix contre 89.

Avant que la chambre se séparât ce soir-là, M. Cartwright, l'un des représentants du comté de Northampton, donna avis que, le lundi suivant 3 février, il proposerait une motion pour le payement des dettes de M. Pitt.

La question de ces dettes avait été matière à délicate considération pour les amis personnels de Pitt. Ils eurent à ce sujet deux ou trois petites réunions. On s'assura que, pris dans l'ensemble, le passif dépassait l'actif d'une valeur de 40,000 livres sterling. M. Wilberforce et quelques autres desiraient se procurer cet argent par des contributions volontaires; mais la somme était si considérable qu'ils ne virent pas chance de la réunir aussi facilement qu'on l'avait cru au premier abord.

Une autre question s'éleva ensuite. La demande au Parlement comprendrait-elle, en outre, la somme de 12,000 livres sterling que quelques amis de M. Pitt lui avaient avancée en 1801? L'évêque de Lincoln, comme l'un des souscripteurs à cette somme, soutint qu'elle de-

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. II.

vait y être comprise. Il dit qu'en agissant autrement, on manquerait aux dernières volontés de M. Pitt; mais les autres souscripteurs envisagèrent différemment la chose. L'un d'eux, M. Wilberforce, alla jusqu'à déclarer solennellement que, si on demandait au Parlement cette somme, il se lèverait de sa place pour s'y opposer, autant qu'il serait en son pouvoir. En face d'une pareille déclaration, l'évêque ne pouvait insister. On finit par décider qu'on ne demanderait rien de plus au Parlement que les 40,000 livres sterling[1].

Telle fut donc la proposition que fit M. Cartwright à la chambre des communes, le 10 février, sous forme d'une adresse à la couronne, et sans entrer dans aucun détail. Sa motion fut appuyée par M. Wilbraham Bootle, celui qui, en 1828, fut élevé à la pairie sous le titre de lord Skelmersdale. Une longue discussion s'ensuivit, bien que les différences d'opinion ne fussent pas grandes. M. O'Hara, représentant de Sligo, et M. William Smith, représentant de Norwich, exprimèrent quelque hésitation: ils furent cependant modérés en comparaison du vicomte Folkestone: « Je nie les services publics de M. Pitt, » s'écria sa seigneurie; « je n'admets pas son grand talent. » Mais lord Folkestone lui-même ajouta qu'il ne s'opposait pas à la proposition, bien qu'il y eût des objections. Fox et Windham, par un sentiment plus généreux, se levèrent pour dire avec quel plaisir ils donnaient leur assentiment. « Je n'ai jamais de ma vie, » s'écria Fox, « donné mon vote avec plus de satisfaction que je n'en éprouverai ce soir

[1] Comparez sur cet incident les journaux de M. Wilberforce, vol. III, avec ceux de M. Rose, vol. II. Lord Malmesbury, qui n'était pas présent, paraît s'être mépris sur le récit que lui fit lord Carrington, vol. IV.

en votant pour la motion. » Elle finit par passer *nem. contra.* L'argent fut donc voté et versé au compte des exécuteurs testamentaires.

La dernière prière de M. Pitt en faveur de ses nièces Stanhope fut également exaucée. On accorda une pension de 1,200 livres sterling par an à lady Hester, et une pension de 600 livres par an à chacune de ses deux sœurs. Les mandats à cet effet furent présentés à la signature du roi par lord Hawkesbury avant qu'il quittât le ministère. La pension de lady Hester, lorsqu'elle fut réglée, fut datée du 30 janvier 1806. Mais la pension de ses sœurs fut assignée sur une différente série des fonds quatre et demi pour cent, et n'était pas payable, comme la première, par l'officier du fonds, qu'on appelait d'ordinaire « le Mari. » Toutes les pensions de cette série étaient sujettes à une réduction annuelle de vingt-cinq pour cent sur leur valeur nominale[1].

Les funérailles publiques que la chambre des communes avait votées pour ce grand homme d'Etat furent fixées au samedi 22 février. Depuis deux jours le cercueil reposait solennellement dans la chambre peinte. A midi et demi, au jour dit, la lugubre procession commença à sortir de la salle de Westminster. Les cordons étaient portés par l'archevêque de Cantorbery et trois ducs, Beaufort, Rutland et Montrose. Lord Chatham conduisait naturellement le deuil. Derrière lui marchaient six assistants du deuil, au nombre desquels étaient lord Wellesley et le nouveau premier ministre, lord Grenville. La « bannière des emblèmes » qui suivait, était portée par M. Spen-

[1] Appendice au troisième rapport du comité pour les dépenses publiques en 1807.

cer Perceval, assisté à gauche par M. Rose et à droite par M. Canning. En avant, la « bannière du cimier de Pitt » était portée par un parent de la famille, Thomas Cholmondeley du Cheshire, assisté par Morton Pitt et par Wilberforce. Sir Arthur Wellesley et son frère Henry prirent place parmi les sept fils cadets des comtes. L'orateur, avec sa robe, était là, ainsi que le lord maire, avec son collier et sa chaîne. Il y avait une quantité de pairs, un grand nombre de membres de la chambre des communes, et la procession se terminait par les officiers des volontaires des cinq ports [1].

Le spectacle dut être profondément frappant au moment où l'on descendit le cercueil de Pitt à l'endroit où il devait reposer, en face de la statue de Chatham : « Il semblait, » dit M. Wilberforce, « que cette statue contemplât avec consternation le tombeau qu'on venait d'ouvrir pour son fils favori, le dernier impérissable soutien de son nom [2]. Lord Wellesley décrit avec tout autant d'émotion cette scène solennelle : « Nous l'avons accompagné à Westminster-Abbey. Le tombeau de son illustre père était ouvert pour le recevoir, et nous avons vu ses restes déposés sur le cercueil de ce père vénéré. Quel tombeau contient un tel père et un tel fils ? quel sépulcre renferme les restes de tant de vertu et de gloire humaines [3] ? »

L'exécution du monument à M. Pitt, voté par la chambre

[1] *Gazette de Londres*, 1-4 mars 1806. J'en ai trouvé un exemplaire dans les papiers de mon père, avec quelques corrections manuscrites faites au moment même. C'est ainsi que, par quelque oubli, le nom de l'évêque de Lincoln a été oublié dans la liste imprimée, comme l'un des exécuteurs ; il marchait immédiatement après la « bannière des emblèmes. »

[2] *Vie*, vol. III, p. 254.

[3] Lettre du 22 nov. 1806.

des communes, fut confiée à sir Richard Westmacott, pour une somme de 6,300 livres sterling. On ne l'éleva pourtant pas dans le transept du nord, près de l'endroit où il avait été enterré; le monument fut placé au-dessus des grandes portes, du côté de l'occident, beaucoup trop haut pour l'effet général.

Du vivant de Pitt déjà, on avait eu l'intention de lui élever une statue. C'était pendant le printemps de 1802. Les souscriptions avaient déjà commencé et les progrès en étaient rapides, à la grande colère des rimailleurs de l'opposition :

« Quoi! donner une statue à un loup qui veut à peine nous laisser vivre [1]? »

C'est ainsi que commence un poëme de Peter Pindar à ce sujet. Mais le projet fut arrêté par Pitt lui-même : il déclara qu'il ne pouvait ni ne voulait accepter un honneur si inusité pour un homme encore vivant. On n'appliqua donc point la somme déjà recueillie, mais elle fut pour le moment placée dans les fonds publics au nom de certains fondés de pouvoirs [2].

Depuis la mort de M. Pitt, à l'aide, je présume, de cette souscription, deux statues d'un grand mérite ont été élevées à sa mémoire. L'une, en marbre, par Nollekens, se trouve dans la salle du sénat, à Cambridge; l'autre, en bronze, de Chantrey, est placée au centre de Hanover-Square. Outre cette statue, Nollekens fit plusieurs bustes parfaitement ressemblants, qui ont été souvent copiés et répétés. Le présent comte de Grenville a reçu de son père, l'ami personnel de Pitt, l'un des meilleurs originaux

[1] *Ouvrages*, vol. IV.
[2] *Registre annuel*, 1802.

de ce buste. En 1861, lord Grenville, avec la libéralité qui l'a toujours caractérisé, en a fait don à la collection de portraits de la Galerie nationale.

Des portraits à l'huile de Pitt, les trois meilleurs, et, à vrai dire, les seuls bons, furent peints par Gainsborough, Hoppner et Lawrence. Le premier fut peint pendant les premières années du ministère de Pitt. Gainsborough lui-même l'a répété plusieurs fois, et il a été plus souvent encore copié par ses élèves, tantôt en pied, tantôt jusqu'à mi-corps, souvent la tête seule; un des meilleurs originaux est entre mes mains et a servi à faire la gravure en tête du troisième volume de cet ouvrage.

D'autre part, Pitt ne posa pour Hoppner qu'à la fin de sa vie. Il existe également plusieurs doubles et de nombreuses copies de ce portrait. On m'assure qu'au nombre des plus authentiques sont : 1° celle qui appartient au marquis de Normamby et qu'on voit à Mulgrave-Castle; 2° celle qui appartient à lord Carrington, et qui était récemment encore à Wycombe-Abbey.

Le portrait par sir Thomas Lawrence est en pied; il est suspendu dans la grande galerie du château de Windsor. En fait de mérite et de talent artistique, il surpasse, je crois, tous les autres portraits de Pitt. Le feu lord Aberdeen m'a assuré que Pitt n'avait jamais posé, mais qu'il était en visite au prieuré, où Lawrence était invité, et où lord Aberdeen faisait également partie des hôtes; tant que Lawrence fut en compagnie avec Pitt, il s'appliqua à étudier ses traits, et, dès qu'il fut seul, il se hâta de fixer ses souvenirs sur la toile.

Parmi les dessins et ébauches, je voudrais surtout en citer deux, d'abord la petite ébauche de Copley, faite, je crois, avant la majorité de M. Pitt. Elle a été gravée deux

fois, d'abord par Bartolozzi, mais sans son talent ordinaire, ensuite, comme frontispice au premier volume de cette biographie. Secondement, le dessin d'Edridge fait en 1801 et gravé dans le courant de la même année. C'est un petit dessin en pied qui représente M. Pitt dans son costume journalier, assis devant son bureau ordinaire. J'ai entendu déclarer, par plusieurs personnes intimes avec M. Pitt, qu'elles étaient frappées de la parfaite ressemblance de cette gravure.

Comme j'ai l'intention de réserver le reste de ce chapitre à un résumé du caractère de M. Pitt, ou à rapporter quelques faits qui le mettent dans tout son jour, je veux d'abord insérer deux communications qui m'ont été adressées.

LE TRÈS-HONORABLE R. H. HAMILTON AU COMTE STANHOPE.

« Chesham-Palace, 30 juin 1861.

» Mon cher Stanhope,

» J'ai eu, dans ma jeunesse, la bonne fortune d'entendre raconter beaucoup d'anecdotes sur M. Pitt, que je regrette maintenant de ne pas avoir écrites.

» Je me rappelle bien avoir entendu mon beau-père, le feu lord Elgin, décrire sa première entrevue avec ce célèbre homme d'État.

» Il paraît que lord Elgin, jeune, avait attiré l'attention du premier lord Melville par un discours qu'il avait fait à la chambre des lords sur les affaires étrangères. Lord Melville, connu à cette époque sous le nom de M. Dundas, fit savoir à lord Elgin que le gouvernement avait besoin d'envoyer à Vienne quelqu'un de con-

fidentiel pour une mission qui exigeait du secret et de la promptitude, et il conseilla à lord Elgin de s'en charger. Lord Elgin fut trop heureux d'accepter cette offre, et le jour même, il reçut une invitation à dîner chez M. Pitt.

» A sa surprise, il trouva M. Pitt seul, et fut naturellement fort embarrassé de se voir en tête-à-tête avec le grand ministre.

» Les manières et la conversation de M. Pitt étaient si séduisantes qu'elles le mirent bientôt à l'aise, et ils restèrent fort tard à causer des affaires étrangères.

» Lorsque lord Elgin se leva pour partir, M. Pitt lui dit qu'il était désirable qu'il partît pour Vienne le plus tôt possible : « Je suis prêt à partir demain, » dit lord Elgin, « mais je n'ai point d'instructions. — Si vous voulez attendre un moment, » répondit M. Pitt, « vous aurez vos instructions avant de sortir d'ici. » Il demanda ce qu'il lui fallait pour écrire, et se mit à faire les instructions lui-même. Lord Elgin remarqua qu'il écrivait avec une rapidité merveilleuse, tout en modifiant et en corrigeant souvent ce qu'il écrivait. Lorsqu'il eut fini, il dit : « Voilà vos instructions, faites-les tenir à lord Carmarthen. Il connaît mon écriture, et les signera sur-le-champ. »

» Lord Elgin exécuta les ordres de M. Pitt et, vingt-quatre heures après, il était en route pour Vienne.

» Il n'y avait pas de *bureau de circonlocution* dans ce temps-là !

» Bien sincèrement à vous,

» R. H. HAMILTON. »

L'auteur de la lettre suivante ne m'a pas permis de dire son nom :

« Juillet 1861.

» Pitt a été ma première idole. J'avais cinq ans au moment de sa mort, mais je m'en souviens comme si c'était hier. Ma mère vivait à cette époque dans une grande retraite, pendant l'absence de mon père pour le service; ses enfants, dont j'étais l'aîné, étaient sa principale, je dirai presque sa seule compagnie; j'étais, par conséquent, très-précoce; elle s'occupait beaucoup de politique, avec les prévisions les plus sinistres, mais non plus sinistres que ne le justifiait la sombre apparence des temps. Les famines, les invasions et les jacobins (il n'y avait pas encore de radicaux) étaient pour moi l'objet d'une terreur véritable et pressante. Je me rappelle parfaitement l'élan d'irrésistible douleur avec lequel ma mère reçut la nouvelle de la mort de M. Pitt. Je la regardai quelque temps dans un effroi muet, et puis je me sauvai dans ma petite chambre pour pleurer à mon aise, comme un patriote précoce que j'étais, sur le malheur de mon pays. Mais ne vous figurez pas que nous fussions étranges dans notre douleur : quelque peu nombreux que fussent les amis et les voisins que nous avions occasion de rencontrer, j'en vis d'autres en larmes comme nous. La politique avait alors une réalité qu'il est difficile de faire comprendre de nos jours.

» J'oublie quand le feu lord Sidmouth est mort, et je ne sais pas si vous pouvez l'avoir connu dans votre première jeunesse.

» Il aimait à parler de sa carrière politique. Je me rappelle lui avoir entendu raconter un jour que la première fois que Pitt rencontra Burke dans le monde, après sa rupture avec Fox, ce fut chez lui (alors M. Addington).

Pitt n'était pas inquiet alors de la contagion possible des principes français dans ce pays-ci, et, en réponse à quelque sinistre prévision de Burke, il dit : « Oh ! je ne crains rien pour l'Angleterre, nous tiendrons jusqu'au jour du jugement. » « Oui, monsieur, » répliqua Burke, « mais c'est le jour du non-jugement dont j'ai peur. »

» Croyez-moi... »

L'anecdote que rapporte ce dernier paragraphe fut également racontée par lord Sidmouth au doyen Pellew, auquel une note du temps a permis de fixer la date [1] exacte de la réunion en question, à savoir, le samedi 24 septembre 1791. Outre Pitt, Burke et Addington, lord Grenville était présent. Il paraît, du reste, d'après la note contemporaine, que le dîner n'eut pas lieu chez M. Addington, mais chez Pitt, à Downing-Street.

Il y a également une anecdote sur les rapports de Pitt avec un autre homme éminent, que lord Sidmouth se plaisait à raconter. Pitt avait le talent, disait lord Sidmouth, d'embellir les idées des autres et de les leur rendre sous une meilleure forme. Un jour, lord Sidmouth dînait avec Dundas et Adam Smith chez Pitt ; Adam Smith dit à lord Sidmouth, après dîner : « Quel homme extraordinaire est Pitt ! il me fait comprendre mes idées mieux que je ne faisais auparavant [2] ! »

L'impression produite par le grand ministre sur tous ceux qui l'avaient connu était, sur bien des points, très-frappante, et nous la voyons souvent se produire d'une manière incidente. « Pitt, le plus indulgent et le plus facile à vivre de tous les hommes, » dit lord

[1] Voir une note dans la *Vie de lord Sidmouth*, par Pellew, vol. I.
[2] Id.

Malmesbury[1] en parlant d'un autre sujet. « Pitt est l'homme politique le plus droit que j'aie jamais connu ou dont j'aie jamais entendu parler, » écrit Wilberforce à Bankes[2]. L'observation de Rose sur un autre trait de son caractère n'est pas moins importante : « Par rapport à M. Pitt, je puis dire avec une sincérité absolue que, pendant des relations qui ne furent presque jamais interrompues pendant plus de vingt ans, je ne l'ai jamais vu une fois de mauvaise humeur, et qu'un mot désagréable n'a jamais été échangé entre nous[3]. »

M. Pitt ne parlait jamais ou presque jamais de ses principes religieux dans la conversation générale « Pitt, » dit M. Wilberforce à lord Macaulay, « était un homme qui en disait toujours moins qu'il n'en pensait sur ce genre de sujet. » Mais, quant à sa véritable manière de voir, nul témoignage ne peut être de plus de poids que celui de l'homme éminent qui, jusqu'en 1797, avait vécu avec lui dans les rapports les plus intimes et presque journaliers. « M. Pitt, » écrit lord Wellesley, « avait été régulièrement et systématiquement instruit dans les principes de la religion chrétienne, dans la doctrine et la discipline de l'Église anglicane, et dans toutes les branches de l'histoire ecclésiastique. Ses connaissances sur tous ces sujets étaient complètes et exactes. Il était parfaitement armé contre tous les assauts du scepticisme, comme contre toute illusion du fanatisme ; et, par le fait, il était non-seulement un membre fidèle et soumis, mais un membre savant de l'Église établie[4]. »

[1] *Journaux*, vol. IV.
[2] Lettre du 4 octobre 1804.
Journaux, vol. II.
[4] Lettre du 22 nov. 1836.

La bonté et la douceur de M. Pitt pour tous ceux qui dépendaient de lui en quelque manière, formaient un trait important de son caractère. Son indulgence pour ses domestiques était même poussée à un excès très-blâmable, puisqu'il ne contrôlait pas leurs dépenses et ne vérifiait pas leurs comptes comme il l'aurait dû. Il était toujours prêt à tendre une main secourable aux pauvres familles qui l'entouraient. Lorsque je vivais, il y a bien des années, à Deal et à Walmer, j'entendais souvent raconter des histoires de ce genre, dont je ne me souviens pas parfaitement après ce laps de temps; mais, dans le courant de l'été dernier, j'appris qu'il y avait encore, dans le village de Keston, près de Holwood, deux personnes qui avaient été, elles ou leurs familles, au service de M. Pitt. J'allai les voir un après-midi, et j'insère ici mes notes sur ce qu'elles me dirent :

Notes prises à Keston, 24 août 1861.

Russell, jadis second charretier chez M. Pitt, âgé maintenant de 82 ans, bon vieillard robuste : « M. Pitt, Dieu le bénisse! il faisait toujours du bien à quelqu'un!.. Si la bonté pouvait faire vivre les gens, M. Pitt serait encore en vie... Il ne pouvait pas souffrir de voir les pauvres gens la tête nue devant lui; dès qu'il voyait quelqu'un se découvrir à sa venue, il disait toujours : « Mettez votre chapeau, mon ami. »

Betty Elliot : « Son oncle et son père étaient bûcherons chez M. Pitt. Quand elle était enfant, elle entendait constamment parler de sa bonté pour les pauvres. « Bien sûr, il a bien manqué quand il est parti; c'était un bien excellent monsieur. »

Un jour, son oncle étant pris pour le service militaire et n'ayant aucun désir de devenir soldat, M. Pitt lui avait donné de l'argent pour se racheter. Seulement le régisseur lui dit : « Ayez soin de ne pas aller remercier notre maître ; il ne veut pas qu'on le remercie; si vous le remerciez trop, il ne fera plus jamais rien pour vous. »

Avec l'humanité bien connue de M. Pitt et sa bonté pour les classes pauvres, je me demande s'il est nécessaire de réfuter les faits avancés sans aucun fondement par un écrivain étranger. Dans un ouvrage tout nouveau « *la Femme*, » par M. Michelet, se trouve un passage qu'on peut traduire ainsi :

« Lorsque les manufacturiers anglais, déjà énormément enrichis par l'introduction des machines, vinrent se plaindre à M. Pitt en disant : « Nous n'en pouvons faire d'avantage! nous ne gagnons pas assez d'argent ! » M. Pitt prononça un mot effroyable qui pèse sur sa mémoire, il dit: « Prenez les enfants ! [1] »

Je remarque qu'aucune autorité quelconque n'est citée à l'appui de cette histoire, et je me permets d'y donner un démenti aussi formel et aussi direct que le tolère la politesse.

Sur aucun point, M. Pitt ne fut aussi souvent attaqué de son vivant que pour la rigidité de ses mœurs. C'était le refrain des chansons et des épigrammes, quelquefois même des discours qu'on lançait contre lui. Lorsqu'il était étudiant à Cambridge, combien il était cruel de repousser les jolies bouquetières « qui arrivaient toutes

[1] *La Femme*, par Michelet, introduction, chap. II. Je regrette de voir que M. Jules Simon a adopté sans autre enquête cette histoire dans l'ouvrage très-utile et très-intéressant qu'il a publié depuis, *l'Ouvrière*.

fraîches de la campagne, et qui ne demandaient qu'à vendre aux jeunes gens leurs roses et leurs lis! » C'est ce qu'écrit un satiriste qui avait revêtu les ordres sacrés[1]. Comme chancelier de l'échiquier, quelle injustice de mettre un impôt sur les servantes au lieu de faire la cour à deux ou trois, comme le doit tout homme bien élevé. Tel était le cri d'un véritable chœur à la chambre des communes[2]. Les plaisanteries de ce genre trouvent aisément un écho dans les jours de la jeunesse, « lorsque toutes nos boucles sont noires comme l'aile du corbeau; » mais, à un autre moment de la vie, on les envisage différemment. J'ai déjà cité le solennel témoignage qui prouve que, sur son lit de mort, M. Pitt devait quelque consolation au souvenir de l'innocence de sa vie.

Lord Macaulay remarque, en cherchant à expliquer comment M. Pitt s'abstint d'amours passagères, qu'il était d'une constitution faible[3], très-timide et très-occupé. Je ne refuse pas une certaine part d'influence à chacune de ces trois causes, mais je trouve évident, d'après les dernières paroles de M. Pitt à l'évêque Tomline, qu'il n'avait pas été indifférent sur ce sujet. Il est impossible que, sur son lit de mort, un homme pût tirer quelque consolation de l'innocence de sa vie passée s'il n'avait pas eu dans sa jeunesse des efforts à faire et des tentations à surmonter.

Ce n'était pas seulement sur ce point, mais sur tous les autres, que les sentiments de Pitt étaient dominés par l'énergie de sa volonté. Soit dans les débats de la

[1] *Œuvres de Peter Pindar*, vol. IV.
[2] Voir les débats du 10 mai et du 8 juin 1785.
[3] *Biographies.*

chambre des communes, lorsqu'il les dirigeait, soit à la tête du gouvernement de son pays, il se montra toujours parfaitement maître de ses émotions, agissant constamment, non d'après des impulsions, mais d'après des principes. C'est avec une grande vérité que lord Macaulay décrit « le calme majestueux[1] qui lui était ordinaire. » Le caractère de Pitt répond bien, sous ce rapport, à une réplique de lui que rapporte lord Brougham. On se demandait un jour quelle était la qualité la plus indispensable à un premier ministre : l'un dit, l'éloquence; un autre, les connaissances; un troisième, le travail; M. Pitt dit : « Non, la patience[2]. »

L'empire que M. Pitt exerçait sur lui-même était d'autant plus méritoire que c'était chez lui une vertu acquise et non pas naturelle. On lui attribue, dans son enfance, des dispositions toutes contraires. « M. William est très-vif, » dit sa mère, en 1766. » « L'impétueux William, » écrit son père à la même époque. Et, en 1773, lord Chatham parle de nouveau de « l'ardeur de William[3]. »

Peu d'hommes célèbres ont moins voyagé que M. Pitt. Ses voyages à l'étranger, comme nous l'avons vu, se bornèrent à six semaines d'automne passées une fois en France. Il n'alla jamais ni en Écosse ni en Irlande. Je ne trouve point de traces qu'il ait jamais été plus loin dans le nord que chez lord Westmoreland, à Apthorp, dans le comté de Northampton, et, sauf dans ses circuits, il n'alla jamais plus loin du côté de l'ouest, que chez le roi, à Weymouth.

On a souvent reproché à M. Pitt de n'avoir rien fait

[1] *Biographies.*
[2] *Esquisses d'hommes d'états,* par lord Brougham, vol. I.
[3] *Correspondance de lord Chatham,* vol. II et IV.

ou à peu près, pendant sa longue puissance, pour encourager la littérature ou les beaux-arts, ni pour récompenser les hommes qui s'illustraient dans cette carrière. Je suis obligé de dire que je crois cette accusation bien fondée. Pour certains cas, il serait facile de la justifier. S'il s'agissait de Porson, par exemple, on serait, je crois, forcé d'admettre que l'intempérance et les idées démocratiques de cet illustre érudit rendaient impossible de lui donner alors une situation considérable. Mais, pour bien d'autres, le poëte Cowper, par exemple, il n'y avait aucune raison de ce genre à alléguer. Nous cherchons partout en vain la trace de la main secourable du puissant premier ministre. Ce pauvre morceau de pain si maladroitement donné à Burns, lorsqu'on le fit commis de l'excise, ne paraît pas même avoir été le fait de Pitt, mais bien de Dundas.

Je veux consigner ici les seules exceptions ou apparences d'exception à cette constante négligence de M. Pitt, comme je me vois forcé de la qualifier. Je dis des apparences, parce qu'après tout, il n'alla jamais au delà des tentatives et des intentions.

En premier lieu, Pitt avait envie de faire Paley évêque; mais on dit que le roi repoussa cette proposition à cause des tendances libérales des vues sur le gouvernement, contenues dans la « *Philosophie morale*[1]. »

Secondement, le *Lai du dernier Ménestrel*, publié au commencement de 1805, eut peu d'admirateurs plus décidés que M. Pitt. Sa conversation à ce sujet a été conservée dans une lettre adressée quelques années plus tard à l'auteur, par William Dundas : « Je me souviens, »

[1] *Journaux de lord Colchester*, vol. I.

dit M. Dundas, « qu'à la table de M. Pitt, en 1805, le chancelier me demanda quelques détails sur vous et sur votre situation d'alors; lorsque je lui eus répondu, M. Pitt dit: « Il ne peut pas rester comme il est, » et me dit de « m'en occuper. » Il récita alors quelques vers du *Lai*, décrivant l'embarras du vieux harpiste, lorsqu'on lui demande de jouer, en disant: « Voici une chose que j'aurais cru qu'on pouvait retracer en peinture, mais non en poésie[1]. »

Un homme politique éminent parmi nous m'écrivait, au mois de janvier 1861, une remarque frappante à ce sujet: « Si Pitt a négligé les hommes littéraires, comme Macaulay l'en accuse dans sa brillante esquisse, la littérature s'en est bien vengée, car il est difficile de décider si c'est de ses amis ou de ses ennemis que sa grande gloire a le plus souffert par la voie de la presse. »

J'ai raconté dans mon premier chapitre la facilité que M. Pitt avait acquise, dans sa jeunesse, pour traduire à livre ouvert les meilleurs auteurs grecs et latins. Qu'il me soit maintenant permis d'en donner un exemple emprunté à son âge mûr. M. Redhead Yorke, qui se trouvait présent, l'a raconté à M. Rogers qui l'a consigné dans ses « *Souvenirs*[2] ». Un jour, en la présence de Pitt, quelqu'un citait la phrase suivante du dialogue de Tacite *de Oratoribus :*

« *Magna eloquentia sicut flamma materiâ alitur et motibus excitatur et urendo clarescit.* »

[1] Voir la lettre à Walter Scott insérée dans sa vie, par Lockhart, vol. II.

[2] Tacite *de orat.* c. 36 et *Souvenirs de Rogers.* L'édition de ces souvenirs a transféré ce passage de Tacite à Cicéron, erreur qui eût bien choqué M. Rogers lui-même.

Une autre personne soutint que c'était intraduisible, mais M. Pitt répondit sur-le-champ : « Non; voici comment je traduirais :

« Il en est de l'éloquence comme de la flamme; elle a besoin d'aliment pour la nourrir, de mouvement pour l'exciter, et son éclat s'accroît à mesure qu'elle brûle. »

Je n'ai presque rien à dire de plus sur le style de Pitt dans ses discours; je l'ai décrit et j'en ai cité des passages plusieurs fois dans cet ouvrage. J'ajoute seulement que, de l'avis unanime de ceux qui le connaissaient bien, il ne préparait d'avance ni la structure ni les termes de ses phrases, bien moins encore les écrivait-il. L'assurance de ses amis à ce sujet est fort confirmée par les notes qu'on trouve éparses dans ses papiers. Ces notes, toutes de son écriture, sont extrêmement concises, tout au plus quelques chiffres pour les discours de finances et quelques divisions des arguments. Je veux citer comme exemple la seule préparation écrite qui existe pour deux de ses harangues les plus célèbres :

NOTES DE DISCOURS (30 DÉCEMBRE 1796).

Première moitié du manuscrit.

1. Négociations antérieures.
Wickham.
Note de l'empereur.
Danemark.
2. Négociations de lord M....
Leurs bases.
Quelques-unes nécessaires et conformes à l'usage, — justes et raisonnables (en principe) admises (bien que contestées, la justice en a été saisie). Demande de l'*ultimatum* survenue dans l'intervalle.
3. Exposé des conditions (sépa-

rées quant à la France et aux alliés).

Autres acquisitions de la France. — Savoie. — Nice. — États de Sardaigne. État des puissances *belligérantes*. Pays-Bas. Extrait du débat sur la réunion. — Traités des Barrières. La guerre depuis deux cents ans.

Dans quelles circonstances. L'Italie. L'Empereur.

Par quelles considérations on doit être influencé. — Traité. Équilibre général. — Importance spéciale.

Par quels principes.

Ce qu'on a offert. — La cession de notre part n'est pas une acquisition.

Ce qu'on demande et pour qui.

3. Ouvertures aux modifications.

Hollande.

Id. Espagne.

2. Conduite de la France.

Demande de signature de l'*ultimatum*.

Renvoi.

Première base.

Bases.

Courriers.

Utilité de la discussion personnelle. Demande des plénipotentiaires. Offres d'explications.

3. Ce que les bases et les offres sont maintenant. Argument sur la Constitution et les lois françaises.

1. Aucune loi ainsi spéciale ne peut être obligatoire pour d'autres nations. Vatel. — M. Fox. — Pourquoi.

3. Ne se trouve pas dans la constitution. (Sens non-public. Comment le comprendre ?)

3. Si cela ne s'applique pas à la Belgique, ou si l'on n'y renonce pas pour les colonies.

Traités. (Nabuchodonosor.)

Ceci comme préliminaire. Exposé des autres points.

La Hollande reste ouverte.

Italie.

Allemagne.

4. Cela s'applique tout aussi bien à l'Irlande.

5. Sans affection de celui-là.
Ass. primitive. *Ab inconvenienti.*
Colonies.
Constitutions.
Article Ier, indivisible.
Espagne.
Nouvelles acquisitions.
Marine.
Argent.

NOTES DE DISCOURS (23 MAI 1803).

Actes depuis les préliminaires.
Elbe.
Étrurie.
Louisiane.
Depuis le traité définitif.
Mer Noire.
Piémont.
Allemagne.
Suisse.
Affaires qui peuvent s'élever.
Empiétement sur l'Autriche ou sur d'autres parties du continent.
Sur des puissances protégées par nous.
Sur les intérêts maritimes.
Sur des questions purement anglaises.

Le Portugal.
Naples.
Malte.
La Turquie.
Espagne ou Amérique du Sud.
Portugal ou Brésil.
La Hollande ou ses colonies.
L'Égypte ou les possessions maritimes de la Turquie.
L'Amérique du Nord.
Fermeture des ports de l'Europe.
Envoi des troupes dans l'Indé. Prétentions soulevées là.
Prusse.
Émigrés français.

État général des préparatifs maritimes et militaires.
Système de finances.
Système de relations extérieures.

En parlant, l'action oratoire de Pitt ne répondait pas à ce qu'on aurait peut-être pu attendre de son style toujours mesuré et majestueux. Son débit était très-animé. Lord Lyndhurst, qui l'avait souvent entendu, me l'a décrit. Il se penchait quelquefois en avant si vivement que son corps touchait presque le bureau. Ce récit s'accorde bien avec celui de Francis Horner, en 1796, alors fort jeune, mais déjà témoin fort intelligent et qui fréquentait habituellement la tribune de la chambre des communes. Il remarque sur les deux orateurs, que « l'un (M. Fox) fend l'air avec ses mains, l'autre (M. Pitt) le fend avec tout son corps.[1] »

Comme ministre des finances, M. Pitt a été assailli depuis sa mort par diverses accusations. On a trouvé son système d'emprunts, pendant le temps de la guerre, imprudent et imprévoyant. Mais je ne crois pas que cette accusation ait beaucoup de chance d'être reprise par des hommes sérieux à la suite de l'essai si savant et si concluant publié en 1855 par M. Newmarch, et auquel j'ai déjà fait allusion dans un autre passage. M. Newmarch, reprenant l'un après l'autre tous les emprunts, en mettant en regard les détails de chaque transaction avec les prix sur le marché des diverses espèces de fonds[2] depuis le mois de janvier 1791 au mois de décembre 1800, a prouvé que ces difficiles opérations avaient été conduites avec une grande habileté financière, et aux plus favorables conditions que pût admettre alors l'état financier du pays. Une table de nos subsides aux puissances

[1] Lettre à M. J A. Murray, 15 fév. 1796. *Mémoires*, vol. I.

[2] Voir, vol. II. On peut comparer aux calculs de M. Newman dans cet essai ceux de M. Gladstone dans son discours du 8 mai 1854.

étrangères, depuis le début de la guerre, en 1793, jusqu'à la paix d'Amiens, en 1801, montre que ces sommes s'élevèrent à plus de quinze millions sterling dans cet intervalle; une autre table des prix et des importations de blé, de 1791 à 1803, avec le montant des primes accordées pour l'importation du blé par suite de l'insuffisance des récoltes (dans l'année 1801, seule, les primes s'élevèrent presque à un million et demi sterling), vient nous démontrer également toutes les difficultés contre lesquelles l'Angleterre eut alors à lutter, et l'impossibilité où l'on se trouvait, en dépit de l'énorme accroissement des impôts, de lever dans l'année tout l'argent indispensable.

Un avantage fort important découlait d'ailleurs du système de Pitt, et on n'eût pu l'espérer du système préconisé par quelques-uns de ses adversaires, c'est-à-dire la substitution de forts impôts annuels aux emprunts. Par le système de M. Pitt, au milieu de la guerre, non-seulement notre commerce s'est maintenu, mais il s'est étendu. Cela est clairement prouvé dans la série des trente et une résolutions financières que proposa M. Pitt et que vota la chambre au mois de juillet 1799. Il paraît que la valeur de toutes les importations dans la Grande-Bretagne se montait, dans l'année qui s'arrêtait au 5 janvier 1784, à 13,122,000 livres sterling; en 1793, à 19,659,000 livres sterling; en 1799, à 25,654,000 livres sterling. En prenant les mêmes dates, la valeur totale des produits manufacturés exportés de la Grande-Bretagne était, en 1784, de 10,409,000 livres sterling; en 1793, de 18,336,000 livres sterling, et, en 1799, de 19,771,000 livres sterling. Le valeur totale des marchandises étrangères exportées par la Grande-Bretagne était, en 1784,

de 4,332,000 livres sterling; en 1793, de 6,568,000 livres sterling, et, en 1799, de 14,028,000 livres sterling.

Il est également bon de remarquer que le système d'économie et d'exacte comptabilité dans les détails du revenu fut introduit par M. Pitt, en 1784, et qu'il ne l'abandonna ni ne s'en relâcha un seul instant, même au milieu d'une guerre très-coûteuse. C'est un point sur lequel M. Rose, alors l'un des deux secrétaires de la trésorerie, insistait fort, avec raison, dans son excellent pamphlet sur les finances nationales, publié en 1799 : « En attribuant leur juste mérite à l'adoption de ces mesures, » dit-il, « nous ne devons pas oublier qu'elles ont été fermement maintenues dans des circonstances de la plus grande difficulté [1]. »

Plus nous pénétrerons dans les détails, plus nous nous confirmerons dans cette vue générale. Prenez, par exemple, le département de l'excise. L'administration de Pitt avait si bien réussi, qu'en 1799, il y avait 747 employés de moins, pour un maniement d'un revenu de douze millions sterling, qu'en 1784, pour un revenu de six millions sterling. Et, en 1799, lorsque le revenu brut était arrivé à près de vingt-deux millions sterling, les dépenses pour les recettes ne s'élevaient qu'à 3,000 livres sterling de plus qu'en 1784, lorsque le revenu n'était guère que de quatorze millions.

Dans les douanes, les documents établissent qu'en 1799 quatre-vingt-cinq charges avaient été abolies depuis 1784; toutes étaient des sinécures, s'élevant de 100 livres sterling et au-dessous jusqu'à 2,000 livres sterling d'appointements; je n'ai pas besoin de dire que tout cela était un

[1] Bref examen par George Rose, Esq., 1799.

patronage fort utile dans les mains du gouvernement, quel qu'il fût.

Jusqu'au temps de Pitt, les fournitures de l'armée avaient été, sous tous les ministres, une source fertile de bénéfices illicites, surtout depuis que les contrats se faisaient par accords privés, et que des membres du Parlement devenaient souvent fournisseurs. Dans ce cas, comme pour les emprunts, M. Pitt mit définitivement un terme à tout danger d'abus par le simple expédient de la libre concurrence et des offres cachetées.

L'amirauté subit un autre changement non moins important. Depuis le temps de Charles II, les livres ne remontent pas plus haut, les payements pour les approvisionnements et les vivres de la marine se soldaient par des traites payables à des intervalles incertains. On les escomptait, par conséquent, et cet escompte augmentait considérablement toutes les fois qu'on avait la guerre. Pendant les cinq dernières années de la lutte avec l'Amérique, il varia de onze et demi à seize trois quarts pour cent. On n'apporta cependant point de remède à ce mal immense, jusqu'au moment où M. Pitt prépara un nouveau règlement et le présenta à la chambre sous forme d'acte du Parlement. D'après cette nouvelle loi, l'amirauté était obligée de faire tous ses payements en traites payables à quatre-vingt-dix jours, et ces traites, toujours acquittées avec une ponctualité exemplaire, arrivèrent à être regardées et acceptées comme de l'argent comptant. Ceci valut au public l'économie de l'escompte que subissaient auparavant les effets de l'amirauté.

Avec des faits semblables devant les yeux, nous avons assurément de bonnes raisons d'affirmer que les dépenses de l'Angleterre, lorsque M. Pitt était à la tête des finances,

quelque considérables qu'elles fussent, et fort au delà de ce qu'elles avaient jamais été en temps de guerre, ne furent jamais des actes de prodigalité. A peine est-il besoin de justifier leur importance. Je ne saurais comment discuter avec l'homme qui ne comprendrait pas ou qui du moins n'avouerait pas que les mesures les plus énergiques étaient nécessaires à n'importe quel prix, lorsque nous luttions contre une nation telle que les Français, surtout lorsqu'ils étaient animés d'une force fiévreuse par la première période de leur révolution, ou qu'ils étaient conduits avec une habileté consommée par le génie de Napoléon.

Mais on soutient que M. Pitt, comme premier ministre, aurait pu se dispenser d'engager cette lutte formidable. On ne nie plus qu'il n'ait ardemment désiré la paix jusqu'à l'hiver de 1792. Pourquoi donc, demande-t-on, changea-t-il de conduite à cette époque? Je réponds, parce que les Français ont, les premiers, changé la leur. Par leurs mesures hostiles contre la Hollande, par leur intention affichée de forcer la navigation des rivières de l'Escaut et de la Meuse, ils attaquaient des droits acquis que nous nous étions engagés par traité à défendre. Par leur fameux décret du 19 novembre, ils avaient appelé à l'insurrection les sujets des pays voisins, y compris l'Angleterre, très-naturellement, et ils avaient promis leur plein concours à ceux qui se révolteraient. En laissant de côté la première manifestation, nous aurions été infidèles à nos vieux alliés; en supportant patiemment la seconde, nous aurions manqué à nos devoirs envers nous-mêmes.

On soutient alors que, même en admettant que M. Pitt eût eu de bonnes raisons de déclarer la guerre, la direction qu'il lui donna comme premier ministre ne fut pas

heureuse. Cependant ses amis ont au moins le droit de réclamer deux exceptions à cette accusation. Ils peuvent soutenir que, sous son administration, nous remportâmes les victoires navales les plus brillantes, et que jamais, peut-être, si ce n'est du temps de son père, nos annales n'ont pu enregistrer des conquêtes coloniales plus importantes. Ces deux exceptions sont si considérables, quand on les admet, qu'elles pourraient équivaloir à la négation complète de l'accusation portée en termes si généraux.

Considérons maintenant l'accusation en la renfermant dans la question des trois expéditions sur le continent européen, en Belgique, en 1793, en Bretagne, en 1795, et en Hollande, en 1799. Pour la seconde de ces expéditions, on accordera, je pense, que notre gouvernement n'avait rien de plus à faire que de fournir les moyens nécessaires. Tout mélange de troupes anglaises, toute autorité d'un commandant anglais, eussent détruit l'espoir d'un soulèvement royaliste sur la côte de France. L'expédition fut donc tout naturellement abandonnée à la direction des chefs émigrés eux-mêmes, dont les conseils discordants et les mouvements hésitants, tels que je les ai détaillés dans mon récit, expliquent suffisamment l'échec qu'ils subirent.

Pour ce qui regarde les campagnes de Belgique et de Hollande, il est juste de nous rappeler que, dans la première, nous fûmes déçus par les amis des princes français, comme dans la seconde par les amis du stathouder hollandais. Par-dessus tout, nous ne devons oublier, ni dans l'une ni dans l'autre, l'ardent désir, je puis dire le parti pris de George III, de nommer le duc d'York commandant en chef. Or, le duc, qui prouva par la suite qu'il était un excellent administrateur d'armée, manquait

probablement d'habileté et certainement d'expérience pour les opérations sur le champ de bataille. Il avait à lutter contre des chefs tels que Hoche et Brune; il avait à lutter contre des levées nouvelles, il est vrai, mais nombreuses, pleines de courage et embrasées du premier feu de leur ardeur révolutionnaire. Si le général anglais échoua en luttant contre de pareils hommes, on peut se demander si les Autrichiens eurent une meilleure fortune à la même époque. Les Prussiens ou les Hollandais, les Sardes ou les Espagnols firent-ils mieux que nous? Le résultat doit donc être expliqué par d'autres causes, et non par le fait des fautes ou de la négligence du premier ministre d'Angleterre. Bien des personnes qui causèrent ou qui correspondirent avec lui sur ce sujet, et qui étaient qualifiées pour porter un jugement, ont été d'avis que M. Pitt, en projetant des opérations militaires, déployait autant de sagacité que dans les affaires civiles ou politiques.

Tel fut donc M. Pitt, et dans sa vie privée et dans sa carrière publique. En tirant une conclusion des faits et des arguments que je viens d'exposer devant mes lecteurs, complétement, j'en suis sûr, et équitablement, je l'espère, je les ai mis en mesure de juger eux-mêmes le grand ministre, et j'avoue franchement que mon sentiment peut être sujet à discussion. Né dans sa maison, élevé dans un respect reconnaissant pour sa mémoire, et ayant cherché toute ma vie, tout en me trompant peut-être sur certains points, à soutenir ses principes, je nai pu me défaire d'un ardent intérêt pour sa renommée. Je ne le pourrais pas quand je le voudrais, et je ne le voudrais pas quand je le pourrais. Peut-être mes prétentions pour lui sont-elles trop hautes.

Je me trompe peut-être en le déclarant le plus grand homme d'État que son pays ait jamais produit. A mon avis, et dans tous les cas, que ma manière de voir soit exagérée ou simplement équitable, les défauts de M. Pitt étaient de telle nature que bien d'autres les réclameraient comme des vertus. S'il était fier, c'était, comme Burke l'a si noblement dit de Keppel, « un sauvage rejeton d'orgueil sur lequel le cœur le plus tendre avait enté des vertus plus douces. » S'il était ambitieux, c'était pour sauver son pays et non pour un but moins noble. Dédaignant pour lui-même, comme peut-être aucun politique ne l'avait fait jusqu'alors, ces richesses et ces dignités que les âmes moins fières désirent toujours, refusant non-seulement la pairie qui l'eût fait sortir de sa véritable sphère, mais la Jarretière qu'il aurait pu porter dans la Chambre des communes comme sir Robert Walpole, il maintint jusque la fin cette rare alliance d'un patrimoine très-mince avec un désintéressement éclatant. « Ayant distribué pendant près de vingt ans les faveurs de la couronne, il vécut sans ostentation et mourut pauvre. » Telle est une partie de l'inscription que le plus éloquent et le mieux doué de ses élèves a fait graver au bas de sa statue à Guild-Hall. Les témoignages les plus authentiques prouvent son éloquence aux prises avec la rivalité la plus brillante. En réunissant presque tous les genres de mérites, cette éloquence charmait et enchantait ses auditeurs, les amusait parfois, leur imposait toujours. Dans son système de finances, il fut le premier à relâcher les entraves du commerce, et il donna à son pays, en temps de paix, les ressources qui, seules, pouvaient fortifier son bras en temps de guerre. Soutien de la liberté religieuse et des droits égaux acquis

à toutes les dénominations chrétiennes, il était respectueux pour la foi des autres, ferme et bien établi dans la sienne. Devant les attaques personnelles les plus violentes d'une majorité furieuse dans la chambre des communes comme devant les plus graves périls qui eussent jamais assailli son pays, la fermeté de son âme ne fut jamais ébranlée, bien moins encore fut-elle abattue. A tout prendre :

« Sa course a été glorieuse et la traînée de lumière qu'il a laissée derrière lui est longue. »

Puissent de nombreux hommes d'État des temps à venir suivre cette même trace ! puissent-ils se laisser diriger par cette traînée de lumière ! Quelques-uns seulement participeront à sa gloire, mais tous peuvent marcher à la clarté de ses rayons.

FIN

APPENDICE

APPENDICE

LETTRES ET EXTRAITS DE LETTRES DU ROI GEORGE III A M. PITT.

(Toutes les fois que la lettre tout entière est donnée, la signature ordinaire du roi, dans cette correspondance, G. R., y est apposée. Lorsqu'elle ne s'y trouve pas, le lecteur comprendra qu'il ne s'agit que d'un extrait, et que le reste de la lettre n'offre aucun intérêt pour le public.)

— 1804-1806 —

Il n'y a, dans les manuscrits de M Pitt, point de minutes de ses lettres au roi en date des 21 avril et 6 mai, non plus que de sa lettre au lord chancelier, en date du 2 mai 1804, qui devait être communiquée au roi.

Par bonheur, des copies de ces importants papiers ont été conservées et m'ont été communiquées, grâce aux bontés de William Dacres Adams, Esq., qui était alors le secrétaire particulier de M. Pitt.

S.

M. PITT AU ROI[1].

Titre de la copie. — Transmise au lord chancelier le dimanche 22 avril, et remise par lui au roi le vendredi 27.

« York-Place, 21 avril 1804.

» Sire,

» C'est avec une grande répugnance que je m'aventure à importuner Votre Majesté; mais comme ma manière de voir sur les affaires publiques m'obligera probablement à remplir l'indispensable devoir de déclarer au Parlement, plus pleinement et plus explicitement que je ne l'ai fait jusqu'à présent, mon opinion sur la conduite des ministres actuels de Votre Majesté, je ne puis m'empêcher d'éprouver un vif désir d'exposer d'abord cette opinion à Votre Majesté.

» Votre Majesté me rendra la justice de se rappeler qu'au moment où je me suis retiré de son service, mon premier désir a été de me trouver en mesure de donner tout le concours et l'appui en mon pouvoir à ceux auxquels Votre Majesté avait confié l'administration de ses affaires. J'ai continué ce concours et cet appui avec un zèle et une cordialité constants tant qu'il m'a été possible de le faire, d'accord avec ma sincère et honnête opinion sur l'état des affaires publiques; longtemps même après que je voyais beaucoup de raisons de désapprouver le gouvernement sur beaucoup de points importants de sa conduite, je me suis encore abstenu de me joindre à tout système d'opposition parlementaire. Depuis le commencement de la guerre actuelle, bien que j'aie toujours vu trop de raisons de regretter, de la part des ministres, l'absence de tout système vigoureux, bien dirigé, et bien adapté à l'état nouveau et critique des

[1] Le lecteur ne peut manquer de remarquer dans ces lettres que, suivant l'étiquette, la forme passe de la première à la troisième personne, selon que M. Pitt était ou n'était pas au service du roi.

affaires, mon grand but a toujours été, au lieu de chercher des occasions de blâme, de contribuer, autant que le permettaient les humbles efforts d'un individu, à suppléer aux omissions que je croyais graves, et à recommander des mesures plus efficaces pour la défense du pays. L'expérience d'une année presque entière, l'examen des différentes mesures suggérées ou adoptées par le gouvernement, et de la manière dont elles ont été appliquées, m'ont enfin convaincu que, tant que le ministère restera dans sa forme actuelle, et surtout sous la direction de la personne qui y tient maintenant la première place, toute tentative pour agir efficacement et d'une manière suffisante dans la défense du pays, et pour résister aux efforts extraordinaires et inouïs des ennemis, seraient inutiles. Je suis également convaincu que les mêmes causes qui tendent à affaiblir notre sécurité à l'intérieur sont également faites pour nous empêcher de profiter des conjonctures favorables qui pourraient se présenter, et nous permettre de trouver à l'extérieur une coopération qui pût délivrer le continent de la misérable sujétion à laquelle il est réduit présentement. Sous cette impression, je considère que le moment est venu de remplir un indispensable devoir envers Votre Majesté comme envers le pays, en avouant ces opinions et en y conformant ma conduite parlementaire

» Je ne suis pas assez présomptueux pour oser espérer que les sentiments que je me suis ainsi permis de soumettre à Votre Majesté puissent paraître dignes de quelque attention ou mériter quelque poids aux yeux de Votre Majesté ; mais je me flatte que Votre Majesté voudra bien les recevoir comme le tribut du respect et de la soumission d'un homme animé de l'attachement le plus vif et le plus ardent pour Votre Majesté, et qui lui expose sa franche et sincère conviction. C'est par la même raison que j'ose compter sur l'indulgence de Votre Majesté, en me permettant d'ajouter ici l'assurance que, quelle que puisse être la marche des affaires publiques, quelle que puisse être mon opinion personnelle au sujet du système de gouvernement le mieux approprié à la situation du pays et des affaires politiques, j'ai

mon parti pris de ne point m'engager de manière à susciter, dans aucune occurence, un sentiment de mécontentement ou d'inquiétude dans l'esprit de Votre Majesté.

» Je suis, etc.,

» W. PITT. »

M. PITT AU LORD CHANCELIER.

Pour être communiqué au roi.

« York-Place, 2 mai 1804.

» Mon cher lord,

» D'accord avec ce qui s'est passé entre nous hier, je viens exposer par écrit, à Votre Seigneurie, les sentiments que je désire humblement soumettre à la considération de Sa Majesté.

» Il devient absolument de mon devoir de demander à Sa Majesté la permission de lui exposer nettement et sans réserve l'opinion que j'ai pu me former touchant la nature et le genre de ministère qui me paraîtrait le plus propre à bien servir Sa Majesté, ainsi que les raisons de cette opinion ; mais, en exposant ces idées, je tiens à répéter humblement l'assurance que je ne m'aventure pas à demander à Sa Majesté autre chose que la condescendance nécessaire pour examiner mûrement et à loisir la proposition que je crois de mon devoir de lui faire. Après ces considérations, après les explications ultérieures que la question pourrait exiger, si Sa Majesté se sent une insurmontable répugnance pour une partie quelconque du projet, quelque peiné que je pusse être, dans ce cas, de la décision de Sa Majesté, je me croirais tenu de m'y conformer ; et, si je me trouvais honoré des ordres de Sa Majesté pour lui soumettre le projet d'un cabinet qui ne fût pas susceptible des mêmes objections, je serais prêt à lui obéir de mon mieux.

» Mon opinion est fondée sur la profonde conviction que l'état critique de notre pays, dans ce moment-ci, joint à celui

de l'Europe en général et à celui des partis politiques à l'intérieur, rend plus important et plus essentiel qu'à tout autre époque peut-être de donner au gouvernement de Sa Majesté le plus d'énergie et de force possibles, en cherchant à réunir à son service la plus forte proportion possible des talents et des influences considérables, empruntées, sans exception, aux partis de tout nom, sans s'inquiéter des divisions et des dissentiments passés. Nous avons, il me semble, les plus grandes raisons de croire le moment présent favorable à une union de ce genre, et, avec la gracieuse approbation de Sa Majesté, il serait peut-être possible d'amener tous les hommes influents, dans le Parlement ou dans le pays, à concourir sincèrement à un système général, organisé dans le but de délivrer ce pays-ci de ses embarras actuels, et de faire sortir l'Europe, s'il était possible, de l'état où elle est présentement réduite. Les conséquences de la révolution française, universellement reconnues et comprises, ses effets sur la France, sur l'Europe et sur le monde, ainsi que la conduite actuelle et le caractère du premier consul, semblent avoir produit un désir très-général de voir toutes les ressources et toutes les facultés de ce pays-ci s'unir pour repousser le danger présent; et, en face de ce but, toutes les dissidences, quelque grandes et quelque importantes qu'elles pussent être, qui régnaient autrefois dans le pays, semblent avoir disparu lorsqu'il s'agit d'un but pratique.

» Les divers avantages du vaste système que je viens d'exposer sont si évidents qu'il ne sera pas nécessaire d'y insister longtemps. Il est évident, d'abord, que tout uni et tout zélé que le pays paraisse dans ce moment-ci dans ses efforts contre l'ennemi, la lutte actuelle sera probablement très-longue, accompagnée de fardeaux lourds et nombreux, qui pèseront cruellement sur les ressources et l'aisance de toutes les classes de la société. Dans de pareilles circonstances, avec la chance, toujours inévitable, d'événements funestes dans le cours de la guerre ou d'aggravation dans nos difficultés causée par les accidents des saisons, il est impossible de ne pas sentir qu'un système

de cette nature nous donnerait une sécurité impossible à atteindre autrement, pour persévérer dans la lutte avec une vigueur infatigable, jusqu'à ce qu'il nous fût possible de l'amener véritablement à une heureuse et honorable issue. Les mêmes considérations qui s'appliquent à notre pays agiront tout aussi puissamment, sinon plus puissamment encore, sur nos ressources et nos espérances à l'étranger. Une administration ferme et stable, qui ne serait plus contrariée ni entravée par une opposition puissante dans le Parlement ou le pays, nous donnerait la meilleure et peut-être la seule chance d'attirer suffisamment le respect et la confiance des puissances étrangères, et de profiter des occasions favorables qui pourraient se présenter pour les unir de nouveau dans un grand effort commun pour abaisser la puissance de la France et la réduire à des limites compatibles avec la sécurité des autres États, ou tout au moins pour arracher à son joug quelques-uns des pays au sort desquels nous devons le plus nous intéresser, tant par inclination que par politique.

En dehors de ces deux grandes considérations, l'état de l'Irlande et les délicates et difficiles questions qui peuvent s'élever au sujet de la condition intérieure de ce pays, méritent presque autant d'attention. Je n'ai pas besoin de répéter à Votre Seigneurie ce que Sa Majesté sait depuis longtemps, à savoir, que mon parti est pris d'empêcher autant qu'il dépendra de moi que Sa Majesté soit jamais troublée un seul instant par le renouvellement de la proposition d'il y a trois ans, au sujet de l'extension des priviléges accordés aux catholiques; mais je ne puis m'empêcher de voir qu'en dépit de ma détermination personnelle sur la marche que je suivrai certainement dans toutes les circonstances, il peut s'élever des difficultés momentanées, si ce pays reste divisé entre des partis puissants. Cette question, en s'agitant, pourrait amener de grands inconvénients et beaucoup d'embarras. La formation du genre de ministère que je supposais aurait, il me semble, entre autres avantages, celui de faire disparaître complétement cette source d'anxiété, puisque

je ne pourrais ni en supposer ni en désirer la formation sur d'autres bases que celle d'un engagement, commun à tous les membres du ministère, de chercher, comme moi, à empêcher le retour de toute discussion à ce sujet. Voilà les principales considérations qui m'ont amené à cette conviction consciencieuse et profonde que rien ne pourrait mieux assurer le repos et l'agrément personnel de Sa Majesté, ainsi que la gloire et la prospérité futures de son règne, que le plan que j'ai ainsi pris la liberté de soumettre aux réflexions de Sa Majesté. Je désire donc bien vivement qu'après mûre réflexion, Sa Majesté ne le croie pas indigne de son approbation. Dans ce cas, je croirais de mon devoir de demander à Sa Majesté, avant d'entrer dans de plus amples détails, la permission de causer avec lord Grenville et avec M. Fox, afin de savoir jusqu'à quel point il serait possible de soumettre à l'assentiment de Sa Majesté une combinaison qui pût les comprendre, ainsi qu'une certaine proportion de ceux qui agissent avec eux, en compagnie de quelques-uns des serviteurs actuels de Sa Majesté et de quelques autres personnes sur lesquelles je voudrais attirer l'attention favorable de Sa Majesté.

» Il ne me reste qu'à prier Votre Seigneurie d'avoir la bonté de saisir la première occasion favorable pour communiquer à Sa Majesté cet exposé de mes idées, ainsi que l'humble assurance de mes sentiments constants de respect, de soumission et d'attachement pour Sa Majesté, et de mon sentiment vif et profond de la condescendance et de la bonté de Sa Majesté dans la gracieuse communication que j'ai eu l'honneur de recevoir par Votre Seigneurie. J'ai cru que cette manière de soumettre mon opinion, dès l'abord, aux réflexions de Sa Majesté lorsqu'elle serait de loisir, ne déplairait pas à Sa Majesté. J'espère que je puis me permettre d'espérer, avant que Sa Majesté prenne décidément un parti à ce sujet, qu'elle m'accordera l'honneur de soumettre personnellement à Sa Majesté les explications ultérieures que paraîtrait exiger une partie quelconque de la question ; et je ne puis m'empêcher de me flatter que

tout ce que je viens de développer paraîtra compatible avec le dévouement pour le service de Sa Majesté, que j'ai toujours tenu à manifester à Sa Majesté dans toutes les parties de ma conduite.

» Je suis, avec une grande considération, etc.

» W. Pitt. »

« Queens'-Palace, 5 mai 1804.

» Le roi a chargé le lord chancelier de faire savoir à M. Pitt combien il appréciait son attachement personnel pour Sa Majesté, et son ardent désir de soutenir les mesures qui peuvent être utiles aux véritables intérêts du roi et de la famille royale. Cependant il ne peut s'empêcher de regretter que M. Pitt ait conçu une si vive répugnance pour un homme qui a mérité toute l'approbation de son roi et de son pays par l'activité et la capacité qu'il a déployées pendant douze ans dans les fonctions d'orateur de la chambre des communes, et surtout par la générosité avec laquelle il s'est offert (lorsque M. Pitt et quelques-uns de ses collègues ont donné leur démission) pour soutenir son roi et son pays au moment de la proposition la plus dangereuse et la plus irréfléchie que les ennemis de l'Église établie aient jamais faite. Sa Majesté a trop bonne opinion de M. Pitt pour croire qu'il eût soutenu ne pareille mesure s'il y eût apporté l'attention qu'un homme de son jugement devrait appeler à son aide lorsqu'il s'agit d'une question aussi sérieuse ; mais le roi sait combien les deux secrétaires d'État d'alors s'étaient étroitement unis aux catholiques romains ; l'un [1], par sa correspondance privée avec un ancien lord lieutenant d'Irlande [2], prouvait qu'il était de-

[1] M. Dundas.

[2] Cette allusion paraît se rapporter à lord Westmoreland et à la période de 1793 à 1794. M. Rose, en racontant sa longue conversation avec le roi, à Weymouth, au mois de septembre 1804, dit : « Je suis persuadé que Sa Majesté est restée mal à l'aise au sujet des lettres que Sa Sei-

venu partisan des folles idées de M. Burke, et l'autre se laissait diriger, comme de coutume, par son entêtement[1].

» Sa Majesté ne peut oublier le coup qu'on voulait porter au palladium de notre constitution ecclésiastique, l'acte du Test, et l'indélicatesse, pour ne pas dire davantage, qu'on mettait à vouloir obliger Sa Majesté à violer le serment solennel de son couronnement. Le roi assure donc qu'il ne sera satisfait que si M. Pitt lui donne l'assurance la plus forte de son parti pris de soutenir cette sage loi, comme M. Pitt le fit, en 1796, à la chambre des communes, lorsqu'il déclara que la plus petite modification sur ce point serait la mort de la constitution anglaise.

» Toute la teneur de la conduite de M. Fox, depuis qu'il a quitté son siége au conseil de la trésorerie, n'étant pas encore majeur, et lorsque ses discours au club whig et dans d'autres réunions factieuses rendirent nécessaire de l'expulser du conseil privé, obligent le roi à exprimer son étonnement de ce que M. Pitt ait pu un moment entretenir la pensée d'attirer l'attention royale sur un pareil homme. Pour éviter le retour de cette idée, le roi déclare que, si M. Pitt persiste dans cette pensée ou insiste pour consulter lord Grenville, Sa Majesté se verra contrainte de regretter l'impossibilité où elle se trouvera de profiter de la capacité de M. Pitt avec des restrictions nécessaires. Ces points bien établis, Sa Majesté n'a point d'objections à ce que M. Pitt forme, pour diriger les affaires publiques, une combinaison qui puisse paraître satisfaisante dans toutes les circonstances. Mais si M. Pitt se trouvait malheureusement hors d'état d'entreprendre ce qui lui est proposé, le roi appellerait, dans ce cas, à son aide les hommes vérita-

gneurie (lord Melville) a écrite à lord Westmoreland sur la question de l'émancipation des catholiques, lorsque ce dernier était lord lieutenant d'Irlande. Sa Majesté m'a dit que lord Westmoreland lui avait montré ces lettres, qu'il gardait reliées en un volume, avec toutes celles qu'il avait reçues sur le même sujet. » *Journaux*, vol. II.

[1] Lord Grenville.

blement attachés à notre heureuse constitution, et non des chercheurs d'améliorations qui, pour les hommes impartiaux, tendent toutes à détruire ce noble édifice qui fait l'orgueil de tous les penseurs et l'envie de toutes les nations étrangères.

» En toute justice envers ses serviteurs actuels, Sa Majesté croit devoir exprimer le désir de jouir encore de leurs services, autant que le permettra l'intérêt public.

» GEORGE R. »

M. PITT AU ROI.

« York-Place, dimanche 6 mai 1804.

» Sire,

» J'ai eu hier l'honneur de recevoir du chancelier votre lettre, et je suis très-sensible à la condescendance et à la bonté que me témoigne Votre Majesté en daignant me renouveler les assurances de son approbation pour les sentiments de respect et d'attachement que j'ai toujours tenu à manifester envers Votre Majesté. En même temps, je ne puis m'empêcher d'exprimer le profond regret que j'éprouve en voyant la manière dont le roi se méprend sur plusieurs points de mes sentiments, et l'impression défavorable que Votre Majesté semble avoir conçue sur certaines parties de ma conduite. Votre Majesté me permettra, j'espère, de lui assurer d'abord que les opinions que j'ai exprimées au sujet de la personne qui occupe maintenant la première place dans le gouvernement de Votre Majesté ne sont venues d'aucun sentiment d'antipathie personnelle pour elle; elles proviennent uniquement de ma manière de voir sur sa conduite publique, et reposent sur des raisons que j'ai déjà pris la liberté d'exposer ouvertement à Votre Majesté.

» Au sujet de la proposition faite, en 1801, à propos des catholiques, il n'entrait point du tout dans mes désirs de renou-

veler là-dessus la discussion en détail; mais je crois devoir à deux de mes anciens collègues d'exprimer ma conviction qu'ils furent guidés, dans cette importante occasion, par des motifs fort différents de ceux qu'il plaît à Votre Majesté de leur imputer, et je me dois à moi-même de demander la permission de déclarer que mon opinion à ce sujet a été formée après mûre délibération, et que la mesure alors proposée m'a m'a paru, pour les raisons que j'ai soumises tout au long à Votre Majesté, faite pour confirmer la sécurité de l'Église établie comme pour servir les intérêts généraux de l'empire. Mes idées sur la convenance et les avantages moraux de la mesure restent ce qu'elles étaient au moment de la proposition; mais d'autres considérations et mes sentiments de déférence envers Votre Majesté m'ont amené depuis à regarder comme un devoir à la fois public et personnel de m'abstenir d'offrir de nouveau cette mesure à l'attention de Votre Majesté. L'humble assurance de ma détermination à cet égard a été depuis longtemps transmise à Votre Majesté; je l'ai récemment renouvelée, et je demande très-humblement la permission de m'en tenir à cette assurance sans y rien ajouter ou modifier.

» Il me reste maintenant à exprimer l'extrême regret avec lequel j'apprends la désapprobation énergique de Votre Majesté à l'endroit de la proposition que j'avais cru de mon devoir de lui faire après avoir bien examiné l'état des affaires et des partis politiques, afin de former, dans ce difficile moment de crise, un gouvernement fort sur une large base, pour unir les talents et l'influence des hommes politiques les plus importants de toutes sortes. J'ai déjà dit que, si après mûre délibération, Votre Majesté avait des objections à aucune partie de ma proposition, j'étais prêt à admettre cette décision et à accepter les ordres de Votre Majesté. Mais j'ai également exprimé l'espoir qu'avant la décision définitive de Votre Majesté, il me serait permis de lui offrir les explications ultérieures que l'affaire pourrait demander. Sur un sujet d'une si haute importance, je ne puis m'empêcher de regarder pour moi

comme un devoir indispensable de vous demander de nouveau de vouloir bien condescendre à recevoir personnellement de moi l'explication des raisons qui m'ont convaincu que ce système de gouvernement serait le plus propre à assurer les seuls objets que j'aie à cœur en cette occasion, l'honneur et la facilité d'action durables du gouvernement de Votre Majesté, la sécurité et la prospérité du pays et les intérêts généraux de l'Europe. A moins que Votre Majesté ne me veuille honorer de sa confiance au point de m'admettre, dans ce but, en sa présence, je regrette de dire que je ne puis conserver aucun espoir que mes faibles services puissent être employés d'une manière avantageuse aux affaires de Votre Majesté, ou satisfaisante pour mon propre esprit.

» Je suis, etc., » W. PITT. »

M. PITT AU ROI.

« 9 mai 1804 [1].

» M. Pitt se permet humblement de faire savoir à Votre Majesté qu'il apprend que lord Grenville et ses amis refusent de faire partie de toute combinaison qui ne comprendrait pas M. Fox. M. Pitt espère pouvoir demain soumettre à l'attention de Votre Majesté les parties les plus importantes du projet de ministère que, dans cette situation, il voudrait humblement lui proposer. Dans l'intervalle, il est un ou deux points sur lesquels il aurait besoin de recevoir aujourd'hui les ordres de Votre Majesté. Il profitera donc de la gracieuse permission de Votre Majesté pour se présenter à Queen's-House à trois heures et demie, à moins qu'il ne convienne à Votre Majesté de lui indiquer un autre moment. »

[1] Le roi donna probablement à M. Addington copie de ce billet au moment même. Le doyen Pellew l'a publié d'après cette copie, mais avec la date erronée du 7 mai. (*Vie de lord Sidmouth*, vol. II.)

« 9 mai 1804[1].

» Le roi vient à l'instant de recevoir le billet de M. Pitt. Il recevra M. Pitt avec grand plaisir à trois heures et demie, ce qui lui permettra de prolonger sa promenade. Ce n'est pas sans *étonnement* qu'il voit dans le *Times* que la réunion de l'opposition s'est tenue à Carlton-House.

» G. R. »

« 13 mai 1804.

» Il est dans la nature du roi d'être décidé et prompt quand il voit que le service public et l'honneur de ses amis exigent un effort. Il sait que ses sentiments sont d'accord avec la disposition et le caractère de son ami, maintenant son très-agréable chancelier de l'Échiquier. Sa Majesté prie donc M. Pitt de venir ici le plus tôt possible, lui promettant de ne point le retenir plus d'un quart d'heure, ou tout au plus une demi-heure. Sa Majesté est certaine qu'elle peut proposer un arrangement de cour qui sauvera son honneur, quant à lord Hobart, dont on ne saurait assez louer la conduite et l'attachement, et qui tirera M. Pitt de l'embarras où il est pour trouver une situation pour le seigneur auquel on l'avait sans doute promise. Le roi l'a vu tard hier au soir, plein de respect et désireux d'apprendre quelle ligne de conduite il devait tenir, mais très-humblement empressé de déposer les sceaux si cela n'avait point d'inconvénient pour le service public. Lord Hobart n'a pas la moindre idée de la pensée qui est venue à l'esprit du roi, et personne n'en saura rien tant que Sa Majesté n'aura pas vu M. Pitt.

» G. R. »

[1] Cette lettre du 9 mai est la seconde écrite par le roi à M. Pitt, au sujet du nouveau ministère. Celle du 13 mai est la troisième.

AU ROI.

D'après une copie de la main de M. Pitt.

« Mercredi 16 mai 1804.

» Sire,

» Ayant reçu la consultation ci-jointe de vos médecins, nous croyons de notre devoir de la transmettre humblement à Votre Majesté, en conjurant Votre Majesté d'y prêter la plus sérieuse attention. Nous nous permettons cette démarche parce que nous sommes convaincus que de l'observation exacte et constante de tout ce qui est ici recommandé à Votre Majesté, doit dépendre le parfait rétablissement et la conservation de la santé de Votre Majesté, et, avec elle, de tout ce qu'il y a de plus important pour le bonheur personnel de Votre Majesté, et le plein et heureux exercice de l'autorité royale de Votre Majesté pour la félicité de vos sujets. D'après ces raisons, nous sommes convaincus que Votre Majesté nous pardonnera si nous lui exprimons notre sérieux et ardent désir de voir Votre Majesté, tout en consacrant aux affaires importantes le temps nécessaire, ne pas se fatiguer par un travail plus prolongé qu'il n'est indispensable, et que Votre Majesté trouve bon d'éviter des conversations et des audiences trop prolongées et trop fréquentes. En se conformant, sous d'autres rapports, au traitement qu'on pourra trouver nécessaire pour affermir et achever le rétablissement de Votre Majesté, elle se mettra à l'abri du danger d'une rechute, dont la crainte deviendrait la source d'une anxiété et d'une inquiétude continuelles si ces précautions étaient négligées.

» Nous sommes, avec le plus profond respect et sincèrement, etc.,

» ELDON, W. PITT[1]. »

[1] On ne trouve dans les manuscrits point de réponse à cette lettre.

« 24 mai 1804.

» Le roi renvoie à M. Pitt les ordonnances signées. Il prie M. Pitt de recommander à M. Canning d'être ici pour la présentation, à trois heures et demie, ainsi que ceux des lords de la trésorerie et de l'amirauté qui pourraient se trouver en ville. Le roi désire également voir lord Melville à la même heure, pour quelques instants.

» Le roi envoie à M. Pitt une des boîtes secrètes dont il a fait changer les chiffres. Si M. Pitt veut envoyer ici les deux autres, les chiffres en seront changés par les relieurs de la bibliothèque de Sa Majesté. Le roi et M. Pitt ont seuls les clefs de ces boîtes, en sorte qu'ils peuvent s'en servir en toute sécurité.

G. R.

« 12 juin 1804.

» Le roi ne peut s'empêcher de dire à M. Pitt qu'il regarde l'accroissement de majorité d'hier soir comme très-avantageux pour la cause du bon gouvernement, et que plus il réfléchit à la proposition que M. Pitt prépare maintenant, sous forme de bill, pour la chambre des communes, plus il voit d'avantage à la mesure. Il ne peut trouver la conduite de M. Addington ni digne ni sage; celle de M. Yorke est plus excusable : c'est lui qui a conseillé tous les changements apportés au mode de défense depuis que lord Pelham a quitté le service, et il est toujours fort attaché à ses opinions.

» G. R. »

« 16 juin 1804.

» Le roi ne doute pas que l'idée qu'il n'y aurait point de vote jusqu'à lundi n'ait trop agi sur les esprits bien disposés des paresseux. Cependant, un peu plus d'énergie de la part des secrétaires de la trésorerie aurait pu avoir un salutaire effet, car on n'avait point envoyé hier de billets pour réclamer la

présence des amis du bon gouvernement. Sa Majesté se fie à la bonté de sa cause, à sa résolution de soutenir de toutes ses forces le ministère actuel, et au courage, à la droiture et aux talents de M. Pitt. Cette alliance ne peut guère manquer d'obtenir le succès; en tous cas, elle le mérite.

» G. R. »

« Kew, 20 juin 1804.

» Le roi a reçu avec la plus vive satisfaction le compte que lui rend M. Pitt de la troisième lecture du bill de défense, après une courte discussion à laquelle on est fâché de voir que M. Windham ait pris part. Bien que ce soit un homme d'une bonne et noble nature, il a l'air plus enclin à s'opposer aux idées des autres qu'à les adopter. Sa Majesté espère que l'activité déployée, par M. Pitt, dans cette difficile circonstance lui permettra de faire marcher les affaires publiques avec plus de rapidité et en même temps moins de fatigue qu'on n'eût pu s'y attendre au premier abord.

» G. R. »

« Kew, 23 juin 1804, 7 heures 52 minutes du matin.

» Le roi a l'intention de se trouver ce matin à Queen's-Palace pour voir ses médecins. Il y passera probablement une couple d'heures. Il serait bien aise d'y voir M. Pitt vers midi. Il est curieux de savoir quelques détails de la conduite de l'opposition, qui ne pouvaient guère entrer dans les dimensions du billet qu'il a reçu de M. Pitt.

» G. R.

» *P. S.* Depuis qu'il a écrit les lignes ci-dessus, le roi a reçu la boîte de M. Pitt, avec les bonnes nouvelles de ce qui s'est passé hier à la chambre des communes; il en est d'autant plus désireux de voir M. Pitt aujourd'hui.

» G. R. »

« Windsor, 2 août 1804.

» Le roi n'a éprouvé aucune fatigue de la cérémonie de mardi, parce qu'il sentait qu'il remplissait son devoir. Les sentiments exprimés par le discours lui convenaient d'ailleurs si parfaitement qu'il ne pouvait qu'y puiser des forces.

» G. R. »

« Weymouth, 26 août 1804.

» Le roi n'a pas d'objection à adopter la proposition de M. Pitt. Il consent à ce que le lieutenant général Lake soit créé pair d'Angleterre, à l'occasion de ses grands succès dans l'Inde; il veut bien également que le brigadier général Welsley [1] soit honoré d'un ruban extraordinaire de l'ordre du Bain, mais à condition que le major-général Moore, auquel nous devons surtout nos succès en Égypte, et le commodore Samuel Hood recevront le même honneur, en passant avant le brigadier général Welsley.

» Quant aux questions de M. Pitt sur la santé du roi, elle est parfaitement bonne; le calme du lieu et la salubrité de l'air doivent tous les jours lui rendre des forces. D'après l'avis de sir Francis Milman, qui est ici, le roi prendra des bains tièdes au lieu d'aller à la mer. Sa Majesté regarde ceci comme un sacrifice, mais elle suivra religieusement cet avis, sans approuver le raisonnement fondé sur l'idée qu'on est trop âgé, à soixante-cinq ans, pour que le remède puisse être efficace.

» G. R. »

« Cuffnells, 31 octobre 1804.

» Le roi est très-satisfait de voir que M. Pitt peut retarder la réunion du Parlement, à moins que quelque nouvelle d'Espagne ne la nécessite avant le mois de janvier. Sa Majesté est cer-

[1] Ainsi dans le manuscrit.

taine que cette prolongation enchantera les gentilshommes de province, et que ce n'est pas un véritable retard pour les affaires publiques, puisqu'on fait rarement, avant Noël, autre chose que de voter les subsides nécessaires aux exigences du moment. »

M. PITT AU ROI.

« Putney-Hill, 17 décembre 1804.

» M. Pitt est pressé de communiquer humblement à Votre Majesté qu'ayant été conduit, par l'approche de la session du Parlement, à étudier attentivement l'état des partis politiques et le degré d'appui sur lequel le gouvernement peut compter, il est profondément convaincu que, sans avoir aucune raison de douter d'une majorité suffisante pour résister aux tentatives de l'opposition et pour mener les affaires ordinaires du gouvernement, cependant beaucoup d'embarras pourraient s'élever à l'égard des mesures vigoureuses et décisives qui paraissent nécessaires pour continuer avantageusement la guerre. Il croit donc d'une haute importance de s'assurer, s'il était possible, une accession considérable de forces avant l'ouverture de la session, et il ne voit aucun moyen d'y parvenir qui soit, à tout prendre, aussi avantageux dans la situation présente, ni qu'il sache aussi conforme aux sentiments de Votre Majesté que de chercher à unir au gouvernement les amis de M. Addington. Il sent qu'il manquerait à tout ce qu'il doit au service de Votre Majesté s'il permettait, aux impressions personnelles qui peuvent résulter des affaires passées, de faire obstacle à une semblable combinaison. Si Votre Majesté approuve l'ensemble de cette proposition, M. Pitt aura, mercredi, l'honneur de soumettre à Votre Majesté ses idées à ce sujet, avec plus de détails. Dans l'intervalle, il prend la liberté d'ajouter qu'il a eu l'occasion d'apprendre que les sentiments de M. Addington s'accordaient avec les siens. »

« Windsor, 18 decembre 1804.

» Le roi ne peut perdre un moment, après la lecture de la lettre de M. Pitt, pour exprimer sa joie de l'excellent état d'esprit où se trouve M. Pitt, qui lui a suggéré le désir d'appeler M. Addington et ses amis à l'aide du gouvernement.

» Depuis le moment où Sa Majesté a revu M. Pitt, le printemps dernier, pour le faire rentrer dans la vie publique, elle lui a exprimé son désir de réconcilier les deux amis et de leur voir retrouver cette affection qui, pour son compte, lui sera si agréable, en même temps qu'elle facilitera les affaires publiques.

» Le roi ne peut conclure sans suggérer une idée depuis longtemps formée et juste, à ce qu'il croit. A son avis, la véritable récompense que M. Addington devrait obtenir serait une pension à vie; on la lui doit pour son actif et honorable accomplissement des devoirs d'orateur de la chambre des communes, qui l'a toujours demandée à la retraite de ses prédécesseurs, lorsqu'ils n'avaient pas la moitié autant de mérite que lui. Dans le cas présent, les sentiments de Sa Majesté en seraient flattés, puisque la proposition ne peut venir convenablement que d'un message de la couronne, et que la motion en devra être faite par M. Pitt, qui n'a jamais rendu un plus grand service au public qu'en désignant M. Addington, alors tout jeune, pour devenir orateur de la chambre des communes.

» G. R. »

« Windsor, 25 décembre 1804.

» Le roi a reçu de lord Hawkesbury la nouvelle tant désirée de l'entrevue de M. Pitt avec M. Addington, à Coombe-Wood, dimanche. Il est convaincu, dit-il, que leurs premières habitudes de cordiale affection sont renouées. Ceci donne au roi d'autant plus de satisfaction qu'il sait bien que leur attachement personnel pour lui et pour ce pays-ci est la véritable cause de

cette réunion satisfaisante. Sa Majesté n'a pu s'empêcher de donner à M. Pitt ce témoignage écrit de son approbation, et il en a fait autant pour M. Addington.

» G. R. »

« Windsor, 15 janvier 1805.

» Le roi reçoit avec grand plaisir les nouvelles que lui donne M. Pitt des très-bonnes dispositions dans lesquelles il a trouvé le duc de Portland. La lettre que Sa Majesté a reçue de lui ce matin en est la plus forte preuve. Le roi a profité des conseils de M. Pitt, et, dans sa réponse, il l'a vivement pressé de rester membre du cabinet. »

« 16 janvier 1805.

» Le roi est heureux de voir que la motion pour l'adresse a été proposée et appuyée d'une manière convenable. Il ne suppose pas que les discours de M. Fox et de M. Windham fussent bien nécessaires, ni qu'ils aient pu avoir grande influence sur la chambre des communes. »

« 31 janvier 1805.

» Le roi, en recevant le billet de M. Pitt, a chargé lord Hawkesbury de préparer les papiers nécessaires pour faire passer l'évêque de Norwich à la charge d'archevêque de Cantorbery. L'évêché de Norwich vaut 3,200 livres sterling par an, ce qui peut faire une agréable transition pour quelque évêque occupant un siége moins avantageux. »

« Kew, 21 février 1805.

» Le roi est charmé que M. Canning ait bien répondu à la motion de M. Windham, et que le vote ait été si favorable, surtout ayant eu lieu de si bonne heure. Plus tard, la majorité eût été certainement plus forte. »

« 7 mars 1805.

» Le roi est parfaitement satisfait que la motion de M. Sheridan, pour retirer l'acte voté dans la dernière session du Parlement pour lever des forces additionnelles, ait subi le sort qu'elle méritait. Il est déplorable que M. Windham oublie si complétement, par esprit d'opposition, que la guerre est le principe auquel il devrait attacher sa foi ; et, par conséquent, s'il a la moindre idée des convenances, il ne devrait pas se joindre aux efforts tentés pour réduire les moyens qu'on peut proposer dans le but de rendre efficace la défense du royaume.

» G. R. »

« Windsor, 9 avril 1805.

» Le roi, quoique fort affligé de la cause, ne peut oublier avec quelle convenance M. Pitt s'est empressé de lui faire savoir le résultat de la motion de censure contre lord Melville, par suite de l'indulgence qu'il a mise à laisser M. Trotter profiter de l'excédant des deniers publics. Sa Majesté espère que lord Melville n'a pas été coupable et qu'il a été seulement fort imprudent ; par le fait, la lettre qu'il a publiée récemment pour se disculper n'a pas fort amélioré l'état des choses. Sa Majesté n'userait pas de droiture en retour si elle ne citait pas les noms qui lui sont venus à l'esprit comme dignes d'examen, lorsqu'il s'agira de nommer le président du conseil d'amirauté : le comte de Chatham, lord Castlereagh et M. Yorke ; lord Gardner également, si on veut un homme de la profession ; mais Sa Majesté veut rester l'esprit parfaitement libre, afin d'adopter l'un de ces noms, ou toute autre personne que M. Pitt, après mûre réflexion, croira propre à soutenir son ministère.

» G. R. »

« Windsor, 10 avril 1805.

» Le roi a reçu ce matin la démission de lord Melville de son siége au conseil de l'amirauté. Il croit nécessaire que

M. Pitt prenne le temps d'examiner qui pourrait le mieux remplir cette situation importante, car la personne la plus prévenue contre lord Melville, si elle pouvait voir l'ensemble de ses travaux au conseil de l'amirauté, reconnaîtrait que, dans ce départment, il a bien complétement rempli ses devoirs. Les présentes vacances donneront à M. Pitt tout le temps d'examiner et de proposer les arrangements qui pourraient être le plus avantageux au service public. » G. R. »

« Windsor, 22 avril 1805.

» Depuis le moment de la malheureuse nécessité où lord Melville s'est trouvé de donner sa démission du conseil de l'amirauté, le roi n'a pas eu d'autre désir que d'adopter la recommandation de M. Pitt sur la personne la mieux qualifiée pour remplir la place vacante. Puisque M. Pitt croit qu'à tout prendre, sir Charles Middleton répond à ce besoin, Sa Majesté n'y a point d'objection, non plus qu'à ce qu'il soit élevé au rang de baron; mais il ne devra assister au conseil que lorsqu'il sera question de marine. En même temps, Sa Majesté croit qu'il serait utile, en faisant cette addition à la pairie, d'accorder le même honneur à M. Lygon, représentant du comté de Worcester, que son excellente renommée, sa grande fortune et la constante adhésion qu'il a donnée au gouvernement mettent dans une situation où il n'a pas de justes compétiteurs. » G. R. »

« Windsor, 26 avril 1805.

» Le roi est enchanté de la nouvelle que lui donne M. Pitt et de ce que l'amertume persistante de M. Whitbread a été arrêtée hier par une majorité de 78 voix, et aussi de ce qu'au second vote, la commission choisie au scrutin a passé à une majorité de 131 voix. Sa Majesté regarde l'heureuse issue de cet événement comme uniquement due à la modération et à la sage ligne de conduite de M. Pitt dans tout le cours de cette triste affaire.

» Le roi est fâché de voir que la cité de Londres sorte à ce point de sa ligne de conduite naturelle pour se mettre en avant dans cette affaire qui ne regarde aucunement ce corps. Il espère que M. Pitt conviendra avec lord Hawkesbury de la réponse à faire; elle doit être générale et modérée, sans encourager les gens de la Cité à devenir harangueurs sur des sujets qui ne rentrent pas naturellement dans leurs attributions. C'est mercredi que le roi recevra cette adresse. » G. R. »

« Windsor, 30 avril 1805.

» Le roi est fort satisfait du résultat du débat d'hier, tel que le lui fait connaître M. Pitt, et il ne doute pas qu'avec de la modération, la chaleur qui s'est malheureusement manifestée dans la chambre des communes, par suite d'une imprévoyance déplorable et inexcusable, se calmera bientôt. Sa Majesté ne peut conclure sans dire que, jusqu'à hier, elle n'avait aucune idée qu'un malaise existât dans le ministère; elle a appris que tout s'était arrangé amicalement. Le roi croit juste de déclarer que, si quelque désunion s'était manifestée, il aurait décidément pris le parti de M. Pitt, ayant toute raison d'être satisfait de sa conduite depuis l'heure de sa rentrée à mon service.

» Le roi ne sera pas à Kew aujourd'hui, mais il a donné rendez-vous à lord Hawkesbury pour demain matin à onze heures, à Queen's-Palace. » G. R. »

« Windsor, 5 mai 1805.

» Bien que le roi soit fort blessé de la violence contre lord Melville, qui ne convient point au caractère des Anglais, habituellement trop généreux pour continuer à frapper un homme tombé, il ne peut s'empêcher de sentir la prudence et le bon caractère dont M. Pitt a fait preuve en proposant de le rayer du conseil privé; il espère qu'après cela, cette affaire sera enterrée dans l'oubli.

» Sa Majesté autorise M. Pitt non-seulement à en donner avis aujourd'hui à la chambre des communes, mais à convoquer le conseil privé pour jeudi à deux heures, à Queen's-Palace.

« G. R. »

« Windsor, 14 mai 1805.

» Le roi n'est pas surpris, vu l'énorme longueur que les membres se permettent de donner à leurs discours, qu'il ait été nécessaire d'ajourner le débat sur la question catholique à deux heures du matin, jusqu'à l'heure ordinaire de la réunion aujourd'hui; il est merveilleux que la fatigue n'amène pas ces messieurs à resserrer leurs idées dans une moindre étendue, ce qui serait plus agréable et plus utile pour les auditeurs, et non moins avantageux à la marche des affaires.

» G. R. »

« Kew, 1er mai 1805.

» Le roi est extrêmement satisfait de la grande majorité qui a rejeté la motion de M. Fox pour un comité sur la question catholique. Il espère que des majorités décidées dans les deux chambres du Parlement prouveront si nettement le sentiment du royaume sur cette importante question qu'il n'en entendra plus parler. Sa Majesté est bien convaincue que, si l'on pouvait connaître les sentiments de la population en général sur ce sujet, la majorité serait bien plus grande encore.

» G. R. »

« 12 juin 1805.

» Le roi éprouve une grande satisfaction à apprendre de M. Pitt l'apparence de la chambre des communes, hier, au sujet de la motion de M. Whitbread, pour la mise en accusation de lord Melville, et sur l'amendement de M. Bond, proposant au contraire des poursuites légales. Le roi croit qu'on peut, avec justice, repousser ces deux motions. Personne ne blâme plus sin-

cèrement les irrégularités de la conduite de lord Melville, mais personne ne peut être plus opposé à ce qu'on prenne contre lui aucune autre mesure. Tout ce qui est nécessaire pour l'exemple à venir a été fait, et ce qu'on ferait de plus serait pour châtier à plaisir un homme tombé ; ce n'est pas la conduite ordinaire d'un Anglais, qui ne frappe jamais son ennemi à terre.

» G. R. »

« Weymouth, 15 septembre 1805.

» Le roi est parfaitement de l'avis de M. Pitt, quant aux qualifications de M. Long pour la charge de secrétaire d'Irlande ; mais il recommande bien à M. Pitt d'être très-soigneux dans le choix d'un homme capable pour le remplacer au conseil de la trésorerie. La vue de Sa Majesté ne lui permet pas d'en dire davantage ; tout en faisant quelques progrès, elle ne peut lire ni ce qu'on lui écrit, ni ce qu'elle écrit [1]. » G. R. »

« Windsor, 11 novembre 1805.

» Le roi ne peut s'empêcher d'exprimer à M. Pitt la joie qu'il ressent des bonnes nouvelles qu'on vient de lui donner sur la capture de quatre vaisseaux de ligne qui s'étaient échappés le 21 du mois dernier. Sa Majesté vient de recevoir de lord Hawkesbury un extrait du testament de lord Nelson concernant ses

[1] On aperçoit un grand changement dans l'écriture de cette lettre et de toutes celles d'une date subséquente. Les caractères sont devenus beaucoup plus gros, indistincts et mal formés. Ce changement était dû à l'affaiblissement de la vue. Lorsqu'il se trouvait à Cuffnells, au mois d'octobre : « Sa Majesté, » dit M. Rose, « m'a assuré qu'elle avait presque perdu la vue de l'œil droit, et que c'était à grand'peine qu'elle pouvait lire le journal à la lumière, quelles que fussent ses lunettes. » (*Journaux*, vol. II). Depuis le mois de novembre 1805, le roi se vit obligé d'employer le colonel Herbert Taylor comme secrétaire et *amanuensis*.

funérailles, ce qui a permis de donner les instructions nécessaires pour son enterrement à Saint-Paul, avec les honneurs militaires que semble exiger l'éclat de la victoire.

» G. R. »

LE COLONEL HERBERT TAYLOR A LORD CASTLEREAGH.

« Windsor, 20 décembre 1805.

» J'ai eu l'honneur de déposer devant Sa Majesté les divers papiers qui accompagnaient la lettre de Votre Seigneurie au sujet des récents événements de Moravie [1], et je suis chargé de vous en faire beaucoup de remercîments. Sa Majesté trouve les pièces très-intéressantes; elles tendent toutes à confirmer le rapport arrivé hier sur l'heureux résultat de la lutte acharnée du 2, du 3 et du 4 courant. »

[1] Le bruit qui se trouva, sans aucun fondement, d'une grande victoire remportée sur les Français, près d'Austerlitz.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME

CHAPITRE XXXIV. — Pitt renonce pour quelque temps à assister aux séances de la chambre des communes. — Sa conférence avec Rose. — Correspondance avec lord Chatham. — Dettes du prince de Galles. — Dissentiments avec la France. — Entrevue de lord Whitworth avec le premier consul. — Procès de Peltier. — Exposé au Corps Législatif. — Armements en France et en Hollande. — Désir général de la rentrée de Pitt aux affaires. — Proposition transmise par lord Melville. — Ouvertures subséquentes d'Addington. — Mort de la comtesse douairière de Chatham. 1

CHAPITRE XXXV. — Entrevue de Pitt et d'Addington. — Le cabinet repousse les propositions de Pitt. — Le roi est mécontent de Pitt. — Commentaires de Fox. — Examen de la négociation. — Le premier consul rejette l'ultimatum du gouvernement anglais. — La guerre avec la France est déclarée. — Pitt reprend séance à la chambre des communes. — Grands discours de Pitt et de Fox. — On propose la médiation de la Russie. — Tierney est nommé trésorier de la marine. — On propose des votes de blâme. — Poëmes satiriques de Canning. — Le budget. — Plan de Charles Yorke pour la défense du pays. — Le bill du service militaire. — Le bill des droits sur la propriété. — Les volontaires. — Les complots recommencent en Irlande. — Meurtre de lord Kilwarden. 34

CHAPITRE XXXVI. — Occupation du Hanovre par les Français. — Préparatifs du premier consul pour l'invasion de l'Angleterre. — Récit de M. Thiers sur la terreur qu'ils inspiraient. — Les volontaires. — Régiment des cinq Ports de M. Pitt. — État de sa santé. — Réminiscences de sa conversation. — Lady Hester Stanhope. — Tour d'inspection de M. Pitt. — Discussion des pamphlets. — Conduite du gouvernement à l'égard de la défense du pays. — Bateaux canonniers de Pitt. — Grande revue des volontaires à Hyde-Park. — Changements ministériels et revues parlementaires. — Discours de Pitt sur les volontaires. — Bill pour l'exemption des volontaires. — État de la marine. 77

CHAPITRE XXXVII. — Grenville propose une jonction avec Fox. — Pitt refuse. — Pamphlets de parti. — Maladie du roi. — Conversation confidentielle de Pitt avec lord Malmesbury. — Ajournement proposé de la chambre des communes. — Discours de Pitt sur la doctrine constitutionnelle. — Bill pour l'organisation permanente des volontaires. — Erreurs du gouvernement dans son système naval et militaire. — Motion de Pitt sur l'état de la marine. — Entrevue entre Pitt et lord Eldon. — Mort de lord Camelford et de lord Alvanley. — Lord Moira à Édimbourg. — Correspondance de Pitt avec lord Melville. — Votes dans les deux chambres du Parlement. — Démission des ministres. — Le roi appelle M. Pitt. . . . 129

CHAPITRE XXXVIII. — Vues de Pitt au sujet d'une nouvelle administration transmises au roi. — Lettre de Sa Majesté à Pitt. — Son entrevue avec le roi. — Pitt se charge de former un nouveau ministère à l'exclusion de Fox. — Communications avec les autres chefs de parti. — Conduite généreuse de Fox. — Réponse négative de lord Grenville. — Pitt reçoit les sceaux. — Le nouveau cabinet. — Autres changements dans les emplois. — État précaire de la santé du roi. 165

CHAPITRE XXXIX. — Accusation contre MM. Drake et Spencer Smith. — Exécution du duc d'Enghien. — Le premier consul est proclamé Empereur des Français. — Alliances projetées par Pitt sur le continent. — Ouvertures de M. Livingston. — Mémorandum de Pitt. — Wilberforce reprend sa motion sur la traite des nègres. — Proclamation interdisant la traite dans les colonies conquises. — Bill de Pitt sur les forces additionnelles. — Vote des crédits. — Mesures défensives de Pitt. — Critiques de lord Grenville et de Fox. — Plan d'invasion de Napoléon. — Les Catamarans. — Succès des opéra-

tions anglaises hors d'Europe. — Batailles d'Assye et d'Argaum. — Guerre avec l'Espagne. — Prise des vaisseaux chargés de trésors. — Notes de Pitt sur la guerre, sur l'Allemagne et sur Napoléon. — Réconciliation tentée entre le roi et le prince de Galles. — Affaire de lord Auckland. 196

CHAPITRE XL. — Démission de lord Harrowby. — Réconciliation entre Pitt et Addington. — Commentaires de lord Camden et de l'évêque Tomline. — Lord Mulgrave est nommé secrétaire des affaires étrangères. — Canning propose de se retirer. — Addington devient président du conseil et vicomte de Sidmouth. — Lettre de Napoléon à George III. — Mort de lord Lougborough et de l'archevêque Moore. — Demande de l'évêque Pelham. — Débats parlementaires. — Maison de la princesse Charlotte. — Dernier budget de Pitt. . . . 235

CHAPITRE XLI. — Administration maritime de lord Melville. — Deuxième rapport des commissaires pour l'enquête sur la marine. — Dissentiments dans le ministère. — Résolutions de Whitbread. — Démission de lord Melville. — Sir Charles Middleton lui succède. — Discussions entre M. Pitt et lord Sidmouth. — Le roi soutient Pitt. — On renvoie le deuxième rapport à une commission choisie. — Lord Melville perd sa place au conseil privé. — Les réclamations des catholiques romains recommencent. — Discours de Grattan et de Pitt. — Négociations diplomatiques. — Arrivée de M. de Novosiltzoff à Londres. — Traité entre la Russie et l'Angleterre. — Lord Melville est accusé. — Rejet de la motion de Whitbread contre Pitt. — Démissions de lord Sidmouth et lord Buckinghamshire. — Arrangements ministériels. — Déclin de la vie du roi. 271

CHAPITRE XLII. — Napoléon couronné roi d'Italie. — Annexion de Gênes à la France. — Lucques est conféré à la princesse Élisa. — Troisième coalition. — Villeneuve poursuivi par Nelson. — Action entre Villeneuve et Calder. — Villeneuve se rend à Cadix. — Mécontentement de Napoléon. — Il fait la guerre à l'Autriche. — Nelson à Merton. — Il est nommé au commandement de la flotte envoyée à Cadix. Il prend congé de Pitt. — Arrivée de sir Arthur Wellesley de l'Inde. — Représentations inutiles de Pitt au roi. — Dernière entrevue avec lord Sidmouth. — Expédition projetée dans le nord de l'Allemagne. — Reddition de Mack à Ulm. — Son effet sur Pitt. — Bataille de Trafalgar et mort de Nelson. — Dernier discours de Pitt en public. — Description que faisait le duc de Wellington de son apparence à cette époque. — Notes de lord Fitzharris et lord Eldon. . . . 318

CHAPITRE XLIII. — Mission de lord Harrowby à Berlin. — Pitt à Bath. — Sa critique des poëmes de lord Mulgrave et de M. Canning sur la victoire de Trafalgar. — Napoléon à Vienne. — Bataille d'Austerlitz. — Traité de Presbourg. — Effet de la nouvelle sur Pitt. — Inquiétude de ses amis. — Sa maladie à Putney. — Sa dernière lettre. — Son entrevue avec lord Wellesley; son opinion sur sir Arthur. — Notes de l'honorable James Hamilton Stanhope. — Récit de l'évêque de Lincoln. — Mort de Pitt. 350

CHAPITRE XLIV. — Embarras des ministres. — Réunion du Parlement. — Effet de la nouvelle de la mort de Pitt. — Formation du nouveau ministère. — Votes à la chambre des communes. — Sommes votées par le Parlement pour le payement des dettes de Pitt. — Pensions à ses nièces. — Funérailles publiques. — Statues et portraits. — Caractère de Pitt. — Ses principes religieux. — Sa bonté envers les pauvres. — Sa négligence de toute protection de la littérature et des beaux-arts. — Son habileté pour les versions classiques. — Son talent comme orateur. — Comme ministre des finances. — Sa conduite de la guerre. — Conclusion. 388

APPENDICE. 427

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

COMES DE LA CORTINA ET AMICORUM
FALLITUR HORA LEGENDO